



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

Troisième partie :

“Alpins”

et

“Méditerranéens”.

(1939 - 1970)

Guerre, reconstruction, crise de l'industrie textile : ces trois phénomènes ont touché à des degrés variables toutes les régions françaises de 1939 à 1970, mais ont particulièrement affecté l'arrondissement de Saint-Dié. Ils sont également à l'origine de profondes mutations économiques et sociales. La guerre a représenté un véritable traumatisme pour les Italiens, bien plus vulnérables que les autochtones face aux privations et aux manifestations de rejet. La reconstruction a amené en Déodat une "troisième vague" d'immigrés, ouvriers du bâtiment en grande majorité, dont la plupart sont originaires du *Mezzogiorno*. L'effondrement de l'industrie cotonnière enfin, a provoqué le regroupement des activités manufacturières autour de quelques pôles, et principalement au chef-lieu. Pendant ces 30 années, l'immigration italienne a considérablement changé. Elle s'est tout d'abord enrichie et diversifiée : les Italiens des années 1960 sont non seulement des "Alpins", mais aussi des "Méditerranéens" qui ont quitté leur Midi en quête d'une vie meilleure et dont les déplacements ont été strictement encadrés par l'O.N.I. Elle s'est ensuite concentrée dans quelques agglomérations - Raon-l'Étape, Gérardmer, Saint-Dié - dont le dynamisme contraste fortement avec le marasme des anciennes vallées industrielles que les fils d'Italiens se sont empressés de quitter. En 1970, après un siècle d'immigration, deux "groupes" aux caractéristiques communes semblent se distinguer nettement : les vieux "Alpins" naturalisés et assimilés côtoient de jeunes "Méditerranéens" qui restent apparemment très attachés à leur culture d'origine. Doit-on pourtant conserver cette vision simpliste, partagée alors par la presse et l'opinion publique, qui ne cesse d'ériger les premiers en étrangers "modèles", considérant les seconds comme difficilement "assimilables" ?

Chapitre 1 :

Le traumatisme

de la guerre.

(1939-1945)

En septembre 1939, alors que la guerre vient de commencer, l'attitude future des immigrés italiens est l'objet de toutes les inquiétudes. L'opinion publique est gagnée par la crainte de voir se constituer à l'arrière du front une "cinquième colonne". Depuis plusieurs années, on n'a cessé de lui présenter l'étranger comme un danger pour la sécurité nationale. Les Transalpins doivent montrer leur "vrai visage" et ils ne vont parfois pas hésiter à prendre tous les risques afin de montrer leur attachement à la République. Néanmoins, le sort et l'image de l'Italien ne dépendent pas seulement de son attitude personnelle. Une fois encore, les décisions du *Duce* ne font qu'attiser une xénophobie plus forte que jamais, renforcée par la propagande du régime de Vichy et les restrictions. En six ans, la pénurie, le travail forcé, les déportations, le chômage, la xénophobie et la souffrance n'épargnent pas des familles devenues très vulnérables.

I - Prisonniers des décisions du *Duce* (septembre 1939 - juin 1940).

A - "Planqués" ou "bons Français" ?

1 - Fidélité au pays d'accueil.

Le déclenchement de la guerre vient briser subitement le long processus d'assimilation commencé depuis plus de dix ans. A partir de septembre 1939, toutes les demandes de naturalisation sont ajournées, excepté pour les jeunes gens qui peuvent bénéficier - et ils ne s'en privent pas - d'un examen rapide de leur dossier : *"Les circonstances que nous traversons ont éveillé chez un grand nombre d'étrangers résidant en France, le désir de servir sous nos drapeaux, lit-on en novembre dans Le Télégramme des Vosges. Le gouvernement a décidé d'instituer en faveur de ces étrangers, une procédure permettant la constitution rapide des dossiers de naturalisation et leur examen accéléré. Ces étrangers offrant de payer l'impôt du sang doivent tous, si leur demande est agréée, être entièrement exonérés des droits de sceau"*. Seuls les hommes sont concernés et les conditions à remplir sont nombreuses : avoir moins de 35 ans, avoir résidé au moins cinq ans en France, dix s'ils sont âgés de 35 à 40 ans. Tous doivent disposer d'une carte d'identité "en règle", avoir été reconnus aptes au service militaire, avoir formulé une demande d'engagement et bénéficier de *"renseignements favorables"*. Les postulants se rendent successivement au bureau de recrutement, où ils subissent une visite médicale, puis à la mairie de leur domicile où ils déposent les documents demandés, état-civil, certificats d'aptitude, lettres de recommandation. *"La naturalisation des étrangers en faveur desquelles sont prises ces dispositions, sera presque immédiate, précise Le Télégramme afin de motiver les candidatures. Elle leur sera accordée en*

priorité sur tout autre dossier”¹. Une vingtaine de Transalpins de l’arrondissement “profitent” ainsi des circonstances pour devenir Français : néanmoins, les femmes, les hommes trop âgés, les malades et les handicapés ne sont pas concernés par la nouvelle législation.

De nombreux Italiens sont, dès le début des hostilités, dans une situation des plus inconfortables : contrairement à ce qui s’était passé 25 ans plus tôt, il ne saurait être question pour eux de rentrer dans une Italie avec laquelle ils n’ont souvent plus aucun lien. Certes, les fascistes militants - comme Paolo Ossola, “*agent consulaire*” -, les parents ou cousins venus rendre visite à leur famille et “surpris” par le début des hostilités, ont tôt fait de prendre le premier train pour l’Italie. Ils sont cependant bien peu nombreux : en 1939, par exemple, seuls 38 Italiens quittent Senones, 8 en 1940, chiffres bien inférieurs à ceux des années précédentes². L’exode massif d’août 1914 ne se reproduira pas.

S’ils ont “choisi leur camp” depuis longtemps, ils restent des étrangers dans un pays en guerre qu’ils veulent néanmoins servir. Mais l’armée se méfie de ces Français de “fraîche date” ayant effectué leur service militaire en Italie : ils sont dispensés de porter l’uniforme pour le moment. Une fois encore, les Transalpins voient leur sort lié aux décisions du *Duce* : que l’Italie vienne à rentrer en guerre aux côtés de l’Allemagne et ils seront les premières cibles de la xénophobie et des rigueurs de l’administration.

Jusqu’en juin 1940, l’opinion est très méfiante à l’égard des Italiens, naturalisés ou non : ressortissant d’un pays neutre, ils échappent presque tous à la mobilisation et continuent à exercer leur activité professionnelle, alors que tous les jeunes Français sont partis rejoindre leur unité, pour la plupart en Moselle sur la Ligne Maginot. Ils sont perçus comme des “planqués” profitant amplement de la situation.

2 - Engagement dans la “Légion”.

Démentant la rumeur, conformément aux engagements pris en septembre 1938, beaucoup de jeunes gens qui n’avaient pu obtenir leur naturalisation à temps, n’hésitent pas à s’engager dans la Légion Étrangère : un “graniteur” senonais par exemple, natif de Levico, non loin de Côme, n’hésite pas dès septembre à se rendre à Épinal, afin d’intégrer un régiment de la “Légion”. Incorporé en novembre 1939 au sein du 12ème R.E.I., il y effectue une brillante campagne de France avant d’être démobilisé en février 1941. Le commandant ne tarit pas d’éloges sur les qualités du légionnaire italien. En mars 1945, appuyant une demande de naturalisation, il relate l’action de son ancien subordonné : “*Il a servi avec honneur et fidélité pendant toute la campagne, a pris part à tous les combats de l’Aisne à la Loire en combattant jour et nuit avec héroïsme. Il n’a jamais été puni, sa conduite fut très bonne*”³. Aux Arrentès de Corcieux, deux frères, “graniteurs” également, nés en

¹ Le Télégramme des Vosges : 14 novembre 1939.

² A.C. Senones : registres “Entrées et sorties des étrangers”.

³ A.D.V. : 54 W 63.

Italie et arrivés enfants en Déodatie dans les années 1920, rejoignent eux aussi le 12ème R.E.I. : l'un meurt en juin 1940 dans un hôpital de l'Aube suite à ses graves blessures de guerre⁴. Ils sont plusieurs dizaines à abandonner travail et foyer afin de se porter au secours d'un pays qu'ils considèrent comme le leur, alors que rien ne les y oblige : pour ces jeunes gens, s'engager et se battre pour la France est une manière de s'affirmer "Français", de laver les affronts subis depuis plusieurs années - insultes ou naturalisation ajournée -, de partager également le sort de leurs camarades vosgiens "de souche".

B - Une image qui se dégrade subitement.

1 - Familles "modèles" et saboteurs.

Les colonnes de la presse locale ignorent pourtant largement le courage et l'héroïsme de ces hommes : tout juste consentent-elles à ériger en exemple quelques individus, naturalisés et assimilés depuis longtemps. En mai 1940, *L'Express de L'Est* présente à ses lecteurs les Baroffio, "*une belle famille déodatienne*" : veuve d'un carrier varesino arrivé dans les Vosges à la fin du XIXème siècle, Mme Baroffio, née française, a cinq fils dont quatre sont mobilisés. "*C'est une famille bien connue de tous, précise le quotidien. C'est avec des gens comme eux qu'on gagne la guerre et qu'on apprécie la paix*"⁵. Un mois plus tard, au lendemain de l'entrée en guerre de l'Italie, *Le Télégramme* raconte les exploits de Bruno Crosta : "*L'école de Vieux-Moulin est fière de pouvoir féliciter un élève assidu des œuvres post-scolaires qui a obtenu la croix de guerre avec les citations suivantes : Crosta Bruno, toujours volontaire pour les missions les plus périlleuses. Dans les journées des 17 et 18 mai, est entré en territoire adverse et a rapporté des documents et des armes automatiques*"⁶.

Le ton est beaucoup plus dur lorsqu'il s'agit de dénoncer les fautes - même les plus minimes - des Italiens non-combattants : à La Houssière, le vieux maçon Bonizzardi est sévèrement verbalisé parce qu'il a oublié de faire renouveler sa carte d'étranger⁷. Luigi Miatta se fait quant à lui remarquer par des "*propos anti-français*" : "*Au café de La Forge, à Fraize, il a tenu des propos en italien montrant qu'il avait en piètre estime le pays qui le fait vivre si facilement. Mais un soldat qui connaît l'italien le prie de se taire et s'interpose. Miatta, connu comme paresseux, ivrogne et menteur, a comparu devant le procureur*"⁸. A Gérardmer, la femme d'un marchand de primeurs "*a quelques mots vifs avec une femme de mobilisé. Il convient, même et surtout si on est marié à un étranger, de respecter nos soldats*"⁹. La moindre altercation est aussitôt dramatisée, révélant un

⁴ A.D.V. : 54 W 67.

⁵ L'Express de L'Est : 5 mai 1940.

⁶ Le Télégramme des Vosges : 11 juin 1940.

⁷ Le Télégramme des Vosges : 18 mai 1940.

⁸ L'Express de l'Est : 13 juin 1940.

⁹ L'Express de l'Est : 7 mai 1940.

climat de paranoïa et d'espionnage largement diffusé par la presse, peu différent de celui qu'avait déjà connu la région lors de la crise boulangiste ou de l'affaire Dreyfus. En 1890 comme en 1940, l'Italien est suspecté de constituer secrètement une "cinquième colonne" afin de saper le moral des autochtones et de préparer l'invasion allemande. Une fois encore, ces accusations, totalement dénuées de fondements, témoignent de la peur de l'opinion. En mars 1940 par exemple, un jeune Italien naturalisé de 19 ans est arrêté à Senones pour "sabotage" : *"ouvrier à l'usine de blanchiment où il est requis civil, il a quitté son travail sans autorisation. Ayant commis plusieurs actes de sabotage, il a percé volontairement à coups de couteau une burette d'huile. D'origine italienne, il n'est naturalisé français que depuis fin 1938"*¹⁰. Le très conservateur *Télégramme* va beaucoup plus loin que *L'Express*, plus modéré, en critiquant implicitement la politique de naturalisation des gouvernements français depuis le Front Populaire. De plus, il exagère nettement la portée d'un incident qui n'a été en réalité qu'un simple mouvement d'humeur n'ayant en rien représenté une menace pour la sécurité du pays.

2 - Le "coup de poignard" du 10 juin.

Après le 10 juin 1940, aucun Italien, naturalisé ou non, "rouge" ou "noir", n'échappe à la xénophobie montante. Pour tous, la déclaration de guerre de l'Italie apparaît comme *"un coup de poignard dans le dos"* d'une France qui lutte pour sa survie. Quelques jours avant de cesser toute parution, la presse locale n'en finit pas de critiquer la lâcheté italienne. *L'Écho de Gérardmer* reproduit la déclaration radiodiffusée de Paul Reynaud : *"C'est en ce moment précis, alors que la France blessée, mais vaillante et debout, lutte contre l'hégémonie de l'Allemagne, qu'elle combat donc pour l'indépendance de tous les autres peuples comme pour la sienne, c'est l'heure que choisit M. Mussolini pour nous déclarer la guerre. Comment juger un tel acte ? La France, elle, n'a rien à dire. Le monde qui nous regarde jugera"*¹¹. *L'Express de L'Est* reproduit, lui, des articles des journaux anglais - *"Le bandit Benito joue le rôle du vautour"* - et décrit *"les manifestations hostiles qui se sont déroulées à Marseille, Bordeaux et Ajaccio. De nombreux établissements italiens ont été endommagés et un consulat lapidé"*¹². Très vite, les autorités prennent les mesures imposées par la gravité de la situation : le 12, les commerçants transalpins ont l'obligation de fermer leurs boutiques. Un *"Avis aux Italiens"* est également diffusé dans les journaux et affiché dans les lieux publics : tous doivent rendre les armes qu'ils possèdent et aller, les 14 et 15, dans les mairies de Saint-Dié, Senones et Gérardmer, munis de leurs papiers d'identité, afin de se faire recenser¹³.

Dans les Vosges, ils échappent pour un temps à la vindicte populaire : en ce mois de juin, le département est envahi et subit les bombardements de la *Luftwaffe*. Le bruit court également que des

¹⁰ Le *Télégramme des Vosges* : 15 mars 1940.

¹¹ *L'Écho de Gérardmer* : 15 juin 1940.

¹² *L'Express de l'Est* : 12 juin 1940.

¹³ Le *Télégramme des Vosges*, *L'Express de l'Est* : 12 juin 1940.

avons italiens ont attaqué Neufchâteau, nouvelle totalement erronée - l'aviation du *Duce* ne disposant pas d'un tel rayon d'action -, mais qui se propage rapidement. Venu de la ligne Maginot, le 2ème groupe d'armée français est encerclé dans le "triangle" Gérardmer - Saint-Dié - Bruyères et dépose les armes le 22. L'occupant s'installe. Sur les routes, les colonnes de prisonniers croisent les blindés de la *Wehrmacht*. Abasourdis, les Vosgiens tentent d'abord de savoir ce qu'il est advenu de leurs proches. La rapidité de l'avance allemande a surpris tout le monde : entrées dans l'arrondissement par le nord, les troupes allemandes ont empêché les civils de s'enfuir sur les routes. Désormais, tous les grands axes de communication sont coupés par l'ennemi et les journaux ne paraissent plus. Si les combats et l'invasion ont empêché les autochtones de manifester leur hostilité envers les Italiens en juin, la xénophobie n'est pourtant pas morte, loin s'en faut ...

II - Survivre, travailler, résister (1940 - 1944).

A - Les Italiens "fichés".

1 - Quatre recensements en quatre ans.

A partir du mois de juillet 1940, l'arrondissement redevient une région frontalière du *Reich* après l'annexion de l'Alsace et de la Moselle. Les Vosges sont intégrées à une "Zone interdite" dans laquelle les contrôles sont beaucoup plus stricts qu'en "Zone occupée" : les déplacements et les personnes sont surveillés par les troupes d'occupation et par les gendarmes avec la plus grande rigueur. Pour les Italiens, et surtout pour les Juifs, la région de Saint-Dié représente pendant quatre ans une véritable nasse d'où il est extrêmement difficile de sortir et dans laquelle les Allemands vont pouvoir puiser selon leurs "besoins". Pour l'occupant, il s'agit d'abord de recenser ceux qu'il pourra "utiliser" à l'avenir, de connaître leur nombre, leurs âges, leurs qualifications, leurs opinions politiques également. Après le dénombrement de juin 1940 effectué dans le plus grand désordre, les Italiens font l'objet de trois opérations de recensement organisées par l'administration française et commandées par les nazis :

- en octobre 1940, *L'Écho de Nancy* insère dans ses colonnes un "important avis aux étrangers" : *"En exécution des instructions des autorités occupantes, les étrangers des deux sexes, au-dessus de 14 ans accomplis, doivent obligatoirement se présenter à la mairie du chef-lieu de canton aux jours et heures indiqués au tableau ci-joint. Tout étranger qui ne répondra pas à cette convocation sans donner un motif légitime, s'exposera à des sanctions sévères"*¹⁴.

- deux ans plus tard, en octobre 1942, le Consulat de Nancy demande à tous les Italiens,

¹⁴ *L'Écho de Nancy* : 13 octobre 1940.

âgés de 21 à 33 ans et résidant dans les Vosges, de se présenter *“munis de leurs papiers, afin de régulariser leur situation militaire”*¹⁵. Engagée sur deux fronts extrêmement difficiles - en Afrique et en Russie -, ayant subi de graves échecs, l'Italie a un besoin urgent de soldats : la “chasse” aux déserteurs commence.

- à l'automne 1943, les Transalpins sont successivement convoqués deux fois en moins d'un mois. L'occupant exige que les hommes de 16 à 50 ans, et les femmes de 18 à 40 ans, *“se présentent immédiatement à la mairie ou au commissariat de leur domicile avec leurs cartes d'identité”*¹⁶. Début novembre, du 4 au 8, tous les Italiens de l'arrondissement doivent se rendre à l'hôtel Terminus de Saint-Dié, sur la place de la gare¹⁷. Depuis septembre en effet, avec la capitulation signée par le général Badoglio, l'Italie n'est plus l'alliée de l'Allemagne : le mois suivant, le gouvernement italien déclare la guerre au *Reich* et se range aux côtés des alliés qui envahissent sans rencontrer de résistance le sud de la péninsule. Les Italiens de l'étranger peuvent donc être requis pour le Service du Travail Obligatoire au même titre que les jeunes Français, sans risque de complications diplomatiques. Ménagés jusqu'en octobre 1943 par l'occupant, ils sont à présent pris en tenaille entre l'hostilité affichée des autochtones et les besoins en main-d'œuvre du *Reich*. Ils n'ont d'ailleurs d'autre choix que d'obéir aux directives des autorités allemandes : par ordre du préfet, aucun titre d'alimentation ne sera délivré à ceux qui ne pourront présenter le récépissé certifiant qu'ils ont satisfait les opérations de recensement¹⁸.

2 - L'administration aux ordres de l'occupant.

Grâce au zèle des fonctionnaires français, la *Feldkommandantur* 550 d'Épinal dispose dès octobre 1940 d'un fichier extrêmement précis concernant Juifs et étrangers établis dans les Vosges : on connaît leur adresse, leur qualification et leurs “idées”. Jamais jusque-là, les contrôles n'avaient été aussi rigoureux. En février 1941 par exemple, le Dr Meixner, *Feldkommandant*, demande au préfet de lui fournir *“la liste des ressortissants italiens, en précisant ceux qui se sont faits remarquer par leurs sentiments et leurs activités antifascistes”*. Le ton de la lettre montre d'ailleurs bien la soumission de l'administration française à l'occupant : *“Des antifascistes et déserteurs de l'armée italienne se trouveraient encore en France occupée. Veuillez me faire connaître vos observations à ce sujet”*¹⁹.

Le préfet demande donc à tous les maires d'enquêter sur les sentiments politiques des Transalpins résidant dans leur commune : dans l'arrondissement de Saint-Dié, on ne recense pourtant que trois *“antifascistes”*. A Vieux-Moulin, par exemple, un ouvrier du textile *“s'est fait remarquer dans toutes les manifestations communistes et notamment à l'occasion des grèves de juin*

¹⁵ L'Express de l'Est : 2 octobre 1942.

¹⁶ L'Express de l'Est : 23 octobre 1943.

¹⁷ L'Express de l'Est : 4 novembre 1943.

¹⁸ L'Express de l'Est : 17 janvier 1944.

¹⁹ A.D.V. : 16 M 161.

1936”²⁰. Le filet se resserre encore l’année suivante : en juillet 1941, le commissaire spécial fait parvenir au préfet une liste des *“étrangers en surnombre dans l’économie nationale ou dangereux pour l’ordre public”* : cette fois-ci, ce sont cinq Italiens de Déodat qui y figurent, dont deux, *“à la moralité douteuse, qui pourraient devenir dangereux dans un moment de tension”*²¹.

B - “Volontaires” en Allemagne.

1 - Des bras pour le Reich.

Les besoins de l’Allemagne en ouvriers qualifiés deviennent de plus en plus urgents à mesure que le conflit se prolonge. En octobre 1940, au cours du premier recensement, les maires doivent demander aux étrangers *“célibataires ou vivant seul, s’ils consentent à se mettre à la disposition des autorités allemandes pour travailler en dehors du département, même s’ils ne peuvent être occupés dans leur emploi habituel”*. Dans tout l’arrondissement de Saint-Dié, seuls deux Italiens répondent favorablement à cette requête. A Étival par exemple, un chômeur âgé de 60 ans, veuf et vivant seul, *“ne consent à aucun prix à se mettre à la disposition des Allemands pour travailler, écrit le maire. Il en est de même des autres étrangers qui viendraient à se trouver sans travail éventuellement. Tous tiennent à rester à Étival, où ils trouveraient toujours, disent-ils, à s’employer utilement”*²².

La dégradation de la situation économique joue cependant en faveur de l’occupant. A partir de 1941, toutes les usines sont touchées par le manque de matières premières - fibres textiles et charbon principalement -, ainsi que par la chute de la consommation intérieure : en novembre 1942, le coton disparaît complètement. Son remplacement par la fibranne ne change rien : les entreprises doivent renvoyer une partie de leur personnel et les ouvriers étrangers sont les premiers touchés. Ceux qui ont échappé aux licenciements - des naturalisés pour la plupart - ne travaillent plus que 10 à 12 heures par semaine et les périodes de chômage complet sont de plus en plus fréquentes²³. La crise de la demande a également provoqué une très forte baisse de l’activité dans les travaux publics, le bâtiment ou les carrières : là aussi, les chômeurs sont légions. Or, comme avant-guerre, l’étranger n’existe que par son travail : qu’il vienne à le perdre et sa carte d’identité ne lui est pas renouvelée, ce qui l’empêchera d’acheter des tickets de rationnement. Commence alors pour certains le règne des petits travaux non-déclarés, des tentatives pour trouver de l’ouvrage dans les départements voisins. Contrairement aux autochtones qui ont gardé des liens très forts avec la campagne, le repli sur la terre nourricière est extrêmement difficile pour les immigrés. Alors qu’un ouvrier vosgien peut

²⁰ A.D.V. : 16 M 161.

²¹ A.D.V. : 54 W 59.

²² A.D.V. : 16 M 161.

²³ POULL (Georges), *L’industrie textile vosgienne : 1765-1981*, Rupt-sur-Moselle, chez l’auteur, 1982, page 63.

espérer se procurer bois, lard et pommes de terre grâce à un oncle ou un cousin agriculteur dans un village voisin, l'Italien arrivé dans les années 1920 n'a souvent d'autre choix pour nourrir sa famille, que de partir : les recruteurs allemands sauront profiter de sa détresse et de sa grande fragilité.

A partir de l'automne 1941 en effet, quelques Italiens de l'arrondissement sont "volontaires" pour partir travailler en Allemagne. Jusqu'en 1943, ils sont plusieurs dizaines à s'expatrier outre-Rhin : ces chiffres, pourtant modestes, restent proportionnellement bien supérieurs à ceux concernant les Français "de souche". Pour les autochtones, c'est là l'aveu de la duplicité et de la trahison des Transalpins envers le pays qui les a si "généreusement accueillis", hostilité renforcée lorsque l'on constate que ceux qui partent sont parfois des naturalisés. Or, ces départs sont provoqués par une situation sociale en constante dégradation : le maçon ou l'ouvrier italien qui prend la grave décision de partir en Allemagne obéit d'abord à l'urgence dictée par les problèmes quotidiens. A-t-il réellement apprécié la portée symbolique de son acte ? Sans doute pas, mais l'effet produit est désastreux sur l'état d'esprit des populations locales.

En septembre 1941, les maires sont une nouvelle fois sollicités par la préfecture afin de dresser un *"état des civils français récemment embauchés en Allemagne"*, fichier sans cesse réactualisé par la suite : à Provençères-sur-Fave, ces "volontaires" ne sont que quatre, et parmi eux, deux frères Italiens naturalisés, maçon et manoeuvre. Français depuis 1936, un jeune "graniteur" frioulien décide de quitter la France en janvier 1942 : *"Il envoie régulièrement une partie de son salaire à sa femme qui élève ses trois enfants, écrit le maire de Senones. Il a une excellente réputation, fréquente des Français, parle le français. Il n'est pas parti pour des questions politiques"*²⁴. Ancien combattant dans la légion étrangère, démobilisé après s'être vaillamment battu à Soissons et Montargis en juin 1940, un carrier senonais est obligé de partir travailler pour l'occupant. Son histoire est relatée par un rapport du commissaire spécial adressé au préfet en septembre 1945, et joint au dossier de naturalisation : *"Sous l'occupation, il fut mis à l'index par la population de Senones et son entreprise, atteinte de chômage partiel, le licencia dans le courant de l'année 1943. A ce moment, la propagande pour le travail en Allemagne battait son plein, et, alléché par les gros salaires que touchaient les volontaires outre-Rhin, il a signé un contrat de travail volontaire pour l'Allemagne en septembre 1943 et est rentré en décembre 1944 à Senones. Il n'a jamais eu de rapports avec les Allemands et n'a pas non plus adhéré à un parti fasciste ou autre"*²⁵. Pour cet autre, ouvrier à Moyenmoutier, les raisons qui expliquent son départ en février 1942 sont quasiment identiques : *"Il serait parti comme volontaire par suite du manque de travail et du fait qu'il était depuis l'entrée en guerre de l'Italie avec l'Allemagne, l'objet de nombreuses vexations"*. Le maire précise également en octobre 1945 que *"l'intéressé n'a jamais donné lieu à aucune remarque défavorable avant son volontariat. Il passe au contraire pour un homme très sobre,*

²⁴ A.D.V. : 54 W 1.

²⁵ A.D.V. : 54 W 63.

sortant très peu en dehors de son travail et n'ayant que de rares relations''²⁶. A Raon-l'Étape, c'est une tout autre motivation qui pousse un carrier à quitter la région. Son employeur le défend à la Libération : *"En octobre 1942, il a signé un contrat pour aller en Allemagne. Il redoutait d'être enrôlé par l'armée allemande ou italienne pour combattre en Russie. Son départ était donc causé par la crainte d'être mobilisé sous un uniforme qui ne lui plaisait pas"*²⁷.

Tous les témoignages s'accordent : les "volontaires" italiens ne sont pas des fascistes militants attirés par l'appât du gain. S'ils partent, c'est parce qu'ils sont victimes du chômage et de l'hostilité des autochtones. Ils étaient d'ailleurs presque tous arrivés à la fin des années 1920 dans la vallée du Rabodeau et étaient employés dans l'industrie textile ou les carrières. Plus vulnérables que leurs camarades vosgiens, ils sont les premiers à partir.

2 - *"Requis"* pour l'Organisation Todt.

A partir de l'automne 1943, la situation des Italiens empire : convoqués du vendredi 5 au lundi 8 novembre à l'Hôtel Terminus de Saint-Dié, la plupart reçoivent ensuite l'ordre de se rendre à Épinal pour être incorporés dans l'organisation Todt. Tailleurs de pierre et maçons sont des recrues de choix pour le Génie allemand qui a un grand besoin de main-d'œuvre qualifiée pour la construction du Mur de l'Atlantique. Beaucoup de ces hommes s'évanouissent ensuite dans la nature : l'occupant s'adresse alors aux autorités françaises afin de retrouver les *"défaillants"* considérés comme des réfractaires au S.T.O. Les gendarmes reçoivent l'ordre de se rendre au domicile des *"requis"* afin de les arrêter et de les remettre à Épinal, au Service du Bureau d'embauche allemand. Le plus souvent, ils accomplissent la tâche qui leur est confiée avec la plus grande rigueur. Dès octobre 1943, la préfecture dresse une liste des *"Italiens n'ayant pas répondu à la convocation"* que le directeur du S.T.O., Offermann, envoie au commissaire de police de Saint-Dié : *"A appréhender et à faire mettre à notre disposition pour le départ du samedi 30, dernier délai"*, écrit-il au bas de la feuille²⁸. En novembre, le ton est encore plus pressant : *"Veuillez faire appréhender les susnommés et les faire conduire à nos bureaux, 25 place Jeanne d'Arc, le mardi 23 novembre à 9 heures, avec bagages et deux jours de vivres, pour partir à Calais, afin de travailler dans l'organisation Todt"*²⁹. Le Consulat d'Italie tente vainement de protéger ses ressortissants en leur conseillant de désobéir aux Allemands, lettre officielle à l'appui : peine perdue, cela ne représente tout au plus qu'un court répit.

L'un de ces réfractaires habite alors à Wisembach : âgé de 40 ans, ce maçon *varesino* est arrivé dans l'arrondissement en 1922, s'est marié et est devenu père de quatre enfants. La gendarmerie de Saint-Dié enquête, et, le 22 novembre à 9 heures du matin, arrête le malheureux :

²⁶ A.D.V. : 54 W 75.

²⁷ A.D.V. : S.C. 337.

²⁸ A.D.V. : 64 W 28.

²⁹ A.D.V. : 64 W 28.

celui-ci déclare, sans doute de bonne foi, qu'il s'est rendu le 6 à Saint-Dié pour le recensement, prévenu par voie de presse. *"La commission italienne de Nancy me dit de ne pas aller à Épinal,* précise-t-il dans le rapport. *Je rentre alors chez moi avec d'autres compatriotes, muni d'une note écrite en italien*". Malgré le document qui leur est présenté et qui contredit les ordres du préfet, les deux gendarmes téléphonent au Service du Bureau d'embauche qui leur répond de conduire le maçon à la préfecture, ce qui est fait le lendemain.

Le même jour, un carrier de Raon-l'Étape a plus de chance : convoqué le 8 novembre à Épinal, il décide de se cacher dans la cave de sa maison, au hameau de Chavré sur les hauteurs de la ville, afin d'échapper aux recherches. Ayant tout tenté pour essayer de le conserver, son patron, directeur des carrières de *trapp*, apprend que l'ouvrier est parti pour une destination inconnue. Les gendarmes interrogent en vain les proches du disparu et rentrent bredouilles au commissariat : *"Je l'ai vu partir le 8 par le train de 8 heures 30 en direction de Saint-Dié,* déclare son épouse. *Depuis, je n'ai pas reçu de ses nouvelles et j'ignore où il se trouve actuellement*". Une voisine, vieille dame de 71 ans, affirme également qu'elle *"ignore où il se trouve actuellement"*³⁰.

La solidarité de l'entourage - famille, employeur, collègues de travail - permet parfois aux Italiens d'échapper au sort peu enviable de beaucoup de leurs compatriotes travaillant sous le regard méprisant de gardes-chiourmes allemands sur les plages normandes pour construire bunkers et fortifications. D'autres réussissent à être exemptés en prouvant leur incapacité à travailler efficacement ou en montrant qu'ils sont plus utiles pour la machine de guerre allemande en conservant leur emploi dans les Vosges : un soudeur de l'usine Laederich de Moussey, par exemple, se rend à bicyclette à Épinal pour présenter au bureau de la main-d'œuvre un certificat médical. Un petit entrepreneur de Plainfaing travaille, lui, à la réparation d'une scierie qui fournit des pilotis à l'Allemagne : *"Ces travaux urgents seront abandonnés du fait de mon absence"* affirme-t-il aux gendarmes de Fraize venus l'arrêter³¹. Jusqu'en août 1944 pourtant, les recherches pour débusquer les réfractaires ne cessent pas. En moins d'un an, la *Feldgendarmerie*, assistée de la police française, a réussi à arrêter une dizaine d'Italiens de l'arrondissement.

C - L'étranger, responsable de tous les malheurs du pays.

1 - "Faire le tri".

Si Juifs et étrangers sont les premières victimes des nazis, les naturalisés sont loin d'être épargnés par le régime de Vichy. Bien au contraire, ils deviennent souvent les boucs-émissaires responsables de tous les malheurs du pays, à commencer par la défaite de juin 1940 et l'occupation.

³⁰ A.D.V. : 64 W 28; renseignements donnés par M. Henri Mangolt de Raon-l'Étape, beau-frère du carrier italien.

³¹ A.D.V. : 64 W 28.

Les thèmes diffusés par une partie de la droite avant-guerre règnent désormais en maître : il s'agit de "*faire le tri*" grâce à une révision de toutes les naturalisations accordées depuis la réforme du code de la nationalité de 1927. Dès juillet 1940, le gouvernement prend des dispositions pour modifier les modalités d'acquisition de la nationalité française. Ces mesures sont souvent bien perçues par l'opinion publique : dans la région de Saint-Dié, l'hostilité est grande envers des Transalpins, naturalisés ou non, à qui on ne cesse de rappeler le "*coup de poignard*" et les bombardements aériens de civils de 1940 pourtant imaginaires. Le soldat allemand est pour le moment épargné par la xénophobie populaire : poli et bien élevé, il paie tout ce qu'il consomme et reste bien loin de l'image du soudard propagée par la propagande pendant la "*drôle de guerre*"³². L'ennemi, s'il n'est plus vraiment allemand à l'été 1940, est devenu italien pour de nombreux vosgiens : c'est lui, qui, avant-guerre, a miné le pays par ses grèves et manifestations incessantes ; c'est encore lui qui a précipité la France dans un gouffre en diffusant une atmosphère de haine anti-allemande afin de renverser le régime fasciste de son pays. Les naturalisés sont considérés comme des "Français de papier" et restent avant tout des étrangers. De plus, le bruit court en avril 1941 que des troupes italiennes arriveraient dans la région en remplacement des troupes allemandes d'occupation, rumeur que le commissaire spécial d'Épinal qualifie de "*bruits fantaisistes*"³³.

Des griefs, souvent confus et contradictoires, s'abattent sur les immigrés et leurs enfants ; Vichy n'hésite pas d'ailleurs à encourager leurs auteurs. *L'Express de l'Est*, dirigé par Robert Huin, s'aligne dès octobre 1940 sur la nouvelle idéologie en vigueur : "*La Commission de révision des naturalisations doit faire le tri entre les mêtèques, qu'il s'agit maintenant de rejeter, et les étrangers dignes de la faveur qu'ils ont obtenue. Il faut d'abord vérifier les naturalisations qui furent accordées au flot des étrangers protégés par le tout puissant Front Populaire de 1936 à 1938. La liste des naturalisés est impressionnante : déjà, beaucoup de ces hôtes indésirables ont été retranchés de la communauté nationale*"³⁴. Les Italiens naturalisés sont donc les premiers touchés par la "*révision*", une très grande majorité étant devenue Français de 1935 à 1940.

Dès septembre, le nouveau préfet des Vosges, Paul Dupuy, envoie une circulaire à tous les maires du département : "*Je vous prie de vouloir bien rechercher parmi les personnes naturalisées depuis le 10 août 1927 et résidant dans votre commune, celles qui par leurs agissements, leur attitude, les condamnations dont elles auraient pu être l'objet, se sont révélées indignes du bénéfice de notre nationalité*". Les formulaires reviennent tous à Épinal avec la mention "*Néant*" : certains

³² DODIN (Robert), *La résistance dans les Vosges*, Epinal, Éditions du Sapin d'Or, 1980, 288 p.

³³ A.D.V. : 54 W 1 : rapport du commissaire au préfet du 9 avril 1941.

³⁴ *L'Express de l'Est* : 15 octobre 1940.

Arrêtée depuis la mi-juin, la parution reprend le 3 août 1940 deux fois par semaine. A partir d'octobre 1940, le journal redevient un quotidien mais n'est imprimé que sur une seule page. Robert Huin en est le nouveau rédacteur en chef : membre du P.P.F. et dévoué au régime de Vichy, il part travailler en janvier 1944 à *L'Écho de Nancy*. Il est remplacé par Alfred Jolly, lui aussi membre du P.P.F. Pendant la durée de l'Occupation, les articles de *L'Express* sont publiés sous le contrôle du *Sonderführer* Singrün qui représente la *Propagandastaffel*. (voir à ce sujet l'article de Claude Ferry sur *L'Express de l'Est*, dans *Le quotidien dévoilé*, pages 75-83.)

sont même assortis de commentaires vantant le loyalisme, la moralité irréprochable et les *“sentiments français”* des naturalisés³⁵.

Néanmoins, la commission de révision effectuée jusqu'en 1944 un long travail en étudiant minutieusement les dossiers de naturalisation. La tâche à accomplir est immense : dans l'arrondissement de Saint-Dié, plus de 400 Italiens ont acquis la nationalité française entre 1927 et 1939. Seuls 31 d'entre eux sont l'objet d'un nouvel examen. Les fonctionnaires de Vichy entretiennent une intense correspondance avec la préfecture, la Sûreté et les Renseignements généraux, afin de recueillir des informations nouvelles. On recherche d'abord les déserteurs et on veut connaître *“la manière dont les naturalisés se sont acquittés des obligations militaires”*. On pourchasse ensuite ceux qui ont fait l'objet de condamnations devant les tribunaux. Enfin, les anciens militants du parti communiste ne peuvent espérer conserver leur nationalité. Pourtant, malgré leur participation aux grèves de 1936, les naturalisés de l'arrondissement ont dans leur très grande majorité des dossiers irréprochables³⁶.

Le cas de ce “graniteur” de Senones, français depuis 1933, est exemplaire. Le préfet des Vosges écrit un rapport à son sujet en janvier 1944 : *“Il est entré dans l'armée italienne en 1917 et a combattu. Il est ensuite arrivé à Raon-l'Étape en 1921, puis s'est marié avec une Alsacienne. En 1939, il a été mobilisé au sein du 26ème R.I.”*. Pourtant, la lettre n'est envoyée à Vichy que le 30 juin, alors que la *“demande d'informations complémentaires”* était arrivée à Épinal en janvier : à cette date, les services de la préfecture ont sans doute bien d'autres préoccupations que de rechercher dans leurs archives les états de service d'un tailleur de pierre senonais. En général, les Transalpins parviennent à éviter la *“déchéance”* de nationalité : la grande majorité de ceux dont on a examiné une nouvelle fois les dossiers, sont considérés comme totalement francisés, malgré quelques anicroches vite oubliées. Marié à une Italienne, un maçon de Senones a appartenu au parti communiste en 1936. Il en démissionne l'année suivante, est mobilisé à la déclaration de guerre puis signe un contrat de *“travailleur volontaire”* pour Allemagne en 1941 : cela ne semble absolument pas gêner la commission qui considère que la nationalité française peut lui être conservée. Un cafetier géromois était, lui, *“fasciste”* en 1938 : souvent rappelé à l'ordre par ses clients, il est surveillé activement par la police avant-guerre. En 1942, alors que l'Italie reste une fidèle alliée de l'occupant allemand, l'homme, marié à une Française et père de deux enfants, bénéficie lui aussi de l'indulgence de l'administration de Vichy. Pour cet autre, maçon dans le petit village de Jussarupt et père de cinq enfants, le commissaire spécial a remarqué *“l'assimilation complète et l'apolitisme le plus total”*³⁷.

Les Transalpins de l'arrondissement n'ont donc pas beaucoup souffert de la politique de révision du régime de Vichy : cela leur a souvent permis d'éviter le sort peu enviable réservé à certains de leurs anciens camarades travaillant à partir de 1943 dans l'Organisation Todt.

³⁵ A.D.V. : 54 W 59.

³⁶ A.D.V. : 54 W 59.

³⁷ A.D.V. : 54 W 59.

2 - Les naturalisés épargnés par les “révisions”.

Deux facteurs ont largement joué en faveur des Italiens naturalisés dans les Vosges :

- assaillis par les demandes de l'occupant allemand, les fonctionnaires de la préfecture ont souvent relégué les ordres venant de Vichy au second plan. Dans ce département situé en “Zone Interdite”, les nazis ont en effet grand besoin de l'assistance de l'administration française pour pourchasser Juifs et “réfractaires” au S.T.O., surveiller les groupes de résistants, organiser le pillage économique de la région et l'envoi de denrées outre-Rhin. Les notes d'informations s'accumulent sur la table du préfet et de ses collaborateurs qui ne peuvent remplir leur tâche qu'avec énormément de retard. Moins de 8 % des Italiens de l'arrondissement de Saint-Dié naturalisés depuis 1927 - soit 31 sur 405 - ont été l'objet d'un réexamen de leur dossier, le plus souvent sans grave conséquence.

- ils ne sont également pas les plus touchés par les “révisions” et les “déchéances” de nationalité qui s'ensuivent parfois. Vichy a en effet d'autres boucs émissaires. Pour les idéologues du régime, Juifs et Slaves sont bien plus dangereux pour “*l'intelligence et la beauté de la race*” que les Italiens : le docteur René Martial considère en effet les Italiens comme “*assimilables*” et “*compatibles*” au même titre que les Belges ou les Suisses³⁸. Dans l'arrondissement, les Transalpins rassemblent près de 80 % des naturalisés récents : or, près de la moitié des procédures concerne des Polonais ou des Russes.

Néanmoins, quelques immigrés italiens - six au total - se sont vus retirer leur nationalité française : deux frères, entrepreneurs à Saint-Dié, sont présentés en mai 1941, comme “*indignes d'être Français*”. Se disant “*ardents fascistes*”, ils ont été sous le coup d'une “*affectation spéciale*” en 1940. Le jugement du préfet est sans équivoque : “*Ils n'ont rien fait pour prouver leurs sympathies envers la France et n'ont demandé leur naturalisation que par intérêt matériel*”. Un couple de Senones, ayant trois fils prisonniers, a été condamné par le tribunal correctionnel pour vols : pendant la débâcle de l'armée française, il aurait dérobé la cargaison d'un camion militaire contenant des aliments et un vélo. Le mari et la femme sont donc “*déchus*”³⁹. Le gouvernement veut, à travers ces quelques exemples, offrir à la population des boucs émissaires. La presse n'hésite d'ailleurs pas à annoncer triomphalement chacune de ses décisions : pour *L'Écho de Nancy* ou *L'Express de L'Est*, qui ne cessent de dénoncer les méfaits des étrangers et des Juifs, le Maréchal sépare le bon grain de l'ivraie. Les journaux, à la solde de l'occupant, et le régime de Vichy, attisent donc la xénophobie déjà très forte des autochtones. Délinquants et “*fascistes*” n'ont pourtant pas été les seules victimes de cette politique de “*révision*” dans l'arrondissement.

³⁸ SCHOR (Ralph), *Histoire de l'immigration en France* (de la fin du XIX^{ème} siècle à nos jours), Paris, A. Colin, 1996, page 168. Cette théorie avait déjà été énoncée par Georges Mauco avant-guerre.

³⁹ A.D.V. : 54 W 59.

D - Premiers actes de résistance.

1 - Communistes et Italiens en première ligne.

Dès l'automne 1940, les premières manifestations de résistance viennent rompre l'apparente torpeur régnant dans les Vosges depuis juillet. A cette date, et jusqu'en 1944, la mentalité de la population vosgienne évolue lentement pour devenir de plus en plus hostile aux Allemands et au régime de Vichy. Zone de passage pour les prisonniers évadés ou les Alsaciens fuyant la conscription, l'arrondissement subit également durement les rigueurs de l'occupation : alors qu'une partie de la production industrielle - bois, planches, textiles - est envoyée outre-Rhin, les Vosgiens supportent très mal le rationnement qui leur est imposé, d'autant plus que les contrôles effectués par la *Feldgendarmarie* en "Zone Interdite" sont bien plus sévères qu'ailleurs. Écoutant très souvent les éditoriaux de René Payot sur Radio Sottens, ils apprennent que l'Axe subit dès la fin de l'année 1941 de cuisants revers en Russie ou en Afrique. De plus, une rumeur attise encore leur inquiétude : le département serait rattaché au *Reich* et des terres seraient confisquées au profit de colons allemands. Pour faciliter cette vaste entreprise de germanisation déjà très avancée en Alsace ou en Pologne, les populations locales seraient expulsées. Face à l'inquiétude montante, Vichy tente bien d'implanter localement des mouvements de collaboration. Ceux-ci ne rencontrent qu'un bien faible succès : à Saint-Dié, les conférences du Parti Populaire Français ne rassemblent que quelques dizaines d'individus ; on se méfie également des nouvelles de *L'Express de l'Est* dirigé par le secrétaire départemental du P.P.F. La Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme n'est guère plus heureuse et son local est détruit en septembre 1943 par un attentat. Devant la pénurie et le chômage, certains succombent aux sirènes de la propagande allemande : à partir de 1941, les départs de "volontaires" sont de plus en plus nombreux. Deux ans plus tard, avec l'instauration du S.T.O., la très grande majorité des Vosgiens est persuadée que le Maréchal "fait le jeu" des Allemands⁴⁰.

Dans la montagne vosgienne, le nombre de résistants s'accroît sans cesse. Communistes, réfractaires du S.T.O., prisonniers évadés, patriotes, tous poursuivent le même objectif : chasser l'Allemand. Très tôt, certains immigrés italiens n'hésitent pas à prendre tous les risques en s'engageant résolument contre l'occupant et le régime de Vichy. Il est vrai que pour eux, la "résistance" a souvent commencé bien plus tôt.

Face à la xénophobie dont ils ont été les cibles privilégiées de 1934 à 1940, les Transalpins ont en effet élaboré différentes "stratégies" afin de se protéger de l'hostilité plus ou moins affichée des autochtones : adhérer au Parti Communiste ou à l'U.P.I., demander et obtenir sa naturalisation, encourager la réussite scolaire des enfants, acheter maison et terrain lorsque cela était possible, ont été des moyens d'assimilation au sein des populations locales. De plus, les Italiens ont su se forger

⁴⁰ DODIN (Robert), *La résistance dans les Vosges*, Epinal, Éditions du Sapin d'Or, 1980, page 50 - 103.

pendant cette période des réseaux de solidarité en dehors du cadre familial grâce à leur profession ou leur engagement syndical. En 1940, maçons et “graniteurs” sont des hommes aguerris, riches d’une longue expérience dans la lutte politique et prêts à mener de nouveaux combats. Beaucoup ont déjà bénéficié d’un long “entraînement” : menacés parfois dans leur liberté et dans leur vie avant leur départ pour la France, “clandestins” à leur arrivée, ils ont appris à se méfier et à échapper aux contrôles policiers. Militants communistes ou à la C.G.T. avant-guerre, ils ont organisé grèves et manifestations, diffusé oralement des consignes, imprimé clandestinement tracts et affiches qu’ils ont ensuite distribués avec la plus grande discrétion. Pour ces immigrés, lutter contre les Allemands, c’est aussi contribuer à abattre le fascisme italien⁴¹. Leurs fils ont des motivations différentes : souvent rejetés, ces jeunes gens veulent une nouvelle fois montrer leur attachement à une France libre et démocratique, et marquer leur rupture totale avec le pays de leurs parents.

L’engagement dans la Résistance des Italiens ne doit pourtant pas être exagéré : la plupart sont pères de famille et doivent avant tout se préoccuper de nourrir leur progéniture et de trouver du travail. Certains ouvriers du textile sont ainsi “condamnés” à signer un contrat de “volontaires” pour l’Allemagne. D’autres n’ont tout simplement ni le courage ni la volonté de mener des actions d’éclats. Pourtant, si les Transalpins ont été proportionnellement plus nombreux que les autochtones à travailler outre-Rhin, ils l’ont également été dans leur participation à la lutte contre l’occupant. S’engager dans la Résistance est d’abord le fruit d’une réflexion personnelle : depuis 20 ans, les immigrés n’ont cessé de faire des choix cruciaux pour leur avenir.

2 - Distributions de tracts.

En juin 1941, moins d’une semaine après le déclenchement de l’attaque allemande en U.R.S.S., la Cour d’appel de Nancy se réunit pour se prononcer sur un jugement rendu en mai par le tribunal de Saint-Dié. *L’Express de l’Est* n’avait alors consacré que quelques lignes au procès qui avait condamné à de lourdes peines de prison une vingtaine de personnes⁴². Un mois plus tard, dans sa quatrième page, le très “collaborationniste” *Écho de Nancy* décrit précisément les faits reprochés aux accusés⁴³. On apprend avec surprise l’existence d’une intense “*propagande communiste*” en Déodatie de septembre 1940 à avril 1941 : “Après une longue période de sommeil, elle se ranima subitement fin janvier dernier et se manifesta par l’apposition de papillons et par la distribution de tracts et d’exemplaires de l’édition clandestine du journal “*L’Humanité*”. A Senones, la propagande communiste se manifesta en même temps et de la même façon qu’à Moyenvic. Les animateurs

⁴¹ SCHOR (Ralph), Histoire de l’immigration en France (de la fin du XIX^{ème} siècle à nos jours), Paris, A. Colin, 1996, pages 180-182.

⁴² *L’Express de l’Est* : 17 mai 1941.

⁴³ Voir à ce sujet l’article d’Olivier Prugneau : *L’Écho de Nancy*, in, Le quotidien dévoilé, pages 76-83. *L’Écho* est un journal allemand, dirigé par des Allemands mais écrit en français : il est la “voix du Reich” en Lorraine, défend jusqu’en 1945 un nazisme exacerbé et un antisémitisme extrême. D’octobre 1944 à février 1945, il est imprimé dans le Palatinat. Dans la presse d’occupation, *L’Écho de Nancy* représente bien un journal “à part”.

furent identifiés comme étant Jean Carcano, 46 ans, ouvrier carrier, et Jeanne Vigneron, femme Spaïni, 45 ans ; Carcano, ancien combattant de la brigade internationale en Espagne, fut soupçonné d'avoir reçu, le 28 janvier, des mains du délégué de Nancy, du matériel de propagande clandestine. Une perquisition effectuée à son domicile amena la découverte de nombreuses feuilles de papier duplicateur identiques à celles ayant servi à la confection des papillons apposés la nuit. La femme Spaïni déployait, sous le couvert de ses fonctions de secrétaire de l'Union locale des syndicats, une grande activité en faveur de la propagande communiste. L'enquête permit encore d'apprendre que des cellules, de quatre ou cinq membres, s'étaient reconstituées à Saint-Dié. Les réunions se tenaient chez un ancien membre des jeunesses communistes. (...) L'accusation estime que Marius Zanzi, 34 ans, tenancier du café-restaurant "Le Zanzi-Bar", rue Dauphine, joua un rôle de premier plan dans la reconstitution du mouvement communiste dans la région. Son établissement, qui était l'ancien siège social des "Amis de l'U.R.S.S.", continuait d'être fréquenté par tous les militants communistes de Saint-Dié et des environs. Sous le couvert de son activité professionnelle, Zanzi servait en réalité d'intermédiaire entre les dirigeants des organisations dissoutes". La Cour d'appel est plus sévère que le tribunal correctionnel : Jean Carcano, Marius Zanzi et Jeanne Spaïni sont condamnés à un an de prison et à payer de lourdes amendes. Si les peines ont été réduites, les "Italiens" sont bien plus durement châtiés que les autres inculpés : là aussi, il s'agit de montrer à l'opinion que les "meneurs" sont des étrangers qui continuent, comme par le passé, leur œuvre de destruction du pays. Les cinq acquittés, Français "de souche", ont bénéficié d'une certaine clémence⁴⁴.

Les premiers résistants "italiens" sont presque tous de fervents communistes qui n'ont pas attendu l'invasion de l'U.R.S.S. et les mots d'ordres diffusés par *La Voix de l'Est* pour manifester leur opposition à la politique de collaboration prônée par Vichy. Jean-Baptiste Carcano est sans doute le plus connu : l'épicier senonais a pris tous les risques pour imprimer et distribuer tracts et journaux clandestins. En mars 1941, il a été déchu de la nationalité française. Marius Zanzi, lui, est né à Anould d'une mère française : son père, un maçon lombard, était arrivé dans les Vosges à la fin du XIX^{ème} siècle et avait obtenu sa naturalisation en 1927. Jeanne Vigneron, déléguée C.G.T. et animatrice des grandes grèves de 1936 dans la vallée du Rabodeau, est l'épouse de Robert Spaïni, plâtrier italien et ardent militant : " *Le camarade Spaïni a été un des premiers résistants à Senones, et cela depuis le mois d'août 1940, déclare à la Libération Renée Gaudel, grande figure de la Résistance dans les Vosges. Traqué, il s'est réfugié en Moselle. Patriote intègre, je lui ai confié plusieurs missions dangereuses* " ⁴⁵.

A partir de cellules nées avant-guerre, l'action des Transalpins a été déterminante dans l'organisation des premiers noyaux de luttes contre l'occupant. Certes, il ne s'agit pas encore d'actions armées, mais la distribution, en 1940 et 1941, de tracts anti-allemands et anti-pétainistes

⁴⁴ L'Écho de Nancy : 27 juin 1941.

⁴⁵ Les Vosges Nouvelles : 27 mai 1945.

nécessite une audace et un courage hors du commun. Après avoir purgé leurs peines, Carcano et Zanzi sont remis à la police allemande qui les envoie dans des camps de concentration : Jean-Baptiste Carcano meurt avec son fils à Sachsenhausen ; Marius Zanzi subit le même sort à Auschwitz⁴⁶.

3 - Organisation des premiers réseaux.

Malgré la sévérité du verdict de juin 1941, ces premiers résistants ont fait des émules : au mois d'avril, un "graniteur", Italien naturalisé de Senones, *"avait chanté l'Internationale avec de jeunes communistes devant la maison du maire"*. Condamné par le tribunal correctionnel à quatre mois de prison et 50 francs d'amende, il s'enfuit deux jours plus tard en "Zone Libre" avant d'être arrêté et incarcéré à la prison de Lons-le-Saunier. En février 1942, il est *"déchu"* de sa nationalité française⁴⁷.

L'arrondissement a également été un refuge pour certains militants pourchassés par la police : Charles Bernaschina s'est, par exemple, caché à Saint-Dié pendant huit mois, de janvier à octobre 1941. Appréhendé par la police municipale, il est condamné ensuite à deux ans de prison. Apprenant son arrestation, *L'Express de l'Est* consacre un long article à l'ancien patron du "Bar Charles" à Nancy : *"Tout flegmatique qu'il semblait, cet individu n'en était pas moins un militant communiste particulièrement actif. Trésorier-général du parti en juillet 1939, il fut envoyé au mois de juin 1940 dans un camp de concentration en Dordogne d'où il s'échappa, légalement d'après lui, en octobre de la même année. Apprenant que son nom figurait sur la liste des personnes à interner, il s'en vint à Saint-Dié se réfugier chez la sœur de sa compagne. Huit mois durant, il y demeura "camouflé" sous le nom de Graff Émile et c'est seulement le 3 octobre dernier qu'il fut arrêté à la suite d'une enquête relative à la propagande communiste"*⁴⁸.

En octobre 1941, certains "graniteurs" senonais sont suspectés de cacher de la dynamite : *"La Feldgendarmarie de Saint-Dié, note le préfet des Vosges, a procédé dans la région de Senones à plusieurs perquisitions domiciliaires chez les ouvriers des carrières, en vue de découvrir des armes ou des explosifs que ces derniers auraient pu cacher. Rien de suspect n'a pu être trouvé"*⁴⁹. Les contrôles policiers s'intensifient encore en 1942 : en avril, Louis Lorenzini, manœuvre à Moyenmoutier, est arrêté comme *"propagandiste communiste"* : il est condamné à un an de prison pour avoir distribué des tracts⁵⁰.

⁴⁶ SESTER (André), *Résistance et collaboration : aspects vosgiens*, Epinal, Éditions du Sapin d'Or, 1976, 283 p.

⁴⁷ A.D.V. : 54 W 59.

⁴⁸ L'Express de l'Est : 7 et 28 octobre 1941.

⁴⁹ A.D.V. : 54 W 1, 10 octobre 1941.

⁵⁰ L'Express de l'Est : 20 avril 1942.

4 - Pour Vichy, *“lutter contre la pègre étrangère”*.

La propagande du régime de Vichy n'en demande pas tant : reprenant les vieux thèmes de la droite nationaliste de la fin du XIX^{ème} siècle et des années 1930, elle a tôt fait de “resservir” à une population apeurée, et qui souffre de plus en plus de la pénurie, l'image de l'Italien agitateur et criminel. Les Vosges ont également eu leur “Affiche Rouge” et l'action des résistants étrangers est souvent stigmatisée par la presse contrôlée et censurée par les nazis.

Robert Huin, rédacteur en chef de *L'Express de l'Est*, militant du P.P.F. et collaborateur de la *Gestapo* d'Épinal, suit ainsi pendant près d'une semaine le procès de “38 communistes et terroristes” devant le tribunal de guerre de Nancy en juillet 1942. Il ne cache ni sa xénophobie, ni son antisémitisme, déchaînant sa verve contre les anciens dirigeants locaux du Front Populaire tel Marc Rucard, “*ce haut dignitaire de la franc-maçonnerie que la secte et la juiverie nommèrent ministre de la Justice à seule fin de naturaliser à tour de bras la pègre bolcheviste qui afflue en France. “Nous en ferons des soldats” affirmait gravement ce ministre de Blum. Oui, des soldats du crime et du terrorisme communiste*”. Parmi les hommes ayant commis plusieurs attentats en Meurthe-et-Moselle, “*agitateurs à la solde de Moscou*”, “*l'élément français est nettement en minorité*”. Robert Huin décrit précisément l'un d'eux : “*Le chef de l'organisation terroriste est un jeune Italien à la physionomie ouverte. C'est de tous les inculpés celui qui a l'aspect le plus sympathique*”. Néanmoins, lui et ses complices représentent un groupe “*d'analphabètes, de dévergondés, une pègre indésirable en Italie ou en Pologne*”⁵¹. Quelques jours plus tard, c'est la politique des gouvernements d'avant-guerre qui est vilipendée : “*On ne peut s'empêcher de dire que si des mesures draconiennes avaient été prises contre les étrangers abusant de l'hospitalité de la France, toute cette racaille se serait tenue tranquille*”⁵². Le 20 juillet, 15 des 38 accusés sont finalement condamnés à mort.

A travers cette série d'articles publiée dans un quotidien à fort tirage, les partisans de la collaboration font de la xénophobie un de leurs thèmes favoris. A l'heure de la Révolution Nationale, l'étranger symbolise toutes les erreurs d'un passé qui a conduit le pays à la catastrophe : ennemi du travail - puisqu'il n'est qu'un fainéant -, de la famille - parce que sa moralité est plus que douteuse -, et surtout de la Patrie - il est un ardent propagateur d'idées internationalistes -, l'immigré transalpin personnifie en Lorraine et dans les Vosges l'anti-France. Dans la vaste entreprise d'expiation préconisée par Vichy, l'Italien et le Juif doivent payer pour toutes les fautes commises. Jamais on n'avait été aussi loin dans la haine de l'autre, même pendant l'affaire Dreyfus. L'hostilité de la presse rencontre sur le terrain un certain écho, d'autant plus facilement que la pénurie s'aggrave : accusés de se livrer à tous les trafics - au marché noir notamment -, d'être prêts à tout pour s'enrichir en partant travailler en Allemagne, souffrant des insultes et de la méfiance des autochtones

⁵¹ *L'Express de l'Est* : 17 juillet 1942.

⁵² *L'Express de l'Est* : 19 juillet 1942.

qui refusent de leur vendre des produits de première nécessité, les “macaronis”, cibles faciles car non-armées, ont souvent et avantageusement remplacé “le Boche” dans le cœur haineux de certains Français.

Les reproches subis par quelques ouvrières de Senones le lundi matin, jour de marché, sont significatifs. Le mari de telle Italienne est parti, dit-on, outre-Rhin “*s’en mettre plein les poches*” : sa famille n’a donc besoin de rien, surtout pas des pommes de terre que chaque paysan garde précieusement dans sa cave. L’homme a en réalité trouvé de l’ouvrage en Meurthe-et-Moselle et sa maigre paie ne suffit pas à nourrir ses deux enfants. On “se débrouille” donc comme on peut en louant un petit champ, en achetant une chèvre et quelques lapins, en allant également ramasser du bois mort en forêt. Non, l’Occupation n’a pas été une période bénie pour les Italiens : ils en ont sans aucun doute souffert plus que d’autres⁵³.

III - Répression nazie et furie vengeresse (1944 - 1945).

A - La résistance se structure.

1 - Troisième et quatrième groupements.

De 1940 à 1942, les premiers résistants sont des hommes isolés, coupés du reste de la population : presque tous communistes, victimes d’une féroce répression, ils sont dénoncés par la propagande de Vichy comme “agents de l’étranger”. A partir de 1943 pourtant, la Résistance se structure et attire de plus en plus de jeunes gens, prisonniers évadés, “réfractaires” du S.T.O. surtout. Elle a désormais des chefs, anciens officiers pour la plupart, mais aussi simples employés ou instituteurs. L’arrondissement de Saint-Dié est divisé en deux “groupements”, le troisième au sud - correspondant au bassin de la Vologne - et le quatrième plus au nord, regroupant les vallées de la Meurthe et de ses affluents. Chacun d’eux est doté de terrains de parachutage destinés à recevoir armes et émetteurs envoyés par l’aviation anglaise. Ces réseaux sont directement reliés à Londres grâce à la B.B.C., dont l’écoute est désormais devenue une habitude. Ils doivent avant tout collecter des informations sur les forces et les déplacements de l’ennemi, puis les transmettre aux alliés. Après le débarquement, ils s’attaqueront aux axes de communication afin d’enrayer l’envoi de renforts vers l’ouest. La montagne vosgienne, dernier rempart naturel avant l’Allemagne, a également acquis un rôle stratégique de première importance aux yeux de la *Wehrmacht* : en cas de retraite, elle doit devenir une terre brûlée, vidée de ses hommes et de ses ressources.

Dans la région de Corcieux et dans la vallée du Rabodeau, les Italiens prennent une part

⁵³ Entretiens avec une ancienne ouvrière de Senones (1991-2000).

active dans la formation de ces maquis, prêts à en découdre avec l'occupant.

2 - Le maquis de Corcieux.

Homologué en mars 1943, le maquis de Corcieux est commandé par le capitaine Vichard, instituteur de la commune et prisonnier de guerre évadé. Il a établi son quartier général dans un petit hameau, où ont été soigneusement cachées les armes parachutées en août 1943, puis en mai 1944. Un mois plus tard, le 5 juin, les maquisards reçoivent l'ordre de passer à l'action en attaquant le lendemain à l'aube, la garnison allemande de Taintrux forte de plusieurs centaines d'hommes, ainsi que deux postes d'écoute. D'une incroyable audace, l'opération est un échec : plusieurs hommes sont tués, d'autres sont faits prisonniers : puis on les torture, on les fusille ou on les déporte. Le même jour, d'autres groupes font exploser la ligne de chemin de fer Épinal - Saint-Dié, coupent les fils électriques et barrent les routes. Pour les Alliés, l'objectif est néanmoins atteint : les Allemands ne tardent pas à envoyer dans la montagne vosgienne quatre divisions, afin de surveiller la population et d'éviter toute nouvelle attaque. Alors que la Libération de la France commence à peine avec le succès du débarquement de Normandie, la Déodatie est donc *"un abcès de fixation des troupes occupantes"* : malgré la sévérité de la répression, l'action du maquis de Corcieux n'a pas été vaine⁵⁴.

Dès sa création, plusieurs "graniteurs" et maçons transalpins n'ont pas hésité à s'y engager et à mener les actions les plus dangereuses. Après 1945, leurs dossiers de naturalisation contiennent le récit de leurs "exploits". Un immigré de La Houssière, marié à une fille du village depuis 14 ans et engagé volontaire en 1939, *"n'a jamais, même au cours de l'occupation, manifesté des sentiments favorables au régime fasciste, écrit le commissaire de police de Saint-Dié en août 1945. Dès la création du maquis, il en fut un membre très ardent. Son activité fut surtout très grande à partir du 6 juin 1944 jusqu'à la Libération. Il prit part notamment aux opérations de Taintrux. Il est très estimé. Le maire et la population sont unanimes à déclarer qu'il est digne d'obtenir la nationalité française"*⁵⁵. Tel autre, mécanicien dans la même commune et lui aussi volontaire en juin 1940, *"a été régulièrement dans un groupe de Résistance. Il est déjà Français de mœurs, précise le maire en 1950. Son attitude pendant les combats de la Libération est celle d'un bon Français"*⁵⁶.

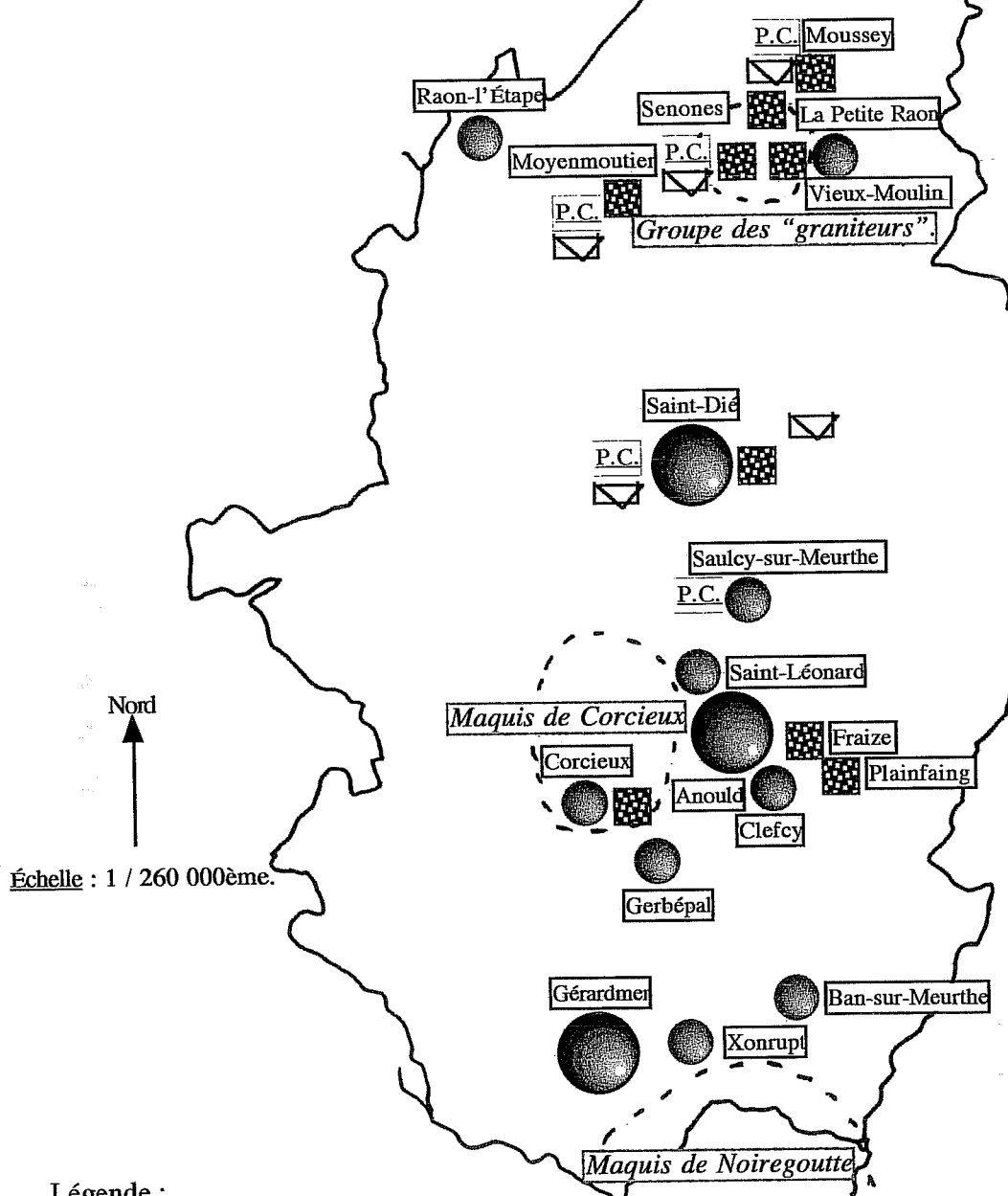
Les fils d'immigrés se sont également distingués : né en Italie et arrivé très jeune aux Arrentès-de-Corcieux avec son père "épinceur", le jeune Lino, ancien du 12ème R.E.I., a été démobilisé en 1942. En juin 1940, son frère Pierre engagé dans le même régiment, avait trouvé la mort suite à de graves blessures. Décoré de la Croix de guerre, Lino devient F.F.I. dans le maquis de

⁵⁴ C'est du moins ce qu'ont prétendu les anciens résistants et les historiens de l'après-guerre. Voir à ce sujet : MOULIN (Henri), *Le maquis de Corcieux*, in *Livre d'Or de la Résistance et de la Libération*, Paris, Maison d'accueil de la Résistance, 1950, page 223-229.

⁵⁵ A.D.V. : 54 W 63.

⁵⁶ A.D.V. : S.C. 336.

Les Italiens de l'arrondissement de Saint-Dié dans la guerre (1939-1945).



Légende :

P.C.

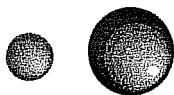
: cellules du Parti Communiste en 1939.



: distributions de tracts communistes de 1940 à 1943.



: déportations en masse vers les "camps de la mort" (automne 1944).



: communes partiellement ou totalement détruites en 1945.

Maquis de Noiregoutte

: maquis dans lesquels les Italiens ont eu un rôle important.

Corcieux en janvier 1944 et le reste jusqu'à la libération de la commune en novembre⁵⁷. Pour lui, la Résistance a sans aucun doute représenté une opportunité qu'il ne pouvait laisser de côté.

3 - Le premier "R.C.V."

L'action du 1er Régiment de Chasseurs des Vosges est plus tardive : homologué en juillet 1944, il est commandé par le colonel d'infanterie Marlier, chef des opérations F.F.I. dans la région de Senones. Des parachutages d'armes ont régulièrement lieu jusqu'en septembre et un commando anglais est accueilli par les maquisards. Dans les montagnes surplombant la vallée du Rabodeau, au Puid, au Mont ou à Vieux-Moulin, plusieurs immigrés, carriers pour la plupart, n'ont pas hésité à prendre tous les risques : dirigé par Ernest Mantovani, chef de trentaine, le "groupe des graniteurs" est presque exclusivement composé de Transalpins⁵⁸. L'armée allemande en retraite ne leur laisse pas le temps de passer à l'action : la férocité de la répression et les déportations massives du mois d'octobre ont rapidement raison du 1er R.C.V.

Certains F.F.I. italiens en réchappent : âgé de 30 ans, un carrier *poveso*, marié et père de trois enfants, n'a pourtant pas hésité à "franchir le pas". A la Libération, son "parcours" de combattant est remarquable en tout point : *"Engagé volontaire de novembre 1939 à juin 1940, il a été fait prisonnier à Soissons, écrit le colonel Marlier en 1949 dans le dossier de naturalisation. Emprisonné au Stalag 9 A, il s'en est vite évadé. Repris, il est envoyé à Ravanuska, d'où il est finalement libéré en décembre 1943. Entré dans la Résistance en juin 1944, il fait ensuite partie du comité "Défense et Sécurité" du canton de Senones jusqu'en mars 1945"*⁵⁹. D'autres, par contre, y ont laissé la vie : ancien soldat de la Grande Guerre au sein de la division garibaldienne venue combattre en France, un maçon *padovano* s'engage 25 ans plus tard au 1er R.C.V. "Ramassé" par les Allemands, il meurt en déportation en janvier 1945⁶⁰.

B - L'arrondissement pillé et vidé de ses hommes.

1 - Le calvaire de l'automne 1944.

De septembre à novembre 1944, l'arrondissement de Saint-Dié subit un véritable calvaire : devant l'avance alliée, les troupes allemandes reculent mais ne veulent rien laisser à l'adversaire. Si les généraux Patch et Patton ont libéré Neufchâteau et Vittel le 12 septembre, Épinal et Remiremont le 23, ils doivent néanmoins s'arrêter avant d'entrer en Déodat : épuisés, les soldats américains ont

⁵⁷ A.D.V. : 54 W 67 : 1947.

⁵⁸ Entretien avec André Valentin, ancien chef de "centaine" au 1er R.C.V. (1994), ainsi qu'avec Roger Leboube, ancien résistant à Senones (1999).

⁵⁹ A.D.V. : 54 W 73.

⁶⁰ A.D.V. : S.C. 348, dossier de naturalisation de sa veuve en 1958.

besoin de repos et la relève, tout comme l'intendance, tardent à arriver. Les Allemands savent profiter de cette "pause d'octobre" : ils peuvent mettre en pratique les plans élaborés à Berlin et faire de la montagne vosgienne une "terre brûlée", barrière quasi-infranchissable pour l'ennemi. L'hiver précoce gêne considérablement le déplacement des blindés et de l'aviation américaine, et la *Wehrmacht* peut désormais "liquider" au plus vite les derniers maquis, détruire ce qui reste du potentiel industriel, brûler quelques villes et villages "pour l'exemple" et emmener des "otages".

A Corcieux, le pillage commence dès le mois de septembre. Rien n'échappe à la fureur de l'occupant : vêtements, denrées alimentaires, meubles, fourrage, bétail. Les habitants sont astreints aux travaux forcés et doivent creuser des tranchées. Dans les villages voisins, plus de 6000 civils sont expulsés et arrivent au chef-lieu de canton. Ils sont ensuite évacués à pieds et dans la neige vers la montagne, après que les nazis ont tout détruit. Les 8 et 9 novembre, tous les hommes âgés de 16 à 50 ans sont rassemblés puis envoyés en Allemagne⁶¹.

Il en est de même dans la vallée du Rabodeau : le 5 octobre, près de 400 Senonais sont regroupés dans la cour de l'Abbaye puis déportés⁶². A Vieux-Moulin, les Allemands se sont livrés aux mêmes exactions, incendiant les maisons, "raflant" une grande partie des habitants.

L'arrivée des troupes américaines à la fin du mois de novembre met fin au cauchemar de la population : à cette date, Saint-Dié n'est plus qu'un champ de ruines fumantes. Il en est de même pour de nombreuses communes de l'arrondissement, Corcieux, Anould, Gérardmer. Plusieurs centaines d'hommes manquent également à l'appel, emmenés comme "otages" et dirigés vers "les camps de la mort".

2 - Déportés dans les "camps de la mort".

Les souffrances des déportés ne font que commencer lorsqu'arrive l'hiver 1944 - 1945. Évacués vers l'Alsace en camions, ils sont ensuite dirigés vers les camps de concentration plus à l'est pour y travailler dans des conditions épouvantables. Alors que les nazis croient encore en la victoire, la machine de guerre allemande a besoin de bras et d'esclaves pour remplacer les hommes partis au front. Les "otages" rencontrent là des gens arrivés bien avant eux, Juifs et résistants pour la plupart, venus de toute l'Europe occupée.

"Raflé" un an plus tôt en Italie avec plusieurs milliers d'autres Italiens de confession israélite, Primo Levi se trouve à Auschwitz lorsqu'arrivent les Français en janvier 1945 : il se lie aussitôt d'amitié avec l'un d'entre eux, l'instituteur Charles Conraud, fait prisonnier à Provençères en novembre. Avec lui, plusieurs autres Vosgiens découvrent l'enfer, dont Arthur le paysan, et Cagnolati, "graniteur" aux Arrentès. *Si c'est un homme*, autobiographie écrite en 1946, raconte leur

⁶¹ MOULIN (Henri), Le maquis de Corcieux, in Livre d'Or de la Résistance et de la Libération, Paris, Maison d'accueil de la Résistance, 1950, page 229-230.

⁶² PUIER (Jean Luc) sous la direction de, Senones à travers les âges, Bulletin des amis de la bibliothèque de Senones, La Voivre, imprimerie Claudel, 1983, page 58.

calvaire : *“Les deux Français atteints de scarlatine étaient sympathiques. Tous deux originaires des Vosges, ils étaient arrivés au camp quelques jours plus tôt avec un gros convoi de civils faits prisonniers au cours des ratissages effectués par les Allemands lors de la retraite de Lorraine”*. Quelques jours plus tard, le camp est bombardé par l’aviation alliée : *“Cagnolati - un jeune vosgien lui aussi et qui n’avait sans doute jamais vu d’attaque aérienne - avait jailli tout nu de son lit : tapi dans un coin, il hurlait”*. Le 27 janvier, les Soviétiques délivrent enfin les prisonniers : comme beaucoup d’autres, l’Italien meurt quelques semaines plus tard dans *“l’infirmierie russe provisoire d’Auschwitz”*, victime de la malnutrition et de la dysenterie⁶³.

Considéré comme “disparu” sous le matricule 200 244 à la fin de la guerre, Dieve Cagnolati a d’abord été emmené à Dachau avec ses deux frères, Aldino et Louis, nés dans la province de Parme et arrivés très jeunes dans les Vosges. Dans les années 1930, ils travaillent avec leur père pour la “Société des Granits Français”. Aldino meurt à Dachau et Louis à Mauthausen.

Les Senonais ont également été déportés à Dachau, sous les matricules 117 000 à 117 398 : par la suite, les nazis en “déplacent” un certain nombre dans d’autres camps, tel Buchenwald⁶⁴. Sur les 394 “otages” partis en octobre 1944, seuls 128 - soit moins d’un tiers - reviennent de mai à août 1945 dans les Vosges⁶⁵. La liste des victimes de la barbarie nazie est impressionnante et les Italiens, naturalisés ou non, représentent plus d’un dixième des *“morts en déportation”*, proportion dépassant largement leur poids démographique. Ils sont par exemple deux au Puid, trois au Vermont et à Vieux-Moulin, sept à Moussey et 23 à Senones⁶⁶.

C - A la Libération, une xénophobie ravivée.

1 - Les Italiens : des “profiteurs de guerre”.

La fin de la guerre et la Libération n’ont pourtant pas étouffé toutes les manifestations de haine xénophobe : bien au contraire, à partir du mois de juin 1945, alors que les rescapés des camps regagnent tant bien que mal le département, une grande partie de l’opinion veut trouver et châtier sans attendre ceux qu’elle juge responsables de ses malheurs passés et présents. L’Allemand parti, c’est tout naturellement vers l’Italien que l’on se tourne : insultes, reproches, dénonciations se multiplient et visent principalement ces “étrangers” accusés de tous les maux, enrichissement abusif, trafics divers, et surtout, collaboration avec les “Boches”.

A Saint-Dié, le Comité de Libération recherche activement dès novembre 1944 plusieurs

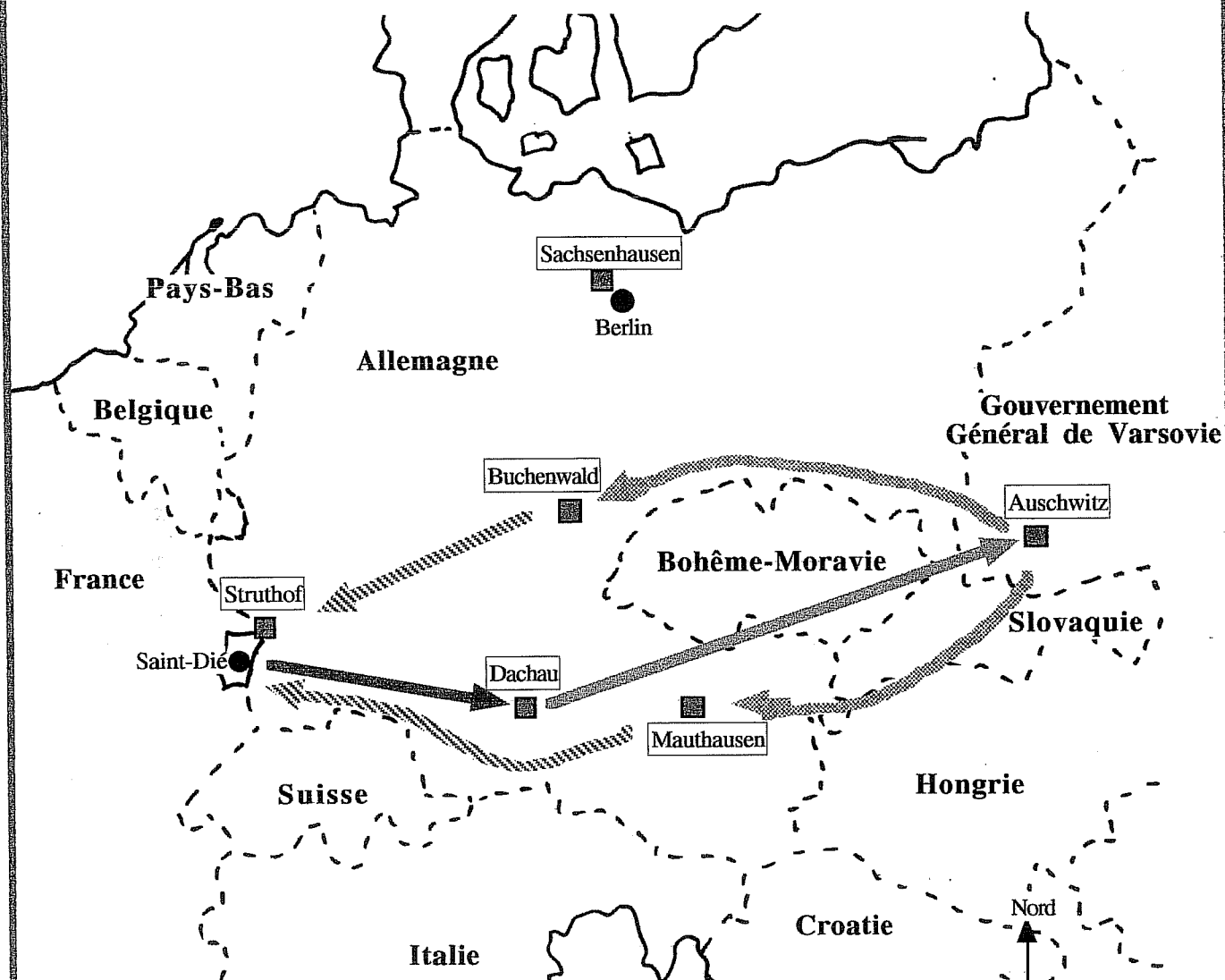
⁶³ LEVI (Primo), *Si c’est un homme*, Paris, Julliard, 1987, 214 p.

⁶⁴ Renseignements communiqués par M. Roger Leboube, ancien résistant à Senones et déporté (1999).


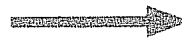
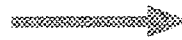
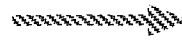

⁶⁵ PUPIER (Jean-Luc) sous la direction de, *Senones à travers les âges*, Bulletin des amis de la bibliothèque de Senones, La Voivre, imprimerie Claudel, 1983, page 59.

⁶⁶ Observations effectuées sur les monuments aux morts de ces différentes communes du canton de Senones.

Trajet des Vosgiens et immigrés italiens de l'arrondissement de Saint-Dié, déportés en Allemagne (1944-1945) :



Légende :

-  : convois des 16 et 21 octobre 1944 de Saint-Dié à Dachau.
-  : convoi, dit "des Vosgiens", du 24 novembre 1944, de Dachau à Auschwitz.
-  : évacuation d'Auschwitz en janvier 1945, vers Buchenwald ou Mauthausen.
-  : retour des rescapés dans les Vosges d'avril à juillet 1945.
-  Dachau : camps de concentration où sont morts des immigrés italiens de l'arrondissement de Saint-Dié.

Échelle : 1 / 9 000 000ème.

Transalpins : l'un d'eux, *"fasciste notoire, aurait gagné des millions avec les Allemands sur la côte méditerranéenne. Acquéreur de biens israélites, il a acheté par exemple au nom de sa maîtresse, un immeuble Quai Jeanne d'Arc"*. Tel autre, *"épiciers, aurait livré volontairement des fournitures à l'ennemi et servi d'agent de propagande"*. On traque également dénonciateurs et agents de la Gestapo : parmi les 58 anciens membres de la section du P.P.F., un seul Italien a acquitté sa cotisation en 1944. Ayant quitté la ville, il est l'objet de plusieurs plaintes⁶⁷.

Dans la vallée du Rabodeau, beaucoup plus touchée que d'autres, la haine contre "l'étranger collaborateur" est également très forte : à Moyenmoutier, par exemple, pas un seul immigré transalpin ne fait partie du Comité de Libération composé de 16 membres, tous Français "de souche", ni de la liste électorale de 23 noms composée pour les élections municipales. *"Dans sa séance du 24 avril, peut-on lire dans La Résistance des Vosges, le Comité de Libération a émis le vœu suivant : que les étrangers naturalisés, volontaires pour le travail en Allemagne, soient déchus de la nationalité française, cette nationalité étant une faveur qui leur avait été accordée et dont ils se sont avérés indignes"*⁶⁸. Non loin de là, à La Petite Raon, le ton est encore plus vindicatif : *"Toutes les victimes mortes en déportation réclament vengeance, écrit un dénommé Charles Prayé dans Le Réveil des Vosges, journal communiste. Votre devoir à vous, mes camarades de retour de captivité, notre devoir à nous, les résistants, les vrais Français, est de les venger. Pas de pitié pour les volontaires en Allemagne. Tous sont des criminels, tous ont contribué au martyr et à l'assassinat de nos camarades. Vengeance, expiation ..."*⁶⁹.

C'est à Senones que cette "épuration" est la plus violente : en septembre 1944, des maquisards ont sommairement exécuté un maçon italien considéré comme un dangereux collaborateur. *"Il a affiché durant l'occupation des sentiments fascistes très marqués et manifesté une grande admiration pour les Allemands"*, lit-on dans un rapport de la Sûreté rédigé en 1948. Son épouse, condamnée plusieurs fois pour *"recel de coton et création de commerce sans autorisation"* était femme de ménage à la Kommandantur : *"Elle secondait son mari, ardent propagandiste pour le S.T.O., et son activité se manifestait surtout dans les milieux de la colonie italienne de Senones et des environs"*⁷⁰. Les conditions dans lesquelles son mari est mort, restent néanmoins très obscures : exécution préméditée par la Résistance et destinée à servir d'exemple, ou simple règlement de compte ?⁷¹ Comme dans d'autres régions françaises, le mot "épuration" a masqué bien des excès. Avec trois de ses compatriotes, la veuve est internée en juin et *"mise en résidence surveillée selon un arrêté préfectoral"*⁷².

La Gazette Vosgienne, qui reparait en juin 1945, ne fait rien pour étouffer une colère qui

⁶⁷ A.D.V. : 9 W 86, arrestations ordonnées par le Comité de Libération (novembre 1944 - mars 1945).

⁶⁸ La Résistance des Vosges : mai 1945.

⁶⁹ Le Réveil des Vosges : 3 juin 1945.

⁷⁰ A.D.V. : 54 W 76 (rapports de la Sûreté).

⁷¹ Entretien avec Roger Leboube, ancien déporté et résistant à Senones (1999).

⁷² La Gazette Vosgienne : 13 juin 1945.

monte au fur et à mesure que les survivants de Dachau rentrent au pays. Bien au contraire, elle ne fait qu'attiser la xénophobie ambiante en insérant dans ses colonnes de petits articles aux titres provocateurs, n'oubliant jamais de citer les noms des prétendus "collaborateurs" italiens : *"Encore un ! Parti comme travailleur volontaire en Allemagne, P. A. a perçu indûment à son retour, la prime de rapatriement. Il sera poursuivi en conséquence"*, lit-on en juillet⁷³. Deux mois plus tard, une autre affaire scandalise l'opinion : *"Pincée ! La femme J. D. née M., domiciliée à La Petite Raon, partie en Allemagne comme travailleuse, puis, revenue en France, se mit au service de la Gestapo à Baccarat, puis à Étival. A la débâcle allemande, elle repartit en Allemagne, puis rentra en France, non sans toucher la prime de rapatriement. La Sécurité Militaire la recherchait. Elle vient de se faire pincer à Vittel, où un habitant d'Étival l'avait reconnue au moment où elle rentrait dans un cinéma accompagnée d'un soldat allié"*⁷⁴.

De tous les griefs reprochés aux immigrés, c'est celui de l'enrichissement qui est le plus fréquent : l'occupation n'aurait pas été une période de souffrances et de disette pour tout le monde et certains Italiens auraient été des "profiteurs de guerre". Là encore, la rumeur fait son œuvre à partir de quelques cas précis relatés dans la presse : certains "volontaires" se font passer pour des *"requis du S.T.O."* afin de toucher la prime de 1000 francs promise par le gouvernement. D'autres auraient largement bénéficié de la pénurie pour faire du marché noir, volant dans les usines du tissu pour le revendre ensuite à des prix exorbitants. A Senones, *"les scandales de Bataville"* provoquent un grand émoi dans la population en juin 1945 : plusieurs maçons transalpins de la ville ayant trouvé du travail en Meurthe-et-Moselle pendant la guerre, profitaient de leurs nombreux allers et retours pour transporter clandestinement coton et saccharine⁷⁵. Dans *La Gazette*, Charles Prayé ne décolère pas, demandant dans un nouvel article titré *"J'accuse..."*, un châtiment exemplaire pour les "coupables", volontaires et trafiquants : *"Ces gens qui sont allés volontairement offrir leurs bras et leur savoir à l'Allemagne, méritent des sanctions. Ils n'étaient pas Français, puisqu'ils ont abandonné leur Patrie effondrée. (...) Alors ? ... Alors, cet argent d'où provient-il ? C'est l'argent de la trahison, c'est l'argent du crime. Il sent le charnier, le four crématoire. La confiscation de ces sommes mal acquises s'impose. Il faut que les biens de tous ces profiteurs de guerre - travailleurs volontaires, collaborateurs, partisans de Vichy, anti-résistants - servent à hâter la reconstruction de nos régions dévastées et aident nos malheureuses épouses à élever dignement nos enfants. Il est à remarquer que la plus grande partie de ces anti-patriotes sont des étrangers naturalisés, des sans-patrie. Qu'attend-on pour leur retirer leur nationalité française et les renvoyer dans leur patrie de naissance ? Ces internationaux n'ont même pas la pudeur de s'effacer. Au contraire, ces dames nazies s'affichent avec leurs toilettes plus ou moins tapageuses, jurant parmi les voiles de crêpe - si nombreux hélas - dans notre vallée tant éprouvée. Elles osent même pénétrer dans le sanctuaire de*

⁷³ La Gazette Vosgienne : 14 juillet 1945.

⁷⁴ La Gazette Vosgienne : 5 septembre 1945.

⁷⁵ Entretien avec Roger Leboube, ancien déporté et résistant à Senones (1999).

Dieu, où tant de larmes coulent, et venir s'agenouiller près de ces épouses si chagrénées, près de ces mères éplorées. Allons, votre place n'est pas là ! Collaborateurs d'Hitler, n'oubliez pas que vous avez participé à l'assassinat de nos malheureux déportés"⁷⁶. A l'automne 1945, le "scandale" continue encore : plusieurs Italiens, travaillant pour l'entrepreneur Cosi à Anould, ont été verbalisés pour "trafic, vente et détention de cigarettes américaines"⁷⁷.

2 - Une mémoire très sélective.

"*Anti-patriotes*", "*Sans-patrie*", "*Internationaux*" : le vocabulaire n'a guère varié en une décennie lorsqu'il s'agit de désigner l'"étranger" qui se confond ici avec l'Italien. A l'image des journaux conservateurs d'avant-guerre ou farouchement pétainistes pendant l'Occupation, la presse continue en 1945 - exemples à l'appui - à présenter l'immigré comme un danger pour le pays, un profiteuse, un traître. Ce manichéisme aveugle, accentué encore par la douleur et le désespoir de la population, est pourtant totalement contredit par les faits. Les résistants auraient tous été des "Français de souche", Vosgiens de surcroît. Les Italiens, au mieux indifférents, au pire "collaborateurs", auraient été complètement absents de ce qui est vite devenu une page héroïque de l'histoire locale. Henri Moulin ne leur consacre pas une ligne en novembre 1945 dans son long récit sur le maquis de Corcieux, publié dans *Le Livre d'Or de la Résistance*⁷⁸.

Oubliés les engagés volontaires de 1939 dans la Légion Étrangère ? Oubliés aussi les résistants de la première heure en 1940 - 1941 ? L'un des plus valeureux, Robert Späni, a même été accusé de "collaboration" pour avoir travaillé en Moselle, alors qu'il se cachait pour échapper à la police⁷⁹. Oubliés enfin les maquisards et les otages de 1944 dont la plupart ne sont jamais revenus de Dachau ?

A l'heure où la presse crie vengeance, détournant l'attention d'une opinion davantage préoccupée par la pénurie et les problèmes de logement, un vieil homme meurt dans une indifférence quasi-générale en septembre 1945 : Émile Pozzi, ancien maire de La Neuveville radical-socialiste, avait donné sa démission en 1942 "*parce qu'il ne voulut pas subir le joug de Vichy*". *La Gazette* n'accorde à la triste nouvelle qu'un mince article dans la rubrique "*Nécrologie*"⁸⁰. Elle passe également totalement sous silence les glorieux faits d'armes de divers Transalpins : rentrant à Saint-Dié à la Libération, un ancien coiffeur avait quitté la ville en 1943 pour se soustraire au S.T.O. Interné en Espagne, il parvient ensuite à s'engager dans les F.F.L. et combat successivement en Afrique du nord, en Italie, en France puis en Allemagne. En 1945, il s'apprête à partir pour

⁷⁶ La Gazette Vosgienne : 16 juin 1945.

⁷⁷ La Gazette Vosgienne : 13 octobre 1945.

⁷⁸ MOULIN (Henri), Le maquis de Corcieux, in *Livre d'Or de la Résistance et de la Libération*, Paris, Maison d'accueil de la Résistance, 1950, pages 223-229.

⁷⁹ Les Vosges Nouvelles : 27 mai 1945.

⁸⁰ La Gazette Vosgienne : 29 septembre 1945.

Italiens de Senones, morts à Dachau ou Buchenwald.

Souvenez-vous dans vos prières



DE

Germain GESTORI

décédé au Camp de Dachau

le 4 Février 1945, à l'âge de 48 ans

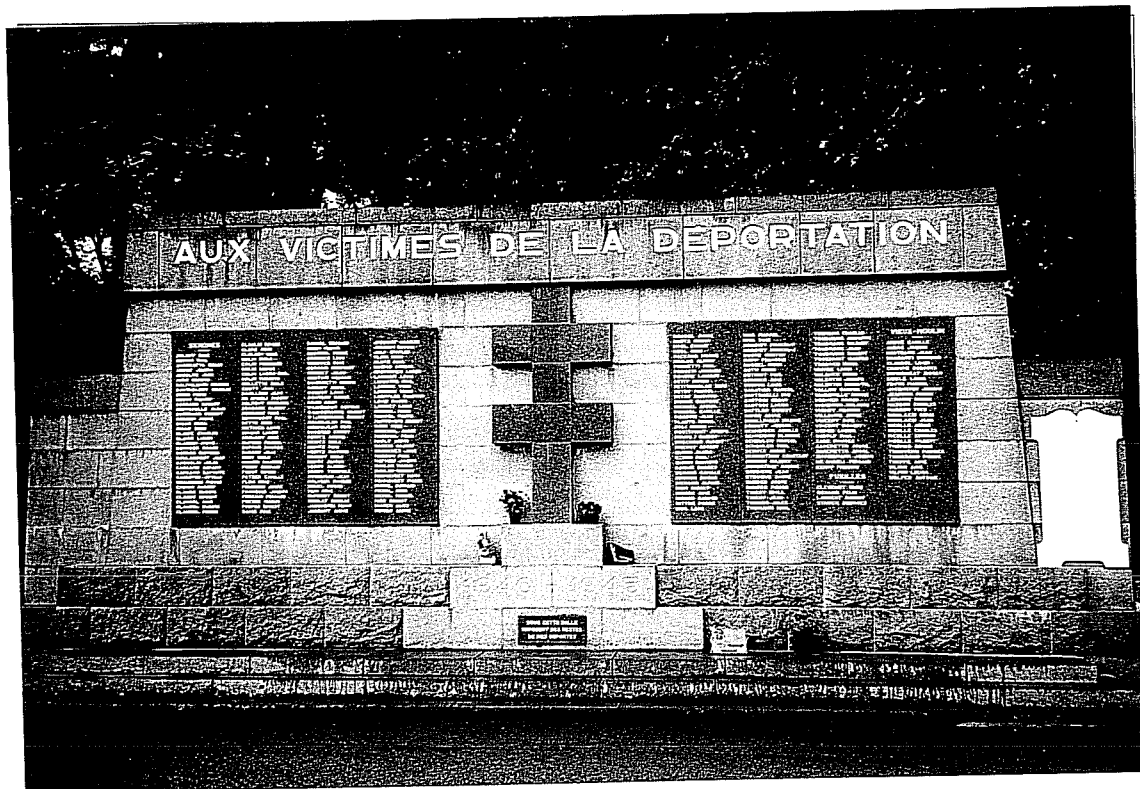
Il a passé au milieu de nous, toujours
doux, souriant, tendre et affectueux.

Tous ceux qui l'ont connu l'aimaient
pour sa droiture, son amabilité, sa bonté.

Il a souffert avec patience et résignation
mettant toute son espérance en Dieu.

Ses dernières paroles : « Que votre
volonté soit faite sur la terre comme au Ciel. »

Cabré - Senones



Le monument aux morts de Senones aujourd'hui.

l'Indochine. Décoré de la Croix de guerre avec trois citations, il a également été deux fois blessé⁸¹. De 1939 à 1945, l'héroïsme n'a pas été l'apanage des seuls Français "de souche".

A la Libération, le souvenir du "coup de poignard dans le dos" de 1940 pèse lourdement sur les rapports entre immigrés et autochtones. Dans une région ayant terriblement souffert du conflit qui s'achève, l'Italien conserve encore une bien mauvaise image. Il a pourtant montré à maintes reprises son attachement au pays qui l'a accueilli 20 ans plus tôt et a partagé plus durement que d'autres un quotidien fait de peurs et de privations. En 1945, à l'heure où les discours vengeurs l'emportent sur une analyse objective du comportement de chacun, l'assimilation des Italiens au sein de la population française paraît bien hypothétique.

⁸¹ A.D.V. : 54 W 69, dossiers de naturalisations (1948).

Chapitre 2 :

Des bras pour la

Reconstruction.

(1945 - 1970)

Dans sa composition professionnelle et sa répartition géographique dans l'arrondissement, l'immigration transalpine d'après-guerre s'est très sensiblement modifiée. Elle doit tout d'abord tenir compte des transformations qui affectent profondément l'économie de l'arrondissement : la désertification des campagnes associée à l'effondrement de l'industrie cotonnière à partir de 1954, condamnent vallées et zones de montagnes à végéter. Désormais, c'est Saint-Dié, ville "ressuscitée" et dynamique, qui accueille l'essentiel des immigrés de la "troisième vague". Ceux-ci ont dû expérimenter, souvent dans la douleur, le poids de contraintes administratives nouvelles imposées par les accords bilatéraux et la politique de l'O.N.I. Les professions exercées par ces nouveaux venus sont généralement peu qualifiées : plus que jamais, ils ont été appelés pour "combler des vides".

I - Des conditions nouvelles favorables à l'immigration.

A - Une terre dévastée.

1 - 2000 morts, 4000 immeubles détruits.

Le bilan de la guerre est terrifiant : certes, les pertes humaines sont deux fois moindres qu'en 1918, mais les destructions matérielles sont considérables. On dénombre en 1945 dans l'arrondissement, 2061 personnes décédées pendant les hostilités, soit un peu plus de 2 % de la population de 1936 : plus de la moitié d'entre elles sont mortes dans les camps de concentration nazis, victimes des déportations massives de l'automne 1944. Sur les 19 000 immeubles existants en 1939, près de 9 500 sont partiellement détruits et 4 000 le sont totalement¹. Le recensement de 1946 ne peut que constater une nouvelle fois, et chiffres à l'appui, l'étendue du désastre : à cette date, l'arrondissement n'abrite plus que 81 000 personnes, contre près de 100 000 dix ans plus tôt. A la longue liste des morts s'ajoute en effet celle des réfugiés et des personnes déplacées qui ne sont pas encore rentrées : bien des familles ont préféré s'installer temporairement chez des parents dans des régions moins inhospitalières, plutôt que de réintégrer leurs maisons en ruines.

La ville de Saint-Dié a payé un très lourd tribut au conflit qui vient de s'achever : élu maire de la ville en 1945, Gaston Colnat doit immédiatement affronter deux problèmes urgents, le ravitaillement et le logement de la plus grande partie de ses administrés. La cité n'est plus qu'un amas de ruines, pillée et incendiée par la *Wehrmacht* en retraite en novembre 1944. Les ponts, la nef de la cathédrale, le central téléphonique, les lignes de chemin de fer, l'hôpital, la mairie, le bureau de poste ainsi que 94 % des immeubles d'habitation ont disparu et se sont consumés pendant le gigantesque incendie de cinq jours qui a suivi le départ des troupes allemandes. Seules subsistent les

¹ RONSIN (Albert), Saint-Dié des Vosges : 669-1969, Nancy, Publicité Moderne, 1969, 172 p., pages 119-125.

deux tours de la "Grande Église" du XVIIIème siècle construites par Giovanni Betto. Les quartiers ouvriers et les usines situés sur la rive gauche de la Meurthe ont été également épargnés : c'est là que s'entassaient les survivants du cataclysme. En 1946, les Déodatien(ne)s ne sont plus que 15 500, soit 5 000 de moins qu'en 1936 : les deux-tiers d'entre eux sont considérés comme des "sans-logis"².

2 - Les "villes de planches".

Au printemps 1946, *La Liberté de l'Est* - nouveau journal spinalien qui a succédé à *L'Express* -, consacre une grande enquête au problème du relogement des sinistrés. Sous le titre, "Où en est la reconstruction ?", Jean Thernier écrit une série d'articles dénonçant les lenteurs administratives, mais empreints d'un grand optimisme : "*Saint-Dié-la-Rose, ville martyre, a fait place à Saint-Dié-baragues, mais Saint-Dié revivra*"³. "*Tout manquait et tout manque encore : matériaux et main-d'œuvre. Il est important avant tout de procéder au relogement des sinistrés. (...) Un seul moyen s'offrait : la reconstruction rapide de baraques en bois*". Les Vosges ne sauraient pourtant fournir les matériaux nécessaires : les scieries sont détruites, les forêts saccagées et mitraillées. C'est de Suisse, de Forêt Noire et du Bassin Parisien que viennent les baraques qui pendant plusieurs années vont accueillir les sinistrés : "*Ces édifices ne comportent qu'un seul étage, précise Jean Thernier. Les pièces sont de dimensions variables, largement éclairées par de nombreuses fenêtres. Les baraques sont élevées non sur pilotis, mais sur des murettes maçonnées, qui les mettent à l'abri de l'humidité du sol. Il convient toutefois de ne pas se leurrer sur le pouvoir isolant de ces panneaux, car, à l'époque des grands froids, les habitants sont obligés d'entretenir du feu jour et nuit. L'ameublement est constitué par du mobilier en bois blanc, assez sommaire, dit de dépannage, comprenant les meubles essentiels : tables, lits, chaises. Mais les inconvénients sont nombreux. Souvent les conduites d'évacuation des eaux ménagères n'existent pas en raison de l'éloignement des anciennes canalisations, et les W.C. doivent être improvisés par les occupants*".

Dans les communes dévastées - Saint-Dié, mais aussi Corcieux, Saint-Léonard, Saulcy-sur-Meurthe, Gérardmer -, les baraques ont remplacé provisoirement les maisons en pierres. L'heure n'est pourtant pas au découragement, bien au contraire. Du chaos doit naître une société plus juste et plus moderne et la Reconstruction représente une opportunité que l'on ne peut manquer. "*Au cours du voyage - le mot pèlerinage vient sous notre plume - que nous avons fait à travers les villages vosgiens dévastés, nous avons pu mesurer l'effort accompli et constater qu'une seule volonté farouche anime toutes les énergies : travailler pour refaire plus belle et plus prospère, la petite patrie mutilée*"⁴. Jean Thernier n'ignore rien des difficultés à venir : les entreprises manquent de tout, et la pénurie de main-d'œuvre empêche toute reconstruction immédiate.

² BARETH (Christian), *L'époque des baraques*, Raon-l'Étape, Kruch Éditeur, 1995, 134 p., pages 12-13.

³ *La Liberté de l'Est* : 2 avril 1946.

⁴ *La Liberté de l'Est* : 12 mars 1946.

B - En France, une nouvelle politique d'immigration.

1 - Reconstruire et rajeunir le pays.

L'arrivée de la "troisième vague" italienne est grandement encouragée par les pouvoirs publics. Tirant les leçons du passé, le gouvernement français inaugure dès 1945, une nouvelle politique d'immigration. L'objectif poursuivi est double :

- il s'agit d'abord de recruter de la main-d'œuvre pour hâter la reconstruction puis favoriser la croissance de l'industrie française.

- il faut également stabiliser les étrangers en les intégrant dans la société grâce à la famille. On pourra alors espérer, dans un avenir proche, les assimiler totalement, ce qui contribuera à effacer partiellement les pertes humaines des deux guerres mondiales et fera augmenter la population du pays grâce à un taux de natalité élevé.

Cette politique, somme toute similaire à celle du premier après-guerre, est très influencée par le courant populationniste dont le chef de file est le démographe Alfred Sauvy. Dès 1946, il établit un état numérique précis des "besoins", refusant une vision à court terme :

*"Les prévisions sur l'immigration ne doivent pas être calculées d'après les seuls besoins actuels de la reconstruction, affirme-t-il. Elles doivent tenir compte des besoins démographiques qui ne pourraient être réalisés que par un relèvement assez important de la natalité de 15 % environ, ou même par une immigration permanente de jeunes. Il faudrait une immigration portant sur 5 290 000 personnes dont 2 450 000 adultes"*⁵. Plus que jamais, l'immigré doit "combler des vides" pour assurer le relèvement du pays qui l'accueille. Favoriser et encadrer son entrée et son installation en France deviennent donc des priorités absolues.

Les démographes et sociologues de l'Institut National des Études Démographiques nouvellement créé, appuient leur thèse sur de nombreuses enquêtes et sondages effectués en France auprès des autochtones et des étrangers, mais aussi dans les pays d'émigration à commencer par l'Italie. Ils n'ont guère de peine à convaincre le pouvoir politique et le patronat : en 1945, le général de Gaulle admet la nécessité de faire appel à *"une bonne immigration"* en attendant les *"millions de beaux bébés"* dont la France a besoin⁶.

2 - Naissance de l'O.N.I.

Créé en novembre 1945, l'Office National d'Immigration, ou O.N.I., satisfait dès sa naissance les partisans, nombreux et influents, d'une véritable politique d'immigration organisée et contrôlée. Les sociétés privées de recrutement des étrangers, financées par le patronat, sont dissoutes : la Société Générale d'Immigration disparaît ainsi sans regret. Avant-guerre, on l'avait

⁵ GALASSO (Edmond), *Italiens d'hier et d'aujourd'hui*, Lyon, Université Jean Moulin Lyon 3, 1986, 223 p., page 43.

⁶ MILZA (Pierre), *Voyage en Ritalie*, page 86.

accusée de se livrer à de véritables trafics, “débauchant” par exemple de pauvres paysans polonais dans leur village, les entassant ensuite dans des wagons pour les “parquer” dans des camps de transit où ils subissaient une humiliante visite médicale. La S.G.I. s’était enrichie sans vergogne pendant près de 20 ans.

A la Libération, l’O.N.I. obtient le monopole de l’introduction en France des travailleurs étrangers et se voit également confier l’organisation de la venue des familles. Présidé par un conseiller d’État, il est administré par un conseil où siègent les représentants de l’État, des syndicats ouvriers et du patronat. Il dispose de 24 centres dans tout le pays et de huit bureaux à l’étranger chargés des contrôles sanitaires et professionnels des candidats. A Paris, ses services doivent rédiger les contrats de travail et régler les conflits avec les employeurs.

La procédure de recrutement est strictement définie : le patron qui veut embaucher un travailleur étranger doit en faire la demande au bureau départemental de la main-d’œuvre étrangère. Celui-ci vérifie d’abord qu’il est impossible de trouver un Français pour répondre à l’offre d’emploi. L’employeur signe ensuite un “*contrat d’introduction de travailleur étranger*” qui peut être nominatif, fournit des renseignements sur les conditions de logement et verse une contribution à l’O.N.I. pour couvrir les frais de voyage, les contrôles et les assurances. Le dossier est transmis à la sous-direction de la main-d’œuvre étrangère du ministère du Travail qui vérifie une nouvelle fois que la demande ne peut être satisfaite par des travailleurs français et qui donne, ou non, un avis favorable. Pour finir, il retourne à l’O.N.I. qui prend contact avec ses centres à l’étranger chargés de la sélection et du contrôle des émigrés⁷.

Cette procédure est donc très longue, même si elle est accélérée dans le secteur fortement déficitaire du bâtiment. Il faut en effet concilier les intérêts des patrons et la méfiance des syndicats. Les premiers veulent faire venir des ouvriers qualifiés, en bonne santé et peu exigeants sur les salaires ; à l’opposé, les seconds réclament des contrôles sévères afin d’éviter une concurrence sur le marché du travail préjudiciable aux nationaux.

3 - Cartes de travail et de séjour.

L’ordonnance de 1945 crée également de nouveaux “papiers” : deux cartes sont désormais nécessaires.

La carte de séjour est obtenue après que l’immigré a demandé un titre de séjour à la mairie ou au commissariat de son domicile dans les huit jours qui suivent son arrivée : il doit obligatoirement présenter un contrat de travail - s’il a été recruté dans le cadre de l’O.N.I. - ou une promesse de contrat, s’il est venu en France comme “*touriste*”. On lui délivre ensuite une carte de résident temporaire valable une année. Après neuf mois, l’étranger peut en demander le renouvellement ou obtenir une carte de résident ordinaire valable trois ans, délivrée sur présentation

⁷ AMAR (Marianne), MILZA (Pierre), L’immigration en France au XXème siècle, article “O.N.I.”.

d'un certificat médical, d'une preuve de ses ressources et d'une autorisation de travail. Le renouvellement est cette fois-ci automatique, mais on peut demander une carte de *"résident privilégié"* valable 10 ans dans le cas d'un séjour ininterrompu de trois ans minimum, si le postulant est entré en France avant l'âge de 35 ans. Épouses et enfants de plus de 16 ans sont soumis aux mêmes obligations que le chef de famille et doivent effectuer des démarches administratives identiques.

La procédure pour obtenir la carte de travail est encore plus complexe : muni de son contrat, l'étranger doit la demander à la Direction départementale de la main-d'œuvre. La carte temporaire n'est valable que pour une seule profession dans un département précis, pour une durée limitée à un an : son renouvellement n'est pas automatique et dépend de la conjoncture et du marché de l'emploi. Le titulaire d'une carte de séjour ordinaire, peut néanmoins réclamer une carte de travail ordinaire à validité limitée permettant d'exercer pendant trois ans une activité précise dans un ou plusieurs départements. Enfin, les *"résidents privilégiés"* ont la possibilité de réclamer une carte de travail à validité permanente valable sur tout le territoire français⁸.

Carte de séjour et de travail sont en fait des instruments de contrôle : les pouvoirs publics veulent connaître exactement le nombre et la qualification des immigrants ainsi que leur répartition dans le pays. Ils veulent également orienter les flux à leur guise vers les régions où la pénurie de main-d'œuvre est la plus grave ou, au contraire, les tarir lorsque la demande est satisfaite. La carte de séjour temporaire est en cela d'une efficacité absolue : non renouvelée, elle oblige son titulaire à rentrer en Italie. A l'opposé, les possesseurs d'une carte de *"résident privilégié"* ne risquent pratiquement rien et bénéficient des mêmes droits sociaux que les nationaux. L'obtention du précieux document est perçue comme un pas important vers une naturalisation prochaine.

Depuis l'instauration de la première carte d'identité pour étranger en 1917, les progrès dans le "marquage" et le repérage des individus ont été remarquables : le *"résident ordinaire"* dispose d'une carte verte sur laquelle a été collée sa photographie et où sont indiquées sa profession et son adresse. *"Le titulaire de cette carte doit en être constamment porteur"*, est-il précisé. Pour les *"privilégiés"*, la couleur choisie est le bleu : *"Le titulaire de cette carte perd brutalement le bénéfice de la qualité de résident privilégié lorsqu'il séjourne plus de six mois consécutifs hors du territoire français"*⁹. Chacun est averti des risques encourus s'il enfreint la loi.

Dans chaque commune, les gendarmes sont chargés du contrôle des étrangers : ils les comptent, vérifient s'ils sont en règle, dressent un cahier des demandes de cartes de séjour envoyées à Épinal. A Saint-Dié, Gérardmer et Raon-l'Étape, où le va-et-vient est permanent, la "chasse" aux clandestins et aux *"étrangers en défaut"* est menée avec la plus grande rigueur.

En mai 1952 par exemple, un jeune carrier ne peut présenter à l'agent raonnais qui lui

⁸ GALASSO (Edmond), *Italiens d'hier et d'aujourd'hui*, pages 57-58.

⁹ A.D.V. : Série Continue 5088 (cartes trouvées dans les dossiers de naturalisation).

demande sa carte de séjour, qu'un récépissé périmé de demande de carte d'identité : *"Il explique la chose en déclarant par le truchement d'un interprète qu'il ne comprend pas le français et qu'il ignorait qu'il était en défaut. 2000 francs d'amende pour infraction à la police des étrangers"*¹⁰.

Les fautes reprochées à Gennaro Nardella sont plus graves : *"Il ne semble pas qu'il soit très au courant des obligations qui incombent à un étranger vivant en France, lit-on dans La Liberté de l'Est en juin 1955. Il est vrai qu'il est très handicapé parce qu'il ne sait pas un mot de la langue de Voltaire. Ainsi, il est prévenu de trois infractions à la police des étrangers parce que son titre de séjour n'est plus valable, il n'a pas de carte de travailleur, et il a omis de faire sa déclaration du transfert de sa résidence quand il quitta Épinal pour venir à Gérardmer. De plus, il a eu le malheur de perdre ses papiers, et il a cru aussi que son patron devait faire le nécessaire. Depuis, il s'est mis en règle : il n'est pas de mauvaise foi"*. Le tribunal condamne pourtant Gennaro Nardella à payer trois amendes d'un montant total de 6400 francs¹¹.

Deux ans plus tard, en juillet 1958, Leonardo Tocci est lui aussi victime de cette réglementation complexe : *"Il avait laissé périmer son récépissé de demande de carte de travailleur étranger. De plus, depuis le mois d'avril, il se promenait - pour chercher du travail, disons-le à sa décharge - dans l'Isère, puis à Creil et enfin à Saint-Dié. Mais comme il n'avait pas prévenu les gendarmes et les commissariats de ses divers lieux de résidence ainsi que tout étranger est tenu de le faire, Tocci a été verbalisé"*¹².

Les immigrants venant du *Mezzogiorno* ont en effet toutes les peines du monde à s'adapter et à comprendre les subtilités de la loi : originaires de milieux ruraux dans lesquelles les relations humaines sont d'abord orales et fondées sur la coutume et les habitudes, parfois illettrés, ils ressentent chaque contrôle comme une nouvelle humiliation, voire une agression. Une fois encore, la presse locale n'hésite pas à décrire avec précision ces cas d' *"étrangers en défaut"* : il s'agit d'abord de rassurer l'opinion sur l'efficacité des contrôles, quitte à diffuser une nouvelle fois le mythe de *"l'Italien errant"*.

4 - Plusieurs accords bilatéraux.

"Réservoir" traditionnel à main-d'œuvre, l'Italie intéresse particulièrement les tenants de cette nouvelle politique. Les *"bons immigrants"* dont parlait le général de Gaulle seront Transalpins. On met en avant la "parenté culturelle" existant entre les deux peuples, la proximité géographique et les liens tissés depuis des décennies de part et d'autre des Alpes entre des familles que l'émigration a séparées. De plus, l'Italien est toujours considéré comme un travailleur endurant et un maçon très qualifié. Les diverses enquêtes de l'I.N.E.D. viennent confirmer cette opinion : interrogés, les Transalpins déjà installés en France affirment que les candidats au départ - parents ou amis restés au

¹⁰ La Liberté de l'Est : 9 mai 1952.

¹¹ La Liberté de l'Est : 3 juin 1955.

¹² La Liberté de l'Est : 15 juillet 1958.

village - ne manquent pas. La population française se déclare également de plus en plus favorable à l'arrivée d'ouvriers étrangers : si l'opinion reste hostile à l'immigration en 1946, ce n'est plus du tout le cas dans les années suivantes. Au baromètre des sympathies, les Italiens arrivent quatrième en 1950, derrière les Belges, Suisses et Néerlandais, mais devant les Espagnols et les Portugais¹³.

Pour encadrer les flux, éviter l'immigration clandestine et offrir aux arrivants des conditions de vie décentes, la France et l'Italie entreprennent ensemble une politique de concertation qui aboutit à la signature de nombreux accords à partir de 1946. Plus que jamais, l'entente entre les deux pays sur les questions migratoires est parfaite : la péninsule ne sait que faire de ses deux millions de chômeurs alors que de l'autre côté de la frontière, on manque cruellement de bras :

- le premier de cette longue série est signé à Rome en février 1946 et est limité au recrutement de 20 000 ouvriers pour les mines françaises, en remplacement des Polonais qui avaient regagné leur pays. Il prévoit la "sélection" professionnelle et sanitaire des migrants ainsi que le transfert d'une partie de leurs économies vers la péninsule. Son application se révèle pourtant totalement inefficace.

- en novembre de la même année, les deux délégations se retrouvent à nouveau dans la Ville Éternelle et trouvent un nouveau compromis. L'O.N.I. s'engage à recruter 200 000 travailleurs pour 1947, à la cadence de 17 000 par mois. Les modalités de la "sélection" sont une fois de plus réaffirmées, des organismes mixtes et spéciaux devant s'assurer de son application. L'accord est ratifié en mars 1947 par le ministre du Travail, Ambroise Croizat, et par le comte Sforza : il condamne formellement l'immigration clandestine et supprime toute possibilité d'embauche pour les agents recruteurs privés. Les Italiens travaillant en France peuvent transférer jusqu'à 40 % des sommes gagnées vers la péninsule. L'égalité de salaire, de conditions de travail, le bénéfice de la Sécurité Sociale leur sont également accordés. Mais l'accord ne prévoit pas le versement de l'assurance-chômage aux rapatriés, ni la couverture du risque maladie en faveur des membres de la famille restés en Italie¹⁴. Le compromis de 1947, bien que très précis, est cependant trop ambitieux : à la fin de l'année, seuls 50 000 Transalpins ont été recrutés par l'O.N.I. - soit le quart des effectifs prévus - tandis que plus de 30 000 ont complètement échappé à son contrôle en rentrant comme "clandestins".

- de nouveaux accords sont signés en mars 1948, février-mars 1949 et juin 1951 : tirant les leçons des échecs précédents, on essaie cette fois-ci de faciliter les formalités administratives et le recrutement. Les immigrés peuvent désormais transférer jusqu'à 60 % de leur salaire, 20 % seulement pour les célibataires. Les deux gouvernements décident également de limiter le délai de versement des allocations familiales à 18 mois, afin d'inciter les travailleurs à se faire rejoindre par leur famille. Les sommes sont ensuite transformées en un "*pécule d'installation*" et bloquées jusqu'à

¹³ GALASSO (Edmond), *Italiens d'hier et d'aujourd'hui*, page 43.

¹⁴ I.N.E.D., Le problème de l'émigration en Italie, *Notes et Études Documentaires n°1839*, 20 février 1957, page 14.

l'arrivée de l'épouse et des enfants¹⁵.

- au milieu des années 1950, les conditions d'introduction de la main-d'œuvre italienne sont assouplies : la suppression du passeport encourage la progression de l'immigration "touristique" et l'O.N.I. se voit de plus en plus dépossédé de ses attributions premières. Le Traité de Rome de 1957 accentue cette évolution libérale : conformément aux articles 48 et 49, les ressortissants des états membres de la C.E.E. acquièrent progressivement - pendant une période transitoire de 12 ans -, le droit de circuler librement dans tous les pays du Marché Commun.

Dans les années 1960, le travailleur italien bénéficie donc d'un statut privilégié : contrairement aux immigrés africains, il ne subit plus aucun contrôle médical, ne paie plus aucune redevance à l'O.N.I., n'a plus besoin d'un contrat. Pour lui, les démarches pour obtenir cartes de travail et de séjour sont simplifiées. Pendant 15 ans, les Transalpins ont expérimenté les différentes phases de la nouvelle politique d'immigration française. Plus que dans le reste de la France, le bilan de l'O.N.I. est largement négatif dans les Vosges.

5 - Sélection officielle ou naturelle ?

En 1949, 1141 Italiens sont entrés dans le département : seuls 43 % d'entre eux, principalement des ouvriers agricoles, ont été introduits grâce à l'O.N.I. et disposent à leur arrivée d'un contrat de travail. Pour les professions du bâtiment, la part des immigrés "*normaux*" est encore plus basse, 29 % ! La très grande majorité des Italiens de la "troisième vague" sont donc des clandestins entrés avec un simple passeport comme "touristes" : c'est notamment le cas des 546 maçons et manœuvres recensés cette année-là par les services de police¹⁶. La très grande majorité d'entre eux n'a pourtant guère tardé à trouver un employeur et à régulariser sa situation.

Il s'agit en effet de passer à travers "les mailles du filet" que l'O.N.I. a tendu. Les entrepreneurs sont les premiers à dénoncer les nouvelles contraintes administratives : entre le moment où ils déposent leur demande au bureau de la main-d'œuvre, rue Thiers à Saint-Dié, et l'arrivée des ouvriers, il s'écoule plusieurs mois. De plus, la qualification professionnelle de ces hommes, pourtant contrôlée à Milan, laisse à désirer : lorsque l'entreprise Piantanida chargée de reconstruire la cathédrale de Saint-Dié a besoin de tailleurs de pierre, elle se trouve souvent obligée d'embaucher et de former de simples manœuvres envoyés par l'O.N.I., considérés avec sévérité comme des "casseurs de pierre"¹⁷. Les employeurs tiennent ainsi un discours sans nuances que traduit bien la lecture des *Hautes-Vosges Économiques* en 1949 : "*Les services de la main-d'œuvre de Paris envoient bien des ouvriers, mais ces derniers prétendent être qualifiés et ne sont souvent que des apprentis ou de mauvais ouvriers*". Dans les carrières de *trapp*, les constatations sont les mêmes : "*La rareté de la main-d'œuvre dans notre région a forcé les chefs d'entreprise à recourir à*

¹⁵ GALASSO (Edmond), *Italiens d'hier et d'aujourd'hui*, pages 42-50.

¹⁶ Les *Hautes-Vosges Économiques* : février 1951.

¹⁷ Entretien avec François Selvini, conducteur de travaux de l'entreprise Piantanida dans les années 1950 (avril 2000).

la main-d'œuvre d'importation. Jusqu'à présent, malgré les efforts des services locaux et départementaux, les contingents d'ouvriers étrangers arrivés ont été loin de donner satisfaction"¹⁸. En 1949, plus de 500 immigrés - dont un grand nombre d'Italiens - rompent leur contrat de travail et retournent dans leurs pays : *"mauvaise volonté évidente, inaptitude reconnue médicalement, manque de qualification professionnelle"*, les griefs des entrepreneurs sont nombreux¹⁹.

L'Italien a également tout intérêt à rentrer en France et à choisir son patron, travailler au plus offrant, se rendre compte sur place des conditions de travail et de logement quitte à se faire régulariser par la suite. Il évite surtout de subir des examens professionnels et sanitaires humiliants, d'être "parqué" et entassé pendant des heures dans les salles d'attente et les wagons. Entre la "sélection officielle", prévue dans les textes et les accords bilatéraux, et la "sélection naturelle" qui consiste à traverser les Alpes et à trouver du travail par ses propres moyens, les candidats au départ choisissent souvent la seconde, plus aventureuse certes, mais aussi plus prometteuse et gratifiante. Tous n'ont cependant pas le choix : dans les nouvelles régions d'émigration vers la France - les Abruzzes ou la Calabre -, les centres de recrutement sont, dans les années 1950, des lieux de passage obligés pour des jeunes gens n'ayant ni parent ni ami en France.

Cette volonté affichée par les deux États de contrôler les flux a entraîné l'abandon de la route traditionnelle, qui, depuis le Moyen Age, conduisait les Italiens en Lorraine par la Suisse et le Saint-Gothard : cet abandon est encore accentué par le tarissement des vieilles régions de départ, Lombardie et Piémont. Désormais, immigrés *"normaux"* et *"touristes"* optent pour un trajet plus direct à travers les Alpes, en passant par Milan et Modane.

Face à l'importance des flux *"touristiques"* qu'il ne peut contrôler dès 1946, l'O.N.I. ne fait qu'avouer son impuissance : un centre d'accueil pour "clandestins" est créé à Montmélian dans l'Isère, et les régularisations à posteriori ne subissent aucune entrave d'ordre administratif.

C - En Italie, favoriser le redressement et l'industrialisation du pays.

1 - De l'abîme au "miracle".

En 1945, la situation de l'Italie est catastrophique : en six ans, le tiers de la richesse nationale a été anéanti et le revenu moyen atteint à peine la moitié de ce qu'il était en 1939. Toutes les productions industrielles et agricoles ont chuté. Les réseaux routier et ferroviaire sont dans un état déplorable. Près de 500 000 Italiens sont morts pendant le conflit, mais l'arrêt de l'émigration a entraîné une très forte pression démographique. Les Alliés qui occupent le pays doivent autoriser et même favoriser le départ de trois millions de personnes à l'étranger. La dette de l'État est colossale

¹⁸ Les Hautes-Vosges Économiques : janvier 1949.

¹⁹ Les Hautes-Vosges Économiques : mars 1950.

- 850 milliards de liras - et l'inflation galopante : pour satisfaire les besoins des civils et de leurs troupes, les Américains ont créé une monnaie, l'*Amlire*, qu'ils ont mise en circulation dans des proportions considérables. La misère, favorisée par la pénurie en produits de première nécessité, touche en premier lieu les ouvriers et les deux millions de chômeurs : dans les villes, délinquance juvénile, prostitution, criminalité et marché noir font des ravages. A tous ces maux vient s'ajouter un profond désarroi moral : vaincue, humiliée, divisée, occupée, l'Italie doit d'abord panser ses plaies, humaines, matérielles et morales.

Rapidement pourtant, le pays sort du gouffre dans lequel il était tombé. Au début des années 1950, il entre dans une période de forte croissance économique : le "miracle" commence et permet à l'Italie de devenir en une décennie à peine une grande puissance industrielle exportant ses produits dans le monde entier.

Ce redressement rapide et spectaculaire s'explique par de nombreux facteurs favorables : l'aide et l'influence des États-Unis ont en cela été déterminantes. De 1948 à 1951, plus de 5 milliards de dollars sont offerts à l'Italie dans le cadre du Plan Marshall. Les investissements des grandes compagnies américaines ou européennes sont encouragés par une législation très libérale. Les gouvernements démocrates-chrétiens ont également instauré progressivement une politique économique dans laquelle l'État tient un rôle moteur, à côté des grands groupes privés : grâce aux organismes publics que sont l'I.R.I. ou l'E.N.I. et à une planification souple, le pouvoir peut intervenir à son gré afin de stimuler tel secteur en difficultés et sauver certaines entreprises²⁰. Mais les gouvernants se sont également efforcés, avec succès, d'offrir aux produits de la péninsule de nouveaux débouchés en Europe : l'adhésion de l'Italie à la C.E.C.A. en 1951, et surtout au Marché Commun grâce au traité de Rome de 1957, a créé de grandes ouvertures commerciales pour les fruits, les vins, les voitures, les textiles et les produits électroménagers de la péninsule. Le faible coût de la main-d'œuvre permet en effet de fabriquer des articles bon marché qui, telles la *Vespa* et la Fiat 500, ont un immense succès de l'autre côté des Alpes.

Les choix des dirigeants italiens portent pleinement leurs fruits : Alcide de Gasperi - presque constamment président du Conseil jusqu'à sa mort en 1954 -, Luigi Einaudi - président de la Banque d'Italie puis premier Président de la République -, Carlo Sforza - ministre des Affaires Étrangères et "*maxi-européen*" -, ont engagé avec succès le pays sur la voie du libéralisme et de l'ouverture européenne. En 1958, le chômage a complètement disparu et le taux de croissance du P.I.B. - 6 % - est le plus élevé d'Europe. Avec l'augmentation de leur niveau de vie, les Italiens peuvent enfin oublier le fascisme et la pénurie pour entrer dans une société de consommation ardemment désirée. Fiat, Olivetti, Vespa, Pirelli, Lambretta, Motta deviennent les symboles

²⁰ L'E.N.I. (Ente Nazionale Idrocarburi) et l'I.R.I. (Istituto per la Ricostruzione Industriale) sont deux holdings d'État disposant de nombreuses filiales : possédant des participations dans de très nombreuses entreprises, elles disposent de grandes ressources budgétaires et d'un pouvoir décisionnel considérable.

emblématiques d'une "nouvelle Italie" qui ne jure plus que par le progrès²¹.

2 - En matière d'émigration, retour du libéralisme.

Rompant totalement avec le fascisme, les gouvernements italiens de l'après-guerre renouent avec le libéralisme qui caractérisait la politique d'émigration de leurs prédécesseurs au début du siècle et dans les années 1920. Ils insistent néanmoins sur la nécessité de contrôler et d'encadrer les flux migratoires - en parfait accord avec la France -, afin d'éviter les abus et de mettre en danger la santé morale et physique des partants. L'émigration fait également partie intégrante d'une politique plus vaste visant en priorité à reconstruire puis à moderniser le pays sur des bases solides : elle est donc fortement encouragée par les hommes politiques au pouvoir et l'administration, et apparaît comme la solution pour résoudre les graves problèmes du pays, le chômage, la surpopulation agricole, la sous-industrialisation du Midi. Dans les années 1950, alors que l'Italie bénéficie d'une croissance économique exceptionnelle, elle sert de "soupape de sécurité" destinée à se débarrasser des paysans méridionaux : ces oubliés du "miracle" représentent pour les gouvernants et les patrons du Nord, tantôt un "fardeau", tantôt une main-d'œuvre bon marché et corvéable à merci.

Si le Nord a pleinement bénéficié de la reconstruction, le *Mezzogiorno* reste un problème angoissant : la fracture entre les deux Italie, loin de se combler, ne fait que s'aggraver. En 1950, le gouvernement d'Alcide de Gasperi entreprend, malgré les résistances, une vaste entreprise de réforme agraire. L'année précédente, les occupations de terres des *latifundia*, en Calabre et dans les Abruzzes, avaient provoqué de nombreux morts et blessés ainsi que des centaines d'arrestations à cause de l'intervention de l'armée. Plus que jamais, la "question méridionale" se pose avec acuité. Véritable bombe sociale à retardement, le Sud retient pour la première fois l'attention des gouvernants. La réforme est pourtant un échec et la désillusion est à la mesure de l'espoir qu'elle avait suscité : seuls 700 000 hectares de terres ont été distribués à 120 000 familles ; des régions entières ont été oubliées. En Calabre, la province de Reggio, pourtant déshéritée, n'en a pratiquement pas bénéficié. La *Cassa del Mezzogiorno*, créée elle aussi en 1950 et dotée d'un budget important, doit construire des infrastructures - routes, électrification de voies ferrées, écoles -, moderniser l'agriculture afin d'en commercialiser les produits vers le Nord ou à l'étranger. Jusqu'en 1957, l'industrialisation du Sud ne fait pas partie de ses priorités. Or, toutes ces mesures ne suffisent pas, loin s'en faut, à absorber l'énorme excédent démographique : si la "bombe" a été temporairement désamorcée, les problèmes sociaux demeurent. En 1954, le revenu d'un Calabrais est quatre fois moins important que celui d'un Lombard. L'illétrisme et le taux de natalité restent également très au-dessus de la moyenne nationale.

Le rapport du ministère des Affaires Étrangères de mars 1949 est sans équivoque : il précise

²¹ BERGE (Serge), MILZA (Pierre), *L'Italie, la Papauté : 1870-1970*, pages 109-116.

GEORGEL (Jacques), *L'Italie au XXème siècle (1919-1999)*, Paris, La Documentation Française, 1999, 189 p.

qu'il y a quatre millions de personnes en trop dans l'économie nationale. *"Les avantages de l'émigration pour l'Italie ne peuvent pas être limités au seul secteur économique. Ils ne sont pas moins importants socialement. Les luttes sociales pourraient être grandement atténuées, en élevant le niveau de vie et le revenu moyen, en éliminant également la menace constante des désordres et de l'agitation due à un trop faible niveau de vie et au chômage dans un pays de 50 millions d'habitants"*.

Le président du Conseil de Gasperi insiste constamment sur la nécessité de reprendre les flux migratoires. Au IIIème Congrès de son parti, tenu à Venise en 1949, il propose d'adapter le système scolaire italien aux exigences de l'émigration en créant notamment des centres de perfectionnement dans lesquels on enseignerait le français et l'allemand²². *"Apprenez une langue étrangère et partez !"*, répond-il aux chômeurs qui l'interpellent, du nord au sud du pays. A Matera, par exemple, capitale misérable de la Basilicate dans laquelle s'entassaient 20 000 familles de pauvres *braccianti* vivant dans les *sassi* - grottes creusées dans le tuf -, le chef du gouvernement tient le même discours au début des années 1950. Un an plus tard, Palmiro Togliatti, premier secrétaire du parti communiste, défend sur la même place centrale, une opinion contraire : *"Vous devez rester !"*, clame-t-il aux miséreux venus l'écouter²³. L'émigration devient ainsi un enjeu politique, mais les choix des Démocrates-Chrétiens au pouvoir l'emportent rapidement. Devant l'échec des réformes, le départ de milliers de *Sudisti* vers le nord constitue une solution de facilité qui offre bien des avantages pour le gouvernement de Rome :

- elle permet de faire baisser la pression sur la terre et d'atténuer la surpopulation des gros bourgs. Le "fardeau" que représente le Sud, obstacle important au "décollage" industriel du pays, tend à s'alléger.

- elle fournit aux industries du Nord une abondante main-d'œuvre. Rapidement formé dans les usines de la Fiat à Mirafiori dans la banlieue de Turin, l'ancien paysan sicilien ou calabrais, devient un ouvrier recherché pour son habileté et son obéissance.

- l'émigration prive également le parti communiste de partisans et d'électeurs potentiels. Ceux qui partent sont souvent les "meneurs" des occupations de terres de 1949, des hommes qui ont pris conscience de la nécessité de transformer en profondeur les structures économiques et sociales du Midi : en leur donnant la possibilité de travailler à l'étranger ou dans le Nord, on écarte le danger révolutionnaire qui angoisse tant les Démocrates-Chrétiens et les grands propriétaires.

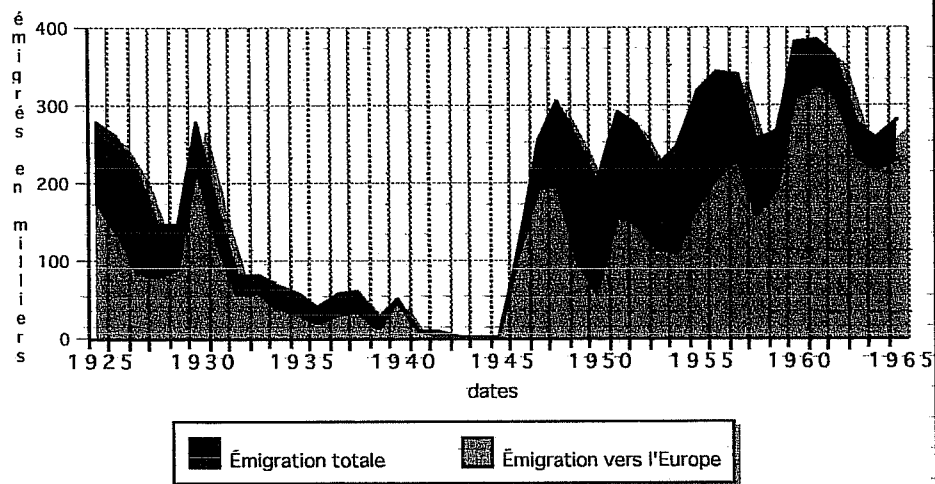
- les accords et conventions signés avec plusieurs pays ne se contentent pas d'encadrer les flux : ils prévoient également, en échange de plusieurs milliers d'émigrés, l'importation de charbon belge, d'acier français et de produits agricoles brésiliens.

L'émigration est donc une composante fondamentale d'une politique plus générale très

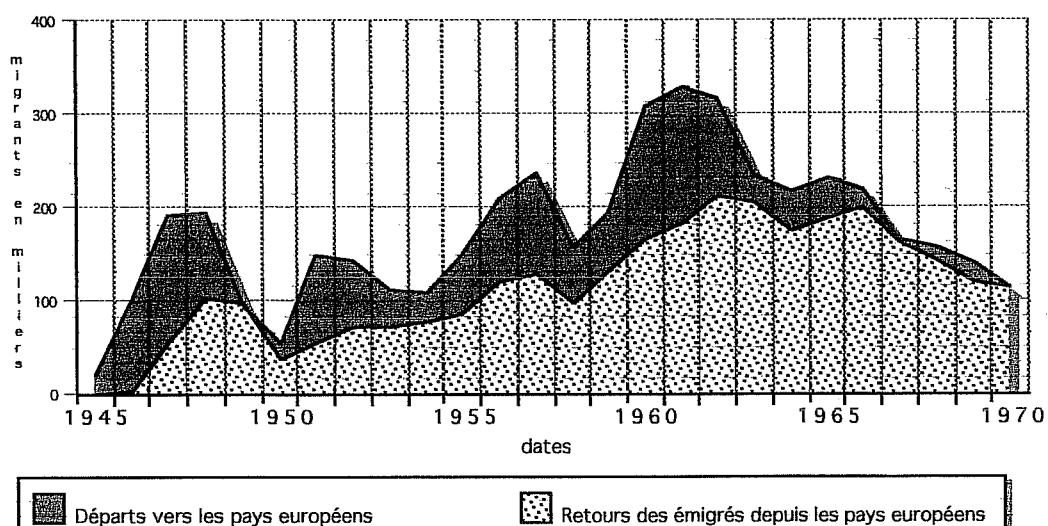
²² CINANNI (Paolo), La scelta del governo italiano nel secondo dopoguerra, in Il Ponte, Firenze, la Nuova Italia, 1974, pages 1342-1358.

²³ GIRARD (Luc), Les enfants de l'exode sont fatigués, Géo, avril 1991, pages 122-126.

Évolution de l'émigration italienne de 1925 à 1965 :



Émigration italienne vers l'Europe (1945-1970) :



ambitieuse : en l'encourageant et en la contrôlant, le gouvernement de Rome accélère les transformations économiques du pays ainsi que son ouverture internationale.

3 - Destinations anciennes et nouvelles.

De 1945 à 1970, plus de sept millions d'Italiens ont émigré : les deux tiers ont choisi de partir vers un pays d'Europe, et près de la moitié sont rentrés quelques temps après dans la péninsule. L'émigration italienne d'après-guerre prend un caractère nettement plus européen et temporaire que celle des années 1920 : grâce à la modernisation des moyens de transport - et plus particulièrement des chemins de fer -, grâce aux conventions bilatérales, les déplacements sont plus rapides et meilleur marché, les séjours à l'étranger plus courts.

Dans l'immédiat après-guerre, les clandestins restent très nombreux : alertée par la presse, l'opinion italienne apprend avec stupeur les accidents dont ont été victimes des dizaines de jeunes gens alors qu'ils traversaient les Alpes enneigées à pied, pour échapper aux contrôles. En 1949, tous les maires d'Italie reçoivent une circulaire envoyée par le gouvernement afin de dissuader les éventuels "aventuriers" : *"On relève une reprise de l'émigration clandestine vers la France. De fait, ces derniers temps, plusieurs centaines de clandestins sont tombés entre les mains de C.R.S. Plus particulièrement, on signale le cas de deux Napolitains, actuellement soignés à l'hôpital de Modane pour gel des membres inférieurs, qui ont été abandonnés en pleine tourmente par un accompagnateur inconnu. On demande aux maires de mettre en garde leurs administrés contre les risques graves de l'émigration clandestine"*²⁴.

L'émigration a considérablement perdu l'aspect dramatique et misérabiliste du début du siècle : partir devient de moins en moins une aventure périlleuse ou une épopée. S'il le souhaite, l'émigré peut retrouver sa famille plusieurs fois par an, à Pâques, l'été ou à Noël : il n'est plus un exilé condamné à ne plus jamais revoir sa terre natale. Cette "humanisation" est l'une des conséquences heureuses des accords signés par le gouvernement italien avec les pays d'immigration. Tous doivent garantir la sécurité morale et matérielle des partants et leur assurer des conditions de travail et d'hébergement convenables. Les pays d'Europe de l'ouest acquièrent rapidement une place prépondérante par leur proximité et leurs grands besoins de main-d'œuvre : la France et la Belgique, dévastées par la guerre, manquant de maçons et de mineurs de fond, sont dès 1946 les premières à demander l'arrivée d'ouvriers transalpins.

Dans les années 1950, la Suisse devient une destination privilégiée : on y part pour travailler dans l'industrie du bâtiment et surtout dans les établissements hôteliers comme serveurs, plongeurs ou femmes de ménage. Le regroupement familial et la naturalisation y sont par contre pratiquement impossibles : tous les contrats de travail sont de courte durée. Ces migrations

²⁴ FAIDUTTI-RUDOLPH (Anne-Marie), L'immigration italienne dans le Sud-Est de la France, thèse de géographie, Gap, 1964, 2 volumes, 364 p.

saisonniers - six fois plus importantes qu'en France -, concernent en 1952 plus de 130 000 personnes : les facilités d'accès, la possibilité de rapatrier la totalité des sommes gagnées en Italie et la forte valeur du Franc suisse représentent de puissants facteurs d'attraction.

A la fin de la décennie, la République Fédérale Allemande, alors en pleine croissance économique, a grand besoin d'ouvriers pour travailler dans l'industrie mécanique et automobile : les *Sudisti* prennent alors le chemin de la Bavière, plutôt que celui de la France dont la monnaie vient d'être dévaluée deux fois en un an à peine. A partir du Traité de Rome de 1957, l'Italie, seul pays d'émigration de la Communauté Économique Européenne, est un "réservoir" à main-d'œuvre pour les cinq autres états signataires, et en particulier pour la R.F.A. : grâce à l'aide américaine, le "miracle allemand" a besoin de bras et le mark a une réputation de monnaie "forte".

Les flux vers l'Amérique se sont également assez sensiblement modifiés : les États-Unis n'ont fait que renforcer les "*Quota Acts*" votés au début des années 1920. Comme par le passé, ils découragent l'immigration de ressortissants venant du sud de l'Europe. La loi Mc Lanahan de 1952, renforce la sévérité des contrôles et de la sélection, réduisant également les "contingents" : seuls 5799 Italiens peuvent émigrer annuellement aux États-Unis. Le tarissement des flux vers l'Amérique du nord, destination traditionnelle pour les Calabrais et les Siciliens, est largement compensé par leur augmentation vers d'autres pays d'outre-mer. L'Argentine, par exemple, signe deux accords avec l'Italie en 1948 et 1952, ce dernier prévoyant l'arrivée de 500 000 familles sur cinq ans. De même, le Chili, le Venezuela et l'Uruguay font appel aux Transalpins pour coloniser des terres jusqu'alors inhabitées ou travailler dans les plantations. Le Brésil prévoit lui aussi de faire venir des agriculteurs : il leur paye le voyage et leur assure du travail pendant deux ans.

L'Australie devient également une nouvelle destination : dans une Convention signée en 1951, elle fixe des contingents d'immigrés variant de 15 000 à 20 000 par an, avec préavis de six mois au gouvernement italien : elle précise les catégories de travailleurs dont elle a besoin, le plus souvent des jeunes gens célibataires, gardiens de troupeaux et "coupeurs" de canne à sucre. L'Australie s'engage à faciliter le transfert des devises, en totalité si nécessaire, et à garantir deux années de travail : elle devient vite un nouvel eldorado pour les fils de paysans calabrais ou abruzzais²⁵.

La prospérité de l'économie italienne dans les années 1950 n'a donc freiné en rien les flux migratoires, bien au contraire : les "expatriés" ne sont que 110 000 en 1946, mais leur nombre ne cesse ensuite d'augmenter pour approcher les 350 000 dix ans plus tard et 390 000 en 1961, chiffre record. Cette année-là, les pays européens ont rassemblé 85 % des départs²⁶. Si l'émigration outre-mer représente toujours une aventure, si elle est beaucoup plus "libre" et moins organisée, elle est largement dépassée par les migrations temporaires et saisonnières vers l'Europe.

²⁵ I.N.E.D., Le problème de l'émigration, *Notes et Études Documentaires*, n°1839, 20 février 1957, pages 3-17.

²⁶ CINANNI (Paolo), La scelta del governo italiano nel secondo dopoguerra, in *Il Ponte*, Firenze, la Nuova Italia, 1974, pages 1342-1358.

Les émigrés ont ainsi été des acteurs du “miracle italien” : ils ont accéléré l’ouverture du pays et favorisé l’exportation de produits alimentaires et manufacturés, ils ont allégé la surpopulation du Midi, répondant en cela aux vœux des Démocrates-Chrétiens. Devant l’échec de la réforme agraire et les succès limités de la *Cassa del Mezzogiorno*, le Sud vit désormais largement “sous perfusion” grâce à l’argent gagné en Lombardie, en Suisse ou en Australie.

Pour leur reconstruction, les Vosges ont largement bénéficié du libéralisme de l’État italien après-guerre, associé à la nouvelle politique d’immigration des gouvernements français.

II - Une région qui change, et qui accueille une “troisième vague” d’immigrés italiens.

A - Un arrondissement à “3 vitesses”.

1 - Des campagnes délaissées.

L’arrondissement de Saint-Dié ne bénéficiera pas uniformément du gigantesque effort de modernisation entrepris après 1945 : en 25 ans, de profondes mutations économiques, sociales mais aussi mentales, précipitent les vallées cotonnières et les campagnes dans une crise profonde. A l’inverse, quelques agglomérations profitent pleinement de la prospérité retrouvée.

Depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, les campagnes avaient été les premières victimes d’un exode rural qui conduisait fils et filles de paysans vers les petits centres industriels des vallées où ils trouvaient facilement du travail dans les usines textiles ou papetières. Après 1945, le mouvement prend une nouvelle ampleur : en 1968, 32 % des habitants résident dans des communes rurales. Celles-ci ont perdu depuis 1936 près de 10 000 personnes, soit 20 % du total d’avant-guerre. Certains villages, dévastés ou brûlés pendant la guerre, n’ont pas été reconstruits dans leur totalité et on a préféré laisser les maisons en ruines. Les régions montagneuses, situées à une altitude supérieure à 500 mètres, sont plus particulièrement touchées : l’agriculture traditionnelle, basée sur l’élevage bovin et la polyculture, poursuit un déclin commencé depuis plus d’un siècle. Les friches l’emportent de plus en plus sur les champs cultivés et les propriétaires n’hésitent pas à planter de l’épicéa sur les anciens pâturages. En 14 ans à peine, près de 4000 emplois liés aux métiers de la forêt et de l’agriculture ont disparu : le secteur primaire ne représente plus que 12 % de la population active de l’arrondissement contre 20 % en 1954.

Le Puid, qui avait encore près de 200 habitants avant-guerre, n’en abrite plus que 78 en 1968, des personnes âgées pour la plupart. Les carrières de granit ont été abandonnées et sont

désormais recouvertes par de jeunes sapins. Non loin de là, Saint-Staël subit la même dépression. Claude Chambet, *“envoyé spécial”* de *La Liberté de l'Est* en octobre 1956, relate son *“pérille”* sur le chemin le conduisant au petit village :

“A partir du Ban-de-Sapt, ce fut un chapelet de désolation. Sur la route qui nous menait jusqu'à Saint-Staël, à gauche et à droite, des fermes et des bâtisses fournissaient une documentation continue à mon guide :

- Tenez, vous voyez cette ferme là-bas, derrière ce rideau d'arbres ? Abandonnée, elle aussi ! Et celle-là dans le creux, même chose...

Saint-Staël nous offrit brusquement son accueil. Des maisons çà et là, accrochées à la colline et bordant un petit sentier de chèvres malgré tout goudronné. Personne. Pas même derrière les carreaux ... Seul un chien freiné par l'impératif de sa chaîne, seul un chien aboyait. Personne... Et mon guide m'avait glissé, un peu en excuse :

- Ils sont dans les champs !

Mais ce n'était là qu'un voile, moins qu'une explication. Et qui avait sa raison cachée : Saint-Staël est une commune qui se meurt.” A la rentrée des classes 1956, l'école a fermé. Le maire, un vieux cultivateur, reste lucide et analyse froidement la situation :

“ Au cours de cette année, cinq ménages de jeunes sont partis. L'un pour la région d'Épinal où le mari sera garde forestier.”

Claude Chambet est plus explicite : *“Après la seconde guerre, alors qu'un certain manque de main-d'œuvre se faisait sentir, les usines de la vallée du Rabodeau établirent des systèmes de cars, qui, chaque matin, collectaient les ouvriers. Cela n'est plus que du passé maintenant. Mais c'était une solution tout de même : une ou deux vaches, un mouchoir de poche de terrain y viennent compléter le minimum vital d'un traitement d'usine”²⁷*. Saint-Staël n'en finit d'ailleurs pas de mourir : en moins de 30 ans, le village a perdu les deux tiers de ses habitants. En 1968, ils ne sont plus que 66.

Crise de l'agriculture de montagne et des activités forestières traditionnelles, attraction de la ville et de son mode de vie, les causes de la désertification des campagnes sont nombreuses : la mentalité dominante, que traduit bien la presse locale, contribue encore à accélérer le mouvement. Ce n'est pas seulement pour des raisons économiques que les jeunes partent, mais surtout pour *“s'échapper”* d'un mode clos que l'on croit figé, et pour *“goûter”* eux aussi au progrès et à la société de consommation. Les reportages de *La Liberté de l'Est* ne cessent de présenter les villages de l'arrondissement comme des terres ingrates, des *“musées”* vivants des traditions vosgiennes. Les photographies montrent presque toujours des personnes âgées, des attelages de bœufs, rarement des tracteurs ou des voitures qui existent pourtant bien dans ces *“contrées perdues”*. Pour se déplacer dans cette *“jungle”*, les journalistes ont besoin de *“guides”* pour leur montrer la route à suivre, alors

²⁷ *La Liberté de l'Est* : 10 octobre 1956.

qu'une carte routière leur serait plus utile. On veut oublier le modèle de sagesse et d'endurance que représentait avant-guerre le "brave" vosgien, paysan ou bûcheron : c'est désormais, les villes, et plus particulièrement Saint-Dié, qui incarnent le progrès, le dynamisme et l'avenir.

La vallée de la Plaine subit la même situation. En 1951, *La Liberté de l'Est* n'hésite pas à publier la lettre d'André Thomas, vieux paysan d'Allarmont, qui lance un véritable "appel aux secours" :

"C'est avec une grande tristesse que j'ai parcouru, de Raon-sur-Plaine à mon village, la vallée de Celles : une vallée qui se meurt. Village blotti au pied du Donon, Raon-sur-Plaine était il y a quelques années, un bourg riant, plein de jeunesse. Aujourd'hui, je n'y aperçois que des personnes âgées. Les jeunes que j'ai connus sont partis à la ville pour se faire une situation. Beaucoup d'entre eux sont fonctionnaires. La raison principale de ce dépeuplement est le manque de travail et celui que l'on peut parfois trouver est mal rétribué. (...) Les jeunes préfèrent la ville et ce sont les vieux qui péniblement "vivotent" de leurs maigres cultures pour conserver le patrimoine de leurs ancêtres. Dans quelques années, quand tous les vieillards seront morts, on ne verra plus de Raon-sur-Plaine jusqu'à Celles que des sapins dans les prairies abandonnées, des maisons croulantes et désertes. En traversant Luvigny, j'ai bavardé avec un vieux terrien :

- Je comprends que les jeunes quittent le pays, m'a-t-il dit. Il y a beaucoup de travail à la ville et aujourd'hui la forêt ne rapporte plus. Les tracteurs et les camions font le travail des voituriers. Il n'en reste que quatre entre Allarmont et Bionville alors qu'il y en avait douze avant la dernière guerre.

*Il est triste vraiment de vouloir continuer à vivre dans une vallée qui se meurt... "*²⁸.

Les plus jeunes quittent les vallées et les zones de montagne, et les touristes de passage n'hésitent plus à acheter de vieilles fermes pour en faire leurs résidences secondaires : la bourgeoisie alsacienne, en effet, franchit les cols pour s'installer quelques semaines par an de l'autre côté du massif vosgien. Dès 1950, Jean-Louis Mongel, journaliste à *La Liberté de l'Est*, parcourt la vallée de la Plaine : face aux crises conjuguées de l'agriculture et de l'industrie cotonnière, le tourisme semble focaliser tous les espoirs. *"On assiste dans toute la vallée de Celles, à un phénomène qui n'est que le corollaire de la désertion des campagnes : les gens des villes achètent des immeubles qui sont pour eux des maisons de vacances où l'on vient prendre du repos à la belle saison (les Alsaciens, en particulier, qui le cas échéant, trouveraient là une zone de repli). Aussi en été, la place manque-t-elle, alors qu'en hiver, bien des maisons restent vides. La vallée de Celles aux multiples attraits touristiques, tend à devenir dans un proche avenir, une petite Suisse qui exploitera correctement sa richesse et sa beauté naturelle pour le tourisme "*²⁹. Cet optimisme est très exagéré : les campagnes de l'arrondissement ne deviendront jamais la "petite Suisse" que certains journalistes et hommes

²⁸ *La Liberté de l'Est* : 24 août 1951.

²⁹ *La Liberté de l'Est* : 7 avril 1950.

politiques se plaisent à décrire ; partout, de jeunes sapinières envahissent des terres autrefois cultivées.

2 - Des vallées emportées par la crise du coton.

L'exode rural qui affecte très durement les villages de montagne ne profite guère aux centres industriels cotonniers établis dans les vallées du Rabodeau et de la Haute-Meurthe : bien au contraire, dans les années 1950, la mono-industrie textile subit une crise terrible dont elle ne se relève pas.

En 1945 pourtant, tous les espoirs sont permis : les usines n'ont subi que de faibles dégâts, mais le personnel manque du fait de la destruction de nombreuses cités ouvrières et des déportations massives de l'automne 1944. En 1948, filatures et tissages ont retrouvé leur production d'avant-guerre : les industriels espèrent bien moderniser leurs unités de production grâce aux dollars du Plan Marshall et à l'utilisation des méthodes de rationalisation "à l'américaine". A partir de 1954, les entreprises textiles de l'arrondissement de Saint-Dié ne cessent de perdre des parts de marché et entrent dans un déclin profond.

Les causes de cet effondrement sont multiples et prévisibles :

- depuis sa naissance au XIX^{ème} siècle, l'industrie cotonnière vosgienne avait bénéficié d'une législation très favorable : grâce aux lois protectionnistes, aux droits de douane élevés, elle disposait d'un marché protégé en France ainsi que dans l'empire colonial. Dans les années 1950, cette situation change radicalement : avec la perte de l'Indochine, l'indépendance du Maroc, de la Tunisie, des pays d'Afrique noire puis de l'Algérie, 40 % des débouchés de certaines entreprises disparaissent brutalement.

- les progrès du libre-échange ouvrent à présent le marché français aux productions étrangères. Le traité de Rome de 1957 permet aux textiles italiens et allemands de franchir les frontières beaucoup plus facilement : la France importe ainsi, dans les années 1960, plus de 35 % de ses besoins en produits cotonniers. Les pays d'Asie du sud-est sont également devenus des concurrents redoutables.

- la crise a des causes plus structurelles : les usines vosgiennes sont établies à l'écart des grands centres de consommation, loin des axes de communication majeurs. L'acheminement des matières premières et énergétiques - coton, charbon -, le transport des produits finis - toiles, filées -, grèvent lourdement les coûts de production, malgré une politique de bas salaire. De plus, l'architecture des bâtiments n'a guère changé depuis le XIX^{ème} siècle et ne pourrait supporter une éventuelle modification des méthodes de production. Les machines sont elles aussi totalement dépassées : les produits écrus, les calicots représentent plus de 80 % de la production vosgienne. Or, dans les années 1950, l'industrie textile doit s'adapter à la mode et aux besoins très fluctuants de la clientèle : ce ne sont plus seulement la solidité et la qualité d'un produit qui en font le succès

commercial, mais son adéquation aux goûts du moment³⁰.

- l'entêtement du patronat vosgien à ne rien changer aux méthodes du passé a également de graves conséquences. Marcel Boussac, par exemple, dirige d'une main de fer un groupe qui ne cesse de s'endetter. Pour le "roi du coton", rien n'a changé : il continue à pratiquer comme avant-guerre une politique de "thésaurisation" de la production. En 1960, comme 20 ans plus tôt, les stocks représentent un niveau exceptionnellement élevé du chiffre d'affaires, entre six mois et un an. De plus, l'intégration verticale du groupe, patiemment organisée depuis les années 1920, ne lui permet pas de réagir rapidement aux variations des goûts de la clientèle. *"Du coton brut au produit en vitrine"*, telle avait été la démarche historique de Marcel Boussac : dans un marché ouvert aux produits étrangers, cette organisation totalement obsolète nécessite une trésorerie surabondante afin de financer la matière première, l'amortissement du matériel et les salaires du personnel. Or, les entreprises concurrentes ont, elles, adopté une organisation beaucoup plus souple : elles n'hésitent pas à s'engager dans une politique de "marketing" afin de connaître l'évolution de la mode ; elles utilisent des fibres synthétiques appréciées pour leur facilité d'entretien et produisent des articles séduisants et bon marché. L'ère n'est plus à une économie de pénurie, dans laquelle tout se vendait pour peu que le produit fût robuste et bien présenté : pour ne pas l'avoir compris, Marcel Boussac a précipité dans un gouffre l'industrie textile de l'arrondissement de Saint-Dié, presque entièrement dans les mains de son groupe. Il ne peut même plus compter sur des appuis politiques qui l'avaient tant servi dans les années 1930 : opposant au général de Gaulle et favorable à "l'Algérie française" - idées qu'il ne cesse de défendre dans "son" journal *L'Aurore* -, l'ancien "roi du coton" poursuit obstinément une intégration fondée, non sur la logique industrielle, mais sur les affinités sentimentales. En 1966, il rachète pour un franc symbolique deux entreprises vosgiennes en très grandes difficultés - Laederich et Géliot -, ce qui accélère encore sa chute³¹.

Pour la vallée de la Haute-Meurthe, la longue agonie de l'industrie textile est vécue comme un véritable cauchemar : depuis plus d'un siècle, l'entreprise Géliot avait imprégné sa marque dans les paysages et les esprits des habitants. La vie de chacun dépendait de la vente des tissus et du prix des matières premières. En 1954, 60 % des actifs de Plainfaing travaillent dans le textile : à partir de cette date, la baisse d'activité des tissages et des filatures entraînent de nombreux licenciements. Progressivement les usines ferment leurs portes : "Géliot" possédait après-guerre trois filatures et six tissages dans la vallée. En 1966, seuls deux filatures et trois tissages subsistent. Pour trouver de l'argent, la direction a dilapidé une grande partie du patrimoine de l'entreprise : on a progressivement vendu des terrains, puis des logements en cités pour 1500 francs la pièce. Les coopératives sont également liquidées et rachetées par d'autres associations. Les "œuvres" et les organismes sociaux, le centre d'apprentissage pour adolescents, les crèches, les colonies et camps de

³⁰ POULL (Georges), *"L'industrie textile vosgienne : 1765-1981"*, Rupt-sur-Moselle, chez l'auteur, 1982, pages 64-73.

³¹ POCHNA (Marie-France), *Bonjour, Monsieur Boussac*, Paris, Robert Laffont, 1980, pages 286-295.

vacances disparaissent, ainsi que les fêtes - telles la Saint-Nicolas ou la Fête des Mères -, les cercles ouvriers et les sociétés sportives. La société vend pour des sommes modestes ses archives et ses anciennes roues d'eau : par tous les moyens, on essaie de trouver de l'argent "frais". Les productions de filées et toiles ne cessent de baisser : en 1966, les "Établissements Géliot" sont incapables de payer leurs ouvriers. Marcel Boussac devient alors propriétaire de 90 % du capital de l'entreprise : il remplace les cadres, envisage de faire travailler à Plainfaing une nouvelle fibre synthétique, le "Méraklon". Cela ne fait pourtant que retarder l'échéance. Deux ans plus tard, Boussac suspend son aide financière. En 1970, il annonce, à la stupeur générale, la fermeture totale de la filature et des deux tissages, ultimes vestiges de "l'empire Géliot" : 360 personnes seront licenciées à la fin de l'année, 440 autres au début de 1971. Malgré une intense activité syndicale, de nombreuses promesses de "reclassement", Plainfaing et Fraize comptent bientôt 900 personnes au chômage³².

La vallée du Rabodeau subit pratiquement la même évolution : à Senones, La Petite-Raon, Moyenmoutier et Moussey, filatures, tissages et blanchisseries ferment ou réduisent fortement leurs effectifs dans les années 1960. Là aussi, les instruments du paternalisme d'entreprise disparaissent les uns après les autres, éconômats, écoles d'apprentissage, crèches.

La fin des "empires cotonniers" dirigés autrefois par Géliot, Laederich et Boussac, ne suscite pourtant guère d'apitoiement de la part de la presse locale et des dirigeants politiques. On se soucie peu du sort des ouvriers licenciés : le textile, comme l'agriculture, est désormais considéré comme une activité liée au passé qui n'a plus sa place dans une époque tournée vers le progrès et engagée dans la société de consommation. Les conséquences sociales et démographiques de la crise de l'industrie cotonnière sont considérables : au début des années 1950, le textile employait près de 15 000 personnes dans l'arrondissement de Saint-Dié. En 1962, elles sont moins de 11 000, à peine 7000 en 1968 : plus de 8 000 emplois ont donc été supprimés en moins de 20 ans. Les ouvriers les plus touchés ont d'abord été les plus âgés, les moins qualifiés, les femmes en particulier³³.

Les "Vénitiennes" arrivées à la fin des années 1920 à Senones ou Moyenmoutier et embauchées par les "Manufactures" alors au sommet de leur puissance, sont licenciées après plus de 40 années de bons et loyaux services : comme pour des centaines d'autres tisserandes ou "bambrocheuses", elles ont le sentiment d'avoir été "mises à la porte" sans ménagement. Les villes qui avaient attiré au début du siècle, une importante main-d'œuvre dans l'industrie et le bâtiment sont désormais sinistrées : dans les vallées de la Haute-Meurthe, du Rabodeau, de la Plaine et de la Fave, toutes les communes voient leur population baisser et vieillir. Les plus jeunes déménagent à Saint-Dié ou dans les départements voisins. Avec 2800 habitants en 1968, Plainfaing, l'ancien bastion des Géliot, n'est plus qu'une petite ville agonisante qui a perdu plus de 15 % de ses enfants

³² RENOLLEAU-ANTOINE (Marie-Christine), Les effets malheureux de la mono-industrie pour Plainfaing, B.S.P.V. 1978, pages 91-105.

³³ Les Hautes-Vosges Économiques : mai 1965 ; mars-avril 1969.

en moins de 30 ans : les friches industrielles, les cités ouvrières désertées et mal entretenues témoignent d'un passé brillant mais révolu. Tous les matins, 200 personnes partent travailler en dehors de la commune et y reviennent le soir.

3 - Dynamisme de l'agglomération déodatienne.

Seuls Saint-Dié et son agglomération tranchent par leur dynamisme : plus la reconstruction progresse, plus les Déodatiens sont nombreux. La ville peut compter sur un tissu industriel beaucoup plus diversifié que dans les vallées. Cette sous-préfecture des Vosges devient un centre assez important pour les activités tertiaires : administration, enseignement, santé, commerce. En 1945, plusieurs usines établies sur la rive gauche de la Meurthe ont échappé aux destructions et le travail peut reprendre dès la fin de l'année. Celles qui étaient endommagées bénéficient d'une priorité de reconstruction. Le textile représente une très grande partie des emplois industriels, environ les deux tiers : mais les entreprises de bonneterie et de production de sous-vêtements, si elles perdent du terrain dans les années 1950, résistent beaucoup mieux que les grands groupes. Moins sensibles aux effets de la mode, employant une main-d'œuvre qualifiée, elles parviennent tant bien que mal à maintenir un haut niveau d'activité³⁴.

Saint-Dié bénéficie d'autres atouts industriels : la métallurgie et la mécanique occupent plusieurs centaines d'ouvriers répartis dans de nombreuses entreprises de taille moyenne. On y fabrique des toiles métalliques, du grillage, des engrenages troussés, des tôles, des pièces détachées pour l'automobile : nés à la fin du XIX^{ème} siècle, les fonderies et ateliers ont su s'adapter au marché et diversifier leurs productions³⁵. La métallurgie déodatienne vient prendre le relais du coton sinistré : dans l'arrondissement, elle est presque exclusivement concentrée au chef-lieu et ne cesse de recruter de nouveaux ouvriers, "mouleurs" pour la plupart. En 1955, le secteur emploie 800 personnes. Elles sont près de 3000 dix ans plus tard à travailler dans une vingtaine d'entreprises³⁶.

Cité en pleine croissance industrielle au début des années 1950, ville nouvelle alors que la reconstruction fait disparaître les cicatrices de l'incendie de 1944, Saint-Dié est aussi une ville attractive pour qui veut échapper à la détresse du monde agricole et à l'effondrement du textile. Elle ne cesse d'attirer de nouveaux habitants : sa croissance urbaine spectaculaire lui permet de rattraper rapidement son niveau d'avant-guerre. Si les Déodatiens ne sont que 15 000 en 1946 à tenter de survivre dans les décombres et les casernes désaffectées, ils sont déjà 21 000 en 1954 et près de 25 000 en 1968 : à cette date, quartiers H.L.M. et immeubles cossus ont remplacé les "baraques". La ville n'a jamais été aussi peuplée et son pouvoir d'attraction jamais aussi grand : on parle désormais d'"agglomération déodatienne" dans laquelle on inclut Sainte-Marguerite. Les petites communes de la vallée de la Meurthe qui lui sont proches - La Voivre, Saint-Michel, Saulcy - tendent à devenir de

³⁴ RONSIN (Albert), Saint-Dié des Vosges: 669-1969, pages 133-135.

³⁵ BAUMONT (Michel), La région de Saint-Dié : étude de géographie humaine, B.S.P.V. 1937, pages 111-112.

³⁶ Les Hautes-Vosges Économiques : mai 1965.

véritables cités-dortoirs. Les architectes de la reconstruction n'avaient pas prévu une telle croissance, et, rapidement, le manque de logements se fait gravement sentir : de nouveaux quartiers résidentiels voient le jour à la fin des années 1950. Sur le plateau de Saint-Roch, des immeubles H.L.M. sont construits à la hâte dès 1958 pour accueillir ces néo-Déodatien, Vosgiens issus des vallées voisines, mais aussi Italiens.

Saint-Dié n'est pas la seule ville de l'arrondissement à profiter de la prospérité économique : Gérardmer et Raon-l'Étape bénéficient des bienfaits d'une conjoncture et d'une position géographique très favorables. Gérardmer a diversifié son tissu économique : l'industrie linière, spécialisée et offrant des produits de qualité, reste préservée de la crise qui touche le coton à la même époque. La "Perle des Vosges" peut également compter sur l'attrait de son lac et sur ses montagnes qui attirent chaque année, été comme hiver, des milliers de visiteurs dans les restaurants et les hôtels : avec l'allongement des congés payés et l'élévation générale du niveau de vie, le tourisme ne touche plus seulement la grande bourgeoisie mais tend à devenir beaucoup plus populaire. Non loin des grandes agglomérations de Lorraine du nord, de l'Alsace et du bassin parisien, Gérardmer et la "vallée des lacs" deviennent l'une des destinations préférées des vacanciers. Tout comme Saint-Dié, la ville a été presque totalement détruite en 1944. Son redressement n'en est que plus spectaculaire : à la fin des années 1950, elle est déjà plus peuplée qu'avant-guerre. En 1968, elle abrite près de 10 000 habitants.

Réunifiée en 1947 à La Neuveville - commune située sur la rive gauche de la Meurthe -, Raon-l'Étape est devenue la troisième ville de l'arrondissement et sa population ne cesse de croître : en 1968, elle atteint 8000 habitants. Elle aussi a échappé à la crise du textile : certes, l'usine Amos qui produit chaussons et chéchias de laine, a beaucoup souffert de la perte des marchés coloniaux, mais les autres industries raonnaises prennent le relais des activités défaillantes. La métallurgie et la confection sont en plein essor de même que l'exploitation des carrières de *trapp* qui fournissent des graviers destinés à la confection des routes et au ballast des chemins de fer³⁷. La "Porte des Vosges" est également sur un axe routier et ferroviaire très fréquenté entre Saint-Dié et Nancy.

³⁷ Le mot *trapp* vient de l'allemand *treppen* qui signifie littéralement "marches d'escalier" : les carrières de *trapp* forment en effet différents étages et peuvent faire penser à un gigantesque escalier.

B - Mutations économiques et démographiques.

1 - Une région qui perd des habitants.

La croissance et le dynamisme se concentrent à présent le long d'un axe nord-sud : cet axe longe la Meurthe, traverse Raon-l'Étape et Saint-Dié pour rejoindre Gérardmer. L'empreinte du coton ayant été ici beaucoup moins forte, ces agglomérations ont non seulement peu souffert de la disparition des "empires" Boussac ou Géliot, mais elles ont bénéficié de la diversité de leurs industries et de leurs activités tertiaires. Néanmoins, leur pouvoir d'attraction n'est pas suffisamment important pour retenir sur place ceux qui partent.

En 1968, l'arrondissement n'abrite plus que 96 000 personnes : elles étaient 99 000 à la veille de la deuxième guerre mondiale et près de 120 000 en 1914. Depuis 1936, sa population a baissé de 3 % alors que dans le même temps, la France bénéficiait d'un accroissement démographique de 20 %. 85 % des communes - 80 sur 92 - ont perdu des habitants. Le solde naturel est pourtant constamment positif depuis la fin de la guerre, grâce à un taux de natalité élevé caractéristique des régions ouvrières : le "baby-boom" permet à la Déodatine de devenir une des régions les plus jeunes de Lorraine. Mais, situation apparemment paradoxale, elle est aussi une des plus âgées. En effet, depuis le milieu des années 1950, l'arrondissement est devenu une terre d'émigration, phénomène totalement inédit et jamais connu auparavant. Les chiffres sont éloquentes : de 1954 à 1968, plus de 6500 personnes sont parties, pour la plupart vers l'agglomération nancéienne, l'Alsace ou le bassin parisien.

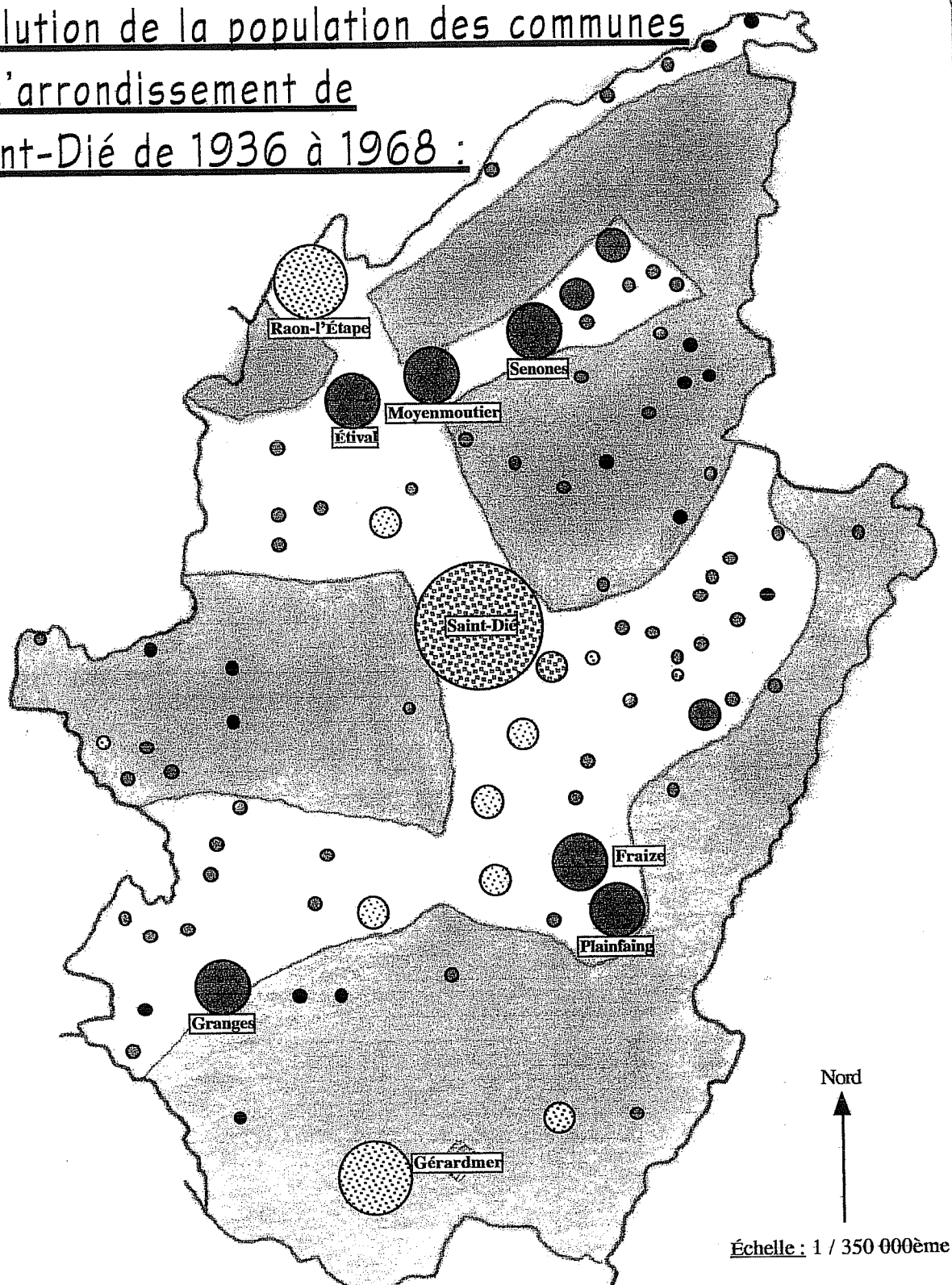
Ce solde migratoire nettement déficitaire annule totalement l'excédent naturel et inquiète au plus haut point le patronat ainsi que les hommes politiques locaux : on n'hésite plus à parler de "perte de substance" ou "d'exode". *Les Hautes-Vosges Économiques*, organe de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint-Dié, ne cesse de manifester son inquiétude : "L'importance du solde migratoire doit tempérer l'optimisme que l'on peut avoir quant à la situation et aux perspectives de l'arrondissement, car il laisse deviner une fuite importante de jeunes actifs et de leurs enfants nés ou à naître. La pyramide des âges de 1968 met ce phénomène en évidence. Elle souligne le rajeunissement considérable de la population et son vieillissement relatif concomitant (allongement de la durée moyenne de vie, retour d'"anciens émigrés", retraités)"³⁸.

Les origines de cet "exode" ne sont pas seulement économiques : ceux qui partent sont moins des chômeurs licenciés de l'industrie textile, que des jeunes gens désireux de "réussir" : l'arrondissement leur apparaît plus que jamais comme une terre ingrate, enclavée, loin du progrès et d'une société de consommation dans laquelle ils espèrent entrer un jour.

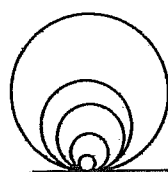
Saint-Dié, qui bénéficie pourtant d'une situation économique des plus satisfaisantes, voit certains de ses enfants la quitter pour toujours. Le bureau de l'Agence Nationale pour l'Emploi

³⁸ Les Hautes-Vosges Économiques : 1969.

Évolution de la population des communes de l'arrondissement de Saint-Dié de 1936 à 1968 :



Légende :



commune de 25 000 habitants
 de 5000 à 10 000 habitants
 de 2000 à 5000 habitants
 de 1000 à 2000 habitants
 de moins de 1000 habitants



: augmentation supérieure à 20 % depuis 1936



: augmentation de 1 à 20 %



: baisse de 1 à 30 %



: baisse supérieure à 30 %



: altitude supérieure à 500 mètres

exprime son étonnement en 1969 : *“On peut être frappé par l’importance des salariés qui ont quitté Saint-Dié, ville aux industries très diversifiées et dont la plupart sont en expansion. Il semblerait que d’autres facteurs interviennent dans les migrations, comme l’attrait de la ville, les possibilités de promotion que peuvent offrir les industries d’une taille plus importante que celles implantées dans les Vosges, les possibilités plus grandes offertes par la ville en matière d’instruction, de formation professionnelle et de promotion sociale”*³⁹.

2 - Secteurs en crise, secteurs en croissance.

Avec les filatures et tissages de coton, une autre activité traditionnellement réservée aux immigrés entre dans une crise profonde, accentuant encore la dépression de certaines communes rurales : les petites carrières de granit ferment en effet les unes après les autres dans l’immédiat après-guerre. Manque d’ouvriers qualifiés, épuisement de gisements intensément exploités depuis la fin du XIX^{ème} siècle, concurrence de pierres moins chères et de meilleure qualité venant de Bretagne ou de Suède, baisse de la demande en pavés et bordures, ont vite raison des entreprises fragiles qui ont souvent souffert des destructions et des déportations de 1944. Si le travail continue à Gérardmer ou aux Arrentès, c’est avec moins d’ouvriers et davantage de machines, marteaux-piqueurs, polissoirs, scies électriques. A Senones par exemple, chacun s’attend à un nouvel “âge d’or” pour le “feuille morte” : à la fin des années 1940, plusieurs carriers originaires du *Mezzogiorno* sont embauchés, dont les Introia père et fils venus de Sicile. On compte alors sept petites sociétés sur le territoire de la commune, dont six sont dirigées par des Transalpins : elles emploient au total près de 80 personnes. On fabrique des monuments funéraires et des bordures de trottoirs. Le béton a pourtant vite fait de tuer le granit. Les employeurs licencient les derniers arrivés qui partent pour la plupart en Alsace - dans la région de Munster pour les Introia -, espérant fonder leur propre affaire⁴⁰.

Dans les petits villages, la situation est encore pire et on n’entend plus depuis longtemps le son des marteaux et des burins au petit matin. A Saint-Staël par exemple, le maire est interrogé par un journaliste de *La Liberté de L’Est* en 1956. Il évoque avec nostalgie le temps des “graniteurs” :

“Les environs de la commune sont grêlés de petites carrières. Oui, mais de carrières abandonnées ! Ce fut pourtant avec ces pierres que le pont Alexandre III enjamba la Seine ...(...)

- Dans le temps, cela marchait bien. Les camions venaient chercher leurs chargements ...

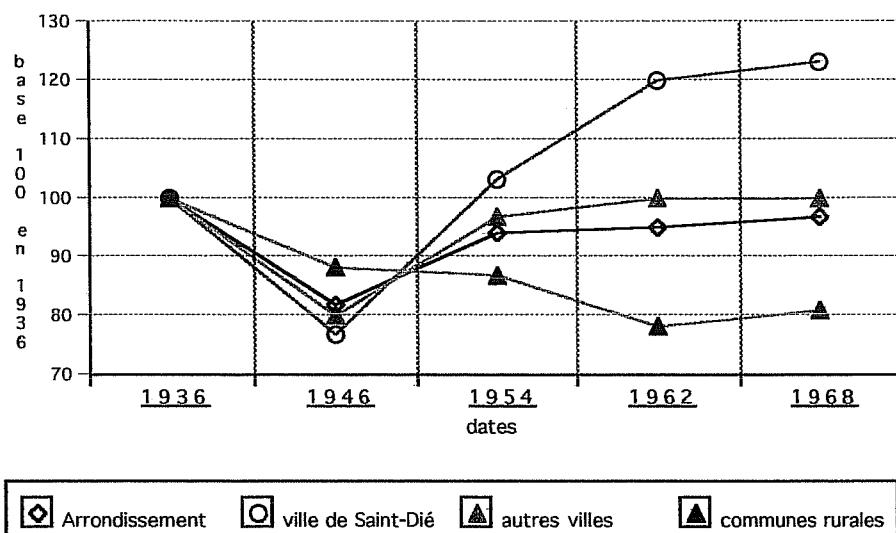
Oui, dans le temps ! Car aujourd’hui, tout est tellement différent. Un dernier exemple, mais de choc. M. Villaume poursuit :

- A moins d’erreur, il ne doit plus y avoir qu’un graniteur, un “vieux” qui fait cela de temps

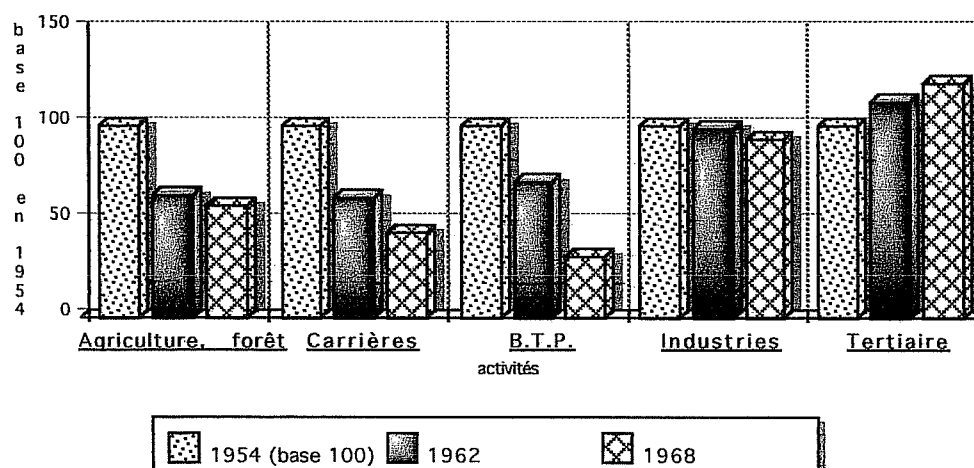
³⁹ Les Hautes-Vosges Économiques : mai-juin 1969. *Les Hautes-Vosges Économiques* représente le bulletin mensuel de la Chambre de Commerce de Saint-Dié. Il reflète surtout le point de vue des industriels et entrepreneurs de l’arrondissement.

⁴⁰ La Liberté de l’Est : 21 décembre 2000.

Évolution de la population de l'arrondissement de 1936 à 1968 :



Évolution de l'emploi par secteur d'activité dans l'arrondissement (1954-1968) :



*en temps, quand il peut ... Tout seul ... Lorsque l'effort lui est trop pénible, son fils qui travaille en usine, vient lui donner un coup de main, le samedi ...*⁴¹.

Alors que le coton se meurt, d'autres industries prospèrent : la diversification du textile a donné naissance de 1945 à 1965 à 25 entreprises nouvelles dans la confection. Dans les années 1950, le Bâtiment et les Travaux Publics ne cessent de recruter des maçons, carreleurs, charpentiers, menuisiers et cimentiers de même que les activités touchant à l'électricité et aux métaux : *"L'emploi dans ce secteur a plus que triplé en 10 ans, par l'extension d'établissements existants et par la création d'établissements nouveaux (pièces détachées pour l'automobile notamment), précise Les Hautes-Vosges Économiques en 1965. Cela est très heureux, mais les liens de sous-traitance qui les lient souvent à d'autres activités dont l'avenir est aléatoire, et leur petitesse ne sont pas sans danger, bien qu'ils aient souvent une haute technicité"*⁴².

En dix ans à peine, le paysage économique déodatien a fondamentalement changé : l'ère des "empires cotonniers" et du paternalisme triomphant est bien révolue.

C - Une immigration diversifiée et concentrée au chef-lieu.

1 - L'arrivée de la "troisième vague".

Les mutations importantes de l'économie locale et de la composition socio-professionnelle de la population sont directement à l'origine de l'arrivée d'une nouvelle "vague" d'immigration italienne. Celle-ci est pourtant très différente des deux précédentes, dans ses origines et sa composition sociale. L'Italien manœuvre, maçon ou ouvrier, est d'abord venu pour "combler des vides", appelé par un patronat local inquiet de voir partir chaque année de jeunes Vosgiens vers des régions plus prometteuses. Cette "troisième vague" ne concerne cependant que quelques centaines d'hommes et de femmes : on ne retrouvera jamais plus les chiffres, pourtant déjà modestes, de l'entre-deux-guerres.

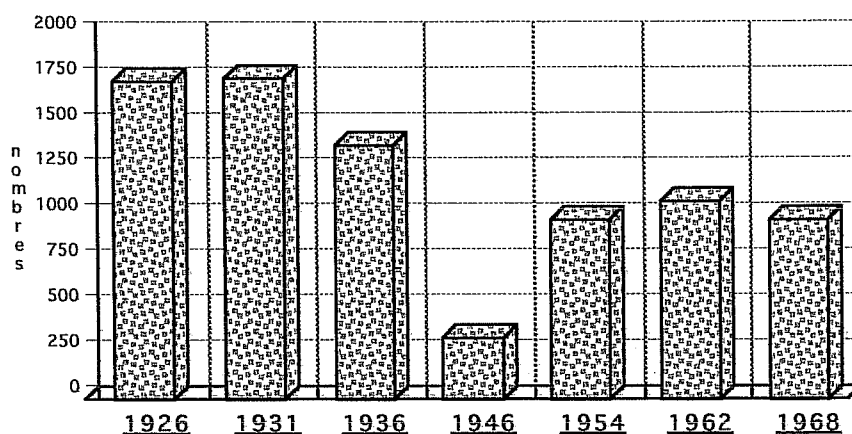
Les Italiens recensés dans l'arrondissement après 1945 n'ont jamais été plus de 1100, chiffre atteint au début des années 1960. En 1946, ils ne sont que 350 environ, presque tous arrivés dans l'arrondissement depuis une vingtaine d'années. Après cette date, leur nombre augmente rapidement pour atteindre un peu plus de 1000 personnes en 1962 : à la fin de la décennie, les immigrés, naturalisés ou non, sont environ 1650. Malgré le "renouvellement" des années 1950, l'importance numérique des Italiens reste bien faible .

La période d'arrivée des nouveaux venus correspond en gros aux années 1946-1960 : pendant ces 14 ans, deux temps forts peuvent être distingués, correspondant chacun à une forme

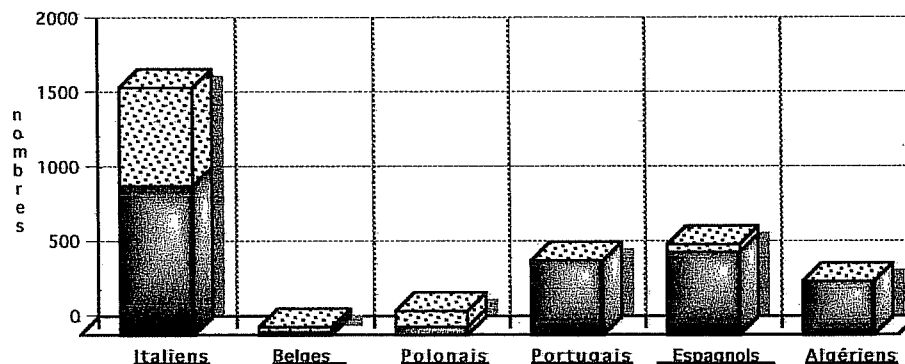
⁴¹ La Liberté de l'Est : 10 octobre 1956.

⁴² Les Hautes-Vosges Économiques : mai 1965.

Italiens dans l'arrondissement (1926-1968) :



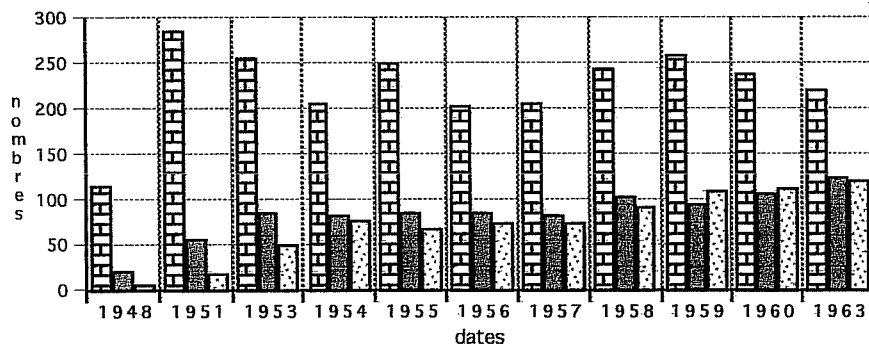
Étrangers et naturalisés dans l'arrondissement en 1968 (estimations) :



■ Étrangers

▤ Naturalisés (selon la nationalité d'origine)

Les Italiens à Saint-Dié (1948-1963) :



▤ Hommes ■ Femmes ▤ Enfants

d'immigration particulière:

- de 1946 à 1950, ce sont principalement des hommes seuls qui s'installent. La durée de séjour est souvent bien courte. Presque tous sont des ouvriers du bâtiment, ou prétendant l'être. Ces immigrants temporaires viennent de régions très diverses, Vénétie, Pouilles, Frioul : ils sont entrés comme "*touristes*" en France et espèrent trouver du travail sur les chantiers de reconstruction, attirés par la rumeur. Beaucoup repartent en Italie après quelques mois. Les plus qualifiés et les plus chanceux sont engagés par les entrepreneurs puis font régulariser leur situation. Ces années sont marquées par une très grande confusion des flux et les services de police éprouvent toutes les difficultés à surveiller, recenser, contrôler des hommes qui vont et viennent au gré des variations de l'offre et de la demande. Ils ont néanmoins été les acteurs du "démarrage" de la reconstruction dans les Vosges, déblayant les décombres et construisant les premiers immeubles neufs. Au début des années 1950, certains décident de se stabiliser : ils bénéficient de la confiance de leurs patrons et ont compris que les travaux dureront encore plusieurs années.

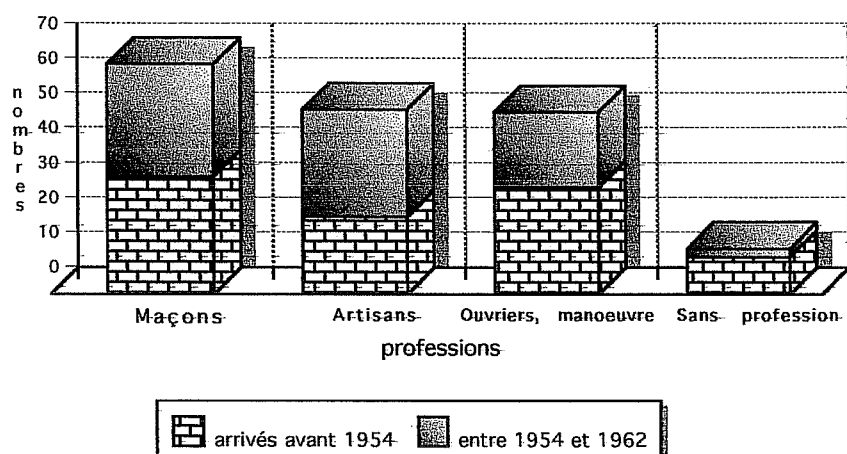
- de 1956 à 1960, les entrées ne concernent plus seulement des hommes, mais des familles entières appelées par un époux ou un père installé depuis quelques années. Il s'agit là d'une immigration régulière, encadrée par l'Office National d'Immigration. Les nouveaux venus sont de simples manœuvres sans réelle qualification, futurs ouvriers d'usine, des mères de famille et aussi des enfants en bas âge. Ils s'installent dans des quartiers neufs à peine construits : à Saint-Dié, ils se regroupent principalement à la périphérie de la ville, sur le plateau Saint-Roch par exemple, où s'élèvent des immeubles H.L.M.

2 - A Saint-Dié, des Italiens plus jeunes et plus nombreux.

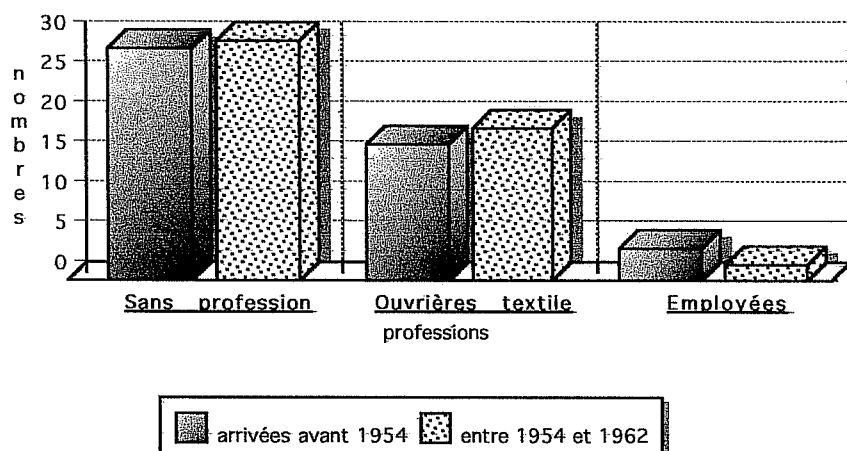
Au début du siècle et dans les années 1920, les Transalpins se répartissaient en de nombreuses petites colonies dispersées ; les nouveaux arrivants se concentrent à présent dans l'agglomération déodatienne, et accessoirement à Raon-l'Étape et Gérardmer, là où la croissance industrielle et les besoins en main-d'œuvre pour la reconstruction sont les plus importants. Limitée numériquement, la "troisième vague" a touché les villes. Les campagnes, qui étaient auparavant un point de chute important grâce à l'exploitation du granit, sont désormais délaissées, et le nombre d'Italiens résidant dans les villages de montagne ne cesse de baisser : arrivés vers 1900, beaucoup se font naturaliser et meurent dans les années 1960.

Le "renouveau" de l'après-guerre a principalement favorisé Saint-Dié. La ville n'avait jamais abrité un grand nombre d'Italiens : en 1936, ils n'étaient que 148 - soit 0,7 % de la population totale -, chiffre auquel il faut ajouter un cinquantaine de naturalisés. Ils ne représentaient alors qu'un dixième des Transalpins présents dans l'arrondissement. Ces artisans très qualifiés étaient maçons, peintres, doreurs-argenteurs, marbriers, mosaïstes. D'autres étaient de petits commerçants, épiciers, coiffeurs ou marchands de glaces. Parfaitement intégrés dans la ville, ils avaient le plus souvent

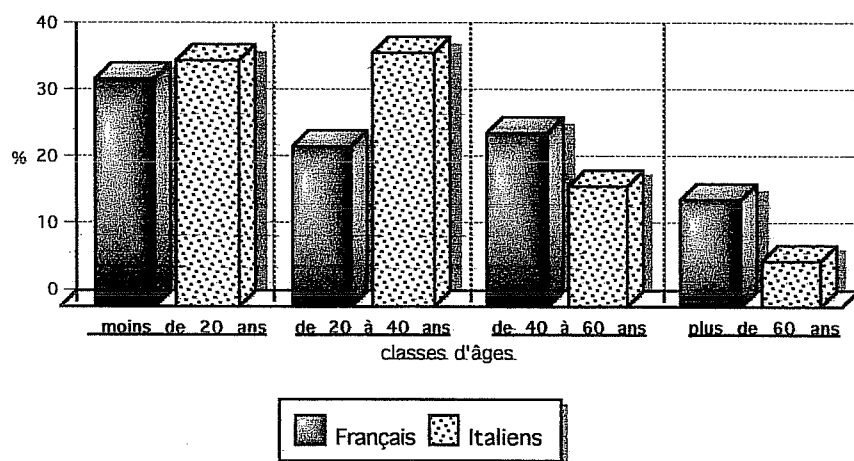
Activités des Italiens de Saint-Dié en 1962 :



Activités des Italiennes de Saint-Dié en 1962 :



Répartition par âges des Italiens de Saint-Dié en 1962 :



épousé des Françaises “de souche”⁴³. Comme tous les Déodatien, ils avaient particulièrement souffert de l’incendie et des déportations de 1944.

Après 1945 et pendant une quinzaine d’années, la sous-préfecture accueille plusieurs centaines de Transalpins, presque tous simples manœuvres et ouvriers d’usine. En janvier 1951, ils sont déjà 358 dont une très grande majorité d’hommes employés sur les chantiers de construction : le taux de masculinité, très élevé, dépasse les 520. Dix ans plus tard, il a baissé de moitié : si le nombre d’Italiens a encore augmenté pour atteindre 450 en 1960, les femmes et les enfants sont beaucoup plus nombreux qu’auparavant⁴⁴. Dans les années qui suivent, les flux se tarissent : cette immigration plus familiale se stabilise et commence à peine à s’intégrer dans la population locale.

Au recensement de 1962, le poids de la colonie déodatienne est de loin le plus important : près de la moitié des Italiens résidant dans l’arrondissement habite Saint-Dié. Les professions exercées sont le plus souvent peu qualifiées : si les hommes sont majoritairement maçons, ils sont salariés dans de grandes entreprises du bâtiment et construisent des immeubles “standardisés”, travail pour lequel ils sont mal payés et qui ne nécessite somme toute qu’un faible savoir-faire. D’autres sont manœuvres, ouvriers dans la métallurgie ou dans les industries du bois et de la mécanique. Leurs épouses sont femmes au foyer à 60 % ; les autres travaillent dans la confection. Plus de deux chefs de famille sur trois ont épousé une de leurs compatriotes en Italie : l’épouse et les enfants, également nés dans la péninsule, sont venus dans les Vosges à la fin des années 1950. Les Italiens de Saint-Dié sont avant tout de jeunes actifs : 38 % ont entre 20 et 40 ans. Ils ont formé des foyers qui ont en moyenne trois enfants : les moins de 20 ans représentent 37 % de la colonie. A peine un quart d’entre eux a plus de 40 ans. Il s’agit également d’une immigration récente : près de la moitié des Transalpins est arrivée après 1954.

Ces nouveaux venus résident très souvent à la périphérie de la ville, là où s’élèvent des constructions nouvelles, sur le plateau de Saint-Roch surtout. D’autres se sont établis sur la rive gauche de la Meurthe, dans la rue d’Alsace ou à Foucharupt. Mais les immigrés désertent le centre-ville et les quartiers situés autour de la place du Marché et de la rue Thiers, “réservés” aux commerçants et aux professions libérales. On ne peut parler de ghetto, bien que certains immeubles abritent plusieurs familles dont les appartements se côtoient⁴⁵.

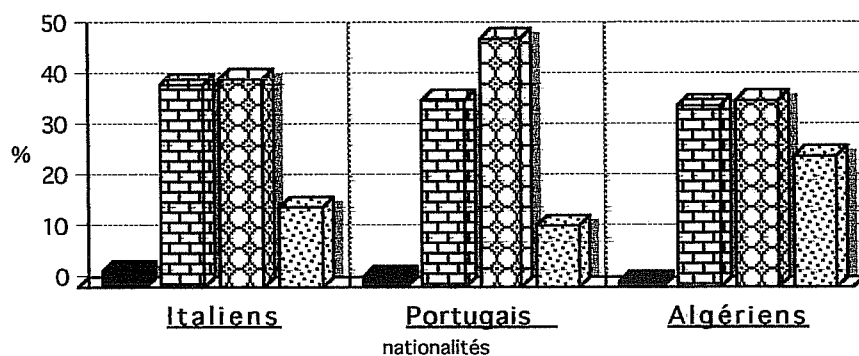
Les Italiens de 1962 se distinguent de ceux de 1936 : plus nombreux, ils exercent des emplois beaucoup moins qualifiés. Ils sont surtout beaucoup plus “méditerranéens” que leurs prédécesseurs et semblent vivre “entre eux”. Arrivés dans la ville depuis quelques années seulement, ils sont considérés avec méfiance par les autochtones.

⁴³ A.D.V. : 6 M 424.

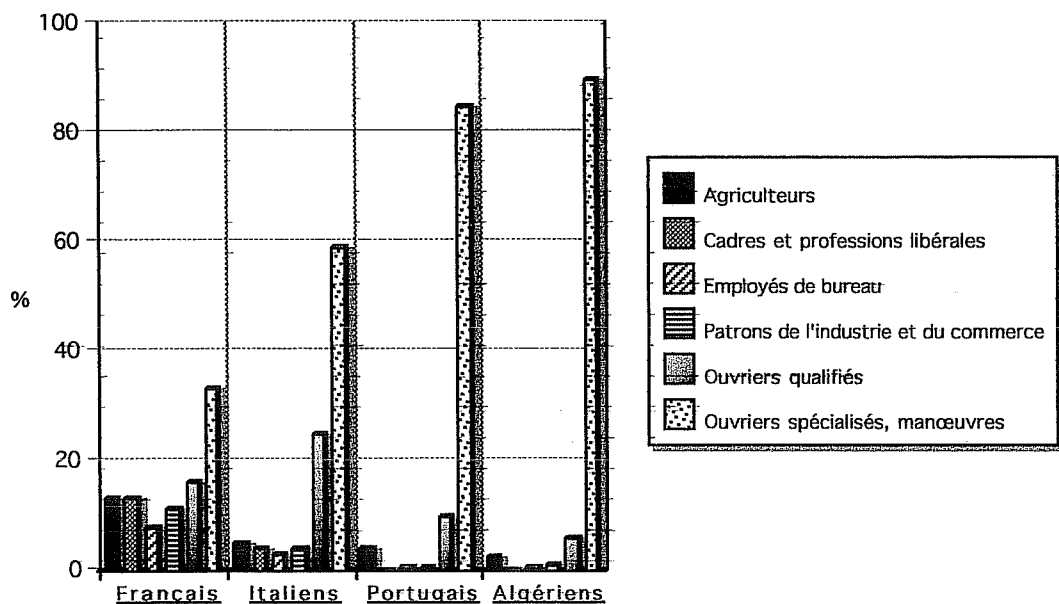
⁴⁴ La Liberté de l’Est : 1948-1963 (chiffres donnés chaque année au début du mois de janvier).

⁴⁵ A.D.V. : 65 W 26 : listes nominatives de Saint-Dié (1962).

Activités des étrangers dans les Vosges en 1968 :



Professions des étrangers et Français résidant dans les Vosges en 1968 :



3 - En 1968, trois groupes d'importance inégale.

Le dernier recensement des années 1960 permet d'établir avec une assez grande précision, une véritable radiographie de l'immigration italienne dans l'arrondissement de Saint-Dié : près d'un siècle après l'arrivée de la "première vague", le phénomène apparaît dans toute sa diversité et sa complexité. Les Italiens sont officiellement 996 en 1968 et plus de la moitié réside dans l'agglomération déodatienne. A ce chiffre, il faut ajouter environ 660 naturalisés : quelle que soit leur nationalité, les immigrés sont donc environ 1650, et ils représentent à peine 1,7 % de la population totale⁴⁶. On peut les répartir en trois grands groupes d'importance inégale :

- arrivés dans la premier quart du siècle, maçons, "graniteurs" et ouvrières du textile sont désormais des retraités âgés de plus de 60 ans. Originaires du nord de l'Italie - de Lombardie, du Piémont ou de Vénétie -, ils ont acquis la nationalité française dans les années 1930 ou dans l'immédiat après-guerre. En 1968, ils sont environ 400 : ils habitent non loin de la ville où ils sont arrivés quelques décennies plus tôt et où ils ont travaillé, dans les vallées du Rabodeau et de la Haute-Meurthe, mais aussi à Gérardmer, Raon-l'Étape ou Corcieux. Beaucoup se sont installés dans de petites communes rurales. La dispersion géographique de ce premier groupe, celui des "anciens", est conséquente.

- les 300 Italiens de la deuxième catégorie appartiennent à des classes d'âge plus jeunes. Ils sont entrés dans l'arrondissement juste après la guerre, de 1946 à 1950 environ : ces hommes travaillaient sur les chantiers de la reconstruction - à Saint-Dié, Gérardmer - ou dans les carrières de *trapp* de Raon-l'Étape. Ils ont été rejoints quelques années plus tard par leurs familles, ont ensuite demandé et obtenu leur naturalisation. Dans les années 1960, ils se sont établis dans les villes et travaillent toujours dans le secteur du bâtiment comme maçons, carreleurs ou charpentiers. Originaires du Frioul ou de régions plus méridionales, ces Français "de fraîche date" ne représentent qu'une petite partie de l'immigration d'après-guerre.

- avec près de 1000 personnes, le troisième groupe est le plus important et le plus jeune. Il concerne les immigrés arrivés à la fin des années 1950 dans les agglomérations les plus importantes, à Saint-Dié surtout. Ces familles viennent presque toutes du *Mezzogiorno* et aucune n'est naturalisée. Le chef de famille exerce généralement un emploi peu qualifié de manœuvre ou d'ouvrier d'usine.

Alors qu'au début du siècle, les Italiens étaient pratiquement les seuls étrangers présents dans la région, ce n'est plus du tout le cas en 1968 : certes, ils sont toujours les plus nombreux mais d'autres nationalités apparaissent. Portugais, Espagnols et Algériens réunis, représentent plus des deux tiers des immigrés. Arrivés dans le courant des années 1960, ils exercent eux aussi des emplois peu qualifiés dans le secteur du bâtiment et dans l'industrie. La part des "*ouvriers spécialisés et manœuvres*" est ainsi très forte : elle représente, dans le département des Vosges, 60 % de la

⁴⁶ I.N.S.E.E. : recensement de 1968 (Vosges).

population active étrangère - 59 % précisément pour les Italiens et 90 % pour les Algériens ! - contre à peine 33 % pour les Français⁴⁷. Plus que jamais, ces hommes jeunes sont employés pour leurs bras et pour pallier le manque de main-d'œuvre.

III - Des “hommes à tout faire”.

A - Reconstruire ce qui a été détruit.

1 - Les objectifs du M.R.U.

Lorsque François Billoux, ministre de la Reconstruction, visite le département des Vosges en avril 1946, la situation n'a guère changé depuis la Libération. Il présente son plan en quatre points : il s'agit d'abord de reloger les sinistrés par tous les moyens, de terminer le déblaiement et le déminage, de commencer ensuite la reconstruction en tenant compte du remembrement, de hâter enfin les remboursements des dommages de guerre. La tâche à accomplir reste immense. En 1945, on a simplement déblayé les ruines grâce aux machines de l'armée américaine. Les murs calcinés ont été abattus et on a édifié des tas parallélépipédiques de gravas et moellons.

Les bureaux du M.R.U. - Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme -, installés sur le parvis de la cathédrale, doivent coordonner les travaux : ils préparent puis présentent un programme décennal précis, prêt à être appliqué⁴⁸. En août 1947, les crédits sont brusquement débloqués par l'État. Comme la plupart des départements ont pris du retard, une grande partie des sommes qui leur étaient attribuées à l'origine sont redistribuées dans les Vosges. La reconstruction commence donc à un rythme beaucoup plus soutenu que dans le reste du pays. On s'attache en priorité à rétablir les maisons isolées et les fermes afin de permettre l'accomplissement des plans de remembrement et d'urbanisme. Raoul Dautry, ministre en 1944-1945, et les fonctionnaires du M.R.U. pensent en effet qu'il faut repenser et organiser plus rationnellement l'organisation des villes sinistrées. Ils sont relayés sur le terrain par les architectes : ces hommes jeunes, tous issus de l'École des Beaux-Arts et venus de régions très diverses, partagent les mêmes conceptions urbanistiques. La tâche est exaltante : pour la première fois, ils peuvent exercer leurs talents au service d'une grande cause nationale.

Outre l'étendue des destructions, la vétusté des logements vosgiens leur apparaît affligeante : en 1946, seuls 1,5 % des habitations disposent du confort “moderne”, eau courante, gaz, électricité, salle de bain, tout-à-l'égout et cabinet d'aisance. Plutôt que d'imaginer des solutions

⁴⁷ I.N.S.E.E. : recensement de 1968 (Vosges : étrangers).

⁴⁸ La Liberté de l'Est : 1er février 1965.

d'avant-garde, les architectes souhaitent construire des immeubles modernes et confortables ; ils veulent parer aux besoins les plus urgents, sans heurter la sensibilité des populations. Dans les villes vosgiennes reconstruites, les immeubles neufs présentent des traits communs caractéristiques : façades bien ordonnées, corniches de toit en surplomb, chaînes d'angle en bossage, lignes géométriques des encadrements de fenêtres en saillie⁴⁹.

Impressionné par la vision d'une cité réduite en cendres, Le Corbusier propose aux Déodatins d'élever 6 buildings de 15 étages, de réserver les zones périphériques aux pavillons individuels et à une zone industrielle : son projet est violemment rejeté par le conseil municipal qui lui préfère les plans plus traditionnels des urbanistes officiels. Les habitants désirent retrouver une grande rue commerçante perpendiculaire à la Meurthe - la rue Thiers -, une zone de calme près de la cathédrale, une place entourée par les différentes administrations. Le nouveau Saint-Dié sera un pastiche de la ville reconstruite après l'incendie de 1757, une agglomération en béton rose où les rues se coupent à angles-droits⁵⁰.

2 - Aldo Travaglini, architecte de la Reconstruction.

Aldo Travaglini est l'un des architectes de la reconstruction de Saint-Dié : *"l'homme de la rue Thiers"*⁵¹ est également un immigré italien. Il est né en 1914 à Invorio-Olona dans la province de Novare dans une famille de maçons : son grand-père est parti plusieurs fois travailler en Suisse et en Savoie. Le père d'Aldo, quant à lui, veut devenir chef d'équipe et suit des cours de dessin à Invorio dirigés par un architecte : il apprend à lire un plan et à établir un devis estimatif. En 1920, il émigre dans la région lilloise pour reconstruire les régions dévastées, puis fait venir son épouse et ses enfants cinq ans plus tard. Aldo fréquente alors l'école communale à Lille, apprend très vite le français et le "chtimi". Très doué, il est le premier de sa classe, passe le certificat d'études et entre ensuite en "primaire supérieur".

En 1934, âgé de 20 ans, il est étudiant à l'École Nationale des Beaux-Arts de Paris, dont il vient de réussir le concours après deux ans de travail préparatoire. Il voyage ensuite en Italie et est hébergé par un ami romain : il redécouvre son pays natal, ses paysages, ses monuments qu'il n'hésite pas à "croquer" sur du papier à dessin. Revenu à Paris en 1939, il obtient son diplôme d'architecte, puis est D.P.L.G. - Diplômé Par Le Gouvernement - l'année suivante grâce à un projet de *"villa avec terrasse sur le Lago Maggiore"*. Après les bombardements de l'aviation allemande, il effectue des relevés d'état des lieux sur les bâtiments communaux endommagés.

Mais Aldo Travaglini reste attaché à l'Italie, où sa famille possède toujours maison et terres ; il n'a même pas demandé sa naturalisation. En 1943, il est recensé par le Consulat et manque

⁴⁹ A.D.V., Les Vosges après les ruines : reconstruction et modernisation (catalogue de l'exposition), pages 27-30.

Les centres-villes de Gérardmer et Saint-Dié ont aujourd'hui de nombreuses similitudes avec ceux d'Épinal, Brest ou Saint-Nazaire

⁵⁰ RONSIN (Albert), Saint-Dié des Vosges: 669-1969, pages 125-126.

⁵¹ La Liberté de l'Est : 26 janvier 1999.

de partir sur le front russe. Il veut s'engager dans le Génie : on lui propose d'intégrer la Légion mais il refuse. Jeune diplômé, il n'attend qu'une chose : travailler pour mettre en pratique ses talents d'architecte.

C'est au printemps 1946 qu'Aldo Travaglini s'installe à Saint-Dié : il connaît la Déodatia depuis l'adolescence, pour y être venu plusieurs fois rendre visite à des cousins à Fraize, ou camper avec les Scouts de Lille à Gérardmer. Après-guerre, il travaille avec un de ses collègues, mais il recherche d'abord son indépendance. Ayant obtenu sa naturalisation en 1947, il ouvre enfin son propre cabinet et emploie une dizaine de personnes, dessinateurs, métreurs, dactylos, secrétaires. Il est alors l'un des deux seuls D.P.L.G. de l'arrondissement : la pénurie ne touche pas seulement les ouvriers du bâtiment, elle concerne également les architectes. Avec le "déblocage" des crédits de l'État, un marché important s'offre à lui. Il comprend très vite que sa présence et sa compétence sont indispensables. Il n'est pourtant pas toujours très bien accueilli à cause de ses origines : *"Il est venu reconstruire ce qu'il a détruit"*, n'hésitent pas à dire à son sujet certaines "méchantes langues".

"Trava", comme on l'appelle à présent, est l'un des artisans de la Reconstruction de l'arrondissement : en plus de 20 ans, son œuvre est considérable. Il dirige au début des années 1950 les travaux de la rue Thiers terminée en 1955, ainsi que ceux de nombreux îlots d'habitations. Ses réalisations sont parfois plus prestigieuses : il construit les cités de l'entreprise Gantois, les locaux de la Banque de France, le lycée Jules Ferry, puis, à la fin des années 1960, les immeubles H.L.M. du quartier Kellermann. Dans les communes dévastées de la vallée de la Haute-Meurthe, il dessine des plans d'édifices religieux, de mairies, d'établissements scolaires, d'usines, à Saint-Léonard ou La Croix-aux-Mines. A Saulcy, l'évêque assiste avec lui au déroulement des travaux de l'église, de même que le maire communiste pour ceux de l'école.

Aldo Travaglini devient rapidement une figure du Saint-Dié d'après-guerre : il fréquente la bonne société locale, les entrepreneurs, le sous-préfet, les négociants. *"J'ai les fonctionnaires et les curés comme clients"*, constate-t-il avec satisfaction. S'il a été formé à l'École des Beaux-Arts qui l'a apparemment éloigné des thèses avant-gardistes de Le Corbusier, il admire néanmoins les réalisations du "maître". Il s'en inspire d'ailleurs parfois, n'hésitant pas à dessiner les formes les plus audacieuses pour certains bâtiments, telles les églises et les chapelles. Il a également une très haute opinion de son métier, portant toujours costume et cravate, même lorsqu'il marche dans la boue : *"Sur un chantier, il faut reconnaître l'architecte"*. Lorsqu'il ne travaille pas, ce qui est rare, il se couvre d'un chapeau panama en été, d'une casquette de marin grec avec une écharpe rouge en hiver. Il est également un brillant aquarelliste : en Catalogne, où il possède une résidence, il fréquente Salvador Dali. De ses voyages en Espagne, en Bretagne ou sur le Lac Majeur, de ses excursions dans les Hautes-Vosges, il ramène des paysages magnifiques couchés sur le papier à dessin. L'ascension sociale de ce petit-fils de maçon est emblématique : le travail, l'obstination mais aussi l'ambition et

une certaine forme d'opportunisme lui ont apporté reconnaissance et aisance matérielle⁵².

3 - Le *“problème”* de la main-d'œuvre.

“Où en est la reconstruction ?” : pendant plus de 15 ans, la question taraude les esprits des Déodatien. La reconstruction devient de 1945 au début des années 1960 la priorité absolue des dirigeants politiques et du patronat local. Sans elle, la région de Saint-Dié est condamnée à végéter et ne peut espérer recouvrer son potentiel industriel d'avant-guerre.

Le recrutement d'ouvriers qualifiés s'impose dès 1946 pour les entrepreneurs. Dans l'arrondissement, Aimé Goumy, membre de la Chambre de Commerce de Saint-Dié et président du Syndicat des Entrepreneurs des Vosges, ne cesse d'alerter les pouvoirs publics sur l'urgence de simplifier les nombreuses démarches administratives nécessaires à l'embauche de travailleurs étrangers. Dès janvier 1947, il définit dans son rapport annuel les difficultés posées par la pénurie : *“Le problème de la main-d'œuvre se pose d'une façon toute particulière dans l'arrondissement. On peut en trouver des origines différentes :*

- *pertes de vies humaines consécutives aux faits de guerre.*
- *ouvriers ayant quitté la profession pendant la guerre et qui ne sont pas revenus.*
- *manque d'apprentis et de spécialistes.*

- *manque de logements. C'est là, à notre avis, un des points les plus graves de cette déficience. Comment peut-on espérer attirer dans les Vosges une main-d'œuvre absolument nécessaire quand il est à peu près impossible de retenir des ouvriers attachés depuis longtemps à une entreprise ?”*⁵³. Faire venir des professionnels de l'extérieur, faire revenir ceux qui sont partis dans les départements voisins et retenir ceux qui sont tentés de le faire, tels sont les défis que doit affronter l'économie déodatienne.

Deux ans plus tard, la situation n'a guère changé : *“Les ouvriers qualifiés sont en nombre insuffisant, notamment les maçons, les plâtriers et les charpentiers. Il est regrettable que les Pouvoirs Publics aient supprimé les crédits qui permettaient de faire fonctionner l'École de Formation Accélérée de Saint-Dié, qui avait donné des résultats très satisfaisants”*⁵⁴.

L'apprentissage ne peut en effet répondre aux besoins : les centres de formation professionnelle sont peu nombreux - il en existe un à Épinal et un autre à Bains-les-Bains -, la formation est longue et les élèves peu nombreux. Les professions du bâtiment restent peu attractives et souffrent d'une bien mauvaise réputation auprès des jeunes Vosgiens qui leur préfèrent quand ils le peuvent les emplois de bureaux. La presse locale tente pourtant d'en montrer les nombreux avantages en utilisant parfois les arguments les plus contestables. A Bains-les-Bains, les élèves

⁵² Entretien avec Aldo Travaglini dans sa maison de Saint-Dié en octobre 1997.

La Liberté de l'Est : 26 janvier 1999.

Aldo Travaglini a pris sa retraite en 1992. Il est mort en janvier 1999.

⁵³ Les Hautes-Vosges Économiques : janvier 1947.

⁵⁴ Les Hautes-Vosges Économiques : janvier 1949.

suivent de 14 à 17 ans un enseignement pratique et théorique de qualité. *“On manque de vrais maçons, lit-on dans La Liberté de l’Est en décembre 1950. Malgré les préjugés, la profession est bien payée : le chômage saisonnier est compensé par une Caisse financée par les taxes sur la construction. Dans l’intérêt même de la renaissance française, pour hâter la reconstruction des ruines, pour éviter le recours à la main-d’œuvre étrangère, le pays a besoin de vrais maçons, de maçons de chez-nous”*⁵⁵. Mais ces campagnes de recrutement n’ont qu’un effet limité auprès des jeunes.

Conscients de la gravité de la situation, les pouvoirs publics mettent en place, sous la pression des entrepreneurs, des centres de formation professionnelle accélérée ou F.P.A. qui bénéficient d’une publicité abondante : *“Jeunes gens et manœuvres de toutes conditions, des pays sinistrés ou non, le pays a besoin de maçons pour relever ses ruines. Devenez maçon après cinq mois de stage dans un centre de formation professionnelle accélérée, sous la conduite de moniteurs qualifiés. Vous aurez l’avantage, tout en apprenant un métier, de gagner un salaire de manœuvre majoré de 25 %”*. Là encore, les résultats restent bien décevants : en janvier 1948, seuls 17 stagiaires ont passé avec succès les épreuves de *“limousinants”* au centre F.P.A. de la Vierge à Épinal, sur 20 candidats⁵⁶. La reconstruction des villes sinistrées nécessite alors l’emploi de centaines d’ouvriers et ces nouveaux *“maçons”*, formés dans l’urgence, ne représentent qu’un bien faible appoint.

4 - Un recrutement largement improvisé.

En 1919 et 1920, les immigrés *varesini* avaient déjà derrière eux de longues années de formation acquises avant-guerre grâce aux déplacements saisonniers effectués en Suisse ou dans l’est de la France : il s’agissait alors de véritables professionnels. L’aide-maçon, le manœuvre, était un jeune homme membre d’une équipe soudée qui apprenait le métier au contact des plus expérimentés.

A partir de 1946, la situation est tout autre : les entrepreneurs veulent éviter l’emploi de main-d’œuvre étrangère dans la grande entreprise de *“renaissance nationale”* qui s’annonce ; encouragés par les pouvoirs publics, ils tentent d’organiser des centres de formation destinés à fournir les ouvriers nécessaires aux chantiers de reconstruction en quelques mois seulement, tentative vouée à l’échec par avance : les besoins sont immenses et les candidats bien peu nombreux. De plus, on ne s’improvise pas maçon en cinq mois et les apprentis des centres F.P.A. ne seront au mieux que de simples manœuvres et tâcherons préparant *“la colle”* mais incapables de lire un plan ou d’établir un devis quantitatif des matériaux à fournir.

Le recours à la main-d’œuvre immigrée semble donc inévitable : il s’opère pourtant cette fois-ci dans une grande confusion. La nouvelle législation, beaucoup plus contraignante, le

⁵⁵ La Liberté de l’Est : 19 décembre 1950.

⁵⁶ La Liberté de l’Est : 14 janvier 1948.

tarissement des anciennes zones de départs, l'ampleur des travaux à réaliser ont conduit les employeurs à "improviser" leur recrutement. Les Italiens qui arrivent en nombre dans la région à partir de 1946, n'ont aucun contrat de travail mais trouvent très vite une entreprise pour les engager.

A Saint-Dié, ils sont près d'une centaine à demander annuellement, de 1946 à 1953, une carte de séjour ou le renouvellement de celle-ci : ce sont presque tous des hommes travaillant dans les professions du bâtiment. Jusqu'en 1947, ils ont déblayé les décombres, détruit les murs qui menaçaient de s'effondrer, empilé les moellons et évacué les gravats dans des wagonnets. A partir de 1948, la reconstruction commence véritablement : il s'agit à présent de monter des échafaudages, de construire le gros-œuvre, de recouvrir les murs de plâtre puis d'installer carrelages, charpentes, électricité, plomberie. Les méthodes artisanales d'avant-guerre semblent bien dépassées : on élève désormais des immeubles "standardisés", à l'aide de grues et de machines. Le béton armé, les agglomérés ont remplacé moellons et briques. Non loin de la ville, à Sainte-Marguerite, une usine fabricant des planchers en béton précontraint est ouverte. Elle utilise les sables de la Meurthe : le produit fabriqué permet d'économiser des matériaux - ciment, acier -, et est 30 à 40 % moins cher que son équivalent fabriqué traditionnellement. *"Il en résulte également une grande économie dans la mise en place, précise La Liberté de l'Est, puisqu'il n'y a plus besoin d'échafaudage, ni de coffrage, et c'est ainsi, que de nombreuses fois déjà, on a pu réussir la pose d'un plancher de deux cents mètres carrés en une demi-journée"*⁵⁷.

Toutes ces améliorations techniques entraînent une déqualification importante de la main-d'œuvre : on travaille en équipe de plusieurs dizaines d'hommes, dirigés par des conducteurs de travaux, eux-mêmes surveillés par des architectes pointilleux. Au maçon, il est demandé de savoir manier la truelle, préparer le béton et d'être endurant. Les grandes responsabilités, l'esprit d'initiative, les connaissances techniques et théoriques sont confiées à d'autres.

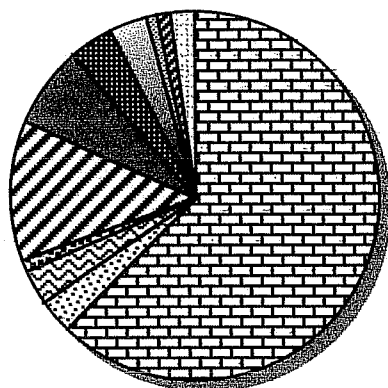
5 - Maçons, carreleurs, ferrailleurs.

L'année 1952 est révélatrice des changements intervenus dans les flux migratoires : à Saint-Dié, les entrées se font maintenant tout au long de l'année. L'immigration saisonnière est bien morte et les nouveaux venus ne respectent plus aucun calendrier : certes, l'hiver reste une saison de faible activité sur les chantiers, mais le froid et la neige n'interdisent pas divers travaux de charpente, de plomberie ou d'électricité. Alors que Saint-Dié est toujours une ville de planches, on n'a plus de temps à perdre.

Ces immigrés sont à plus de 80 % des hommes employés dans le secteur du bâtiment et des travaux publics : les deux-tiers se disent maçons, les autres sont menuisiers, charpentiers, carreleurs, peintres mais aussi ferrailleurs, afin de réaliser coffrages et béton armé. La grande diversité des origines géographiques traduit également une plus grande complexité des flux :

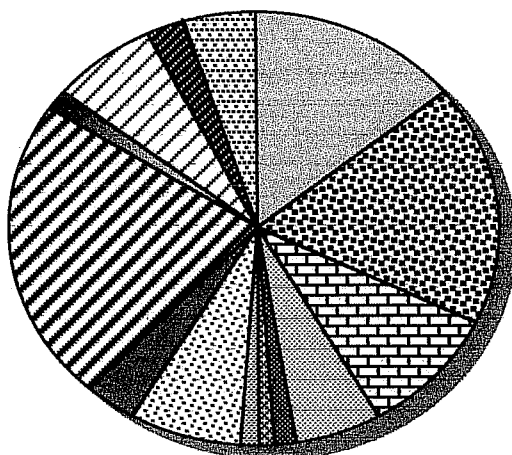
⁵⁷ La Liberté de l'Est : 31 mars 1951.

Professions des Italiens de Saint-Dié arrivés en 1952 :



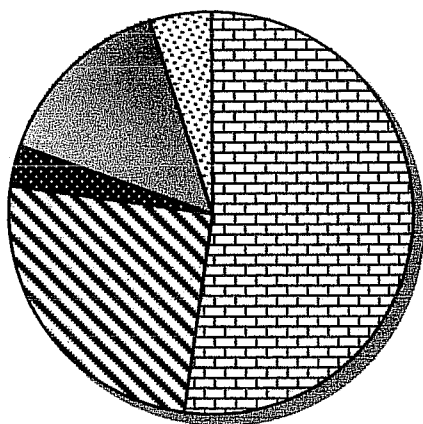
maçons	62,2%
manceuvres	3,1%
marbriers, tailleurs de pierre	3,1%
peintres	1,0%
charpentiers	12,2%
menuisiers	7,1%
ferrailleurs	4,1%
architectes, conducteurs de travaux	3,1%
carreleurs	1,0%
mécaniciens	1,0%
ouvriers d'usine	2,0%

Régions d'origine des Italiens entrés à Saint-Dié en 1952 :



Frioul	14,3%
Vénétie	17,9%
Lombardie	9,5%
Piémont	6%
Ligurie	1,2%
Émilie-Romagne	1,2%
Toscane	1,2%
Marches	7,1%
Abruzzes	3,6%
Poulles	22,6%
Sicile	1,2%
Calabre	7,1%
Latium	2,4%
Campanie	4,8%

Activités des Italiens entrés à Saint-Dié de 1945 à juillet 1953 :



maçons	52,1%
artisans du bâtiment	25,2%
ouvriers d'usine	3,3%
femmes sans profession	14,6%
ouvrières d'usine	4,9%

désormais, le *Varesotto* et le *Comasco*, zones d'où venait une majorité de Transalpins au début du siècle et au début des années 1920, ne sont plus représentées. Les 127 Italiens entrés en 1952 viennent de 14 régions différentes dont la Calabre, les Pouilles, les Abruzzes, la Lombardie ou la Campanie, mais aucune n'en rassemble plus d'un cinquième : les villages de départ sont dispersés du nord au sud de la péninsule italienne. Comme avant-guerre, on ne peut parler de communauté italienne à Saint-Dié au début des années 1950 : ces hommes se comprennent sans doute bien mal les uns les autres, et ne restent parfois dans la ville que quelques semaines⁵⁸.

6 - Hébergement au camp O.N.C.O.R.

Les Italiens entrés à Saint-Dié pendant la période de reconstruction sont confrontés, comme les autochtones, au problème de la crise du logement. Près de la moitié sont hébergés au camp O.N.C.O.R. construit sur le plateau Saint-Roch. L'Office National des Cantonnements des Ouvriers de la Reconstruction a fait élever à la hâte des baraques en planches en août 1947 afin d'accueillir la main-d'œuvre occupée sur les chantiers : le camp comprend une cuisine, un réfectoire et neuf dortoirs. Les conditions d'hygiène y sont précaires et les va-et-vient permanents. Ses occupants forment un éventail d'une dizaine de nationalités différentes. Pendant un an, jusqu'en septembre 1948, le camp O.N.C.O.R. enregistre 344 entrées, dont 177 concernant des Français : ceux-ci viennent de la région parisienne, d'Alsace, du Midi et du reste du département. Les étrangers sont majoritairement Italiens, mais aussi Allemands - anciens prisonniers de guerre devenus "*travailleurs libres*" - Algériens, Portugais, Espagnols, Yougoslaves, Hongrois. Un détachement de 60 Indochinois occupe même deux dortoirs pendant quelques semaines. En général, les séjours sont de courte durée, quelques semaines, quelques mois tout au plus⁵⁹.

Véritable "Tour de Babel", le camp a été construit sur les hauteurs de la ville, loin des quartiers d'habitation et des chantiers, dans le but d'éviter tout contact entre les ouvriers autochtones et la population locale. Rixes et bagarres sont nombreuses entre ces hommes, souvent jeunes et célibataires, qui ne se comprennent pas et qui ne savent que faire de leur temps libre. Ennui et promiscuité sont souvent à l'origine de violences, de vols et de trafics de toutes sortes. En juillet 1949 par exemple, *La Liberté de l'Est* relate l'un de ces incidents : "*Le travailleur libre allemand Friedrich Kriegler se présentait au commissariat pour y déclarer un vol dont il avait été l'objet, 34 000 francs de vêtements, sous-vêtements et objets de toilette. Kriegler spécifia que ses soupçons se portaient sur un jeune manœuvre italien de 16 ans qui avait quitté le camp pour se rendre à Nancy.*" Avertie, la police nancéienne arrête le jeune homme "*alors qu'il demandait un passeport pour regagner son pays. Il a été transféré immédiatement à Saint-Dié et fut trouvé porteur des vêtements disparus depuis décembre. Il sera déféré devant le tribunal pour enfant*"⁶⁰.

⁵⁸ A.D.V. : 9 W 144 (année 1952).

⁵⁹ A.D.V. : 9 W 127.

⁶⁰ *La Liberté de l'Est* : 20 juillet 1949.

Jusqu'au milieu des années 1950, la plupart des travailleurs immigrés de l'arrondissement sont logés, parfois avec femmes et enfants, dans de simples baraques en bois.

7 - Prospérité des petites entreprises "italiennes".

La reconstruction représente une véritable aubaine pour les entrepreneurs de la région : parmi eux, quelques maçons italiens arrivés en 1919-1920, n'hésitent plus à fonder leur propre entreprise. La plupart du temps, il s'agit de petites affaires créées avant-guerre qui s'agrandissent grâce à une conjoncture très favorable. A La Houssière, par exemple, Annibal Cosi employait dans les années 1930 une dizaine de personnes. En avril 1948, il crée la S.A.R.L. "*Entreprise Annibal Cosi et Cie*" au capital de 1,3 millions de francs, divisés en 1300 parts de 100 francs : lui-même en possède 900 000 au titre de "*gérant de la société*". Les 400 000 restant sont répartis entre quatre autres actionnaires, tous maçons, dont trois sont des Italiens naturalisés, les frères Bonizzardi et Luca Pasotto de Taintrux⁶¹.

Rapidement, l'entreprise gagne de nombreux marchés : elle dispose d'un matériel moderne et d'ouvriers qualifiés. En juin 1950, elle réalise un véritable "coup d'éclat" à Saint-Dié, performance saluée par la presse locale : "*En 18 heures consécutives, titre La Liberté de l'Est, 20 ouvriers ont coulé 70 mètres cubes de béton pour reconstruire la passerelle des Sables, longue de 72 mètres*". L'article qui suit n'est pas moins élogieux : "*Les travaux de cette passerelle, qui enjambe la gare de triage et le dépôt des machines, ont été confiés à l'entreprise A. Cosi de La Houssière. Ces travaux ont été poussés activement et le coffrage a été mis en place à la fin de la semaine dernière. Dès le lendemain à 3 heures du matin, 20 ouvriers commençaient à couler le béton : 72 mètres linéaires, englobant 18 tonnes de ferraille et 70 mètres cubes de béton ont ainsi été posés, et les travaux furent poursuivis sans aucun arrêt. Ils étaient terminés peu avant 9 heures du soir le même jour. Félicitons ouvriers et maîtres d'œuvres, qui ont permis l'exécution si rapide de cet ouvrage : les Déodatien du Petit Saint-Dié y trouveront beaucoup d'améliorations pour se rendre à leur travail, et les promeneurs ne s'en plaindront pas non plus*"⁶².

Mais la vingtaine d'entreprises "italiennes" recensée dans l'arrondissement dans les années 1950 garde une taille modeste : à côté des grands travaux menés, à Saint-Dié ou Gérardmer, par les Fioramonti, Cosi, Tomasina ou Déana, de petits entrepreneurs travaillent à la reconstruction des villages dévastés. Antoine Ruspini par exemple, est un maçon *varesino* naturalisé en 1935 : après-guerre, il a fondé sa propre affaire avec son fils Pascal au Saulcy, non loin de Senones. En 1954, la commune de Vieux-Moulin décide de bâtir une nouvelle mairie-école en remplacement de celle qui avait brûlé en 1944. L'entreprise Ruspini obtient le marché et la construction est réalisée en un temps record : la première pierre est posée le 15 septembre et l'inauguration a lieu le 21 décembre.

⁶¹ La Gazette Vosgienne : 23 octobre 1948.

⁶² La Liberté de l'Est : 13 juin 1950.

Entreprises "italiennes" dans les années 1950.

Entreprise de carrelage
A. ZANCHETTA

1, RUE VIVIANI — RAON-L'ETAPÉ (Vosges)

FAITES CONFIANCE A UN SPECIALISTE

Un travail impeccable — Des prix imbattables

Revêtement de sol inusable

ETUDE DE DEVIS SUR DEMANDE

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Tél. 10.86

R. C. 7270 B

ENTREPRISE

PIANTANIDA & Fils

105, Rue d'Alsace, 105 - SAINT-DIÉ

PIERRE DE TAILLE
MOELLONS DE PAREMENT
ET
POUR TOUTES MAÇONNERIES

ENTREPRISE BELLORINI

S. A. R. L.

SAINT-MICHEL-SUR-MEURTHE

Tél. : 3

TRAVAUX PUBLICS
ET PARTICULIERS

Bâtiments

ENTREPRISE

VVE L. FIORAMONTI

Avenue Eugénie-Jules-Ferry

SAINT-DIÉ (Vosges)

TÉLÉPHONE 10.87

et Travaux Publics

TRAVAUX PUBLICS & PARTICULIERS

SAINT-DIÉ
VOSGES

ENTREPRISE
BROGLIO

CORCIEUX
Tél. : 53 et 54
VOSGES

TERRASSEMENTS MÉCANIQUES
Assainissements - Adductions d'eau

BATIMENTS
Maçonnerie - Béton armé

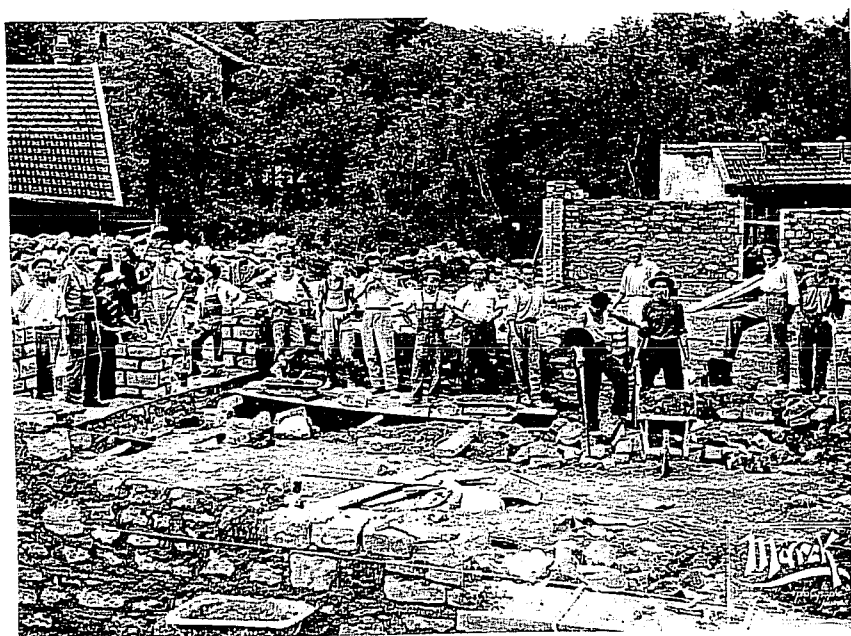
TOUS PRODUITS
de carrières de grès rose et granit



Reconstruction de la mairie-école de Vieux-Moulin à l'automne 1954.

C'est l'entreprise Ruspini qui se charge des travaux : on voit à droite de la photographie Angelo Ruspini, maçon *varesino* arrivé en France après la Grande Guerre, et son fils Pascal. Tous deux ont fondé leur propre entreprise : le maire de Vieux-Moulin, M. Didion, ainsi que l'instituteur de la commune, André Valentin, consultent avec les entrepreneurs le plan du nouveau bâtiment.

Dans les années 1950, l'entreprise ne manque pas de travail et emploie rapidement une vingtaine de maçons : la plupart sont Italiens, Lombards installés depuis longtemps, ou "Siciliens" embauchés plus récemment.



*“Le Conseil municipal avait convié entrepreneurs, ouvriers et charpentiers, relate La Liberté de l’Est. M. Didion, maire, tint à les féliciter : bien souvent, par des temps implacables, ils travaillèrent sans relâche afin que le bâtiment soit couvert avant la période hivernale. Il se plut à décrire la conscience professionnelle de chacun et affirma que la meilleure propagande pour l’entrepreneur et les charpentiers, sera l’école de Vieux-Moulin”*⁶³. Sa construction aura néanmoins failli coûter la vie à un homme : début décembre, Giuseppe Parolo, vieux maçon de 55 ans, fait une chute d’échelle de 10 mètres. Atteint d’une fracture du crâne et de la clavicule, il est conduit d’urgence à la clinique⁶⁴.

Fort d’une grande expérience professionnelle, les petits patrons “italiens” bénéficient de la connaissance du terrain et des hommes, marchands de matériaux, architectes, maires notamment. En réalité, tous sont naturalisés et disposent d’un domaine réservé : ils se font rarement concurrence, essaient de “s’arranger” tant que possible en évitant “d’empiéter chez le voisin”. Lénuzza à Raon-l’Étape, Ruspini-Schianni à Moyenmoutier, Guatelli-Liboï et Ruspini à Senones ou Vieux-Moulin, De Matteï dans la vallée de la Plaine, tous prospèrent dans les années 1950.

8 - La “résurrection” de la cathédrale.

Le chantier qui requiert le plus l’attention des entrepreneurs est sans aucun doute celui de la cathédrale. L’édifice a été dynamité en novembre 1944 : si les deux tours ont été épargnées grâce à la trop grande hâte des incendiaires, elles ont pourtant pivoté de 17 centimètres, soufflées par l’explosion de la nef. C’est à l’entreprise Piantanida qu’incombe la lourde responsabilité de reconstruire le monument : la société a été fondée par Coronato Piantanida - dit “le colonel” - dans les années 1930. Elle s’occupe alors de maçonnerie mais s’oriente vite, du fait de la crise, vers la restauration de bâtiments anciens. Ses deux fils, Joseph et Marius, ont ensuite repris l’affaire. En 1951, Marius part à Tours afin d’y fonder une filiale : Joseph engage alors François Selvini, fils d’Italien de Provençères, comme conducteur de travaux. En 1950, les “Monuments Historiques” doivent attribuer le marché de reconstruction de la cathédrale de Saint-Dié à l’entreprise qu’ils jugeront la plus compétente : elles sont alors une douzaine “sur les rangs”, mais c’est “Piantanida” qui est finalement choisie.

La société ne manque pas d’atouts : elle est installée sur place, possède une carrière non loin de la ville sur les pentes du col du Haut-Jacques et emploie une main-d’œuvre très qualifiée, composée principalement de “graniteurs” italiens reconvertis dans la taille du grès : ceux-ci sont des ouvriers expérimentés établis depuis les années 1920 à Senones ou Gérardmer. Pour ces hommes, le grès est bien plus facile à travailler que le granit : attirés par les salaires alléchants qu’on leur propose, mais également par le gigantisme et la beauté de la tâche à accomplir, ces Italiens, presque tous naturalisés, n’hésitent pas à répondre favorablement à l’offre de François Selvini. Jusqu’en

⁶³ La Liberté de l’Est : 22 décembre 1954.

⁶⁴ La Liberté de l’Est : 13 décembre 1954.

1951, on commence par consolider la façade, puis on installe une charpente en béton armé à l'aide de coffrages. Ensuite, et pendant plus de 20 ans, les travaux commencent véritablement mais dépendent des crédits délivrés par les "Monuments Historiques". Quatre carriers débitent les blocs de grès, qui sont ensuite transportés par camion jusqu'au chantier : 25 tailleurs de pierre armés de scies à chaîne ou de marteaux-piqueurs y créent les blocs. *"La difficulté consiste à tailler très exactement la pierre, qui, d'un côté, présente un angle, et de l'autre, un arc de cercle, pour qu'elle s'encastre parfaitement parmi celles qui la flanquent à droite et à gauche et qui sont au-dessous ou viendront se placer au-dessus"* : les journalistes de *La Liberté de l'Est*, là encore, n'hésitent pas à consacrer de longs articles aux travaux, illustrés de photographies nombreuses et détaillées⁶⁵. Quant à la finition, elle se fait à la main : le "layage" doit donner un aspect ancien et l'assemblage à la chaux, plus "sain", n'attaque pas la pierre. Petit à petit, le transept, le chœur, la nef voient le jour. La presse vante ceux qui sont en train de "ressusciter" la cathédrale : on parle de "techniciens", de "rebâisseurs", de "spécialistes"⁶⁶. Il est vrai que la sculpture de pinacles et chapiteaux sur le parvis et par tous les temps, n'est pas à la portée du premier venu. Les travaux devraient durer plus de 25 ans⁶⁷.

Dans les années 1960 cependant, François Selvini devenu directeur technique puis directeur général, décide d'orienter l'entreprise vers d'autres régions : le client reste toujours le même - les "Monuments Historiques" - et la reconstruction de la cathédrale a représenté une formidable publicité pour "Piantanida" qui peut penser à s'agrandir et à s'implanter ailleurs. Dans l'arrondissement et le département, elle a monopolisé tous les chantiers de restauration, pour les églises de Colroy, Provençères, Autrey, Champ-le-Duc et Étival notamment. A partir de 1963, elle travaille en Haute-Saône, en Meuse et surtout en Alsace, à Wissembourg, Sélestat ou Molsheim. Par sa grande compétence, sa proximité géographique et l'utilisation des mêmes matériaux en grès, "Piantanida" est devenue une référence dans sa spécialité.

La main-d'œuvre reste d'origine immigrée : Italiens naturalisés jusqu'au début des années 1950, "Siciliens" que l'on a essayé de former sur place ensuite, Portugais dans les années 1960 puis Turcs, maçons et tailleurs de pierre sont rarement des Français "de souche". L'inhalation des poussières, la fatigue, les déplacements incessants rebutent les jeunes Vosgiens : pour travailler en Alsace par exemple, on part le plus souvent à 4 heures et demi du matin pour revenir après 8 heures du soir. Pour "Piantanida", il s'agit d'abord de trouver des hommes alliant résistance physique, "finesse" et sensibilité artistique, ce qui devient de plus en plus rare. Les salaires sont pourtant supérieurs de 20 à 30 % aux tarifs syndicaux, et les grèves inexistantes.⁶⁸

⁶⁵ *La Liberté de l'est* : 4 novembre 1958.

⁶⁶ *La Liberté de l'Est* : 4 novembre 1958 ; 2 février 1960.

⁶⁷ Ils ne seront terminés qu'en 1975.

⁶⁸ Entretien avec François Selvini (avril 2000) ; en mai 1968, l'entreprise est la seule à travailler à Saint-Dié.

9 - Un chantier de *“renaissance nationale”*.

L'apport des Italiens dans la reconstruction de l'arrondissement est déterminant : architectes, entrepreneurs, maçons ou simples manœuvres, tous ont contribué à relever la région de ses ruines en des délais relativement courts. Dans un premier temps, de 1946 à 1950, on s'est préoccupé de réparer les immeubles endommagés. Dans les dix années qui suivent, on a reconstruit les trois quart des immeubles entièrement détruits - soit 2900 sur 3900 -, les autres étant principalement situés dans des zones rurales et laissés à l'abandon⁶⁹.

Pendant une quinzaine d'années, ce grand chantier de *“renaissance nationale”* a été suivi avec le plus grand intérêt par les journalistes et les hommes politiques locaux, mais également par l'opinion publique. Ses acteurs ont été considérés comme des symboles du relèvement de la région et de la modernité : jamais sans doute, le métier de maçon ou de tailleur de pierre n'a été perçu avec autant de sympathie voire d'admiration. En février 1949, *La Liberté de l'Est* peut annoncer avec soulagement à ses lecteurs la bonne nouvelle : *“Avec le dégel, la reprise est générale sur tous les chantiers : partout les maçons s'affairent et les matériaux ne manquent plus”*⁷⁰. Deux ans plus tard, la *“reprise”* est encore plus précoce : *“Les températures quasi-printanières que nous connaissons depuis quelques jours, succédant à la période de froid et de neige, qui avait suspendu à peu près complètement toute activité sur les chantiers de reconstruction de Saint-Dié, ont permis une reprise quasi-générale. Comme il ne gèle plus, pendant la journée, les maçons peuvent à nouveau “gâcher la colle” et assembler les moellons et le ciment, cependant que les plâtriers ne craignent plus ces coups de froids qui risquaient de faire manquer leur travail. Les charpentiers sont remontés au faite des immeubles, et le chômage “intempéries” a pris fin. Dans la rue Thiers, les immeubles qui n'avaient pas commencé vont bientôt sortir de terre : les fondations sont commencées depuis quelques jours”*⁷¹. Les Déodatienais n'ignorent plus rien du déroulement des travaux, des hauteurs et portées des grues, des tonnes de ferrailles, des mètres cubes de béton utilisés : abreuvés de chiffres, ils voient et apprennent chaque jour qu'une nouvelle ville est en train de sortir de terre.

B - Construire *“du neuf”*.

1 - Résoudre la crise du logement.

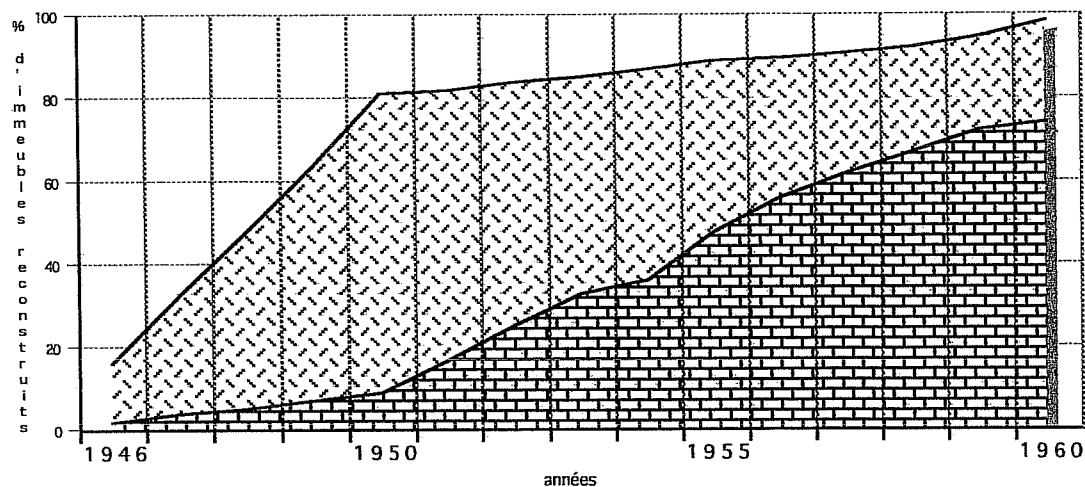
Si la reconstruction mobilise pendant une quinzaine d'années la plus grande partie des immigrés transalpins d'après-guerre, elle est ensuite relayée par l'édification de logements neufs dont la majeure partie sont des H.L.M. En mai 1951, une loi permet aux offices H.L.M. de solliciter des prêts auprès des Caisses d'épargne et de bénéficier par là-même de bonifications de l'État. En

⁶⁹ Les Hautes-Vosges Économiques : 1946-1962.

⁷⁰ La Liberté de l'Est : 24 février 1949.

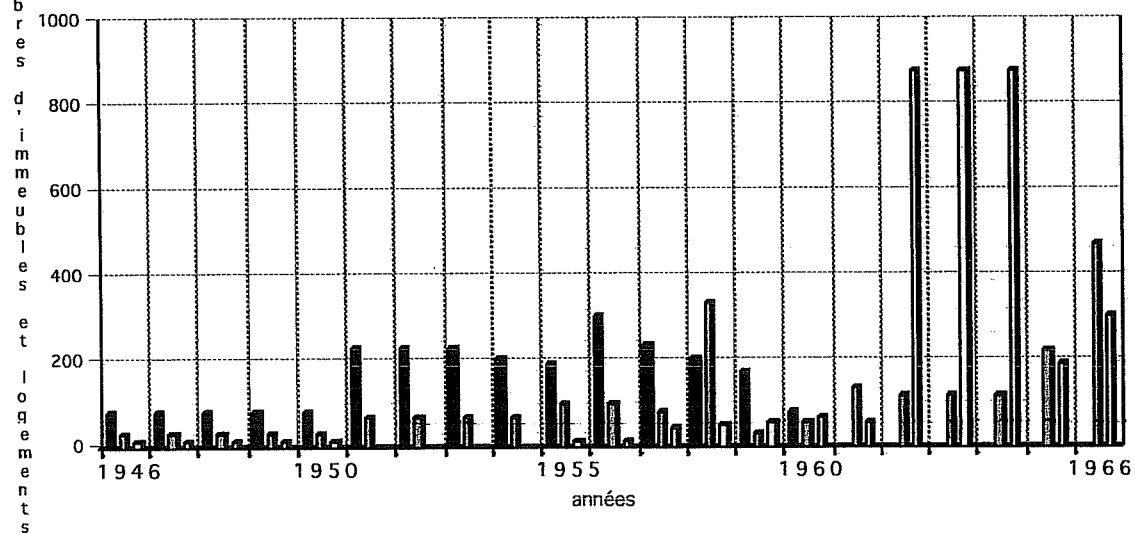
⁷¹ La Liberté de l'Est : 10 janvier 1951.

Immeubles réparés et reconstruits de 1946 à 1960 dans l'arrondissement :





 Immeubles endommagés réparés
  Immeubles détruits reconstruits

Construction et reconstruction dans l'arrondissement de 1946 à 1966 :



 Immeubles reconstruits

 Logements H.L.M. construits

 Logements neufs construits (hors H.L.M.)

août, une seconde loi instaurant le “1% logement” pour les entreprises de plus de 10 salariés, sonne le véritable départ des constructions de masse. A cette date, l’arrondissement de Saint-Dié commence à peine à se relever de ses ruines et les “baraqués” abritent encore des milliers de personnes pour de nombreuses années. A la fin des années 1950 pourtant, la forte croissance urbaine, à Raon-l’Étape, Gérardmer et surtout Saint-Dié, conduit les autorités municipales à créer de nouveaux quartiers d’habitation. Au début de 1958, près de 900 logements neufs ont déjà été construits. Dix ans plus tard, ils sont près de 6000, dont 2400 H.L.M.⁷².

2 - A Saint-Dié, “Saint-Roch” puis “Kellermann”.

Les H.L.M. et constructions neuves représentent un nouveau marché pour les entreprises du bâtiment. Les chantiers qui s’ouvrent sont de tailles très différentes : à Saint-Dié par exemple, c’est le plateau Saint-Roch qui a été choisi au milieu des années 1950 pour accueillir un nouveau quartier. *“Poursuivant son vaste effort de relogement de la population déodatienne, la municipalité a décidé la construction de 50 nouveaux logements, suivant le principe des H.L.M., lit-on dans La Liberté de l’Est en 1953. Les expropriations de terrain ont déjà été faites et tout est réglé pour que le terrain puisse recevoir les premiers coups de pioche. Ce nouveau quartier de la ville, bien exposé, abrité des vents du Nord, à proximité de bois particuliers tout en restant proche du centre de la ville, sera sans conteste un des coins les plus pittoresques et les plus agréables pour les habitants”*⁷³. En juillet 1958, *“les 53 premiers habitants du nouveau quartier Saint-Roch ont reçu leurs clefs et ont franchi la porte de leur logement. Ces 53 ménages ont pris possession, avec une bien légitime satisfaction, de leurs 3 pièces, cuisine et salle de bain. Ils représentent presque toutes les professions et tous les milieux sociaux. Leur désignation a été dictée par les inconvénients que présentaient pour eux leurs précédents logis”*⁷⁴. Moins d’un an plus tard, en février 1959, *“le nouveau quartier de Saint-Roch”* abrite déjà 1200 personnes : *“Ils viennent des horizons les plus divers : aménagements provisoires de La Vaxenaire et de La Vigne-Henry, de Chérin ou de Souhait, locataires de logements insalubres menacés d’expulsion, aménagements gênant les travaux de reconstruction. (...) Si les habitants viennent de tous les horizons de la ville sinistrée, ils ont été également choisis dans toutes les classes du monde du travail de Saint-Dié, et l’on y trouve des ouvriers, des fonctionnaires appartenant à toutes les administrations, des employés de toutes sortes”*. Les ouvriers du bâtiment, dont la plupart sont italiens, occupent ainsi 37 logements sur 301 : avec leur famille, ils représentent au total 153 personnes⁷⁵.

Les H.L.M. font disparaître petit à petit les baraques, et avec elles, les problèmes de chauffage, de promiscuité et d’hygiène : ils sont alors perçus comme des appartements “modèles”

⁷² Les Hautes-Vosges Économiques : avril 1958, mars-avril 1967.

⁷³ La Liberté de l’Est : 10 janvier 1953.

⁷⁴ La Liberté de l’Est : 1er juillet 1958.

⁷⁵ La Liberté de l’Est : 2 février 1959.

réservés aux Déodatien les moins favorisés mais aussi aux classes moyennes. Au début des années 1960, la crise du logement est loin d'être résolue et de nouveaux blocs continuent à sortir de terre, occupant l'espace laissé disponible sur le plateau.

Néanmoins, la construction de ces immeubles ne suffit pas à enrayer la crise que traverse le secteur du bâtiment après la période de reconstruction : en 1968, il n'occupe plus que 1400 personnes dans l'arrondissement - malgré la mise en chantier du nouveau quartier Kellermann -, contre 3000 en 1962 et près de 4500 en 1954. Le "B.T.P." a perdu près des deux tiers de ses effectifs en 14 ans à peine. Tout comme le textile, il est une activité sinistrée qui ne cesse de perdre des emplois. Bien des entreprises sont en sursis et la prospérité des années 1950 semble bien lointaine : en 1965, *Les Hautes-Vosges Économiques* note que "*les secteurs du bâtiment et des travaux publics ont connu la récession qui devait normalement suivre la fin de la reconstruction, mais cette contraction des capacités de production a été accentuée par l'insuffisance actuelle de la construction de logements et des investissements publics*"⁷⁶. L'avenir s'annonce en effet sous les plus noirs auspices pour les petits entrepreneurs.

3 - L'Alsace, terre d'élection pour l'entreprise "Guatelli - Liboï".

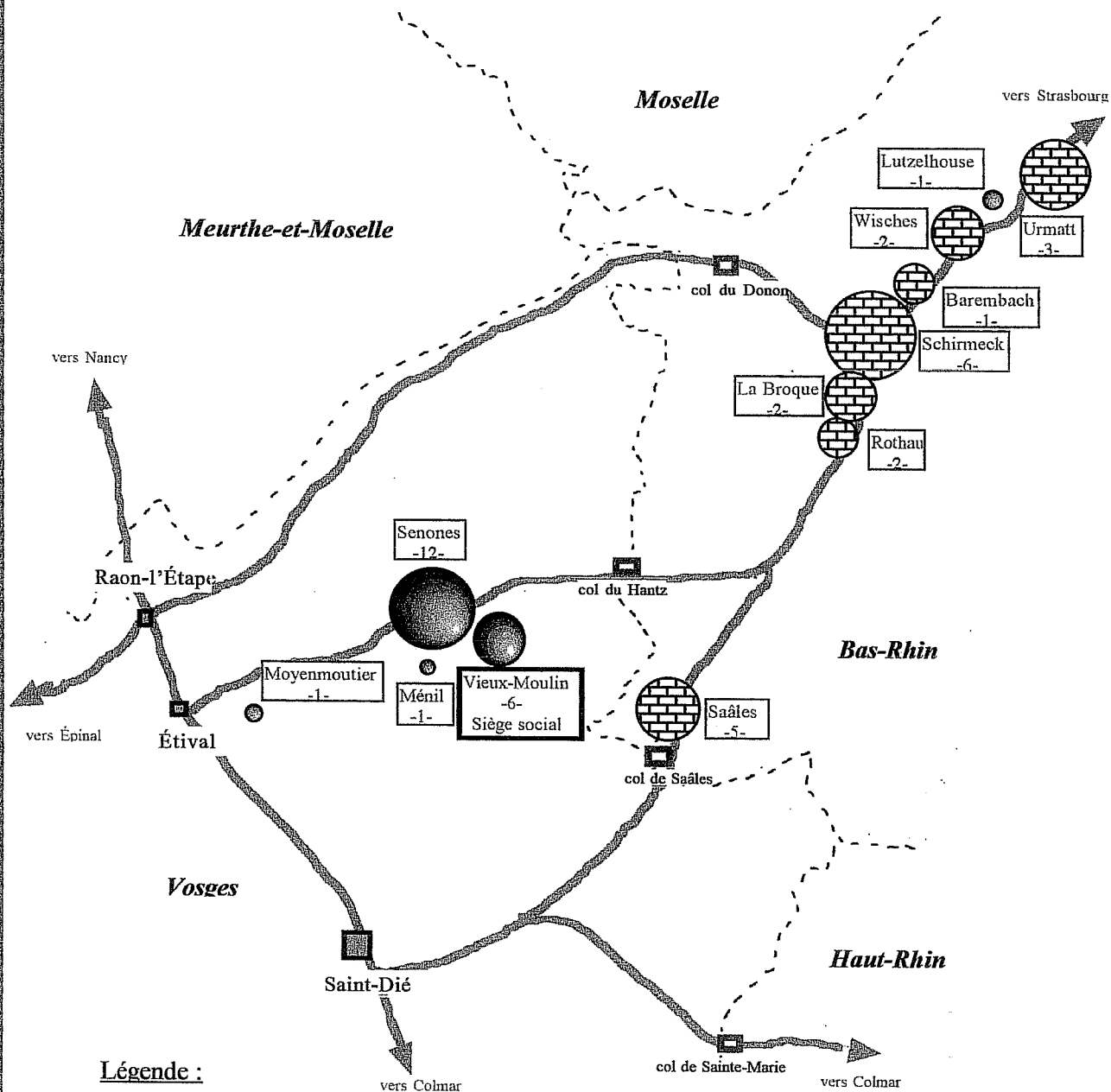
Fondée en 1956, l'entreprise "Guatelli-Liboï" disparaît neuf ans plus tard : il ne s'agit pas d'une faillite mais d'une séparation en bons termes des deux co-fondateurs. Arrivé à Senones dans les années 1920, Joseph Guatelli est employé par l'entrepreneur Sommer aux travaux de reconstruction de la ville. Naturalisé en 1939, il décide de "se mettre à son compte" en 1954 et trouve facilement une clientèle fidèle dans le village de Vieux-Moulin où il s'est installé avec sa famille : il a racheté une ferme en mauvais état à un agriculteur et l'a restaurée en créant plusieurs chambres ainsi qu'une salle de bain, la seule du village. Agé de 51 ans, le maçon *varesino* s'associe deux ans plus tard avec un fils d'immigré lui aussi originaire de Lombardie, pour fonder une petite entreprise de "*maçonnerie, charpente et couverture*". Chacun apporte ses compétences respectives : Joseph Guatelli dispose d'un très grand savoir-faire acquis sur différents chantiers depuis plus de 40 ans, mais peine à écrire en français. Pierre Liboï est plus jeune de 20 ans : ayant été scolarisé en France, il a son permis de conduire, sait remplir papiers et formulaires administratifs.

Empruntant de l'argent à un boucher de Senones, les deux hommes achètent un camion "Unic" de 4,5 tonnes afin de transporter échafaudages et matériaux, une camionnette "Peugeot" pour le déplacement des 6 ouvriers : ces derniers sont Vosgiens "de souche" ou Italiens du *Mezzogiorno*. Pierre Liboï tient les comptes sur des cahiers d'écoliers, rédige les factures, mais c'est un comptable de Saint-Dié qui s'occupe des fiches de paye et de la trésorerie.

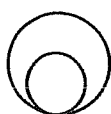
A la fin des années 1950, tous les travaux de reconstruction touchent à leur fin et le textile

⁷⁶ Les Hautes-Vosges Économiques : mai 1965.

Chantiers de l'entreprise de maçonnerie "Guatelli-Liboï" entre 1956 et 1960 :



Légende :



: 110 000 francs de travaux (nouveaux francs)

: 40 000 francs de travaux

Senones -12- : communes d'exercice et nombres de chantiers

: majorité de constructions neuves (maisons, logements H.L.M.)

: majorité de travaux de réparation, d'agrandissement

: cols

: routes principales

Nord

Échelle : 1 / 230 000ème

L'entreprise "Guatelli-Liboi" : clients, fournisseurs, comptabilité.

ENTREPRISE GUATELLI - LIBOI

Maçonnerie - Charpente - Couverture

VIEUX-MOULIN
par SENONES (Vosges)

R. C. SAINT-DIÉ 58 A 48 - 58 A 49
C. C. P. NANCY 1611-13

STÉ DES CARRIÈRES DE TRAPP ET DE GRANIT DE RAON-L'ÉTAPE

C. C. P. NANCY : 80.27

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 637.500 NF.

TÉL. 57-13-04 A ST-DIÉ

R. P. VOSGES N° 883
R. C. SAINT-DIÉ 58 A 28
N° D'IDENTIFICATION 142.86.372.0001

BOITE POSTALE N° 28
TÉLÉGR. CARRIÈRES-RAON

MATÉRIAUX DE VIABILITÉ

BORDURES DE TROTTOIRS EN BÉTON VIBRÉ
DALLES POUR CANIVEAUX EN BÉTON SURCOMPRIMÉ
AGGLOMÉRÉS

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'H. L. M. DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Téléphone 35.63.70 - C.C.P. Strasbourg 932.27

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'HABITATIONS A LOYERS MODÉRÉS RURALES DES VOSGES

Approuvée par arrêté du 20-1-1956

10, Quai Jules Ferry
- EPINAL -

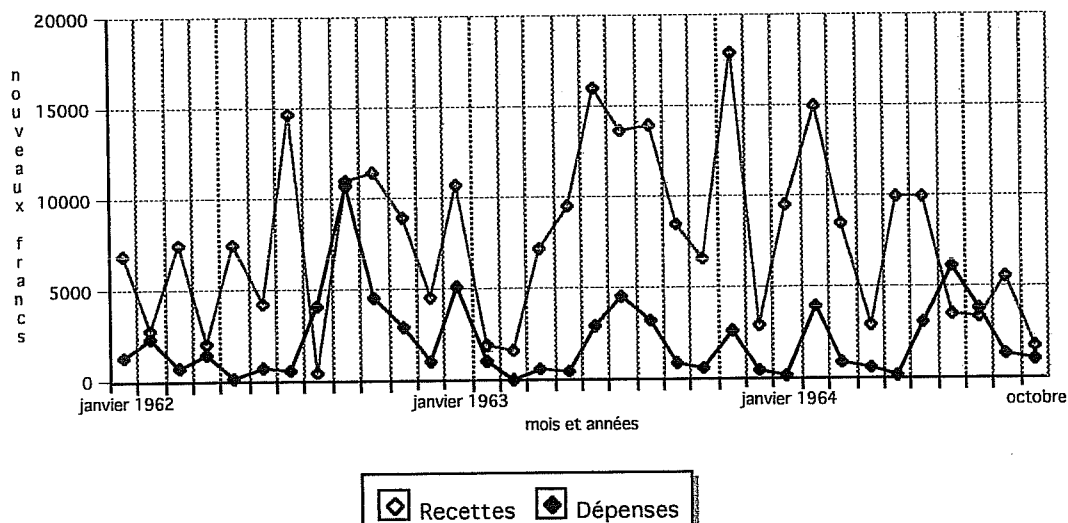
♦
- TÉLÉPHONE 27.49 -
♦

RECEPTION:

Lundi et Samedi de 9 h. à 11 h. 1/2

Mardi et Vendredi de 14 h. à 17 h. 1/2

Comptabilité de l'entreprise "Guatelli-Liboi" de janvier 1962 à octobre 1964 :



en crise a plongé la vallée du Rabodeau dans un profond marasme : fils de paysans et d'ouvriers partent pour Saint-Dié et Nancy, et le pouvoir d'achat de ceux qui restent est trop faible pour espérer une reprise dans le secteur du "B.T.P." Dans la région de Senones, trois petites entreprises dirigées par des Italiens naturalisés parviennent pourtant à vivre sans trop de difficultés en se partageant les commandes des municipalités et des particuliers. Il s'agit alors d'agrandir des immeubles existants ou des exploitations agricoles, et de bâtir quelques logements H.L.M. A l'opposé, l'Alsace représente un marché en pleine expansion : l'économie locale est florissante et le niveau de vie beaucoup plus élevé. C'est donc de l'autre côté du massif vosgien que "Guatelli-Liboï" va travailler : habitant à Saâles, l'architecte Brunet dessine les plans et met en relation ses clients alsaciens avec l'entreprise vosgienne dont il connaît le sérieux et la compétence. Cinq ans après sa fondation, celle-ci a déjà construit plusieurs maisons neuves à Rothau, Schirmeck, Urmatt ou Wisches, communes situées dans la vallée de la Bruche. Alors que les petits travaux de réparation ne "rapportaient" que quelques centaines de francs, la construction du gros-œuvre d'un bâtiment permet de gagner entre 20 000 et 40 000 nouveaux francs. Petit à petit, les deux entrepreneurs acquièrent une solide réputation et le travail ne manque pas : tous les matins, la camionnette gravit les pentes du col du Hantz à 5 heures pour redescendre vers Schirmeck. Les maçons sont assis à l'arrière sur des bancs et rejoignent le chantier où les attendent la "bétonneuse" ainsi que le camion chargé de sable et de sacs de ciment : ils mangent sur place à midi et ne rentrent chez eux que vers 8 heures du soir. L'hiver est la saison morte : à cause du gel, on est obligé de "*se mettre en intempéries*" et d'envoyer un formulaire à la "Caisse du B.T.P." à Épinal afin de recevoir des indemnités pendant une durée maximum de deux mois.

La taille modeste de la société lui confère une grande souplesse : pour traiter avec les clients, l'architecte ou les marchands de matériaux, on évite tant que possible lettres et formulaires pour préférer une franche discussion. De plus, les constructions alsaciennes sont soumises à des règles précises concernant l'utilisation des matériaux - moellons en grès ou briques rouges - et leur forme d'ensemble, inclinaison du toit à 40°. Les entreprises construisant alors les grands ensembles H.L.M. avec des matériaux préfabriqués, auraient sans doute été bien incapables de bâtir avec soin et application une petite maison de type F5. Il faut néanmoins trouver de l'ouvrage pour 6 ouvriers, ce qui n'est pas chose facile, et respecter les devis dans leurs moindres détails, en risquant d'être assigné en justice. Certes, les recettes dépassent toujours les dépenses, mais les bénéfices restent bien aléatoires d'une année à l'autre. Les deux patrons n'ont pas de salaire fixe ; ils ramènent parfois à la maison quelques billets pliés dans leur poche mais sont loin d'avoir fait fortune. Joseph Guatelli a fait ses comptes : âgé de 61 ans et ayant encore devant lui quatre années de travail, il décide de reprendre son indépendance en se séparant de son associé.

En 1965, l'entreprise "Guatelli-Liboï" disparaît : chacun travaille désormais à son compte et ne s'en plaint pas. Les déplacements sont plus courts, les travaux beaucoup moins éreintants, les

obligations administratives et les contraintes fiscales considérablement allégées. Les travaux à réaliser sont beaucoup plus modestes - fosses à purin, crépis, façades, cheminées, murs -, ne nécessitent aucun outillage important et sont beaucoup plus lucratifs⁷⁷.

C - Creuser, scier, pelleter.

1 - Terrassiers et bûcherons.

D'autres Transalpins ont fait une courte apparition dans l'arrondissement : ils se déplacent en équipes et travaillent quelques mois seulement au même lieu, puis s'en vont pour ne plus jamais revenir dans les Vosges. Par le passé, ils construisaient chemins de fer et tunnels ; dans les années 1950, ils sont terrassiers ou bûcherons.

La reconstruction à peine terminée, la municipalité de Vieux-Moulin décide en 1953 de moderniser son réseau d'adduction d'eau : jusque-là, le ravitaillement était assuré par les fontaines disposées dans tout le village et le débit était extrêmement variable selon la saison. Le projet est ambitieux et doit coûter plus de 110 millions de francs dont 18 seulement à la charge de la commune : il s'agit de capter trois sources, de construire une station de pompage, de creuser plusieurs tranchées afin d'y déposer des tuyaux en fonte. On pourra ainsi installer l'eau courante dans chaque foyer et prévenir les périodes de sécheresse estivale. L'entreprise Roux de Bourg-en-Bresse est contactée et une douzaine de terrassiers commencent les travaux en avril. Tous sont étrangers, Italiens ou Algériens : les premiers viennent de la province de Vicence, logent chez l'habitant et ont tôt fait de lier connaissance avec les familles transalpines installées depuis longtemps au village. On se parle dans la langue du pays, on s'invite à manger la polenta. Les Algériens, par contre, sont plus isolés et restent entre eux. Cinq mois plus tard, le chantier est terminé et les ouvriers s'en vont⁷⁸.

Le métier de bûcheron n'est plus l'apanage des seuls Vosgiens "de souche" : dans les années 1950, la profession subit de profondes mutations techniques qui la rendent encore moins attractive que par le passé. *"Comme pour les usines, comme pour la métallurgie, il a fallu faire appel à des contingents de travailleurs étrangers durant ces dernières années, semble déplorer La Liberté de l'Est en 1958. On peut estimer qu'ils représentent plus de la moitié des effectifs de bûcherons dans notre région aujourd'hui"*. Le journal décrit ensuite les conditions de travail et d'hébergement de ces "hommes des bois" : le ton se veut pour une fois conciliant et même admiratif. *"On les rencontre groupés par nationalité, payés à la tâche et œuvrant à la satisfaction de leurs employeurs, nous a-t-*

⁷⁷ Archives de l'entreprise "Guatelli-Libor".

Divers entretiens avec Gino Guatelli, fils de Joseph Guatelli.

⁷⁸ La Liberté de l'Est : 9 avril 1953 ; 28 janvier 1954.

Divers entretiens avec Carmela Sartorelli, habitant Vieux-Moulin à cette date.

on dit, autant que des habitants des pays où ils cantonnent, et avec lesquels ils nouent d'excellentes relations. A Lubine, par exemple, des Italiens coupent des sapins pour le compte de différentes maisons. Ils ont fait un détour par la Corse avant de nous arriver. Ils vivent sans histoire, chez les habitants de Lubine, partant tôt le matin, rentrant tard le soir. Deux Italiens, amateurs de calme, ont élu domicile dans une hutte à la Jambe de Fer, où ils se trouvent parfaitement à leur aise". Dans la vallée de la Plaine, d'autres bûcherons transalpins - le plus souvent piémontais - attirent l'attention du journaliste : "Les établissements Kling pour lesquels ils travaillent, ont trouvé une solution élégante pour résoudre les questions habitations et ateliers. Ils ont organisé une véritable caravane de roulottes : dortoirs, cuisines avec les perfectionnements proposés par les Arts Ménagers, tels que frigo, salle de réunion dotée de la radio et de la télévision etc..." Dans les forêts, les étrangers côtoient les Vosgiens. Désormais, l'abattage est rationalisé : l'utilisation des tronçonneuses est généralisée et on travaille très souvent pour de grandes scieries alsaciennes. A l'été 1958, il s'agit de nettoyer au plus vite les futaies de la région qui ont été endommagées par une tempête quelques mois plus tôt : "Grâce aux renforts italiens, portugais, yougoslaves et même allemands, ce purgeage a été mené dans les meilleures conditions"⁷⁹.

2 - "Concasseur" chez "Ramu".

Si l'exploitation du granit est entrée dans une crise profonde, si les petites carrières sont progressivement abandonnées, il en va tout autrement pour le *trapp* de Raon-l'Étape exploité depuis le début du siècle par l'entreprise Ramu : le *trapp* est une pierre noire extrêmement dure réservée au ballast des voies de chemin de fer et aux routes. Son extraction est très difficile et éprouvante : il s'agit tout d'abord de faire exploser une paroi à la dynamite, puis de pelleter les éboulis pour les entasser dans des wagonnets qui seront conduits vers une machine à concasser. Les graviers obtenus sont ensuite acheminés sur un tapis roulant vers des camions-bennes ou des wagons qui les transportent sur les chantiers de travaux publics ou de terrassement. A la fin des années 1940, les commandes des entrepreneurs occupés à la reconstruction obligent l'entreprise à augmenter sa production.

Pour tous les Raonnais, les ouvriers "*de chez Ramu*" sont de véritables bagnards : le travail est éreintant et dangereux - les pierres étant très coupantes -, il est également bien mal rétribué. L'entreprise fait donc appel aux immigrés italiens : à partir de 1948, des familles originaires du Frioul commencent à s'installer dans les petites maisons de Chavré, hameau situé sur les hauteurs de la ville, jouxtant la carrière. Agostino Coïs arrive ainsi pour la première fois en France avec trois de ses compatriotes : ses parents sont de pauvres paysans du village d'Attimis dévasté par la guerre et il ignore tout du métier de "mineur" ou de "concasseeur". En 1953, il fait venir sa femme et ses quatre enfants dans les Vosges. Tous les matins, il part à l'aube vers la carrière pour remplir les wagonnets

⁷⁹ La Liberté de l'Est : 30 juillet 1958.

de pierres. Sa fille vient quelques heures plus tard lui apporter le café. A midi a lieu l'explosion qui produit un nouvel amas de rochers. Pendant 21 ans, Agostino Coïs effectue les mêmes gestes pour quelques centaines de francs par mois. En juin 1969, il meurt sur son lieu de travail, âgé de 59 ans à peine : le médecin diagnostique une simple "*congestion*", ce qui évite à l'entreprise de payer des indemnités à sa veuve et à ses six enfants⁸⁰.

3 - César Marchesani, manœuvre puis ouvrier de scierie.

Les Transalpins de la "troisième vague" ont également été employés dans des entreprises industrielles : au début des années 1950, certains sont embauchés par les filatures et tissages de La Petite-Raon, Senones ou Granges. La crise du coton et les licenciements qui en découlent à partir de 1954 les touchent prioritairement. A Saint-Dié, la confection et la bonneterie occupent quelques dizaines d'Italiennes, alors que leurs époux travaillent comme "mouleurs" dans les fonderies afin de fabriquer des engrenages. Liées au secteur du bâtiment, les grandes menuiseries ont également besoin de main-d'œuvre lorsque débutent les travaux de reconstruction : en décembre 1946, les établissements Lécorché emploient 23 Italiens⁸¹.

L'itinéraire de César Marchesani est révélateur des capacités d'adaptation des immigrants dans une ville qui a d'abord besoin de bras. César Marchesani quitte ses Abruzzes natales à 21 ans : muni d'un contrat de travail, il arrive à Étival en 1956 où il travaille pour l'entreprise de matériaux Derrey. Il doit vider les camions des sacs de plâtre et de ciment qu'ils contiennent à l'aide d'un diable. Jusqu'en 1957, il effectue cette tâche éprouvante pour 320 francs par mois. La réglementation en vigueur l'oblige à respecter les clauses du contrat en ne changeant ni d'employeur, ni de département pendant un an. Il ne dispose alors que d'une carte de travailleur temporaire, mais espère bien trouver un emploi plus gratifiant : à Saint-Dié, "Lécorché" recherche des ouvriers et l'embauche facilement. César Marchesani assemble alors des baraques en bois préfabriquées destinées à servir de salles de classe au nouveau quartier Saint-Roch, en attendant la construction d'une école "en dur". En 1960, il travaille à la menuiserie "Riel" où il monte des fenêtres avec dix autres de ses compatriotes. Il est officiellement un "*résident ordinaire*" puis devient quelques années plus tard un "*résident privilégié*". En moins de quatre ans, ce travailleur italien a changé trois fois d'entreprise pour exercer trois professions différentes⁸².

A l'image de César Marchesani, les Italiens entrés dans l'arrondissement après 1945 ont été des "hommes à tout faire" et des acteurs importants de la croissance déodatienne. Les "spécialistes" des années 1920 - maçons ou "graniteurs" - ont donc été remplacés par des hommes peu qualifiés,

⁸⁰ Entretien avec Albina Coïs, veuve d'Agostino Coïs, à Chavré : octobre 2000.

⁸¹ A.D.V. : 9 W 154.

⁸² Entretien avec César Marchesani à Saint-Dié en février 1999.

“malléables”, capables de s’adapter aux conditions les plus pénibles et de travailler dans les secteurs les plus déficitaires en main-d’œuvre. Ce qui peut apparaître comme un renouvellement de la population transalpine, n’en est en fait pas un : les nouveaux venus arrivent dans une région qu’ils ne connaissent pas et sont les premiers à souffrir des contraintes bureaucratiques et administratives imposées par les accords bilatéraux et l’O.N.I.. Ils ne connaissent personne sur place, ne reçoivent l’aide d’aucun réseau de solidarité. Ils sont formés “sur le tas” et gagnent un salaire des plus modestes. La coupure entre anciens immigrés et ceux arrivés après-guerre est nette. Entrepreneurs *varesini*, quinquagénaires, presque complètement assimilés, et jeunes “maçons” calabrais à peine sortis du train de Milan n’ont pratiquement aucun point commun : ces différences, qui se transforment parfois en véritables oppositions, s’expliquent d’abord par l’origine géographique de ces hommes et les conditions qui ont provoqué leurs départs vers la France.

Chapitre 3 :

Frioul

et

Mezzogiorno.

En 1945, des millions d'Italiens accueillent avec soulagement l'abrogation des lois restreignant l'émigration : dans un pays ruiné, miné par le chômage et l'inflation, partir à l'étranger apparaît comme l'unique possibilité d'échapper à la misère. Dans les années 1950, le phénomène prend une très grande ampleur, alors que dans le même temps, le pays bénéficie d'une croissance industrielle exceptionnelle. Le "miracle" italien a donc ses limites : si les flux partant des régions alpines se sont taris, d'autres sont apparus et les nouvelles régions de départs sont presque toutes situées dans le *Mezzogiorno*, Frioul excepté. Une fois encore, facteurs économiques, sociaux et psychologiques se conjuguent pour expliquer les motivations des migrants.

I - Le poids croissant des "*Sudisti*".

A - D'où viennent les Italiens de l'arrondissement ?

1 - "Alpins" et "Méditerranéens".

En 1968, les listes nominatives de quelques communes de l'arrondissement de Saint-Dié établies lors du recensement donnent une idée assez exacte de l'origine géographique des immigrés italiens. On y distingue assez facilement deux groupes aux caractéristiques communes et d'importance numérique égale :

- le premier se compose des personnes arrivées avant 1914 ou dans les années 1920, lors des deux premières "vagues". Ces hommes et femmes ont plus de 60 ans, sont très souvent naturalisés et viennent des régions septentrionales de la péninsule italienne, Lombardie, Piémont, Vénétie, Trentin. Ce sont d'abord des "Alpins" venus en France pour rejoindre un parent ou un ami qui les y avait appelés, afin de travailler dans le bâtiment, les carrières de granit ou l'industrie textile. Entre leurs provinces natales et les Vosges existaient déjà des liens étroits, forgés parfois depuis des siècles par des "pionniers" qui leur avaient tracé la voie. La route par la Suisse et le col du Saint-Gothard était ainsi le trajet le plus court et le plus rapide pour émigrer en France.

- le second groupe comprend des immigrés arrivés entre 1946 et 1960 et âgés de moins de 50 ans. Ils exercent très souvent des emplois peu qualifiés, habitent l'agglomération déodatienne et sont originaires de régions situées au sud du Pô. Les Italiens de la "troisième vague" sont des "Méditerranéens" qui se différencient très nettement des "Alpins" présents avant eux. A leur arrivée, ils parlaient des dialectes très différents, avaient des coutumes qui les démarquaient nettement du premier groupe. En 1968 encore, s'ils ont appris le français, ils ont gardé de très fortes attaches avec leur région natale et ont transmis à leurs enfants nés dans les Vosges les traits originaux

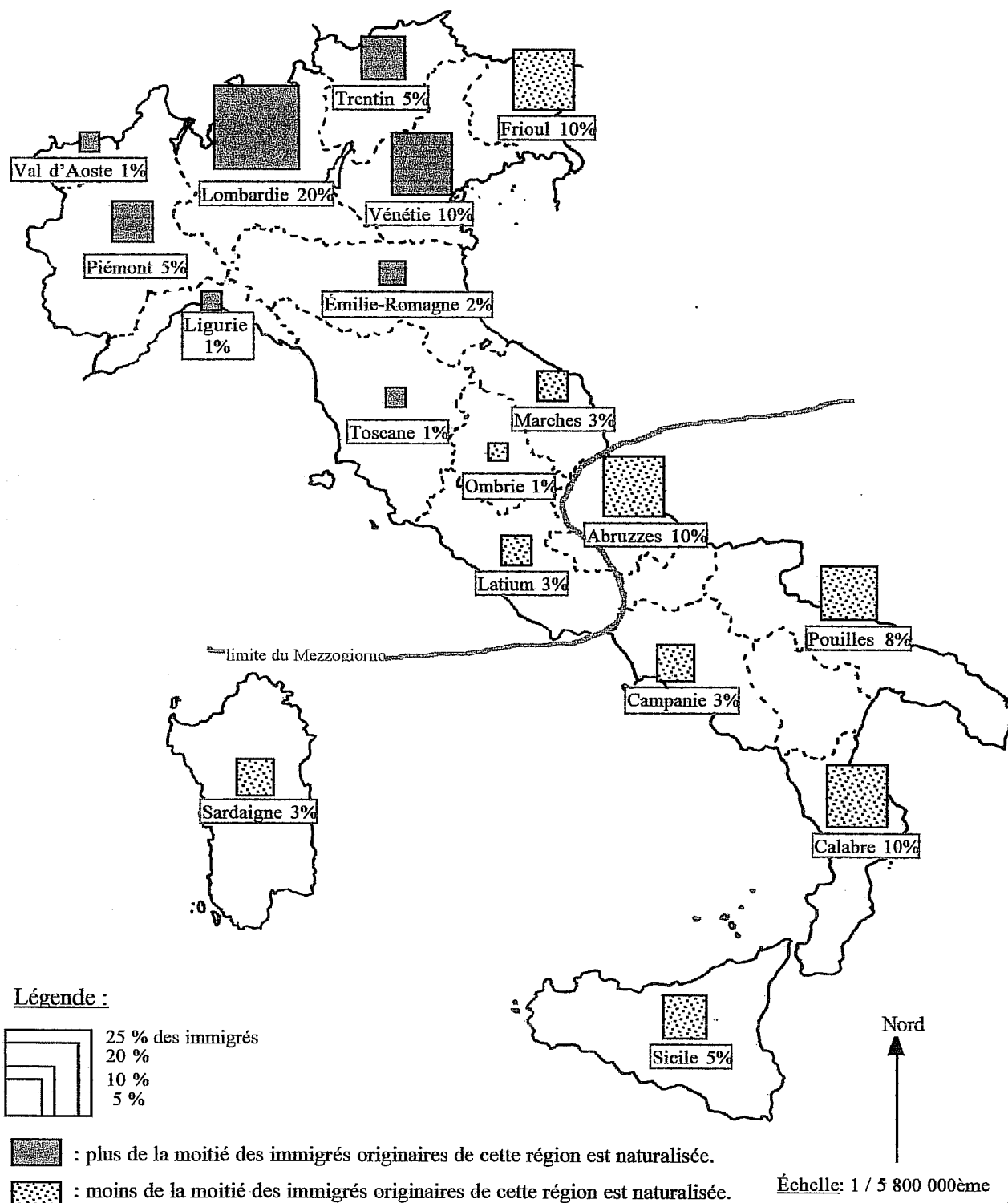
d'une culture méditerranéenne jusque-là inconnue dans l'arrondissement. Presque tous sont venus en France par le train en passant par Modane : le trajet a été long, les contrôles sanitaires et administratifs nombreux, parfois humiliants. Pour ces "*Sudisti*", le départ de la terre natale a réellement été vécu comme un déchirement voire un traumatisme.

2 - Des *Nordisti* plus nombreux malgré tout.

Le "renouvellement" de l'après-guerre a cependant été limité, et le poids des régions septentrionales reste important : en 1968, les immigrés, naturalisés ou non, nés au nord du Pô, représentent plus de la moitié des Italiens de l'arrondissement de Saint-Dié. Parmi eux, les Lombards des provinces de Côme et Varèse, les Piémontais du *Val d'Ossola* et les "Vénitiens" de Pove ou de la *Val'Sugana* sont les plus nombreux. Après 1945, le Nord parvient à retenir ses enfants et accueille même un nombre important de fils de paysans du Sud dans ses centres industriels. Seule exception, le Frioul : 10 % des Italiens de Déodatie en sont originaires. "Concasseurs" dans les carrières ou ouvriers d'usine, ils ont quitté leurs collines surpeuplées et dévastées par la guerre à la fin des années 1940.

Les nouvelles zones de départ sont donc presque exclusivement situées au sud de la péninsule : Abruzzes, Pouilles, Calabre, Campanie, Sicile voient partir pour les Vosges plusieurs dizaines de familles après 1945. Il s'agit là d'une émigration contrôlée et encadrée par les états. Le gouvernement italien a en effet tout intérêt à alléger le fardeau que représente pour le pays le *Mezzogiorno*. Les *Sudisti* fourniront une main-d'œuvre "idéale" - obéissante et bon marché - pour les industries milanaïses et turinoises, mais aussi pour les mines de charbon belges et les centres sidérurgiques français. Dans l'arrondissement, deux régions retiennent particulièrement l'attention, les Abruzzes et la Calabre qui représentent chacune environ 10 % des immigrés italiens de l'arrondissement en 1968. Ceux-ci sont plus particulièrement originaires des provinces de Chieti et Reggio-di-Calabria : il s'agit là de contrées déshéritées, dont l'État italien ne s'est jamais réellement soucié. Depuis le *Risorgimento*, les hommes politiques romains et piémontais les considèrent comme des terres sauvages abritant des bergers miséreux et des brigands. En 1950 encore, ni la réforme agraire, ni la Caisse du Midi ne s'intéressent sérieusement à leur sort. Pour les jeunes gens, l'émigration apparaît comme la seule possibilité d'échapper au chômage et à la misère. Plus que jamais, ils sont les témoins des limites du "miracle italien", même s'ils en deviendront parfois les acteurs en travaillant à "la Fiat" ou chez "Pirelli".

Origines des immigrés italiens de l'arrondissement de Saint-Dié en 1968 :



B - Un Nord riche et industriel.

1 - La Lombardie, vitrine du “miracle”.

Toutes situées au nord du Pô, les anciennes régions de départs bénéficient après-guerre d'une croissance économique exceptionnelle, associée à une transformation radicale des modes de vie et des comportements démographiques. Chômage, surpopulation, impossibilité de s'élever localement dans la hiérarchie sociale, manque de liberté : tous les facteurs, qui avant-guerre, contribuaient à faire de l'émigration un phénomène de masse, ont maintenant disparu. Le Nord est devenu le centre de l'innovation et du progrès économique, un espace attractif, pour les capitaux comme pour les hommes.

Comparée au marasme du *Mezzogiorno*, la Lombardie affiche une prospérité remarquable : au début des années 1950, le revenu moyen de ses habitants est deux fois plus élevé que la moyenne nationale, près de quatre fois plus élevé que dans le Midi. C'est la première région d'Italie pour la consommation de viande, mais la dernière pour celle du pain et des pâtes : un Lombard ne consacre que 11 % de ses dépenses à l'alimentation contre 20 % pour un Méridional. Peu touchée par les destructions de la guerre, l'industrie a bénéficié du Plan Marshall et des aides de l'état : diversifiée, dirigée par un patronat dynamique, employant une main-d'œuvre abondante et bon marché, elle écoule ses produits - automobiles, électroménager, alimentation - dans tout le pays mais aussi en Europe de l'ouest. Désormais, la Lombardie n'est plus une terre agricole mais le bastion d'une industrie nationale qui y a ses plus beaux fleurons, Alfa-Romeo, Motta, Pirelli. La grande métropole milanaise a étendu sa zone d'influence plus au nord : les provinces de Côme et Varèse sont sous son étroite dépendance et leurs chefs-lieux ont doublé leur population depuis le début du siècle. En 1951, Côme abrite plus de 70 000 habitants et Varèse près de 55 000. La crise de la soie est très largement compensée par la croissance d'autres activités, la confection, la construction mécanique et automobile, la carrosserie, le cuir¹. Milan est saisie d'une véritable explosion urbaine engendrant une “fièvre” de la construction : non loin du Dôme et de la Scala reconstruite, le gratte-ciel Pirelli symbolise sa modernité. Depuis les années 1930, elle a gagné plus de 300 000 personnes et en abrite 1,3 million en 1951 : la grande métropole lombarde s'étend dans la *periferia*, bien au-delà des “murs espagnols”. De nouveaux quartiers ont été construits pour les ouvriers *sudisti* dans la banlieue. Milan, deuxième ville d'Italie et capitale économique du pays, est devenue un très grand pôle d'attraction : les “néo-Milanais” ne viennent pas seulement du Midi mais aussi des provinces voisines. Maçons, plâtriers et concierges du *Varesotto* y sont désormais légions².

Né en 1907, Guido Piovene est journaliste au *Corriere della Serra*, grand quotidien milanais. De mai 1953 à octobre 1956, il parcourt toute l'Italie en voiture, ne négligeant aucune province,

¹ PRACCHI (Roberto), *Le regioni d'Italia (tome 2) : Lombardia*, Torino, Unione Tipografica Torinese, 1961, 562 p.

² DALMASSO (Étienne), GABERT (Pierre), *L'Italie*, Paris, P.U.F. Magellan, 1984, 268 p., pages 140-144.

rencontrant hommes politiques, prêtres, commerçants, paysans dans les villes et villages traversés. Son *Voyage en Italie*, gros volume de près de 650 pages, est publié en France chez “Flammarion” en 1958. Il représente un “instantané” de l’Italie des années 1950 et offre un témoignage du plus grand intérêt. Il permet de saisir les métamorphoses qui touchent la péninsule que traduisent l’observation des paysages, l’étude des ressources économiques, la perception des mentalités. La grande objectivité de Guido Piovene lui permet d’accorder la même attention à Milan et à Matera - misérable capitale de la Basilicate -, à la “Fiat” et aux troupeaux de moutons des Abruzzes³. De passage dans le *Varesotto*, le journaliste ne tarit pas d’éloges sur le dynamisme de ses habitants :

*“La ville s’est transformée. (...) Pour celui qui ne l’a jamais vue, Varèse se présente comme une bourgeoise ville de cocagne. Charcuteries, fromages, gâteaux y resplendissent particulièrement, signes d’une industrie alimentaire en progrès, d’une population éprise de bonne table mais en même temps trop pressée et moderne pour se livrer à une cuisine patiente et élaborée en famille telle qu’on la trouve au sud dans les territoires agricoles de la Lombardie de plaine. Varèse est le chef-lieu d’une province industrielle, non pas rouge cependant, mais catholique, libérale et bien pensante. Les caractères sont tempérés comme le paysage. Je n’ai jamais surpris en eux cette violence cachée, cette fougue réprimée, ce sous-entendu de folie légère que je retrouve au contraire dans le Pavésan et le Crémonais (...). Varèse est à la pointe de l’humeur aventureuse lombarde et sa richesse n’est pas due à des privilèges naturels. Elle est pour sa richesse la cinquième province italienne, la première en Lombardie après Milan, la première d’Italie parmi celles qui ont pour chef-lieu une petite ville. L’industrie dépasse de très loin l’agriculture : on trouve fréquemment le paysan-ouvrier, salarié industriel qui cultive un lopin de terre seulement pour satisfaire les besoins alimentaires de sa famille”*⁴. Le *Varesotto* pauvre, agricole, surpeuplé et révolutionnaire de la fin du XIX^{ème} siècle est devenu en quelques décennies une province emblématique du “miracle italien”, à l’image de toute la Lombardie.

Cette population citadine à haut-niveau de vie, employée dans l’industrie ou les activités tertiaires, n’a plus aucune raison de partir : conséquence directe de la prospérité, les taux de natalité et de mortalité de la région ont baissé de moitié en un demi-siècle pour atteindre respectivement 12 et 10 pour mille en 1950, soit une différence d’à peine 2 pour mille, bien insuffisante pour satisfaire les besoins futurs de l’industrie et du “tertiaire”. L’activité économique ne peut être soutenue qu’en faisant venir des immigrés pour accomplir les travaux les plus pénibles. De 1949 à 1953, la population de la région s’est accrue de plus de 250 000 pour dépasser les 7 millions d’habitants, mais l’accroissement naturel ne représente qu’un peu plus de la moitié de cette augmentation : en quatre ans, le solde migratoire a accusé un excédent de 100 000 personnes, presque toutes originaires du *Mezzogiorno*.

³ Guidi Piovene est mort en 1974 : ses deux livres de voyage, “*Viaggio in Italia*” et “*De America*”, sont devenus deux classiques du genre.

⁴ PIOVENE (Guido), *Voyage en Italie*, Paris, Flammarion, 1958, 648 p., pages 103-104.

Les années 1950 marquent la fin de l'émigration lombarde : au début du siècle, elle avait touché plus de 40 000 personnes annuellement, parties vers la Suisse, la France, l'Allemagne ou les États-Unis. De 1950 à 1956, elles sont moins de 3000 à partir : ces émigrés sont des saisonniers travaillant dans l'hôtellerie suisse, attirés par la forte valeur de la monnaie locale⁵.

Les villages du *Varesotto*, du *Val'Ceresio* et de la *Valle Intelvi*, qui avaient fourni par le passé des centaines de maçons et de tailleurs de pierre à la Déodatie, ont été les premiers à subir l'influence et l'attraction des villes. Dans la *Valle Intelvi* par exemple, tous les lundis matins à 5 heures, des groupes d'ouvriers du bâtiment partent à bicyclette jusqu'à Milan pour rénover les édifices du centre, églises, palais, hôtels particuliers. Ils ne rentrent que le samedi après-midi à 4 heures. Dans les années 1960, les déplacements s'effectuent en car, ou en *Lambretta*, après avoir attaché les outils sur le porte-bagages. Mais petit à petit, des centaines d'*Intelvesi* choisissent de s'installer définitivement dans la grande métropole avec femmes et enfants, et de ne rentrer au pays que les jours de fête. Désertés par les jeunes actifs, les villages se dépeuplent. A Porlezza, sur le lac de Lugano, on ne trouve plus de maçons qualifiés : tous sont partis en Suisse ou "descendus" à Côme. Les descendants des célèbres "*Magistri Intelvesi*" qui, au XVIII^e siècle, avaient construit les palais des grandes capitales européennes, ont définitivement déserté leurs montagnes. Signe des temps, une association d'érudits locaux commence à retracer leur histoire à travers des livres richement documentés : pour que leur mémoire ne s'efface jamais, un musée leur est consacré dans la *Valle* en 1965⁶.

2 - Le Trentin désormais autonome.

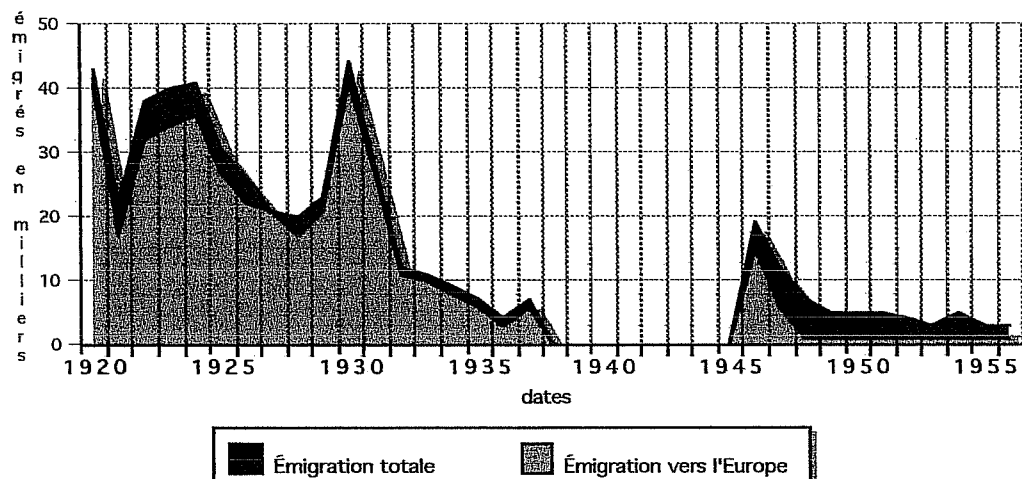
Comme la Lombardie, le Trentin subit une évolution comparable : certes, l'industrie y est moins puissante, mais les conditions qui favorisaient l'émigration vers la France dans les années 1920 n'existent plus. Le chômage et la surpopulation ont quasiment disparu. La centralisation et la politique d'italianisation forcée du régime fasciste, qui avaient tant heurté les sensibilités, ont fait place à une plus grande tolérance. Depuis février 1948, le "Trentin - Haut-Adige" bénéficie d'un statut d'autonomie : il élit sa propre assemblée régionale qui dispose de pouvoirs importants, respectant les minorités linguistiques et les particularismes locaux. Bastion de la Démocratie-Chrétienne dirigée par Alcide de Gasperi, enfant du pays, la région a voté à plus de 85 % en faveur de la République au référendum du 2 juin 1946.

Le village de Torcegno, d'où étaient parties plusieurs familles entre 1880 et 1930 vers l'Argentine, la France ou la Belgique, a beaucoup changé : les *Torcegnesi* étaient près de 2200 au début du siècle. Dans les années 1950, ils ne sont plus que 1200. L'émigration a fait partir les hommes et les femmes les plus jeunes et les plus entreprenants. Les fils de paysans "descendent" à

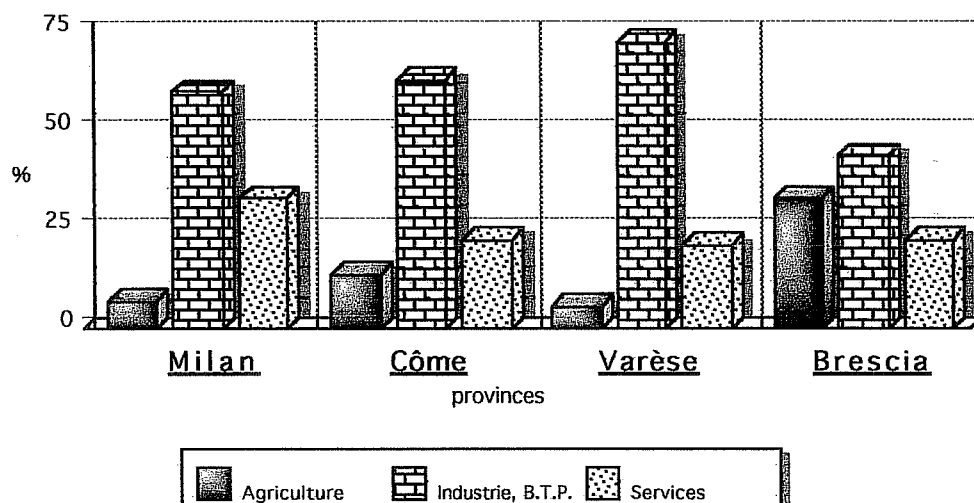
⁵ PRACCHI (Roberto), *Le regioni d'Italia (tome 2) : Lombardia*.

⁶ GANDOLA (Bruno), SPALLA (Floriana), *I miei Gent. Storia di Intelvesi*, pages 209-210.

L'émigration lombarde (1920-1956) :



Répartition de la population active dans quatre provinces lombardes en 1951 :



présent dans la vallée, à Borgo ou Trente, pour travailler dans les petites entreprises industrielles de métallurgie ou d'alimentation. Certains s'en vont en Suisse, d'autres au Chili où le président Videla leur offre des terres, après avoir signé un accord avec les autorités régionales. L'agriculture traditionnelle est en crise, le moulin à maïs tombe en ruines ; les *malghe* et plusieurs *masi* sont abandonnés : dans les années 1960, seuls les plus vieux élèvent encore quelques vaches et fabriquent le fromage⁷. L'été, certains émigrés reviennent au village passer quelques jours de vacances avec leurs enfants qui ne comprennent ni l'italien ni le dialecte local. Un "fossé" culturel sépare à présent ceux qui sont restés de ceux qui sont partis depuis plus de 20 ans.

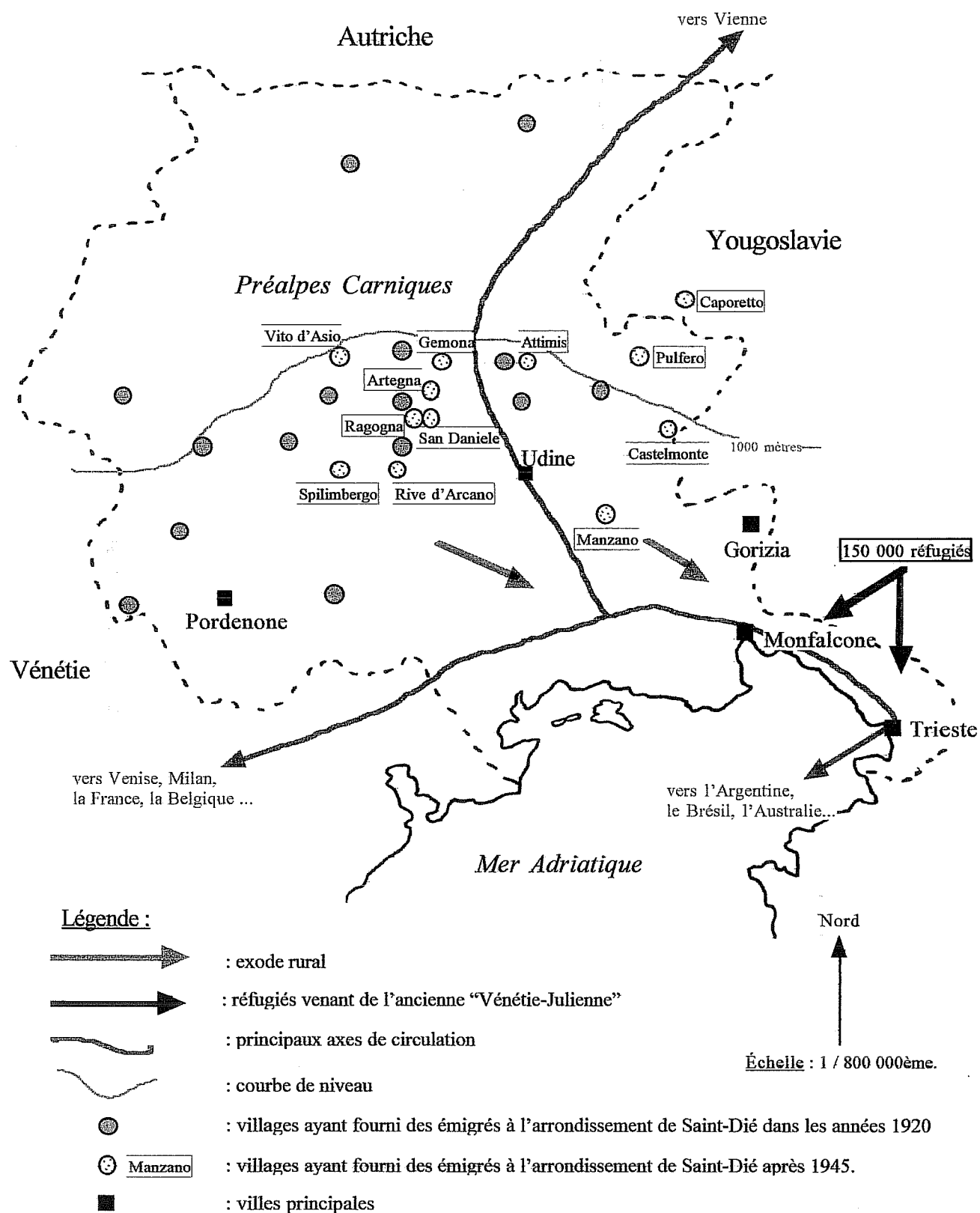
3 - Le Frioul, ruiné et surpeuplé.

Seule zone d'émigration importante située au nord du Pô, le Frioul fournit dans l'immédiat après-guerre plusieurs dizaines d'ouvriers à l'arrondissement de Saint-Dié. Presque tous sont originaires de villages situés dans les collines, au pied des Préalpes Carniques. Après 1945, les provinces de Gorizia et Udine souffrent en effet d'une grave crise, directement liée à une situation politique et diplomatique particulière. La région n'a été libérée que très tardivement de l'occupation allemande : alors que l'armée yougoslave s'emparait de l'Istrie et de Trieste à la fin de 1944, des groupes de partisans harcelaient la *Wehrmacht* en retraite qui, en guise de riposte, incendiait les maisons et fusillait des otages. A la Libération, le Frioul est ruiné et surpeuplé, du fait de l'exode de 150 000 Italiens de l'ancienne Vénétie-Julienne. Dans les années qui suivent, il est à l'origine d'intenses discussions et de vives tensions entre les gouvernements italien et yougoslave : en 1947, le traité de paix signé à Paris cède à la Yougoslavie les anciennes provinces de Pola et Fiume, ainsi qu'une partie de celle de Gorizia. Trieste, qui a perdu son arrière pays, devient une ville libre occupée par les Alliés sous contrôle de l'O.N.U. En 1954, l'accord de Londres clarifie enfin la situation : Trieste et son territoire sont définitivement rattachés à l'Italie ; l'Istrie reste yougoslave.

Les réfugiés dalmates et istriens s'installent à la périphérie des villes où l'on est obligé de construire de nouveaux quartiers. Rapidement, ils viennent alimenter un courant d'émigration qui conduit plusieurs milliers de familles au Canada, au Venezuela ou en Australie. De plus, la crise de l'agriculture traditionnelle, dans la zone des montagnes et des collines situées plus au nord, accentuée par les destructions de la guerre, provoque un mouvement d'exode rural important vers Trieste, Gorizia, Udine ou Monfalcone : or, ces agglomérations sont bien incapables d'accueillir les nouveaux venus et de leur offrir un emploi. Elles restent peu industrialisées et la situation politique incertaine décourage les investisseurs. C'est donc vers l'étranger que ces fils de paysans partent - en France pour la plupart ou dans les pays d'outre-mer -, mais aussi dans les zones les plus dynamiques de la péninsule, en Lombardie ou au Piémont. Ils n'ont guère de peine à trouver du travail : maçons, ouvriers, carreleurs et mosaïstes bénéficient en effet d'une excellente réputation. Si

⁷ CANDOTTI (Giulio), *Torcegno, ieri e oggi*, pages 660-669.

L'émigration au Frioul après 1945 :



la main-d'œuvre du Midi est constamment dénigrée, les Friouliens sont au contraire très recherchés pour leur sérieux, leur compétence et leur robustesse supposés. En 1954, la seule émigration temporaire touche 4 % des habitants du Frioul, 10 % dans la région des collines où les densités de population dépassent les 300 habitants par kilomètre carré. Le nombre total des émigrés représente 13 % des natifs de la région. Inversement, 18 % de ses résidents n'y sont pas nés : ce sont pour la plupart des réfugiés installés à Trieste⁸.

Les immigrés du Frioul arrivent dans les Vosges à la fin des années 1940 : ils font venir par la suite femmes et enfants et s'installent le plus souvent définitivement dans les Vosges. Ils sont issus de villages ravagés jouxtant la nouvelle frontière avec la Yougoslavie, Attimis, Gemona, Ragogna ou San-Daniele. Certains sont nés et ont passé leur enfance dans des communes frontalières devenues yougoslaves : membres de réseaux de résistance pendant les hostilités, ils ont ensuite été obligés de partir pour s'installer en Italie. Ces réfugiés, chassés de leur terre par la guerre et les traités, ont préféré émigrer en France : en Déodat, ils sont manœuvres dans les carrières de *trapp* de Raon-l'Étape, maçons ou ouvriers d'usine dans la vallée du Rabodeau ou à Saint-Dié⁹.

II - Partir vers le “Nord”.

A - Le Sud sous-développé.

1 - Vers 1950, surpopulation et faible niveau de vie.

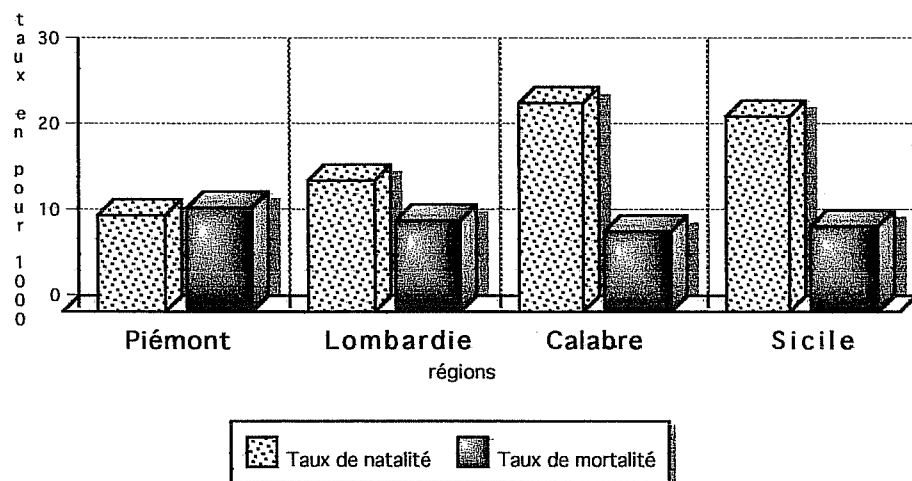
Pendant près d'une décennie, de 1945 à 1955, le Midi reste largement sous-développé : le revenu par habitant stagne et est inférieur de moitié à celui du Nord¹⁰. 55 % des actifs travaillent toujours dans l'agriculture et 13 000 gros propriétaires contrôlent 4 millions et demi d'hectares. Ces grandes exploitations n'ont guère évolué depuis un siècle : on y pratique toujours la céréaliculture extensive et la transhumance des moutons. A l'opposé, 4 millions de petits propriétaires se partagent un million d'hectares : pendant les périodes de chômage, ils doivent travailler comme *braccianti* et louent leurs bras quelques dizaines de jours par an. Plus de 60 % des maisons n'ont pas l'eau potable, 20 à 30 % des habitants sont illettrés, les chômeurs et ouvriers sous-occupés se comptent par centaines de milliers. Les routes ne sont en réalité que de simples pistes en terre battue parcourues par les ânes ou les mules. Les Méridionaux, qui représentent plus d'un tiers de la population italienne, ne produisent que 20 % du revenu national et les industries sont installées au

⁸ VALUSSI (Giorgio), a cura di, *Le regioni d'Italia (tome 5) : Friuli-Venezia Giulia*, Torino, 1961, 519 p.

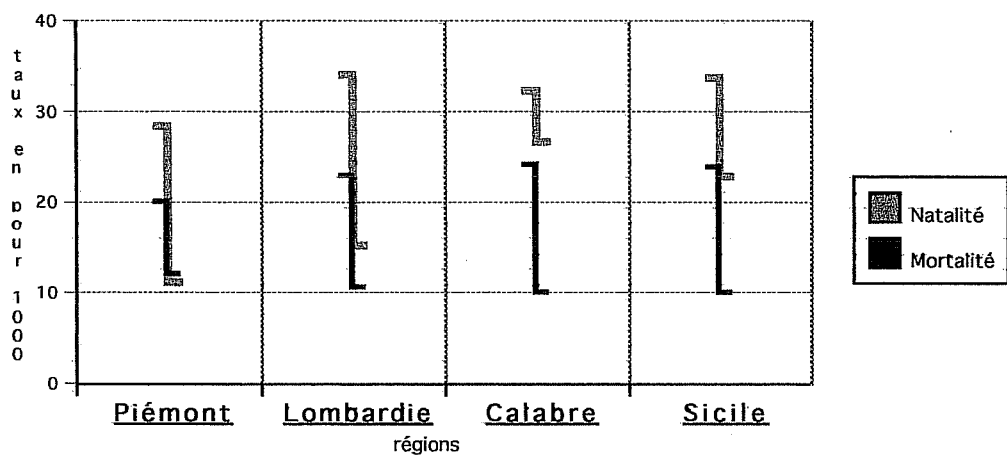
⁹ Entretien avec Albina Cois, native de Gemona au Frioul (octobre 2000).

¹⁰ Le *Mezzogiorno* se situe grossièrement au sud d'une ligne reliant Rome à Ascoli ; pour ses habitants, émigrer vers le “Nord”, signifie partir vers la Lombardie ou le Piémont, mais aussi la Suisse, la France et l'Allemagne Fédérale.

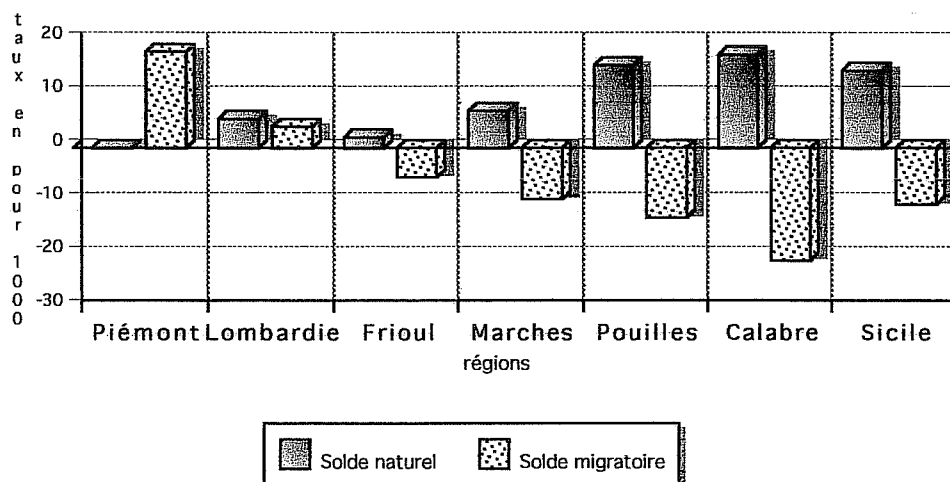
Taux de natalité et de mortalité de 4 régions italiennes en 1950-1952 :



Évolution des taux de natalité et de mortalité pour quatre régions entre 1900 et 1950 :



Soldes naturel et migratoire de quelques régions italiennes en 1960 :



Nord pour 90 %. Les villes, comme Naples et Palerme, sont surpeuplées : la misère, le choléra, la malaria, la malnutrition font des ravages dans les quartiers les plus pauvres.

Si le taux de mortalité a chuté depuis le début du siècle, le taux de natalité reste souvent supérieur à 25 pour mille : l'excédent naturel élevé, dépassant les 15 pour mille, ne fait qu'accroître la pauvreté, le chômage et la sous-occupation. A partir de 1950, le Midi devient le "réservoir" à main-d'œuvre des villes industrielles de Lombardie, du Piémont et de l'agglomération romaine. Les migrations internes prennent une proportion considérable : en cinq ans, plus de 4 millions de Méridionaux partent travailler dans le Nord où ils deviennent de véritables "sous-prolétaires". Malgré le recul de la natalité dans les années 1950 et l'importance des flux migratoires, le chômage ne faiblit pas. Les causes du retard sont en effet nombreuses.

2 - Des facteurs naturels et historiques très défavorables.

Le Midi semble être la cible privilégiée des excès de la nature et des accidents climatiques : la longue sécheresse estivale, la grande irrégularité des pluies concentrées d'octobre à avril provoquent une très forte érosion sur les montagnes. De plus, les plaines littorales, marécageuses et paludiques, ont été abandonnées au profit des collines de l'arrière-pays, qui restent constamment sous la menace des coulées de boue et des tremblements de terre.

L'histoire n'a également guère favorisé le *Mezzogiorno* : éloigné des marchés de l'Europe du nord-ouest, dépourvu de matières premières, il n'a pas profité des révolutions industrielles du XIX^{ème} siècle. Lors du *Risorgimento*, en 1861, il est déjà très en retard sur le Nord : *baroni* et bourgeois, qui possèdent d'immenses domaines, imposent aux paysans de lourdes rentes foncières. Les villes, parasitaires et dépourvues d'industries modernes, n'ont aucun effet dynamisant sur les campagnes. Les nouveaux maîtres piémontais de l'Italie ne tardent pas à appliquer une véritable politique coloniale, imposant au Sud leur monnaie, leurs taxes, leurs lois, ruinant par là-même un artisanat local concurrencé par les produits du Nord. Les révoltes de paysans sont réprimées dans le sang et assimilées au banditisme traditionnel. Au début du XX^{ème} siècle, l'émigration des plus jeunes vers les États-Unis et l'Argentine est une autre conséquence du malaise social : le Sud conserve une société pétrifiée et arriérée. Ni l'Église, très conservatrice, ni l'État, trop laxiste, ni les élites locales, totalement indifférentes, n'ont la volonté de changer la triste réalité. Le fossé entre les "deux Italie" s'est encore creusé pendant la période fasciste : si la propagande du *Duce* chante les succès de la "bataille du blé", si quelques marais ont été asséchés, le Midi conserve ses structures archaïques. Le régime reste pourtant populaire auprès de la petite bourgeoisie urbaine, lui offrant des emplois dans l'administration ou dans l'empire colonial africain. N'ayant pas souffert des exactions allemandes pendant la guerre, le *Mezzogiorno* bénéficie, de 1943 à 1945, de la présence de l'armée américaine : libérées de la concurrence des produits du Nord, de petites entreprises voient le jour,

dans l'alimentation et le textile particulièrement. Les "G.I.'s" - et parmi eux beaucoup d'Italo-Américains - apportent l'abondance et la modernité du "Nouveau Monde" : ils dépensent sans compter les billets qu'ils ont eux-mêmes imprimés, les *Amlire*.

Après 1945, et pour la première fois, le gouvernement de Rome semble se préoccuper du Midi : alors que la guerre froide commence, l'Italie s'est rangée dans le camp occidental et a bénéficié de l'aide américaine. Il s'agit alors d'enrayer la progression du parti communiste qui pourrait trouver de nombreux partisans parmi les chômeurs et les paysans pauvres. Afin de se libérer du "fardeau" de la surpopulation et du chômage, les Démocrates-Chrétiens ouvrent les frontières et favorisent l'émigration. Ils entendent également modifier en profondeur les infrastructures économiques du Sud : cette lourde tâche est confiée à la *Cassa del Mezzogiorno* en 1950. Pendant 15 ans, les trois quarts de ses crédits sont consacrés à l'agriculture : la *Cassa* tente de redistribuer les terres en démantelant les *latifundia*, de reboiser, d'assécher les marais, d'irriguer les champs, d'apporter l'eau courante aux habitants. L'industrie est totalement délaissée, et les petites sociétés nées dans les années 1940 ont rapidement fait faillite. Le bilan de cette nouvelle politique est plus que mitigé et la réforme agraire enregistre de gros échecs : les nouvelles exploitations sont beaucoup trop petites - 3 à 4 hectares seulement - pour faire vivre une famille ; les *braccianti* ont perdu leurs rares emplois et doivent émigrer. L'agriculture de montagne entre également en crise, et les petits propriétaires "descendent" vers des plaines littorales bien que les emplois industriels y soient inexistants. La *Cassa* n'a ni résolu les problèmes du Sud, ni enrayer les départs vers le Nord, bien au contraire¹¹. L'émigration n'a pourtant pas que des causes économiques et sociales : une fois encore, le facteur psychologique intervient.

B - Un "Nord" idéalisé.

1 - La Loi, ou la description d'une société pétrifiée.

L' "Italie nouvelle" intéresse au plus haut point écrivains, journalistes ou cinéastes du néo-réalisme qui ne manquent pas, après 1945, de saisir sur papier ou pellicule les mutations rapides et profondes qui bouleversent son économie et sa société. Alors qu'un monde agonise - celui des campagnes du Midi au mode de vie quasi-autarcique -, un autre est en train de naître dans les années 1950, celui des grandes métropoles industrielles qui recueillent tous les fruits de la croissance et qui symbolisent progrès et modernité. Avant que coutumes traditionnelles et dialectes ne disparaissent à jamais, engloutis par une culture uniforme diffusée par les journaux du Nord ou par la R.A.I.¹², la nécessité de les étudier, afin de les conserver dans les musées et bibliothèques, apparaît comme une

¹¹ DALMASSO (Étienne), GABERT (Pierre), *L'Italie*, pages 199-204.

¹² Radiotelevisione Italiana : organisme public fondé à la fin des années 1950.

urgence. Si le *Mezzogiorno* devient l'objet de toutes les attentions des intellectuels, ethnologues, agronomes et universitaires, il est également de plus en plus dénigré par les visiteurs étrangers, mais surtout par les Italiens eux-mêmes.

A la même époque, en France, Roger Vaillant décrit magnifiquement une petite ville des Pouilles, dans son roman, *La loi*. Après avoir appris avec stupéfaction les crimes de Staline dénoncés lors du XXème Congrès, ce communiste convaincu s'exile pendant quatre mois dans le Midi italien pendant l'été 1956, afin de se remettre de ce qui a été pour lui un choc presque physique : c'est là qu'il en rapporte le matériau du roman, qui, publié l'année suivante, recevra le Prix Goncourt¹³. Certes, l'intrigue et les personnages sont fictifs, mais *La loi* est une remarquable peinture sociale qui montre avec précisions les mutations que subit le Sud au début des années 1950. Situé sur le littoral adriatique dans la province de Foggia, Porto-Manacore commence à peine à s'ouvrir sur l'extérieur. La société locale reste très hiérarchisée et figée : deux grands propriétaires terriens possèdent des milliers d'hectares convertis en oliveraies, vergers d'agrumes ou laissés en friches. Dans la vieille ville, les professions libérales - avocats, médecins, commerçants - représentent la bonne société et les notables. A la base, une masse de pauvres pêcheurs, métayers ou journaliers - les *braccianti* -, tentent de survivre en travaillant pour le compte des possédants. Les chômeurs se rassemblent sur la place centrale, en face de la prison, et attendent qu'un régisseur veuille bien les engager pour quelques jours : *“Les désoccupés sont à leur poste tout autour de la Grande Place, debout, le long des murs, les bras au corps, immobiles, muets. Ils écoutent chanter les prisonniers mais ne chantent pas (...). Depuis le temps qu'ils sont debout contre les murs, ils ont désappris de bouger la tête. Leur prunelle se meut lentement dans l'orbite de l'œil, à la manière des méduses qui paraissent immobiles entre deux eaux mais accomplissent de longs parcours, et rien n'échappe à leur regard”*¹⁴. A Porto-Manacore, nulle industrie pour absorber l'excédent démographique : la cité garde des structures économiques archaïques basées sur les ressources de la mer, les produits de l'agriculture et de l'élevage caprin. Nulle trace apparente de modernité non plus : pas de voitures, ni de tracteurs, pas de bateau de pêche à moteur, tout juste quelques motocyclettes *Lambretta*. Le paludisme, favorisé par la proximité des marais, continue à faire des ravages, comme par le passé : sous le soleil de plomb de l'été, la population semble accepter son sort avec résignation.

Cette société apparemment pétrifiée et archaïque, est pourtant en train d'évoluer : les signes d'une ouverture vers l'extérieur sont réels. Le “Nord” et sa modernité font en effet brusquement irruption sur le littoral adriatique au début des années 1950. A Porto-Manacore, un agronome milanais tente de créer une bergerie modèle en améliorant génétiquement les rendements laitiers. En tout point, il apparaît aux yeux des Manacoréens comme un être étrange, venu d'un autre monde :

¹³ Dictionnaire des œuvres littéraires, Paris, Bordas, 1994 : article *La loi*, pages 1138 - 1139.

¹⁴ VAILLAND (Roger), *La loi*, Éditions Gallimard, 1957, 311 pages, pages 7, 31.

“L’agronome est un homme du Nord, blond au front bombé, un Lombard aux joues roses”, écrit Roger Vaillant¹⁵. Ses méthodes scientifiques, ses discours rationnels attirent tantôt l’incrédulité, tantôt les moqueries. Nul ne s’intéresse vraiment à son travail, ni les grands propriétaires, les “*don*”, ni la bourgeoisie locale, les “*signori*”.

A l’opposé, les touristes apportent objets, idées, modes nouvelles : la plupart sont des Romains qui ont de la famille sur place, quelques-uns sont Allemands ou Suisses. La plage est divisée en trois parties et reflète bien les divisions de la société locale : à côté des filets des pêcheurs, les femmes des *braccianti* se baignent rarement et accompagnent leurs enfants tandis que leurs maris travaillent dans les champs ou attendent sur la place centrale. Au centre, les notables disposent de cabines et de chaises longues : certaines de leurs épouses aux idées “avancées”, bronzent en maillot de bain et se baignent, sous les regards sévères et inquisiteurs de la frange la plus conservatrice. Les estivants romains se concentrent, quant à eux, sur une zone annexe, isolée des deux autres. Ces trois “mondes” coexistent sans se fréquenter. La richesse du “Nord” est pourtant bien visible : étrangers et Italiens en viennent rapidement, un soir de bal, à parler “automobile” et “mécanique”. *“Deux touristes allemands avaient laissé leur voiture, une Volkswagen immatriculée en Bavière, à l’entrée de la rue neuve qui descend en lacets sur la plage(...). Ils avaient lié conversation avec le fils du pharmacien ; ils lui décrivaient le moteur de la future Mercedes ; l’un d’eux faisait un croquis de la turbine ; ensuite, il invitera le garçon à faire une promenade en Volkswagen”*¹⁶.

Les émigrés rentrés au pays sont peu nombreux mais se différencient nettement de la population locale : entre les *braccianti* et les notables, ils forment un groupe particulier, non par leur niveau de vie, mais plutôt par leur état d’esprit de “nouveau riche”. Ils sont les seuls à avoir quitté puis à avoir réintégré la société “bloquée” de Porto-Manacore. On ne les appelle ni par leur prénom, ni par le titre de “signor” auquel ils n’ont pas droit, mais “l’Américain” ou “l’Australien” : *“L’Américain, ancien émigrant au Guatemala revenu finir ses jours au pays, avait acheté une petite oliveraie. (...) Son avarice était aussi notoire que le mauvais état de son oliveraie. Ceci était sans doute la cause de cela. L’Américain était rentré glorieux du Guatemala, il parlait des vergers miraculeux de l’United Fruit dont il avait régi une exploitation. Il avait oublié les habitudes cauteleuses du Sud ; les marchands de biens lui avaient vendu très cher des oliviers qui ne rapportaient plus ; il en était resté fielleux”*. L’“Australien” est moins fortuné : *“Ancien émigrant aussi, il fait le transport des fruits et du poisson sur sa camionnette”*¹⁷.

Technicien lombard, touristes allemands, anciens émigrés, tous contribuent par leur présence et leurs discours à accréditer l’idée que la vie est plus facile ailleurs. Pour une partie importante de la population, “étranger” devient synonyme de mieux-vivre. Cette prise de conscience, ce refus d’accepter la misère ou l’ennui d’un quotidien morne et sans réelles perspectives d’avenir, sont des

¹⁵ VAILLAND (Roger), *La loi*, page 304.

¹⁶ VAILLAND (Roger), *La loi*, pages 97, 100.

¹⁷ VAILLAND (Roger), *La loi*, pages 43, 48.

idées partagées non seulement par les plus pauvres mais aussi par les notables : pour un fonctionnaire du Sud, la mutation vers une ville du Nord est considérée comme le couronnement d'une carrière. Le *Mezzogiorno* s'attire ainsi et de plus en plus les critiques acerbes de ses enfants : au contact des "Nordistes", mais aussi grâce aux journaux, magazines, actualités cinématographiques et produits de consommation visibles dans les vitrines des magasins, les jeunes n'hésitent plus à dénigrer leur région natale. *"Ici, tout le monde est le flic de tout le monde"*, déclare avec amertume le commissaire du roman. *Les autres font par plaisir ce que je fais par métier*". Partir pour goûter aux bonheurs de la société de consommation, pour s'élever dans la hiérarchie sociale, pour s'"évader" d'une société "étouffante" et être plus libre, est devenu le souhait le plus cher d'un nombre toujours plus important de jeunes gens, généralement les plus entreprenants. Pour eux, le "Nord" représente un espace abstrait et idéalisé qui regroupe indistinctement, Lombardie, Piémont, Suisse, France et Allemagne. Le mot est facilement associé à "progrès", "émancipation individuelle" - en particulier pour les femmes -, et synonyme d'"avenir".

A Porto-Manacore, *"le maçon"* représente le type même de l'homme qui veut échapper à la vie misérable qu'ont eue ses ancêtres. Pour lui, l'après-guerre marque le début d'une ère nouvelle qui verra le renversement de *"l'édifice"* ancien et son remplacement par un autre, plus juste. Chômeur, il a occupé en 1949, des terres laissées en friches : il est alors le meneur du mouvement et adhère au parti communiste. Condamné, il est ensuite amnistié. Il sait lire et écrire, dispose d'une certaine culture et devient rapidement la "bête noire" des autorités. Il a trouvé du travail en France, mais le commissaire refuse de lui délivrer un passeport tant qu'il n'a pas déchiré sa carte du Parti devant lui. Roger Vaillant décrit ainsi le jeune maçon : *"L'homme entra, grand et fort, pantalon de toile, semelle de corde, la chemise effrangée au col et aux poignets. (...)"*

- *Il y aura dans une semaine deux ans, j'ai fait la demande d'un passeport pour la France, avec toutes les pièces à l'appui, y compris le certificat de mon employeur à l'étranger*". Connaissant parfaitement la loi et la Constitution italienne, il obtient à force d'"entêtement" le précieux document. En France, il ne peut finalement trouver de travail qu'à la mine : il y meurt un an après son arrivée, tué dans une explosion¹⁸.

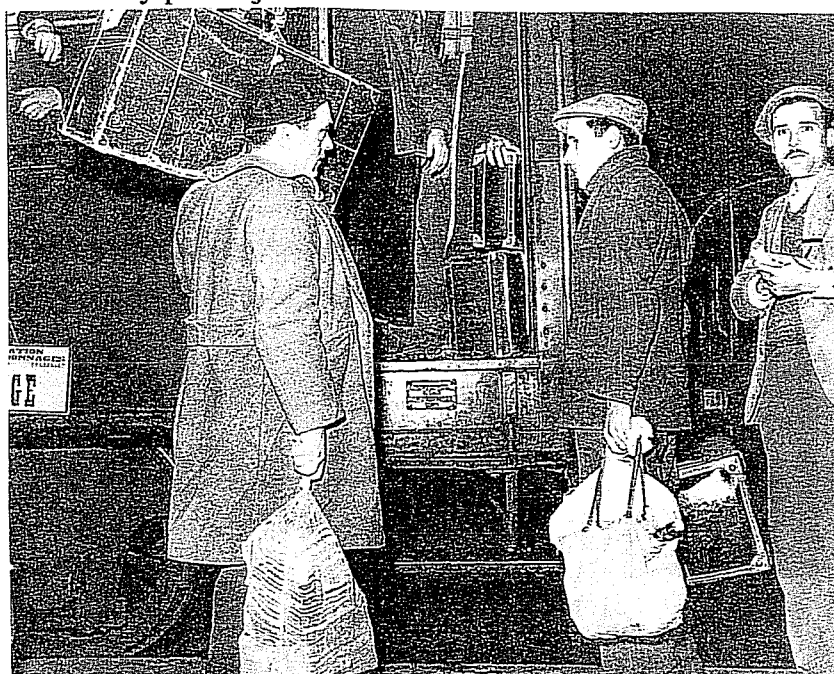
2 - Modugno et Coppi, "modèles" de réussite.

Le "Nord" renforce encore son pouvoir d'attraction grâce aux médias - actualités filmées, journaux et magazines, radios et bientôt télévisions - qui couvrent et diffusent tous les événements politiques et surtout sportifs de l'Italie "renaissante". Désormais, même dans les villages les plus reculés de la péninsule, plus personne n'est à l'abri des goûts et des modes importés de Milan, Turin ou Rome. L'uniformisation culturelle tend à imposer une langue unique - le toscan parlé par les élites -, mais aussi de nouvelles pratiques culturelles et un mode de vie bourgeois directement

¹⁸ VAILLAND (Roger), *La loi*, pages 39, 200, 304.



Partir vers le Nord : valise en carton grossièrement renforcée avec de la ficelle, manteau de grosse toile, béret sur la tête, les *Sudisti* détonnent par leur aspect frustre dans le Milan des années 1950 qui ne jure plus que par le progrès. Beaucoup prennent le train dans la capitale lombarde, comme ces mineurs partant pour la Belgique ; quelques dizaines suivent le même chemin, mais s'arrêtent à Nancy pour rejoindre Saint-Dié.



inspiré de la société de consommation américaine. Le récit des exploits des champions, des “stars” de la musique ou du cinéma, conforte le décalage entre les “deux Italie” et contribue à faire naître une perception très manichéenne : alors que l’innovation, le progrès et la modernité sont au “Nord”, le Midi est resté un mode clos, archaïque, “plombé” par des siècles d’inertie et de conservatisme. Celui qui veut “faire carrière” doit impérativement quitter le *Mezzogiorno* où tout esprit d’initiative est considéré comme suspect et immédiatement étouffé, pour s’installer ailleurs, dans un “pays” différent où son mérite personnel et son travail seront enfin reconnus à leur juste valeur.

En 1958, année de la mort de Pie XII, Domenico Modugno, venu tout droit de ses Pouilles natales, acquiert une immense popularité dans toute la péninsule : “*Volare*”, sa chanson, est diffusée sur toutes les radios, récompensée au festival de San-Remo et vendue à 800 000 exemplaires. Le jeune homme gagne la même année le concours de l’Eurovision et est un précurseur. “*Volare*” est chantée ou fredonnée dans tout le pays : elle devient le symbole de la renaissance de la chanson italienne. Son auteur est un enfant du Midi ayant quitté sa terre natale.

La renommée de Fausto Copi est infiniment plus grande : lui aussi incarne la volonté farouche de s’extraire de la misère. Sa vie privée, ses exploits sportifs sont couverts et même mis en scène par les médias de 1945 jusqu’à sa mort en 1960. Né à Castellania, petit village du Piémont, dans une famille de pauvres paysans, Fausto Copi, jeune coureur au talent prometteur, est mobilisé en 1940 : refusant une dispense, il combat en Afrique et est fait prisonnier par les Anglais. Après trois années de captivité, il reprend la compétition et s’impose rapidement par ses qualités de “rouleur” mais aussi de “grimpeur”. Le Tour d’Italie - ou *Giro* - est devenu le symbole d’une Italie “nouvelle” qui a définitivement tourné la page sombre et humiliante du fascisme et de la guerre.

En 1949, le *Giro* part de Palerme : plus qu’une simple course cycliste, il est la vitrine du “Nord”. En traversant la Sicile, la confrontation des “deux mondes” est alors évidente : alors que les ouvriers agricoles occupent les terres des grands propriétaires et se heurtent violemment aux forces de l’ordre, on distribue aux spectateurs prospectus, dépliants publicitaires et journaux depuis la caravane. Les coureurs aux maillots recouverts de publicité - Motta, Legnano, Bianchi - et suivis par leurs directeurs sportifs conduisant “Fiat” ou “Vespa”, apportent avec eux modernité et esprit d’initiative. Copi remporte la compétition, puis s’impose dans le Tour de France quelques semaines plus tard. Il devient “*Il Campionissimo*”. La presse s’empare de sa vie privée, l’oppose à Gino Bartali - le “vieux” toscan catholique pratiquant -, et fait de lui un héros adulé dont la moindre courbature inquiète tout le pays. La séparation du champion et de son épouse, sa liaison avec la “*Dame Blanche*”, la naissance du petit Faustino font les premières pages des magazines. Fausto Copi fait vendre : il est filmé dans l’ascension des cols alpins, est présent dans les journaux, à la radio, au cinéma mais aussi dans les boutiques grâce à une marque de rasoir qui porte son nom. Sa mort prématurée en janvier 1960 et ses obsèques à Castellania, sont perçues comme une catastrophe nationale. Le “*Campionissimo*” a personnifié par son courage et son intelligence une Italie moderne,

forte de ses succès sportifs et de sa prospérité économique¹⁹.

En imposant des modèles de réussite sociale, cette médiatisation croissante ne fait que renforcer l'acculturation des populations du Midi aux normes et modes de pensées venues du "Nord" : associée au profond malaise social qui frappe alors le Sud, elle contribue à accélérer les flux migratoires. Bien des jeunes Siciliens au chômage n'hésitent plus alors à dénigrer leur île et à prendre le bateau pour Reggio d'où ils partiront vers Milan ou Turin. Comme par le passé, le facteur psychologique est fondamental pour expliquer les départs de plusieurs millions de Méridionaux dans les années 1950.

III - Deux nouvelles régions d'émigration : le *Regino* et le *Chietino*.

A - A l'ombre de l'Aspromonte, le *Regino*.

1 - La Calabre déshéritée.

Après 1945, la province de Reggio-di-Calabria devient une nouvelle région de départ pour la France : les Calabrais qui arrivent à Saint-Dié en sont presque tous originaires. Ces maçons et ouvriers d'usine viennent de gros bourgs surpeuplés, accrochés aux pentes du massif de l'Aspromonte qui culmine à près de 2000 mètres. La Calabre est l'une des régions italiennes les plus déshéritées et les marques du sous-développement sont bien visibles. Le constat que fait Guido Piovene est accablant : *"Ce sont des populations sous-alimentées, privées de viande, mangeant même peu de pâtes ; beaucoup ne prennent même pas leur repas assis à table, mais restent debout ou assis n'importe où, entourés d'une nuée d'enfants"*. Le journaliste "vénitien" est frappé par la grande jeunesse des habitants : *"Dès qu'arrive une auto, des troupes d'enfants débouchent de partout, font la haie, et, quand le nouveau venu a mis pied à terre, le suivent pas à pas, formant au bout de peu de temps un véritable cortège"*²⁰.

La Calabre semble cumuler tous les maux dont souffre le Midi : à un été sec et très chaud, succède la violence des pluies de l'automne, qui, en l'absence de digues et de barrages, emportent les terres fertiles vers la mer. Le déboisement des montagnes ne fait qu'accélérer le phénomène et de vastes étendues deviennent impropres à toute culture. *"Le magnifique manteau de forêt, dont il ne reste aujourd'hui que peu de choses, fut en grande partie détruit par une population pauvre qui cherchait des terrains de pâturage ou de semailles, ou encore un gain immédiat permettant de vivre,*

¹⁹ JAMEUX (Dominique), ROSÉ (Jean-Christophe), Fausto Copi, une Histoire d'Italie, La Sept, T.S.I., Istituto Luce, 1996 (film documentaire).

²⁰ PIOVENE (Guido), Voyage en Italie, pages 483, 490.

écrit Guido Piovene. *Le plus grave coup lui fut porté par les troupes d'occupation. Durant les périodes de crue, les torrents descendant à la mer détruisent la roche sans défense et l'entraînent avec eux. Les bonifications entreprises sur les plaines côtières sans avoir organisé la montagne ont été, de ce fait, précaires et les travaux en grande partie balayés*²¹.

La croissance démographique a créé un morcellement croissant de la propriété et une surpopulation insupportable. Le nombre de journaliers ne cesse d'augmenter et leurs conditions de vie empirent : selon une enquête de septembre 1953, chaque famille calabraise - soit 4 à 5 personnes - ne dispose en moyenne que de deux pièces pour vivre. Les *braccianti* habitent avec femme et enfants dans une sorte de petit cube en contre-bas, éclairé par la porte. Le mobilier se compose d'une commode, de vieilles chaises, d'un grand lit capable d'accueillir une partie des occupants. Chaque soir, quelques animaux domestiques - volailles, moutons, chèvres - viennent se réfugier dans cette pièce humide et malodorante. Dans toute l'Italie, les Calabrais sont les plus faibles consommateurs de viande, sucre, vin et paires de chaussures : les trois-quarts des familles vivent de la sorte, très mal ou difficilement. Dans le *Regino*, quelques chômeurs racontent leur vie quotidienne : l'hiver, ils s'installent dans la montagne et se contentent d'herbes sauvages à midi et de châtaignes grillées le soir. Ils mangent des pâtes une fois par semaine, de la viande deux ou trois fois l'an. Les œufs ne sont pas consommés et servent à l'achat du pain.

2 - Conservatisme et éléments d'ouverture.

A cette misère matérielle s'ajoute une misère intellectuelle : le taux d'analphabétisme - 32 % après-guerre - est l'un des plus élevés du pays. Seuls 5 % des habitants écoutent la radio - contre 18 % en Lombardie - et les pourcentages sont encore beaucoup plus faibles pour la lecture des journaux. Les Calabrais ont pourtant une culture orale et traditionnelle qui s'exprime à travers leurs proverbes, chants et poèmes épiques, transmis en de nombreux dialectes variant d'une contrée à l'autre. L'humanisme, le scientisme et le rationalisme livresques du Nord sont totalement absents et souvent considérés comme indésirables pour une grande partie des habitants qui vivent repliés sur eux-mêmes : l'étranger - ingénieur ou instituteur - est d'abord vu comme un élément de trouble que l'on ne fréquente pas et que l'on redoute. Comme dans tout le Midi, le *Risorgimento* a été un véritable traumatisme et la répression du "banditisme" calabrais par les troupes piémontaises dans les années 1870 fut des plus féroces : du Nord ne peuvent venir que des soudards, des collecteurs d'impôts, des lettrés imbus de la supériorité de leur langue et de leur culture. Pour bien des Calabrais, l'Italie ne commence véritablement qu'à Rome et la conscience nationale reste bien faible en 1945.

La chute du fascisme, l'occupation anglo-américaine et les premières années de la République ont néanmoins profondément modifié le cadre de vie et l'état d'esprit des habitants : depuis 1943, la

²¹ PIOVENE (Guido), *Voyage en Italie*, page 480.

Calabre vit une période de transition avec l'irruption d'un monde différent, "importé" d'outre-atlantique et du Nord de la péninsule. Plusieurs objets et phénomènes symbolisent cette mutation en cours : l'automobile, le fourneau à "*pibigas*" - équivalent italien du butagaz -, le cinéma, le tourisme, le suffrage universel et les grands partis politiques organisés, la radio, les journaux à fort tirage, et, à la fin des années 1950, la télévision et les grands magasins U.P.I.M. Grâce à ses puissants facteurs d'assimilation et d'acculturation, la région commence à s'ouvrir au reste du pays. L'Unité italienne ne se termine réellement que dans la deuxième moitié du XXème siècle. Pourtant, ces changements ne touchent en premier lieu que les villes : dans les gros villages des collines, la culture traditionnelle reste vivace et l'isolement très fort²².

3 - Petits propriétaires et *braccianti*.

Les bourgs de l'arrière-pays sont, depuis le début du siècle, le principal "réservoir" de l'émigration calabraise : dans le *Regino*, l'étroite plaine littorale concentre les cultures d'agrumes, les villes avec leurs marchés et boutiques ainsi que les axes de communication, routes et chemin de fer. Pour rejoindre les collines, il faut emprunter des chemins poussiéreux et défoncés. Les bourgs peuvent abriter de 5000 à 20 000 habitants qui vivent essentiellement de l'agriculture : la grande majorité sont des ouvriers agricoles, en chômage les deux-tiers de l'année, de petits fermiers propriétaires de minuscules lopins. Quand ils trouvent de l'ouvrage, ils peuvent parcourir plusieurs dizaines de kilomètres sur des sentiers pour rejoindre hameaux et champs. La précarité des conditions de vie et des moyens de communication ont isolé géographiquement et culturellement ces agglomérations les unes des autres. Les *braccianti* recrutés chaque matin sur la place centrale par un grand propriétaire ne gagnent guère plus de 600 lires par jour, mais ils sont le plus souvent payés en nature : en Calabre, l'argent circule peu, et est d'abord destiné à être thésaurisé. La notion de salaire fixé à l'avance, écrit dans un contrat et versé mensuellement à l'ouvrier, est totalement inconnue dans les campagnes. Le produit du travail est l'objet d'un constant marchandage oral, dans lequel l'employeur a le plus souvent le dernier mot. Après les luttes syndicales et les occupations de terres de 1949, le sort des *braccianti* s'est amélioré grâce aux conventions de 1950 et 1951 : néanmoins, elles sont peu respectées et le travail reste toujours insuffisant.

La croissance démographique très forte de l'après-guerre, provoquée par la chute du taux de mortalité et la réduction de l'émigration vers les États-Unis, s'est produite dans un environnement agricole qui présentait déjà de très graves faiblesses. Elle ne s'est pas accompagnée d'un développement de l'industrie, bien au contraire. Ce sont donc les activités tertiaires des villes - essentiellement les petits métiers - qui en ont bénéficié : entre 1936 et 1951, Reggio, Cosenza et Catanzaro ont vu leur population croître de 20 à 40 %. Mais ces agglomérations n'ont pu absorber entièrement l'excédent démographique : dans les campagnes, la propriété s'est fractionnée et le

²² MEYRIAT (Jean) (sous la direction de), *La Calabre*, Paris, A. Colin, 1960, 324 p., pages 192-200.

niveau de vie déjà très bas, a encore baissé. Comme par le passé, les journaliers veulent échapper à leur condition en saisissant chaque opportunité : régisseur d'un grand propriétaire ou simple cantonnier, on recherche d'abord la protection de plus puissant que soi par le jeu des connaissances et des recommandations.

Le travail industriel et l'émigration représentent ainsi une rupture fondamentale avec un milieu très dur mais familial. Ceux qui partent ne sont pas toujours les plus misérables, mais ceux qui ont pris conscience de l'archaïsme de la société dans laquelle ils vivaient, ceux qui ont décidé de s'extraire volontairement d'une région qu'ils commencent parfois à haïr.

4 - Impuissance de l'État, inertie des villes.

L'action de la *Cassa del Mezzogiorno* s'est révélée souvent inefficace et très sélective : les travaux de bonification ont été réalisés sans études préalables suffisantes, ni coordination. Les pouvoirs publics concentrent leurs efforts sur le nord et l'est de la Calabre, dans le massif de la Sila et la province de Cosenza principalement. En 1947 est créée l'O.V.S., *Opera per la Valorizzazione della Sila* : avec l'aide de la *Cassa*, elle doit démembrer certaines *latifundia*, distribuer des terres aux journaliers, reboiser les zones montagneuses, aménager les vallées, créer des routes, des barrages, des réseaux d'irrigation. L'O.V.S. a distribué plus de 80 000 hectares de terres à 25 000 familles, chacune disposant de 25 hectares²³. Cosenza a pleinement profité de cette récente modernisation des techniques agricoles. Guido Piovene n'hésite pas à la comparer à une "ville champignon" nord-américaine : *"On pense aux villes des débuts du Texas. Dans l'après-guerre, Cosenza a véritablement doublé (...). Presque toutes les industries s'y trouvent réunies : industrie de la laine, du savon, du papier, des meubles, tanneries et surtout usines de produits alimentaires. Plus encore qu'une ville industrielle, Cosenza est une ville de marchés, les produits agricoles comme l'huile et les agrumes y affluent. En effet, on est ici en plein feu de la réforme agraire qui est en train de mettre en valeur la Sila et la côte ionienne, développant la production et amenant au chef-lieu de nombreux techniciens. La Cosenza moderne, située au fond de la vallée, ne gêne pas l'ancienne qui occupe au contraire la colline (...). Le cours Mazzini est un Broadway en petit. Ces immeubles immenses, ces cafés, ces magasins qui exposent les plus récents modèles de Dior et de Fath dans des vitrines d'un modernisme milanais, rappellent que Cosenza est la ville de Calabre qui paie le plus d'impôts sur le revenu. Le beurre jusqu'ici presque inconnu, commence à se répandre ; l'un des plats cosentins est un plat français : les pommes de terre au gratin"*²⁴.

A l'opposé, le *Regino* et le massif de l'Aspromonte sont presque totalement délaissés : les sols très dégradés et les reliefs disséqués nécessiteraient des investissements beaucoup trop importants que les agronomes de la *Cassa* jugent sans doute peu rentables. Comme par le passé, la

²³ MEYRIAT (Jean), sous la direction de, *La Calabre*, pages 85-132.

²⁴ PIOVENE (Guido), *Voyage en Italie*, pages 484-486.

province de Reggio semble livrée à elle-même : seules les minces plaines littorales, à Crotona ou Gioia par exemple, disposent d'exploitations agricoles modernes, dont les produits - agrumes, bergamote, olives - sont commercialisés vers le nord. L'intérieur n'a par contre guère changé depuis le début du siècle. De passage, Guido Piovene est frappé par la pauvreté et l'état d'esprit particulier des habitants : *“Dans l'ensemble, la province de Reggio est pauvre, car la misère de la montagne pèse sur la richesse rassemblée sur la côte. La propriété est généralement fractionnée (...). A cause de toute sa population rurale non fixée à la terre mais errant d'un champ à l'autre, la Calabre a une note gitane ; c'est ce qui fait que les étrangers la comparent volontiers aux terres de l'autre côté de l'Adriatique (...). La mer civilise toujours : on peut remarquer que les habitants côtiers ont un aspect moins triste, plus éveillé, plus évolué que leurs confrères des hauteurs (...). Faire allusion à l'“onorata società”, c'est éveiller le souvenir de l'Aspromonte, massif qui occupe l'extrême pointe de notre pays. Autrefois couvert de forêts, il fut déboisé de façon plus féroce que la Sila même. Les habitants de ces villages mènent une vie pauvre qui conserve des usages semi-magiques, les lois de l'honneur et de la vendetta. Le mythe du bandit y demeure également puissant (...). La menace de l'Aspromonte rend les habitants de la côte très sensibles au danger des éboulements au point de désirer vivement que la plus grande partie des subsides de l'état aillent à la consolidation de la montagne. Les premières aspirations de Reggio sont d'avoir une industrie du type Cirio, qui se base sur la production des agrumes”*²⁵.

Reggio di Calabria étonne le visiteur par son originalité. Ville lombarde ou sicilienne ? Centre commercial ou simple étape ? Reggio reste difficile à cerner en 1950. Totalement détruite par le séisme de 1908, elle a bénéficié d'un grand élan de solidarité nationale qui a hâté sa reconstruction : techniciens et architectes venus du Nord en ont fait une agglomération aux larges rues droites ; les commerçants messinois l'ont ensuite “colonisée” : *“Bien que dans la grande rue les magasins rappellent ceux de Milan, la vie, dans ce cadre moderne, reste calabraise, observe Guido Piovene. Les Nordiques, descendus après le tremblement de terre sont repartis. On sent par dessus tout l'influence de la Sicile. Les Messinois, ces Nordiques du Sud, pleins d'initiatives, affluèrent à Reggio et y ont ouvert des commerces. L'après-guerre a marqué un réveil local, un petit fait nous le montre. Il n'existait pas auparavant de lavanderie mécanique, on envoyait laver le linge à Messine. Un Messinois ouvrit une lavanderie ; il y en a aujourd'hui une soixantaine. Les modèles de la couture parisienne et les parfums nouveaux y arrivent promptement. Les autos qui passent sur le bord de mer sont pour la plupart des voitures hors-série”*²⁶.

En 1951, la ville abrite 140 000 habitants, 20 000 de plus qu'en 1936 : sa croissance reste pourtant bien plus faible qu'à Cosenza et Catanzaro. Reggio est en réalité une ville de transit assez peu attractive et dépendant largement de l'extérieur : sous-industrialisée, elle n'a que peu de liens

²⁵ PIOVENE (Guido), *Voyage en Italie*, pages 497-501.

²⁶ PIOVENE (Guido), *Voyage en Italie*, pages 499-500.

avec son arrière-pays. Ayant largement profité des largesses de la dynastie de Savoie et des aides du régime mussolinien, elle reste politiquement marquée “à droite “ : en 1946, la province a voté à 66 % en faveur de la monarchie. Dans les années 1950, elle est un bastion de la Démocratie-Chrétienne et du Mouvement Social Italien néo-fasciste²⁷.

Alors que le nord de la Calabre bénéficie largement des investissements de l'État et voit ses infrastructures économiques se moderniser et s'intégrer à l'espace national, il en va tout autrement pour le sud de la région : le *Regino* conserve des structures sociales pétrifiées et une agriculture largement autarcique. Les *braccianti* vivant sous l'ombre menaçante de l'Aspromonte, se sentent oubliés et délaissés : rien ne sert d'attendre plus longtemps une mâne qui n'arrivera jamais. Mieux vaut alors partir...

5 - Émigrer : une “idée fixe”.

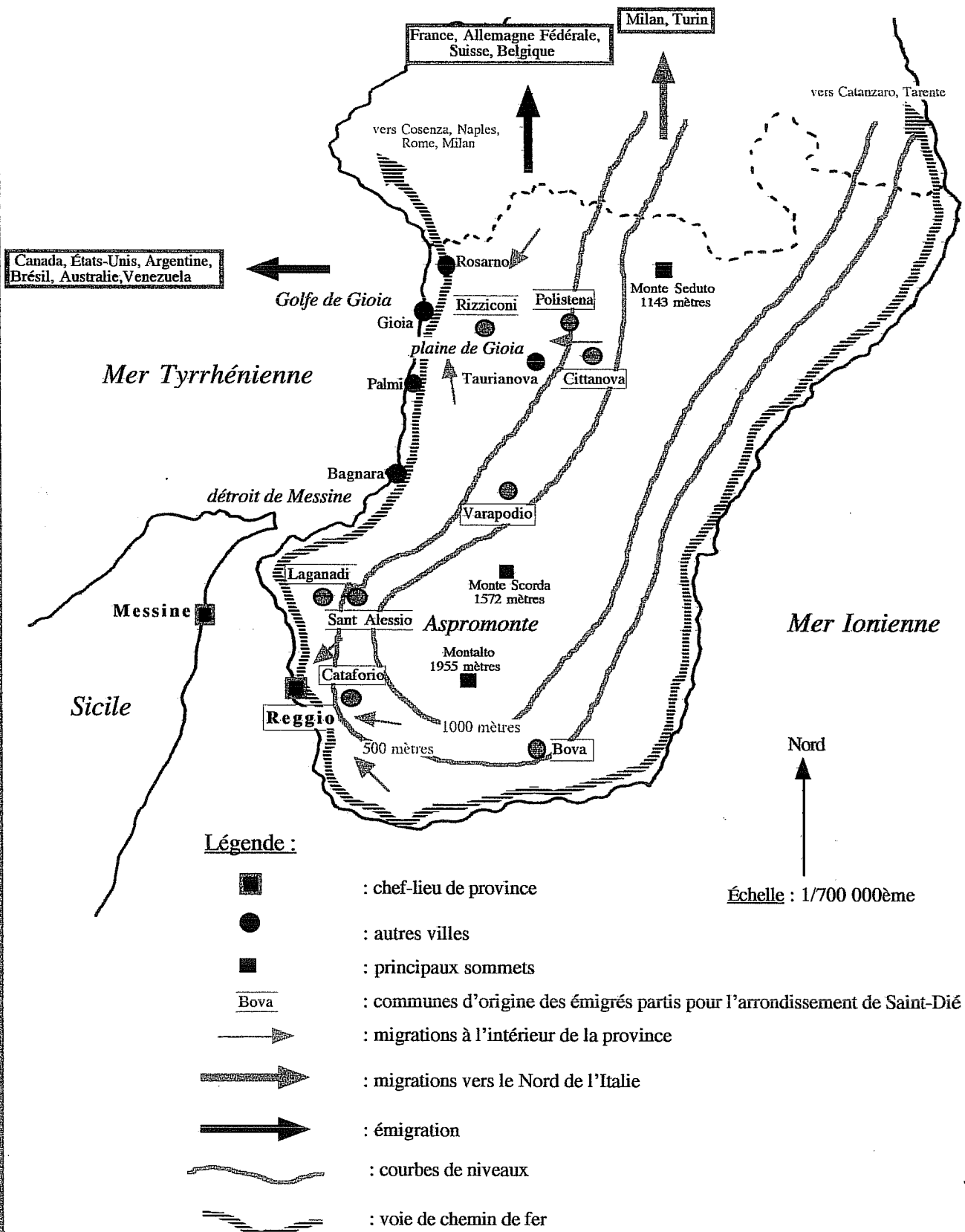
Vers 1950, le fragile équilibre qui existait entre les ressources agricoles et les besoins de la population est rompu. Depuis le début du siècle, les Calabrais partent par milliers en quête d'une vie meilleure. A Stilo, petite ville de l'intérieur, Guido Piovene parvient à saisir l'importance du phénomène pour les habitants : *“On grimpe, comme toujours, dans les rues pavées de cailloux, suivi par une bande d'enfants. Leur conversation est instructive. Tous ont des parents en Amérique ; tous étudient, souvent dans les classes d'instruction secondaire, mais l'enseignement de ce cycle me paraît correspondre ici à celui des classes élémentaires des grandes villes. Tous voudraient quitter leur pays et l'arrivée d'un étranger est pour eux un événement, une occasion de faire fortune. Tous, même le fils de l'avocat, attendent que je leur fasse un cadeau ; certains d'entre eux n'ont jamais mangé de chocolat. La vie de la petite ville est basée sur les travaux publics, actuellement nombreux. Je me rends compte de la vérité de ce que me dit un Calabrais, que s'il était possible d'émigrer, une grande partie de la Calabre s'évacuerait. Le lien même avec le sol natal est affaibli par trop de siècles de décadence. Plus encore que le modeste gain immédiat, il y a une espèce d'attente du miracle que l'étranger représente”*²⁸.

L'émigration est le seul espoir d'échapper à la misère et le mythe du “rêve américain” s'est transmis de génération en génération. Après 1945, il est cependant presque impossible de partir pour les États-Unis : la politique des contingentements oblige les Calabrais à chercher d'autres destinations. Rêve “brisé”, l'Amérique est pourtant rapidement relayée par la France dans l'esprit des futurs émigrants. Paul Lechat, journaliste français qui visite le *Mezzogiorno* au milieu des années 1950, est assailli de questions par certains paysans. Lui aussi observe avec stupéfaction le dénuement extrême régnant dans le Sud de la péninsule : *“Il n'est pas étonnant dans ces conditions que l'idée fixe de ces gens soit d'émigrer. Chaque fois qu'il m'arrivait d'entamer la conversation*

²⁷ MEYRIAT (Jean) (sous la direction de), *La Calabre*, pages 263-308.

²⁸ PIOVENE (Guido), *Voyage en Italie*, pages 496-497.

Émigration depuis la province de Reggio di Calabria dans les années 1950 :



avec eux, c'était le même sujet qui revenait : que faut-il faire pour partir à l'étranger ? Est-ce qu'il est possible d'aller en France ? Pourquoi les États-Unis ne reçoivent-ils plus personne ? Un des rares échos du vaste monde qui parvienne dans ce village abandonné, où chaque jour n'arrive qu'un seul journal, c'est la liste des départs et arrivées de bateaux pour l'Amérique et l'Australie. Qui ne serait surpris de trouver sur ces murs délabrés les panneaux flambants neufs des Messageries maritimes du Lloyd Triestino et de la société de navigation "Italia" ?²⁹. Dans chacun des bourgs, cafés et auberges sont très souvent de véritables agences de voyages, renseignant les candidats au départ, vendant des allers simples en train ou en bateau pour la France ou l'Argentine. Mais dans le *Regino*, l'immense espoir que représente l'émigration n'est pas seulement entretenu par les affiches, les lettres ou photographies envoyées par un parent parti aux États-Unis quelques décennies plus tôt : sur le versant tyrrhénien de l'Aspromonte, en descendant vers la mer par des chemins traversant oliveraies et vergers d'agrumes, chacun peut apercevoir les bateaux blancs qui traversent le détroit pour relier Reggio à Messine. Le paysage incite lui aussi à s'expatrier vers un monde meilleur³⁰.

6 - Antonio Tetto, un Calabrais à Saint-Dié.

Antonio Tetto est l'un des nombreux Calabrais ayant choisi de quitter sa terre natale après 1945. Né en 1921 dans le hameau de Cataforio situé sur les hauteurs de Reggio, il a de nombreux frères et sœurs et ses parents ne disposent que d'un petit lopin de terre pour faire vivre toute la famille. Écolier, simple journalier puis soldat dans l'armée italienne, Antonio Teto est démobilisé à l'armistice de 1943. Il pense immédiatement émigrer vers New-York, comme l'ont fait beaucoup de jeunes gens du *Regino*, mais les États-Unis ont alors fermé leurs portes aux Italiens. En octobre 1946, il décide avec 16 autres camarades, de partir pour la France : le groupe prend le train à Reggio et passe par Milan, Bardonnechia, Modane pour rejoindre Longwy. Antonio est alors un "clandestin" : il ne tarde pas à se faire embaucher dans l'industrie sidérurgique et à faire régulariser sa situation. Néanmoins, son travail d'ouvrier est éreintant et très dangereux. En 1948, il quitte la Lorraine pour rejoindre Cataforio où, pendant sept ans, il est gardien de troupeaux : ramassant des glands dans la montagne, il nourrit vaches et cochons. Il ne gagne cependant aucun salaire et ne peut espérer s'élever dans la hiérarchie sociale de cette manière.

La chance lui sourit alors : au début de 1955, il apprend par courrier qu'un entrepreneur des Vosges - Franco Bellorini, Italien naturalisé - manque de main-d'œuvre et recherche des maçons. Plusieurs Calabrais travaillent à son service et lui recommandent une de leurs connaissances. Un contrat nominatif est envoyé en Italie à Antonio Tetto : celui-ci saisit sans hésiter l'occasion qui lui est offerte. Il est cette fois-ci un émigré "régulier", qui doit satisfaire aux contrôles sanitaires et

²⁹ LECHAT (Paul), *Italie*, Paris, Seuil, 1955, 161 p., pages 137-138.

³⁰ Voir, au sujet de l'émigration calabraise, l'article de Luc GIRARD, Les enfants de l'exode sont fatigués, in *Géo*, n°146, avril 1991, pages 122-126.

professionnels de l'O.N.I. à Milan. Agé de 34 ans, le *bracciante* ne connaît pourtant d'autres métiers que ceux de paysan et d'ouvrier sidérurgiste : jamais il n'a manié la truelle ou construit de maisons. Pour lui cependant, il n'y a guère de différence entre les travaux de la terre et ceux du bâtiment : tous nécessitent une grande résistance physique et de l'habileté manuelle. Qui sait bêcher un champ ou récolter les olives, sait élever un mur, pense-t-il. Antonio Tetto "s'improvise" donc maçon. L'examen qu'il subit afin de tester ses connaissances techniques n'est, assez curieusement, qu'une simple formalité ; il est autorisé à rentrer en France muni de son contrat : les besoins du pays sont en effet trop importants et justifient un certain laxisme. Faute d'ouvriers qualifiés, de simples "bras" suffiront et l'on essaiera de les former "sur le tas" tant bien que mal.

En avril 1955, Antonio Tetto arrive en gare de Saint-Dié où son patron est venu l'accueillir : l'entrepreneur le conduit en camionnette vers son logement, une baraque en bois construite sur le plateau Saint-Roch. Pendant une année, le jeune Calabrais travaille dans l'entreprise de Franco Bellorini où il n'est qu'un simple manoeuvre qui prépare "la colle". En 1956, il part pour Reggio afin de se marier et y reste une année. Il revient ensuite à Saint-Dié avec son épouse qui devient ouvrière de confection dans l'entreprise Duval. Le couple réside dans un immeuble H.L.M., au milieu de plusieurs familles italiennes venues elles aussi du *Mezzogiorno*. Antonio change plusieurs fois d'entreprises et travaille successivement pour Omnia, Fioramonti, Piantanida et Manuardi. En 1970, il a réalisé quelques économies et espère quitter son petit logement pour une maison qu'il entend bien construire lui-même. Le parcours chaotique d'Antonio Teto a été partagé par plusieurs dizaines de Calabrais : tous ont pu "s'extirper" d'une vie misérable et ont vu leur rêve de promotion sociale se réaliser dans les Vosges³¹.

B - Les Abruzzains : des "montagnards frustrés, endurcis, primitifs".

1 - Entre la Maiella et la côte adriatique, le Chietino.

Comme la Calabre, les Abruzzes apparaissent comme une région sauvage, loin de toute modernité. La description qui en est faite dans un petit fascicule de *L'Encyclopédie par l'image* en 1929, n'a guère varié et est à peine exagérée : *"Il n'y a pas de place ici pour de vastes espaces cultivés ; partout la montagne avec des paturages et quelques forêts, là où n'a pas sévi le déboisement. Les Abruzzes, particulièrement grandioses et sauvages, comprennent surtout un plateau d'une hauteur moyenne de 800 mètres, aux rebords escarpés, enserré entre deux rameaux de la chaîne principale de l'Apennin. Aquila, Sulmona, Chieti sont de très petites villes. La population remarquablement dense pour la pauvreté du pays - 90 habitants au kilomètre carré - vit dans de vieux bourgs sauvages et tristes. Ce sont des gens bien curieux que ces montagnards*

³¹ Entretien avec Antonio Tetto, dans sa maison de Saint-Dié, en novembre 1997.

endurcis et fortifiés par leur rude climat, frustrés, primitifs, très attachés à leurs traditions, dont certains semblent remonter au paganisme. Leurs troupeaux et leurs maigres champs ne suffisent pas à les faire vivre, et beaucoup d'entre eux émigrent à la mauvaise saison"³².

Située sur le versant adriatique des Apennins, la région ne dispose que de minces plaines littorales marécageuses, ravagées par la malaria. Les montagnes, qui représentent les deux tiers de la superficie, abritent l'essentiel de la population abruzzaise regroupée dans de gros villages perchés : l'hiver y est très rude et neigeux, l'été chaud et sec, l'automne pluvieux. Les dénivellations sont très fortes : une cinquantaine de kilomètres à peine sépare la Maiella - située à près de 2800 mètres d'altitude - de la mer. L'agriculture reste archaïque, culture des céréales en terrasses, récolte des châtaignes et des olives. Depuis l'Antiquité, la transhumance ovine y joue un rôle fondamental. Les troupeaux grimpent par les *tratturi* - chemins de montagnes - à la belle saison, puis redescendent quelques mois plus tard vers la côte : cette forme d'élevage a permis la constitution de grands domaines féodaux loin du littoral - dont les propriétaires résident généralement à Rome -, mais a également contribué à déboiser les massifs, ce qui a favorisé l'érosion³³.

La forte croissance démographique n'a rien arrangé : la province de Chieti, par exemple, est la plus peuplée des Abruzzes. En 1861, elle abrite moins de 300 000 habitants et sa densité est de 114 habitants au kilomètre carré : moins d'un siècle plus tard, en 1951, la population atteint 390 000 personnes et la densité s'est accrue d'un quart. Alors que le taux de natalité s'est maintenu à un niveau important - plus de 30 pour mille -, le taux de mortalité a chuté en dessous de 15 pour mille, provoquant un accroissement naturel très élevé. Dès la fin du XIX^e siècle, les équilibres traditionnels sont rompus : une partie des Abruzzais commence à s'expatrier des gros villages surpeuplés de la montagne et d'une côte inhospitalière. En 1950, comme en 1900, les causes de l'émigration sont quasiment les mêmes : peu urbanisée, sous-industrialisée, la région est incapable d'absorber les excédents démographiques des zones montagneuses.

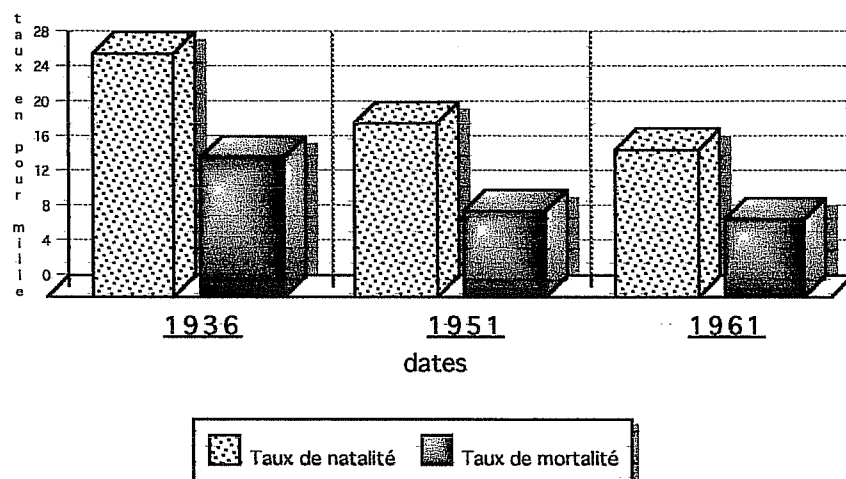
2 - Le Fucino et Pescara, seules régions attractives.

En 1951, le sous-développement des Abruzzes est manifeste : à peine plus de la moitié des ménages de la province de Chieti disposent de l'eau courante ; plus d'un tiers n'a pas l'électricité. Le niveau de vie moyen est inférieur de moitié à la moyenne nationale. Le fort excédent naturel, observé dans les années 1920 et 1930, a permis de compenser un solde migratoire négatif : après 1945, près d'un tiers des habitants a moins de 20 ans et plus d'un quart ne sait ni lire ni écrire. Les villes gardent également une taille modeste : Chieti n'abrite que 25 000 personnes, Lanciano et Vasto 13 000. A l'image de toute la région, le *Chietino* a très peu profité des largesses de la *Cassa per il Mezzogiorno* qui préfère investir son énergie et ses capitaux dans les Pouilles voisines. Certes, dans

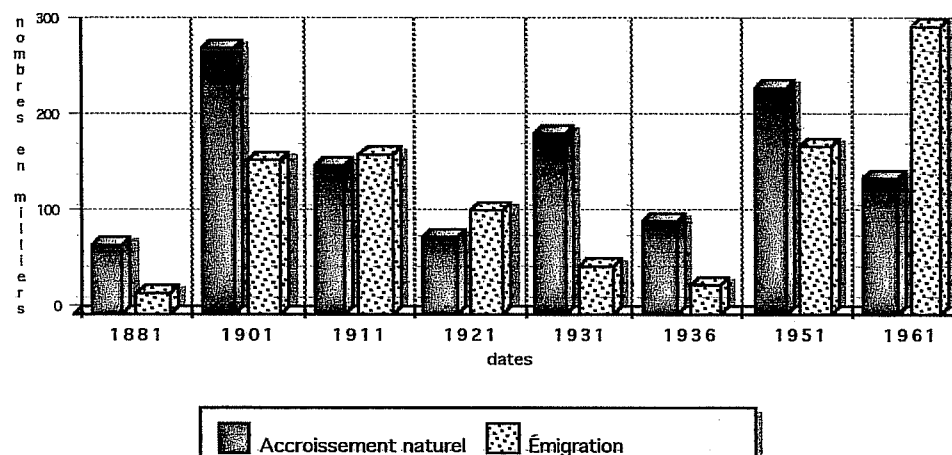
³² GARNIER, *L'Italie*, Encyclopédie par l'image, Paris, Hachette, 1929, 61 p., pages 42-43.

³³ DALMASSO (Étienne), GABERT (Pierre), *L'Italie*, pages 209-211.

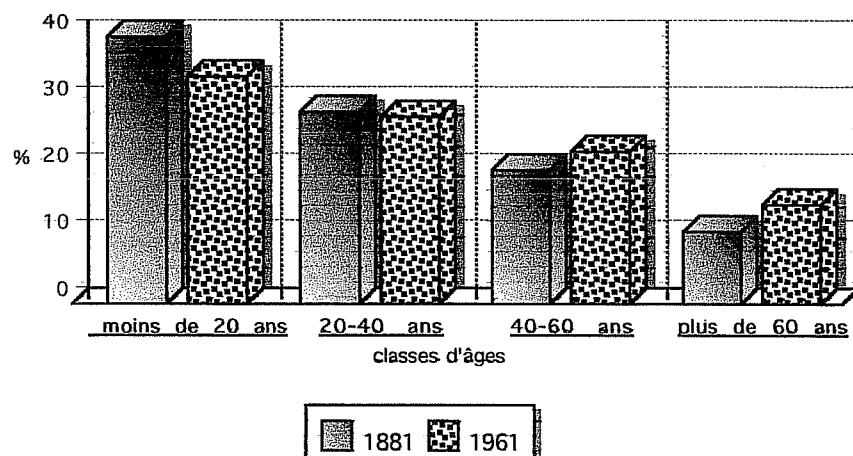
Évolution des taux de natalité et mortalité dans les Abruzzes (1936-1961) :



Accroissement naturel et émigration dans les "Abruzzes-Molise" (1881-1961) :



Répartition par âge de la population de la province de Chieti (1881-1961) :



toute l'Italie, on cite très souvent en exemple les bonifications opérées dans le bassin du Fucino : à partir d'un lac asséché au milieu du XIX^{ème} siècle, le prince Torlonia avait créé de vastes *latifondi* d'une superficie totale de 14 000 hectares. L'*Ente Fucino*, créée en 1951, n'a pas hésité à l'exproprier, à diviser les propriétés en petites parcelles. 9000 colons ont ainsi bénéficié de ce démembrement : installés dans des exploitations isolées les unes des autres, les paysans doivent cultiver la terre pendant au moins 30 ans et ne peuvent vendre leur lot avant ce délai. Ils produisent blé, betteraves à sucre, lait et viande bovine avec d'excellents rendements. Expédiés par le train, ces produits sont ensuite vendus sur les marchés romains³⁴.

Ce succès apparent et symbolique des "petits" sur les "puissants", reste pourtant bien limité. Parcourant au début des années 1950 la province de L'Aquila, Guido Piovene analyse objectivement l'œuvre de l'*Ente* et n'hésite pas à critiquer sa démagogie :

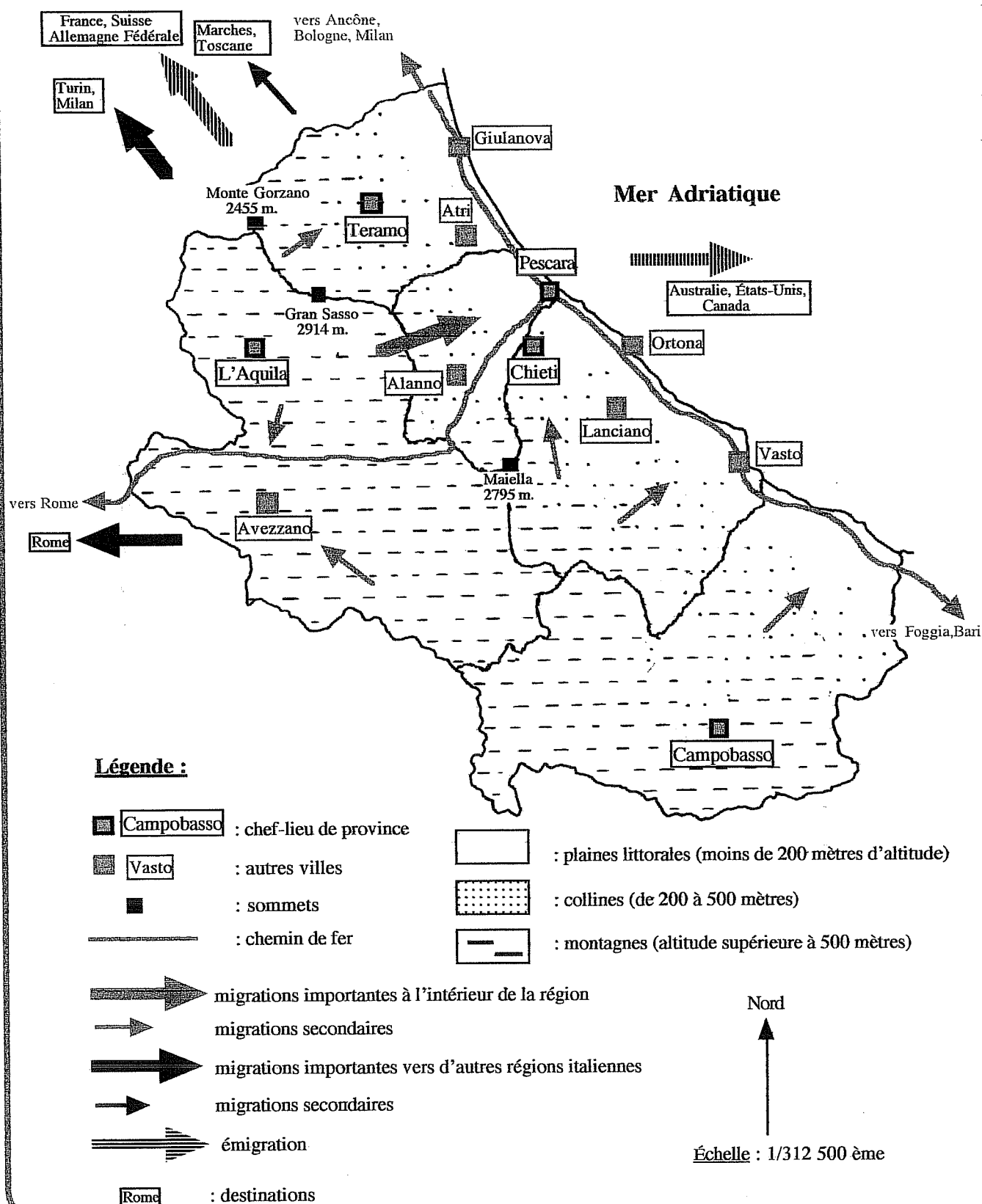
*"L'expropriation se fit dans l'excitation des esprits et prit forme d'expulsion, sans qu'on laissât à l'ancien propriétaire un symbolique mètre de terrain. On eut des grèves à l'envers, les ouvriers agricoles envahissant les champs et exécutant des travaux non commandés. Le palais Torlonia d'Avezzano, siège de l'administration, fut ouvert par la force publique, et les bureaux de la commission s'y installèrent. Ce sont des faits, il faut le dire, qu'à Avezzano on rappelle avec amertume (...). Le principal mérite de la Réforme est d'avoir dépensé une somme de 5 à 6 milliards en routes, maisons, canaux, installations hydrauliques, d'avoir terminé l'assèchement des terrains qui redevaient marécages et d'avoir en outre pourvu aux oeuvres d'assistance, écoles maternelles, maisons d'enfants, cours professionnels dont dépend l'avenir de cette terre. Des améliorations acquises, de la mécanisation surtout, est résultée une augmentation de production que l'on peut évaluer à 25 % (...). L'inconvénient majeur est que 5000 familles ne possèdent qu'un seul hectare qui ne suffit pas à les faire vivre ou à les attacher à la terre. Ce qu'il faut surtout, c'est industrialiser la zone dans les limites du possible. Le Fucino ne peut faire vivre 9000 familles, mais seulement 6000 unies en coopératives. Il est donc nécessaire que 3000 familles émigrent. Tel est l'avis des responsables. Certains bénéficiaires cèdent leurs champs à d'autres par des contrats clandestins, surtout quand ils ont besoin d'une somme pour émigrer. La tendance persisterait donc subrepticement de laisser la terre aux mains des plus habiles et des plus aptes à conduire une exploitation rurale, éliminant au contraire les éléments impropres. La Réforme agraire trouvera peut-être là sa véritable solution. Le Fucino attire aujourd'hui comme un aimant tous les pauvres du voisinage. La masse des bénéficiaires est hétérogène - les premiers colons furent en grande partie importée des Marches et de la Romagne -, politiquement pacifique et tendant à l'ordre. Seuls les ouvriers agricoles sont d'extrême-gauche"*³⁵.

La région de Pescara représente le seul véritable centre industriel des Abruzzes. Les autres

³⁴ DALMASSO (Étienne), GABERT (Pierre), *L'Italie*, page 211.

³⁵ PIOVENE (Guido), *Voyage en Italie*, pages 418-419.

Migrations internes et émigration dans la région "Abruzzes-Molise" dans les années 1950 :



agglomérations de la région - Teramo, Chieti, L'Aquila - ne vivent que de l'artisanat, de la vente des produits agricoles et des activités tertiaires, et sont incapables d'accueillir les milliers de montagnards désertant leurs villages surpeuplés. Pescara, au contraire, est une ville en pleine expansion : très touchée par les bombardements alliés, elle bénéficie à partir de 1950 d'une croissance remarquable. Elle se trouve dans une riche vallée traversée par un fleuve où les entreprises agro-alimentaires sont nombreuses. De grands groupes se sont également installés, travaillant pour la plupart dans la chimie, la "Montecatini", la "Nobel" et la "Cellulose d'Italie". Guido Piovene n'hésite pas à la comparer à Los Angeles :

*"Le prodige de la nouvelle Pescara, est un des faits extraordinaires de l'Italie d'après-guerre. Depuis la guerre en effet, ce gros centre a doublé. La ville nouvelle, sur la côte et au nord de la vieille ville, est née d'une colonie de cheminots quand fut créé le chemin de fer. On pense aux villes du Far West, toujours traversées par le train. D'ailleurs, dans l'ensemble, Pescara est une ville américaine en Italie. Elle s'est développée le long de la mer et continue à grandir ; il lui manque un vrai centre, ce centre autour duquel tournent les villes italiennes. Son expansion peut continuer sans limites, par additions successives, comme Los Angeles. Les vieux Pescaraïses sont submergés par la foule d'émigrants. C'est une ville unique en son genre en Italie, une ville bouillonnante, confuse, dans laquelle hommes et groupes affluent, se superposent se chevauchent comme des vagues. Si d'un côté Pescara est la plus abruzzaise des villes des Abruzzes, de l'autre elle est à l'opposé de la région dont elle absorbe la sève. Elle offre le cas nouveau d'une émigration intérieure qui retrouve son centre dans la région même. De toutes les Abruzzes, les gens descendent à Pescara, la Mecque des peuples de montagnes : quelques-uns sont encore à peine détachés du fond de vie archaïque de leurs villages. Un nouveau caractère humain est en train de se former, un type d'Abruzzain porté à spéculer, avide de faire de l'argent, attaché au confort moderne. D'après une statistique, la consommation annuelle de viande est en moyenne 14 fois plus élevée à Pescara qu'à l'intérieur du pays. En tant que ville moderne, cosmopolite à sa façon, résumant les Abruzzes et les transformant, Pescara est ambitieuse de disputer à L'Aquila, ville noble et administrative, la primauté dans la région"*³⁶.

"Vitrine" du progrès et de la modernité, Pescara n'est que la seule zone véritablement attractive de la région. Alors que les tentatives de réforme agraire sont inexistantes ou limitées, les centres industriels très peu nombreux, c'est vers l'étranger que partent des milliers d'Abruzzains après 1945.

3 - Un nombre croissant de saisonniers.

Les Abruzzes sont depuis la fin du XIX^{ème} siècle une grande région d'émigration : comme pour le reste du *Mezzogiorno*, facteurs économiques, sociaux et psychologiques se conjuguent pour

³⁶ PIOVENE (Guido), *Voyage en Italie*, pages 407-408.

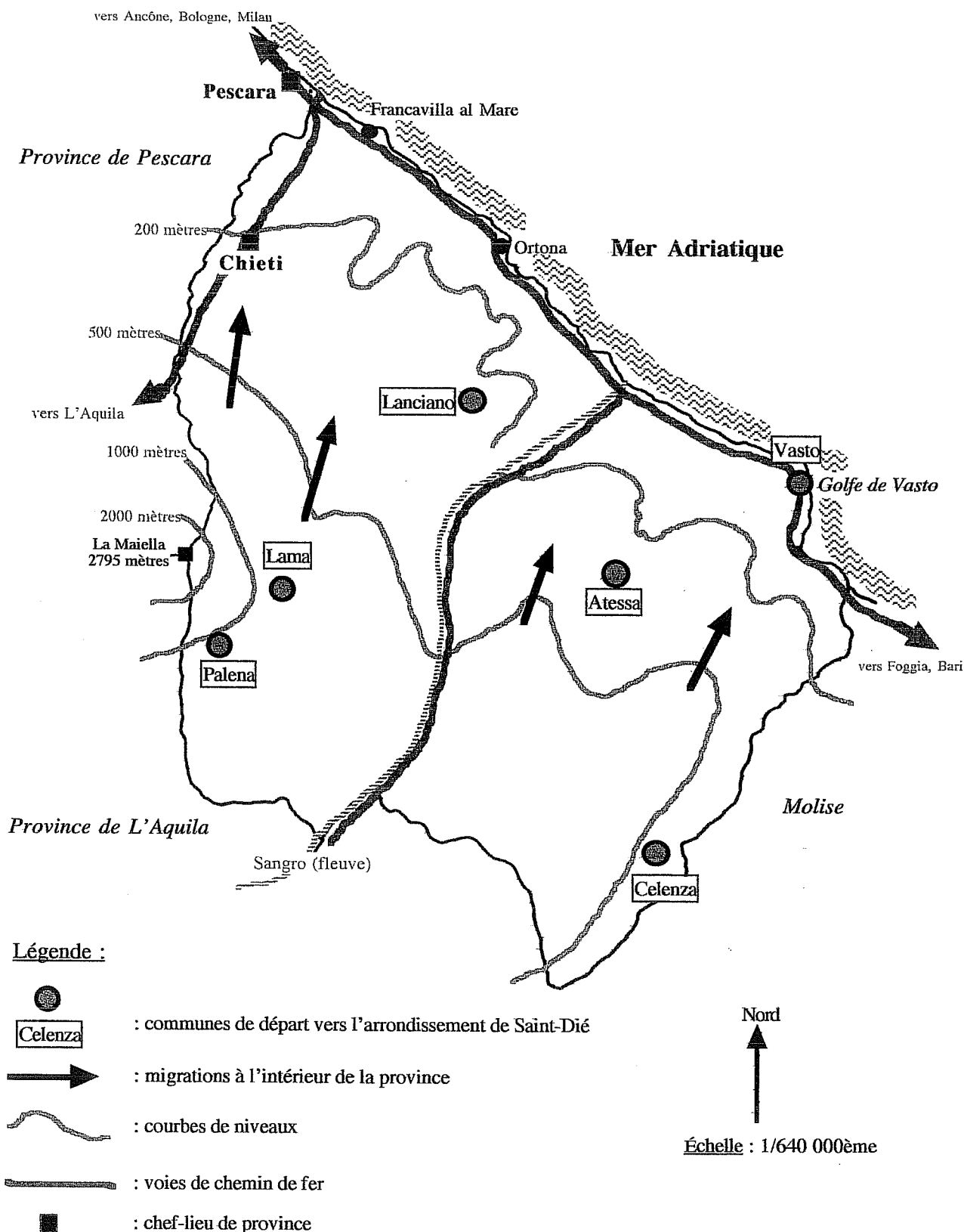
expliquer les départs.

De 1880 à 1914, 45 000 personnes en moyenne quittaient annuellement leurs montagnes pour les États-Unis, l'Argentine ou le Brésil. La plupart étaient des artisans qualifiés - coutelliers, ouvriers dans la métallurgie - qui s'embarquaient à Gênes ou Trieste, attirés par les perspectives qu'offrait le "Nouveau-Monde" : la colonie abruzzaine de Philadelphie était alors la plus importante et ne cessait d'accueillir de nouveaux venus. Après 1918, les flux reprennent avec la même vigueur jusqu'à ce que le gouvernement fasciste décide de les entraver. Les lois de 1926 ont de graves conséquences : dans les villages des Apennins, la forte croissance démographique morcelle sans cesse les propriétés, provoquant de nouveaux déboisements. La crise de la transhumance ovine condamne également de nombreux gardiens de troupeaux à l'inactivité, alors que les petits artisans sont durement concurrencés par les produits industriels du Nord. L'économie traditionnelle, vivrière et autarcique, est en sursis : pour échapper à la misère, certaines familles descendent vers la région des collines ou vers les villes côtières qui sont bien incapables de les recevoir. En 1945, les campagnes abruzzaines saluent avec soulagement l'abrogation des lois restreignant l'émigration.

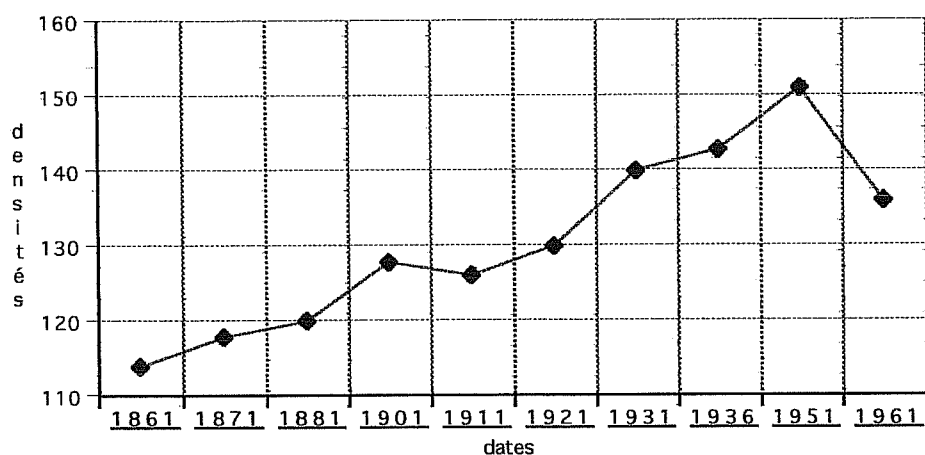
L'après-guerre s'accompagne d'une recrudescence des flux : dans les Abruzzes, l'exode rural entraîne une dépopulation progressive des montagnes au profit des côtes, à Ortona et surtout Pescara. Dévastées par les bombardements, ces agglomérations ont grand besoin de main-d'œuvre qualifiée qu'elles ne parviennent pas toujours à trouver, dans l'industrie du bâtiment et de la chimie surtout. L'amélioration des moyens de transports et des axes de circulation facilite considérablement les déplacements et contribue à désenclaver les villages d'altitude : en 1950, on comptait 7000 kilomètres de routes et 800 de voies ferrées, contre respectivement 1300 et 500 en 1890. Mais les flux bénéficient surtout aux autres régions italiennes : les Abruzzains s'installent de plus en plus dans le triangle Turin-Milan-Gênes pour être employés dans de grandes entreprises industrielles. Beaucoup partent également pour Rome qui entretient depuis des siècles des liens étroits avec les Apennins. A l'image des nobles grands propriétaires, la petite bourgeoisie locale rêve d'y faire carrière. De tout temps, les bergers ont alimenté la ville en laine, viande et lait, n'hésitant pas à y descendre à Noël avec leurs troupeaux pour jouer de la cornemuse - la célèbre *zampogna* -, devant les badauds. Depuis la capitale, les Abruzzes apparaissent comme une contrée sauvage et inhospitalière ; ses occupants sont considérés comme des paysans rustres et illettrés. En 1951, Rome compte 1,6 millions d'habitants et en accueille 100 000 de plus chaque année : les deux-tiers des Romains sont en fait des immigrés, dont une partie importante vient du massif de l'Apennin tout proche. Les nouveaux venus s'entassent dans les immeubles construits à la hâte et le plus souvent dans des bidonvilles, les *borgetti*, où ils vivent "au jour le jour"³⁷. En 1959 par exemple, les Abruzzes ont vu partir plus de 21 000 personnes dans d'autres régions de la péninsule, alors qu'à peine 9300 sont venues, ou revenues, s'y installer.

³⁷ DALMASSO (Étienne), GABERT (Pierre), *L'Italie*, page 194.

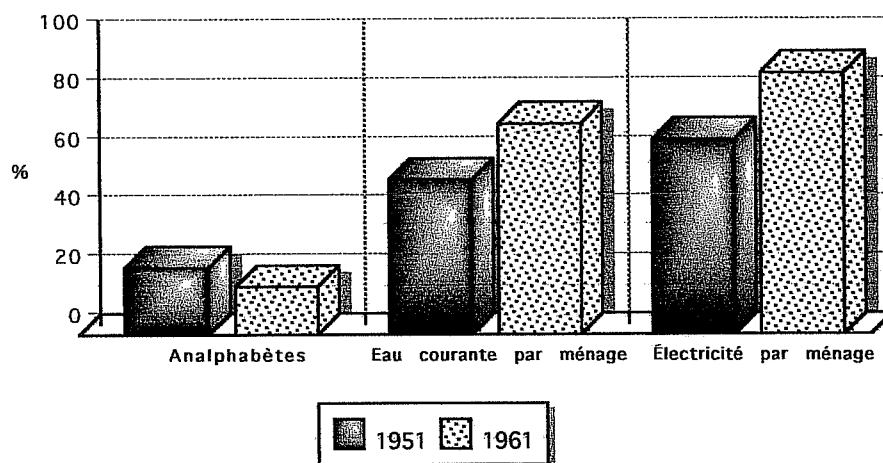
Flux migratoires dans la province de Chieti dans les années 1950 :



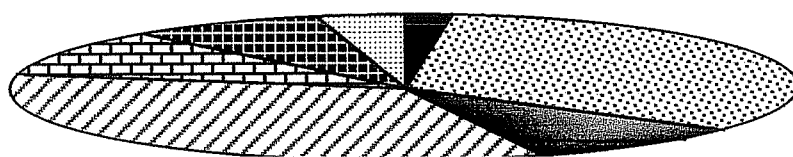
Évolution de la densité de population dans la province de Chieti (1861-1961) :



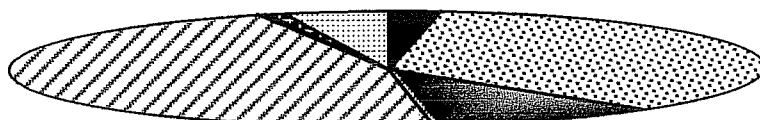
Trois indicateurs de développement dans la province de Chieti (1951-1961) :



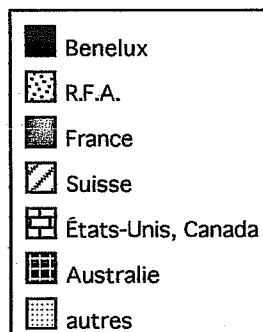
Émigration et immigration dans la province de Chieti (1959-1965) :



Destinations des 60 000 émigrés :



Provenances des 34 000 immigrants :



L'émigration vers l'étranger est également très forte, et atteint dans les années 1950 une ampleur inégalée : comme pour tout le Midi, la région doit s'adapter aux nouvelles conditions politiques et administratives régies par les traités et les accords bilatéraux. Si l'Argentine et l'Australie deviennent des destinations privilégiées outre-mer, les flux se tournent de plus en plus vers les pays européens. Des milliers de jeunes gens signent des contrats de travail temporaires pour la Suisse, la Belgique, la République Fédérale Allemande et la France où ils ne restent que quelques années : ils reviennent ensuite en Italie avec leurs économies. Il s'agit là aussi d'hommes peu qualifiés, presque tous fils de paysans ou de bergers, partis exercer des emplois pénibles et mal rétribués dans le bâtiment ou les usines automobiles. De 1959 à 1965 par exemple, plus de 60 000 Abruzzains ont quitté annuellement leur terre natale pour l'étranger, alors que 35 000 y revenaient : les va-et-vient, favorisés par la rapidité croissante des déplacements et la proximité géographique, ont pris une très grande ampleur. La R.F.A. et la Suisse accueillent les deux tiers des partants, la France 9 % à peine. Vers 1960, les émigrants temporaires sont plus de 100 000.

A cette date, l'émigration et les aides de l'État ont considérablement modifié le paysage économique et social des Abruzzes : la côte a largement bénéficié des capitaux de la *Cassa per il Mezzogiorno* dont la politique a beaucoup changé depuis sa création. Il s'agit désormais d'industrialiser le Midi afin de retenir sur place une main-d'œuvre prête à offrir sa force de travail aux pays étrangers. La *Cassa* bonifie les littoraux, assèche les marais et fait disparaître la malaria, attire les entreprises du Nord : au début des années 1960, le littoral abruzzain dispose d'infrastructures routières, industrielles et touristiques modernes, qui attirent ouvriers de l'arrière-pays et estivants allemands. A l'opposé, les villages de l'Apennin se dépeuplent : en une décennie à peine, de 1951 à 1961, les montagnes des Abruzzes ont perdu plus de 70 000 personnes. Certains bourgs sont complètement abandonnés et tombent en ruines. Dans d'autres, seuls les plus âgés élèvent encore quelques moutons : leurs enfants sont partis à Pescara, Chieti ou Zurich. Loin de la petite place centrale, sur les collines, les émigrés rentrés d'Amérique se sont fait construire de magnifiques villas : ils sont considérés comme des notables, mais règnent sur un peuple de vieillards prêts à mourir, ou de jeunes prêts à partir. A l'ombre de la Maiella, le bourg de Pacentro est précisément décrit par Guido Piovene :

*“Pacentro, à quelques kilomètres au-dessus de Sulmona, regarde la roche lumineuse de la Maiella, avec ses fontaines limpides, ses balcons, ses anciennes loggias toutes fleuries. Formée en bonne partie d'émigrés revenus au pays, mais de la meilleure émigration, Pacentro est orgueilleuse de sa propre aristocratie. Les anciens émigrés revenus d'Amérique, aujourd'hui petits propriétaires, chacun possédant sa maison et son champ, sont fiers de montrer qu'ils parlent anglais ; si on leur montre qu'on apprécie la propreté de leurs logements et la gracieuseté de leurs manières, ils répondent en déclarant leur amour pour Pacentro”*³⁸.

³⁸ PIOVENE (Guido), *Voyage en Italie*, page 411.

L'opposition entre l'ancienne émigration, la "meilleure", et la nouvelle est nette : ceux qui reviennent de Philadelphie étaient des "aventuriers" dans les années 1920, dont le courage a été récompensé. 30 ans plus tard, les émigrants temporaires qui partent en Suisse bénéficient d'une considération bien moindre : ils n'ont plus à affronter l'océan et peuvent rentrer au pays quand ils le souhaitent. Aucun d'entre eux n'a jamais fait fortune : simples manœuvres ou garçons de café, ils ne peuvent "monnayer" leur savoir-faire et partent simplement pour "gagner plus"³⁹.

4 - L'itinéraire de César Marchesani.

Arrivé dans les Vosges en 1956, César Marchesani est originaire de la petite ville de Vasto située sur la côte adriatique, dans la province de Chieti. Son père est agriculteur et cultive environ 10 hectares de terres, convertis en champs de blé et oliveraies : il ne possède qu'un petit lopin et est obligé d'en louer d'autres à un grand propriétaire aristocrate résidant à Rome. Ce "baron" dispose d'une propriété de plus de 700 hectares : il n'est présent que quelques jours par an à Vasto ; son palais d'Avalos contient plus de 800 pièces, et a hébergé au XVIème siècle Vittoria Colonna, grande femme de lettres issue d'une prestigieuse famille romaine.

En 1950, César Marchesani a 15 ans : lui et ses neuf frères et sœurs ne peuvent espérer échapper à la pauvreté et au chômage sans un développement de l'économie locale. Or, l'État ne prête aucune attention au littoral abruzzain : aucune réforme agraire, ni bonification n'est à l'ordre du jour, aucun projet industriel non plus. Les grands propriétaires sont aussi puissants que par le passé, et la malaria fait toujours des ravages. De passage à Vasto, Guido Piovene est pourtant séduit par le charme de la petite ville. S'il n'y fait aucune allusion, il parvient néanmoins à saisir l'état de sous-développement dans lequel se trouvent ses habitants :

*"Vasto est un port de pêche. La pêche, moins motorisée que dans les Marches, conserve un caractère artisanal. On recommence à voir les belles barques à voiles latines si rapides qui ont presque disparu dans le nord, où elles ont été remplacées par des bateaux motorisés. Le manque de modernisme, rebutant pour l'économiste, fait le bonheur des gourmets. Le poisson tout frais des barques obligées de revenir assez vite au port, est bien meilleur que celui des bateaux motorisés qui demeure plus longtemps dans la cale et passe par la chambre de réfrigération. Les pêcheurs ont encore l'habitude de faire griller les poissons sur la barque, les enfilant sur une baguette et les plaçant autour du feu de charbon. Pêché au moins en partie avec les vieilles méthodes et, de ce fait, aussitôt vendu, le poisson est en grande quantité consommé sur place (...). La soupe de poissons est l'inévitable plat quotidien comme les pâtes d'ailleurs ; les petites rues et les places sont imprégnées de l'odeur du poisson frit"*⁴⁰.

Devenir pêcheur ou simple journalier : telles sont les seules perspectives d'avenir offertes

³⁹ FONDI (Mario), Le regioni d'Italia (tome 12) : Abruzzo e Molise, Torino, Unione Tipografica Torinese, 1970, 632 p., pages 180-216.

⁴⁰ PIOVENE (Guido), Voyage en Italie, page 409.

sur place aux jeunes gens. Il en existe pourtant une autre : partir à l'étranger. Émigrer, c'est en effet s'évader de cette société figée, c'est aussi se donner la possibilité de réussir sa vie, de s'acheter une *Vespa* ou une *Fiat 500*, de manger autre chose que du poisson et des pâtes, de posséder une maison et d'acquérir surtout considération et respect. Après sa scolarité, César Marchesani devient apprenti-maçon dans l'unique l'espoir d'obtenir un contrat pour la France où son frère Giuseppe travaille déjà : à 20 ans, il fait une demande au bureau d'immigration de Chieti. Trois mois plus tard, il reçoit par lettre recommandée une réponse favorable : s'il sait qu'il part en France, il ne connaît ni le nom de son employeur, ni son adresse exacte, ni le travail qu'il devra effectuer. Trois de ses frères se sont déjà embarqués pour l'Australie, un autre est installé en Belgique : c'est désormais lui qui prend le train de Milan où on lui fait subir les examens et contrôles réglementaires. En 1956, alors qu'il embrasse sa mère en larmes, César Marchesani espère bien ne passer que quelques années à l'étranger, loin du magnifique golfe de Vasto, pour revenir ensuite dans la petite ville, auprès des siens⁴¹.

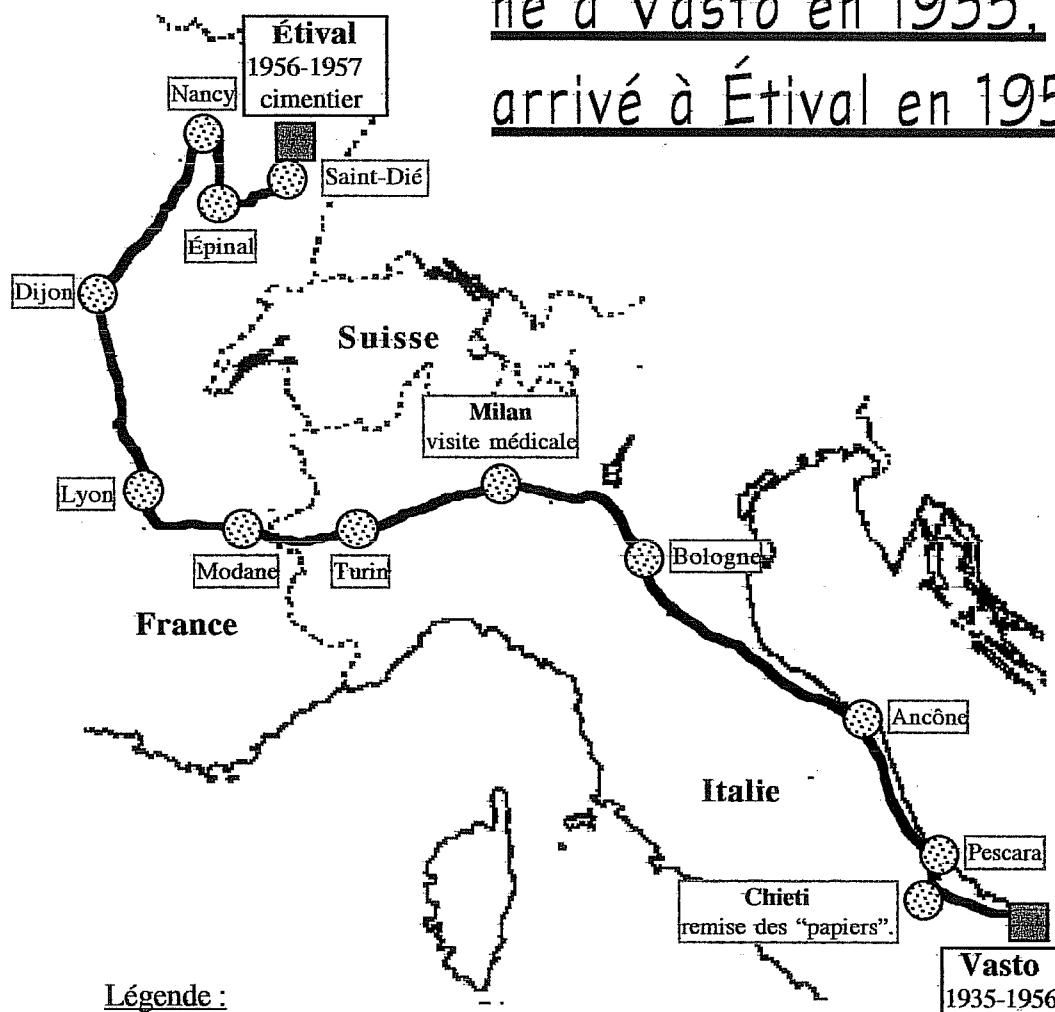
A l'ombre de la Maïella ou de l'Aspromonte, les fils de bergers abruzzains ou de *braccianti* calabrais sont les grands oubliés du "miracle" italien. Face aux carences d'un État défaillant, refusant la vie misérable et soumise de leurs parents, désireux eux aussi de partager les "bienfaits" de la société de consommation, les immigrés des années 1950 sont également très différents de leurs prédécesseurs. Peu qualifiés à leur arrivée en France, imprégnés de traditions régionales tenaces qu'ils expriment par leur dialecte ou leurs goûts culinaires, beaucoup ont quitté le *Mezzogiorno* avec l'espoir d'y revenir rapidement. Dans l'arrondissement de Saint-Dié, des Méditerranéens ont donc succédé aux "Alpins" : si tous ont les mêmes désirs de réussite sociale, pour eux et surtout pour leurs enfants, les premiers voient leur intégration entravée et compromise par de nombreux facteurs défavorables.

⁴¹ Entretien avec César Marchesani, dans sa maison de Saint-Dié, en mars 1999.




Trajet suivi par César Marchesani,

né à Vasto en 1935.

arrivé à Étival en 1956.



Légende :

-  **Vasto**
1935-1956 : lieux de résidence.
-  **Ancône** : villes-étapes.
-  : trajet en train.

Nord

Échelle : 1 / 6 700 000ème.

Chapitre 4 :

Du profiteur de guerre à l'immigré exemplaire.

En un quart de siècle, de 1945 à 1970, l'image de l'Italien s'est considérablement améliorée. Très mauvaise au lendemain de la guerre, elle évolue rapidement dans les années 1950, favorisée par les progrès de la reconstruction et l'amélioration des relations franco-italiennes. Une fois encore, les immigrés sont ballottés entre les variations d'humeur d'une opinion publique qui, obéissant surtout à des facteurs politiques intérieurs, les considère d'abord comme des "profiteurs de guerre", puis comme des étrangers "modèles". Cette transformation ne concerne cependant pas l'ensemble des Transalpins et n'a pas effacé totalement les manifestations de rejet xénophobe.

I - Les séquelles du passé (1945 - 1951).

A - Le souvenir du 10 juin 1940.

1 - L'Italie repoussoir.

A la Libération, l'image de l'Italien reste très mauvaise et pendant cinq années encore, elle ne s'améliore guère. Les griefs reprochés aux Transalpins sont nombreux, variés et emprunts d'une grande mauvaise foi : ils témoignent du malaise d'une opinion publique qui vit encore dans la pénurie et qui n'a rien oublié des souffrances de la guerre. Dans l'arrondissement de Saint-Dié qui a payé un prix très lourd au conflit, la xénophobie est sans doute bien plus forte que dans le reste du pays : elle s'exerce contre les ennemis d'hier et n'est souvent que le prolongement d'une épuration "sauvage" menée de manière anarchique et désordonnée. Comme à la fin du XIX^{ème} siècle, comme dans les années 1930, l'immigré redevient un bouc émissaire idéal et la presse ne fait rien pour atténuer les manifestations de rejet : bien au contraire, elle envenime indirectement les relations entre étrangers et autochtones dans des articles teintés d'une très grande subjectivité, souvent au mépris de toute exactitude historique et politique.

La Gazette Vosgienne, par exemple, a bien changé : avant-guerre, elle avait toujours refusé de sombrer dans les discours haineux de son concurrent spinalien, *L'Express de l'Est*. A partir de 1945, Georges Freisz, son rédacteur en chef, ne ménage pas ses critiques envers l'Italie : le 2 juin 1946, les électeurs de la péninsule ont majoritairement voté en faveur de la République, rejetant la dynastie de Savoie trop compromise avec le régime fasciste. La "vieille" *Gazette*, qui s'est toujours présentée comme *"républicaine et fidèle aux idéaux de Jules Ferry"*, accueille la nouvelle avec ironie :

"C'est le jour anniversaire du "coup de poignard dans le dos" que l'Italie a choisi pour chasser son roi et pour proclamer la République. Le 10 juin 1946 effacera-t-il le souvenir du 10 juin

1940 ? C'est peu probable, car, si nous sommes toujours prêts à pardonner, trop enclins à l'indulgence, nous oublierons difficilement un acte qu'inspira la lâcheté et que marqua le crime”.

Suit alors un long rappel historique qui tient lieu de réquisitoire : *“Victor-Emmanuel est tombé avec Mussolini : il fut abandonné et renié par son peuple parce que le sort des armes lui avait été défavorable. Il avait eu son peuple uni derrière lui dans la première guerre mondiale ; il avait été suivi par son peuple dans la conquête de l’Ethiopie, puis dans celle de l’Albanie ; il fut encore approuvé par son peuple dans son agression contre la France. Peut-on se fier à ce peuple et croire à sa sincérité au moment où il se détourne de la royauté parce qu’elle a sombré dans la défaite, comme il avait renoncé à la dictature parce que son dictateur avait trouvé des justiciers ?”*

Georges Freisz conclut : *“Saluons quand même avec joie l’avènement de la République italienne et souhaitons que la République française, son aînée et sa voisine, soit capable bientôt de lui montrer le chemin au bout duquel les hommes de bonne volonté sont assurés de trouver la paix”*¹.

La presse communiste n’est pas en reste en faisant preuve d’une très grande sévérité envers les Italiens. En août, lors de la conférence de paix chargée de rectifier la frontière des Alpes, les *“prétentions”* et les *“plaintes”* du président du Conseil de Gasperi sont jugées inacceptables : *“Comme l’Allemagne, l’Italie doit d’abord payer”*, titre *Les Vosges Nouvelles*. Jean Mars reprend les mêmes arguments que Georges Freisz et n’est guère plus indulgent : *“Chacun sait les sacrifices consentis par les maquisards antifascistes italiens pour laver la honte dans laquelle Mussolini avait entraîné la malheureuse Italie. Seulement, le mal est fait : l’agression des Savoia-Marchetti sur les routes de France en 1940, le “coup de poignard” dans le dos, l’attitude ridicule des bellâtres fascistes en occupation, sont des choses qui ne s’oublient pas du jour au lendemain. Les lamentations de M. de Gasperi n’émeuvent pas le peuple français. Nous n’avons pas le temps, ni le goût, de nous pencher sur les malheurs présents de notre “sœur latine” (...). Le passé nous a rendus méfiants et difficiles dans le choix de nos amis”*².

En stigmatisant à coup de contre-vérité le passé ainsi que la prétendue lâcheté et couardise d’un pays voisin, en lui donnant également des leçons tel un professeur à un mauvais élève, ces journalistes veulent en réalité redorer le blason de la France. L’Italie sert ainsi de repoussoir : en passant sous silence quatre années de régime pétainiste, on accrédite l’idée que les Français auraient presque tous fait preuve de courage et de bravoure pendant l’Occupation puis la Libération. A l’opposé, les Italiens auraient été dans leur grande majorité les valets serviles des Allemands : ils auraient déposé les armes devant les Alliés et résisté contre l’occupant nazi par simple opportunisme. Vision manichéenne, qui, dans le Saint-Dié en ruines de 1946, trouve un certain écho : pour de nombreux réfugiés, les immigrés qui arrivent dans la ville sont venus reconstruire ce qu’ils ont détruit...

¹ La Gazette Vosgienne : 12 juin 1946.

² Les Vosges Nouvelles : 18 août 1946.

2 - Le Tour de France, terrain d'affrontement.

Si les hostilités sont terminées en 1945, les passions nationalistes semblent avoir trouvé dans le sport un autre champ de bataille. Les Tours de France cyclistes de l'après-guerre sont souvent marqués par de nombreux affrontements verbaux entre Italiens et Français : une fois encore, la presse exagère des incidents mineurs, leur donne un sens politique et crée une atmosphère haineuse, parfois nettement xénophobe. Les mots employés pour décrire les exploits des sportifs sont largement empruntés au vocabulaire militaire. En 1948, *La Liberté de l'Est* titre par exemple : *"Après une chasse de 130 kilomètres, l'attaque massive des Italiens est enrayée. Bobet et Tesseire en vedette"*³.

Un an plus tard, en juillet 1949, la 17ème étape "Briançon-Aoste" fournit une nouvelle fois aux journaux l'occasion de se déchaîner contre les Transalpins : *"C'est sous une bordée d'injures que la caravane du Tour de France a parcouru un bout de l'Italie Républicaine"*, lit-on dans *La Gazette Vosgienne*⁴. Une partie du public a en effet conspué les coureurs français.

Gaston Chatelain, ancien résistant et directeur de *La Liberté de l'Est*, écrit un article vengeur, fustigeant *"l'hystérie collective"* des Transalpins : *"La piétaille italienne, massée sur les pentes alpestres et dans le Val d'Aoste, a grossièrement manifesté un stupide et invraisemblable chauvinisme. Que les Français plus particulièrement soient l'objet des vociférations, des invectives, injures et autres sévices d'une foule en délire, en proie à cette hystérie collective qui était la marque des réunions de Nuremberg ou de Rome, voilà qui est proprement odieux et intolérable. A vrai dire, ces manifestations de notre "sœur latine" dit-on, ne sont point pour nous étonner. Le temps n'est pas si lointain où les mêmes masses délirantes acclamaient avec la même furia cet autre coureur ... d'empire qui avait nom Mussolini. On démembrait alors la France avec férocité. Une férocité qui ne devait alors devenir agressive que ce jour de juin 1940 où la France anéantie pouvait recevoir sans danger pour l'agresseur bien sûr, ce coup de poignard dans le dos, dont la blessure cicatrise mal, et dont votre honneur, Italie, doit saigner toujours. Car enfin, on pouvait espérer que la lâcheté d'un geste dans le passé aurait incliné à plus de pudeur dans le présent un peuple dont l'intelligence passe pourtant pour être vive, dont l'échine est proverbialement connue pour être fort souple"*⁵.

Le journaliste n'a pas cherché à comprendre l'origine des incidents, pourtant facile à trouver. *La Liberté de l'Est* garde un discours sans nuance mais *L'Est Républicain* est beaucoup plus précis : en 1949, le Val d'Aoste est agité par de violentes manifestations. Alors que la majorité de la population souhaite l'autonomie et le maintien de la région dans la république italienne, une minorité

³ La Liberté de l'Est : 3 juillet 1948.

⁴ La Gazette Vosgienne : 23 juillet 1949.

⁵ La Liberté de l'Est : 21 juillet 1949 ; ancien instituteur à Thiéfosse, près de Remiremont, Gaston Chatelain est fait prisonnier de guerre par les Allemands en 1940. De retour dans les Vosges en 1941, il s'engage dans la Résistance : chef-adjoint du 4ème groupement, lieutenant F.F.I., il prend une part active à toutes les opérations du maquis de la Piquante-Pierre. En mars 1945, il publie son premier éditorial dans le n°1 de *La Liberté de l'Est*. Il devient directeur général et rédacteur en chef du nouveau journal.

est favorable au rattachement à la France. Si une partie du public a conspué coureurs et organisateurs français, c'est pour alerter l'opinion internationale, mais également par peur d'une annexion pure et simple : l'arrivée du Tour est perçue comme une véritable provocation, une manifestation de "l'impérialisme" français. Les violences, qui n'ont d'ailleurs été que verbales, sont condamnées fermement par une grande majorité des Valdôtains et par le gouvernement régional. Les champions Coppi et Bartali, leur directeur sportif Binda, déplorent, eux aussi, l'attitude des manifestants : en Italie, l'émotion est grande. Certains journaux parlent même de "*catastrophe nationale*"⁶.

Trois jours plus tard, la 20ème et avant-dernière étape doit relier, dans un contre la montre individuel, Colmar à Nancy via Plainfaing, Saint-Dié et Raon-l'Étape ; on craint que le public vosgien n'exerce des représailles à l'encontre des coureurs transalpins. Plusieurs appels au calme sont lancés par la presse locale, qui, après avoir jeté de l'huile sur le feu, se montre soudain beaucoup moins vindicative. Gaston Chatelain vante les qualités françaises, bien éloignées de l'"hystérie" italienne : "*Les Français, légers, généreux, spirituels, frondeurs, toujours savent être hospitaliers et accueillants. Très sportivement, leurs applaudissements seront dépouillés de ce chauvinisme attardé qui est bien un des aspects de l'imbécilité humaine. Dans nos Vosges où les activités sportives sont à l'honneur jusque dans les plus petits villages, je suis assuré que chacun rendra hommage comme il se doit aux géants de la route*"⁷. Le jour de la course, *L'Est Républicain* affirme, comme pour conjurer le mauvais sort : "*Les Vosgiens seront sport*". "*Est-ce leur faute à eux, aux Bartali, Coppi, Robic, Marinelli, si leurs compatriotes voient dans leurs luttes farouches mais toujours franches, un moyen de vider des querelles qui n'ont plus de raison d'exister à l'heure actuelle ?*"⁸.

Le samedi 23 juillet, le public déodatien accueille avec enthousiasme la 20ème étape du Tour, même si quelques cris hostiles ont été entendus. A Saint-Dié, plus de 10 000 personnes sont venues voir les coureurs : "*Quand l'Italien de Santi passa en trombe, on applaudit, mais on hua aussi et ce fut dommage*". Muller, de l'équipe d'Ile-de-France, subit le même sort : portant un maillot vert, certains spectateurs pensent qu'il appartient à une équipe transalpine. Mais en général, "*tout se passa au mieux, car les amis du sport étaient beaucoup plus nombreux que les amateurs d'incidents*", note *La Gazette* avec satisfaction⁹. L'événement a rassemblé des gens venus assister en priorité à un grand spectacle car le Tour est avant tout une fête que personne ne songe à gâcher : "*Les géants de la route se succèdent à quelques minutes d'intervalles, lit-on dans L'Est Républicain le surlendemain. Bartali, qui passe vers 13 heures 22 est acclamé. Il en est de même de Coppi, de Robic et de Marinelli qui arrivent quelques minutes plus tard. Et à 14 heures 15 arrive la dernière voiture de la caravane, celle de Line Renaut, qui, comme on le pense, obtint son petit succès. Puis,*

⁶ L'Est Républicain : 20 et 21 juillet 1949.

⁷ La Liberté de l'Est : 21 juillet 1949.

⁸ La Liberté de l'Est : 23-24 juillet 1949.

⁹ La Gazette Vosgienne : 27 juillet 1949.

peu à peu, commentant les temps de passage, la foule se disperse. Ce fut dans l'attente des résultats de l'étape, une véritable invasion de cafés et brasseries et particulièrement en raison de la chaleur des terrasses. Le Tour étant passé, les sportifs songeaient seulement à se désaltérer"¹⁰.

Comme l'année précédente, c'est un Italien qui remporte l'épreuve : Fausto Coppi a surclassé tous ses concurrents avec trois minutes d'avance sur le second, Gino Bartali ; gagnant haut la main le "contre la montre" de Nancy, il endosse en Lorraine un maillot jaune qu'il conserve jusqu'au lendemain à Paris. Si elle n'est discutée par personne, cette victoire est cependant perçue comme une humiliation par les commentateurs sportifs : les Transalpins placent quatre coureurs parmi les six premiers du classement général, le premier Français - Jacques Marinelli, d'origine italienne - n'étant que quatrième. *"Le Tour échappera-t-il aux Italiens l'an prochain ?"*, se demande *L'Est Républicain* : *"Seule solution pour les vaincre, adopter leur méthode de course en sacrifiant l'intérêt de l'épreuve"*. La fameuse *"méthode"* élaborée par le directeur sportif Alfredo Binda, grand champion d'avant-guerre, suscite autant l'admiration que les critiques : dans chaque équipe, les "domestiques" ou *gregari*, doivent être prêts à tout moment à aider leur *"leader"* à gagner la course, en épuisant ses adversaires, en lui fournissant si nécessaire leur roue en cas de crevaison ou leur bidon d'eau¹¹. Beaucoup plus individualistes, les Français n'ont aucune stratégie d'ensemble : ils comptent d'abord sur le courage et la seule force physique de leurs champions pour l'emporter, au mépris de tout calcul et de toute tactique d'ensemble.

Loin d'être apaisées, les tensions de 1949 réapparaissent de plus belle l'année suivante : le Tour de France 1950 est en effet marqué par de nombreux incidents. Coppi, blessé, n'y participe pas ; le "vieux" Gino Bartali devient *"leader"*. Dans la douzième étape, au col d'Aspin, il est frappé par un spectateur. Les journalistes français, revanchards, ne ménagent pas leurs critiques et s'opposent violemment à leurs collègues transalpins. Pour protester contre les manifestations d'hostilité dont elles sont la cible depuis le début de l'épreuve, les deux équipes italiennes décident de se retirer de la course, alors que l'un des leurs, Magni, porte le maillot jaune¹².

Rancœurs et jalousies héritées de la guerre n'épargnent ni le sport, ni la politique : l'immigré italien est le premier à souffrir de ce climat délétère.

¹⁰ L'Est Républicain : 25 juillet 1949.

¹¹ L'Est Républicain : 26 juillet 1949.

¹² La Liberté de l'Est : 27 juillet 1950.

B - “Casseurs de pierre” et “bons à rien”.

1 - De pauvres hères.

Les actualités filmées “Pathé Journal”, projetées dans tous les cinémas, donnent une image très orientée de l’immigration italienne en France. En 1946, un court reportage montre au spectateur français, sur fond de paysage alpin, un groupe d’hommes marchant dans la neige. La musique qui l’accompagne est grave, le ton du commentateur solennel et sévère : *“Par les sentiers de la montagne, ils étaient nombreux les Italiens qui abandonnaient leur pays pour chercher en France, à la fois du travail et le pain de chaque jour”*. Pour ces pauvres “hères”, l’O.N.I a créé un centre d’accueil à Montméliant afin de régulariser la situation des clandestins, mais aussi de les contrôler. *“Montméliant aura été dans une période brumeuse, ce geste fraternel d’un grand pays à l’égard de ceux que la misère des temps condamne à chercher leur pain dans l’exil”*¹³. Que sont venus faire ces Italiens ? On ne l’apprend pas. L’immigré est présenté comme un mendiant implorant quelque argent. La France l’accueille, non parce qu’elle a besoin de lui, mais par humanité et charité, lui fournissant un toit, l’hébergeant pour un temps. Jamais il n’est dit précisément que le pays manque cruellement de main-d’œuvre et que la reconstruction ne peut démarrer sans la force de travail qu’apportent les étrangers. Jamais il n’est expliqué non plus les motivations qui poussent les Italiens à émigrer, et on se réfugie très commodément derrière le seul argument de la misère.

Cette même perception est partagée avec davantage de sévérité par la presse vosgienne : héritant de l’image de “margoulin” née pendant l’Occupation, les Transalpins sont considérés avec méfiance. Une fois encore, ils viennent, tels des parasites, concurrencer les Français sur le marché de l’emploi : ils s’abattent, telle une nuée de sauterelles, sur les régions sinistrées et se font facilement embauchés par les entrepreneurs tant leurs exigences sont faibles et leurs discours persuasifs. Les apparences sont trompeuses : l’Italien arrivant après 1945 n’est qu’un beau parleur. Se prétendant maçon qualifié, il n’est en fait qu’un “bon à rien”, “casseur de pierres” ou simple manœuvre. Il représente davantage une charge pour son patron qui l’emploie faute de mieux et qui, obligé de le former sur place, perd de l’argent et un temps précieux. De plus, son salaire n’est pratiquement jamais dépensé sur place. Attiré par les ruines ainsi que par une législation sociale très favorable, il est venu pour gagner beaucoup d’argent en travaillant le moins possible. Cette image de “profiteur” est véhiculée par de nombreux articles de presse. En mars 1949, *La Liberté de l’Est* décrit ainsi la “population flottante” du département :

“Les Vosges ont accueilli en 1948 entre autres 35 Allemands, 13 Italiens ... ceci officiellement. Pour le reste, lisez : l’importance de la main-d’œuvre embauchée clandestinement ne peut être fixée du fait que de nombreux étrangers et certains employeurs ont transgressé réciproquement les décrets concernant l’immigration. La demande émanant du bâtiment porte

¹³ Reportage diffusé dans “Histoire Parallèle”, le 5 juin 1999.

toutefois exclusivement sur les ressortissants italiens, ceux-ci connaissant mieux en général le métier. De toute façon, la main-d'œuvre française est encore la plus prisée. Les Italiens qui viennent en France n'ont en principe qu'une ambition : gagner de l'argent. Si la famille est en Italie, ils peuvent lui envoyer jusqu'à 50 % du salaire"¹⁴.

Quelques jours plus tard, on apprend avec étonnement dans la rubrique "On aura tout vu", qu'un "ouvrier étranger au chômage perçoit plus qu'un Français au travail" : "Notre article sur la main-d'œuvre étrangère a amené quelques-uns de nos lecteurs à nous fournir d'autres renseignements sur la situation avantageuse faite aux ouvriers étrangers en résidence en France depuis quelques années ou quelques mois seulement. Avantages qui ressortent surtout à l'égard des ouvriers étrangers en chômage-intempérie... Un syndicaliste nous signale notamment qu'un maçon italien ou allemand admis à toucher l'indemnité de dépaysement de 250 francs par jour reçoit celle-ci, quoique ne travaillant pas, en plus des trois quarts de son salaire journalier habituel. Ce qui fait qu'un maçon français ou de nationalité italienne résidant en France depuis avant-guerre, touche moins en travaillant, que ces étrangers nouveaux venus. Les travailleurs de cette catégorie jouissent même de la faculté d'ajouter le montant de cette indemnité à la valeur de 50 % de leur salaire qu'ils sont autorisés à envoyer à leur famille se trouvant au-delà de nos frontières". Poursuivant son enquête, le journal interroge ensuite les services du M.R.U. qui démentent fermement : "L'indemnité de dépaysement n'est accordée qu'aux ouvriers dont les familles résident en France (...). Néanmoins, on admet que certains ouvriers astucieux se créent un soi-disant domicile dans notre pays en louant une simple chambre d'hôtel et se font verser l'indemnité dont nous parlons. Les services de police ont d'ailleurs été chargés de déjouer ces pratiques. Quoi qu'il en soit, on ne peut que déplorer avec notre correspondant l'excessif privilège accordé aux étrangers venus en France récemment, alors que, comme nous l'avons dit, ceux qui se sont assimilés il y a des années à nos compatriotes, n'ont aucune faveur gouvernementale. On comprend à plus forte raison qu'un Français 100 % puisse s'indigner"¹⁵.

2 - Voleurs et pilliers de ruines.

En décembre 1949, *La Gazette Vosgienne* va encore plus loin en titrant "L'invasion étrangère". Non seulement les étrangers concurrencent les nationaux sur le marché du travail, mais ils représentent un danger social. L'argumentation est simpliste et totalement dénuée de fondements :

"Alors qu'il y a 200 000 chômeurs et 280 000 ouvriers travaillant moins de 40 heures dans notre pays, les étrangers y sont plus de 2 millions. Il est assez inquiétant de constater que chaque année plusieurs centaines de milliers de travailleurs étrangers affluent sur notre territoire et

¹⁴ La Liberté de l'Est : 3 mars 1949.

¹⁵ La Liberté de l'Est : 7 mars 1949.

viennent prendre la place que devraient normalement occuper en France les ouvriers de chez-nous". Jacques Rozières dénonce avec virulence les conventions bilatérales et les "clandestins" espagnols et italiens : *"Le gouvernement prête ouvertement la main à cette invasion. La plupart de ces étrangers sont de braves gens, mais il y a trop de criminels parmi eux. Il y a pire : ces propagandistes révolutionnaires se fondront-ils jamais dans notre race ? Cette invasion est actuellement pacifique, mais peut dans l'avenir nous offrir de durs réveils"*¹⁶. L'auteur reprend là une thématique et un vocabulaire datant de la fin du XIX^{ème} siècle : "invasion", "race", "moralité douteuse", "chez-nous", les mots et expressions employés étaient les mêmes lors de l'Affaire Dreyfus ou dans les années 1930.

Le moindre écart de conduite est aussitôt condamné avec virulence par la presse locale : en novembre 1949 par exemple, un maçon quitte précipitamment Gérardmer, sans avoir rendu le pull-over que son chef de chantier lui avait prêté, sans avoir payé également le marchand de chaussures qui lui avait fait crédit. Un mois plus tard, l'homme est arrêté par les gendarmes près de Besançon, ce qui permet à *La Liberté de l'Est* de publier un article sous le titre *"L'Italien voleur est retrouvé à l'Isle-sur-le-Doubs"* : *"Un mandat d'arrêt fut lancé contre cet individu. La gendarmerie de l'Isle-sur-le-Doubs vient de mettre fin aux agissements de cet Italien nommé Giuseppe Galli, lequel a reconnu les faits. Sur ordre du Parquet, Galli a été remis en liberté provisoire en attendant de venir s'expliquer en Correctionnelle"*¹⁷.

Plusieurs ouvriers travaillant sur les chantiers de reconstruction sont suspectés, quant à eux, de récupérer pierres et agglomérés sur les maisons démolies, de piller les entrepôts du M.R.U. puis de revendre le produit de leurs vols à des récupérateurs. Après les "profiteurs", les "pilleurs de ruines" : *La Gazette* présente à ses lecteurs le cas de Walter Fantoni, n'oubliant pas de mentionner la nationalité de l'intéressé. *"La destruction de Saint-Dié l'incita à venir dans notre ville pour tenter d'y faire fortune. Venant d'Audun-le-Roman, il s'y établit donc en 1945 comme transporteur. Pendant quatre ans, il a dévalisé le dépôt du M.R.U. et a érigé une baraque avec ses matériaux"*¹⁸. *La Liberté de l'Est* est encore plus précise : *"Perquisitionnant à son domicile, les inspecteurs de la Sûreté ont retrouvé une vingtaine de volets en bon état provenant de la démolition d'immeubles de la ville, des tôles, du bois de démolition, des tuiles et des plaques de fibro-ciment"*¹⁹.

Un an plus tard, dans le petit village de Mortagne, le même journal annonce l'interpellation de deux maçons. Ils ont menacé et délesté de 230 000 francs le propriétaire de la maison qu'ils étaient en train de reconstruire : *"Depuis deux jours, ils sablaient le champagne et s'étaient acheté un complet et des chaussures. Leur arrestation a été accueillie avec joie par toute la population. Nous sommes heureux à notre tour de leur faire part de notre satisfaction de voir la région*

¹⁶ La Gazette Vosgienne : 24 décembre 1949.

¹⁷ La Liberté de l'Est : 6 décembre 1949.

¹⁸ La Gazette Vosgienne : 14 septembre 1949.

¹⁹ La Liberté de l'Est : 14 septembre 1949.

débarrassée de ces deux bandits”²⁰.

A partir de quelques exemples dont on exagère nettement la portée, la presse locale accrédite l'idée qu'une grande partie des immigrés italiens ne serait que des individus sans scrupules venus s'enrichir aux dépens des sinistrés, et profiter de la Reconstruction pour commettre leurs forfaits. Le mythe de "l'Italien-voleur" resurgit donc un demi-siècle après sa naissance, et continue à faire vendre du papier. Il est pourtant atténué par les faits : délinquance, vols et rixes ne touchent pas plus les Transalpins que les autochtones.

3 - D'anciens amis des "Boches".

Les Italiens ne sont pourtant pas les seuls à souffrir de la xénophobie ambiante : après 1945, les Allemands, presque tous prisonniers de guerre ou "*travailleurs libres*", sont la cible privilégiée des attaques de la presse. Ils personnifient et symbolisent les douleurs de l'Occupation, les destructions massives et les déportations. Tous sont indifféremment considérés comme d'anciens tortionnaires et soudards : on guette leurs moindres faits et gestes en essayant de confondre leur passé nazi.

Après la Libération, articles de journaux et petites brochures lancent de véritables appels à la vengeance. Dans *Les Vosges martyres*, imprimé à la fin de 1945, Jean-Jacques Martin se livre à un réquisitoire d'une très grande violence :

"Appel aux vrais Français !

*Que la Providence soit louée et le Boche exécré en toutes les générations. Venge-toi, Vosgien ! Vengez-vous, Français et Alliés ! Soyons sans pitié car le Boche n'en a pas eu pour les malheureux Vosgiens ! La pitié ou la mansuétude ne sera que de la faiblesse. Le Boche est né pour les sauvageries comme le loup est fait pour mordre !"*²¹

Dans les années qui suivent, la sévérité des journaux est toute aussi forte : en juillet 1949 par exemple, plusieurs "*travailleurs libres*" employés à Senones chez "Boussac", osent dénoncer le comportement tyrannique d'un contremaître français, ancien prisonnier de guerre. "*On ne peut admettre cette liberté*, écrit *La Liberté de l'Est*. *Les ouvriers anciens P.G. veilleront à ce qu'elle soit limitée*"²². A Gérardmer, trois Allemands ont été arrêtés pour vol de plomb en février 1950 : "*Les mœurs de la Wehrmacht sont toujours en honneur*, lit-on dans le même quotidien. *Ces trois manœuvres germains ne sont que des ivrognes et des batailleurs : on souhaite leur renvoi*"²³.

Qu'en pense alors réellement la population ? Si elle n'a rien oublié des horreurs de 1944, elle songe d'abord à se loger et à obtenir les denrées de première nécessité. En ces temps de pénurie, jusqu'en 1948 au moins, la haine anti-allemande s'éclipse derrière les besoins les plus urgents. Plutôt

²⁰ La Liberté de l'Est : 13 novembre 1950.

²¹ MARTIN (Jean-Jacques), *Les Vosges martyres* (1940-1944), Paris, Imp. Claudon, 1945, 63 p.

²² La Liberté de l'Est : 2 juillet 1949.

²³ La Liberté de l'Est : 19 février 1950.

que de s'apitoyer sur leur passé douloureux, les Vosgiens ont les yeux tournés vers l'avenir et la Reconstruction. Les années passant, ils veulent tourner la page. Si la xénophobie existe bien, si elle touche en priorité Allemands et Italiens, elle ne prend jamais la forme de rixes ou de violences physiques, et ne se manifeste que verbalement de façon sporadique. De plus, elle est essentiellement alimentée par la presse et par certains partis politiques qui voient en elle un dérivatif pour oublier les problèmes du moment et un argument électoral efficace.

4 - Des "soldats" du Plan Marshall.

A la Libération, le parti communiste est devenu la première force politique dans la région de Saint-Dié : pour de nombreux Vosgiens, il est le parti des ouvriers et des anciens résistants, celui, qui, le premier, a lutté contre l'occupant, celui dont les membres ont le plus souffert de la répression nazie. Face à une droite totalement déconsidérée, à une S.F.I.O. qui n'a jamais eu une grande influence dans les Vosges, il est pratiquement sans opposition. Son journal, *Les Vosges Nouvelles*, se veut le dépositaire des valeurs de la Résistance : il ne cesse de rappeler la collaboration des grands patrons vosgiens avec les nazis et le "sacrifice" de ses militants.

En dix ans, l'audience du Parti a considérablement augmenté : aux élections législatives de 1936, il avait déjà recueilli 15 % des suffrages dans la circonscription de Saint-Dié ; en juin 1946, près de 30 % des électeurs de l'arrondissement lui font confiance. Le scrutin a cependant lieu à l'échelon départemental : dans les Vosges, le M.R.P. devance nettement le parti communiste qui n'obtient qu'un seul élu, contre trois à son principal concurrent²⁴.

A partir de 1947, le plus grand adversaire des communistes est le Rassemblement du Peuple Français fondé par le général de Gaulle : aux élections de juin 1951, P.C.F. et R.P.F. sont sensiblement de force égale en Déodat et rassemblent près des deux tiers de l'électorat. Si les deux partis sont aux antipodes de l'échiquier politique, s'ils se vouent une haine farouche, ils se rejoignent néanmoins sur de nombreux points : chaque formation prétend incarner les "vraies valeurs" de la France et dit défendre l'indépendance nationale contre l'influence ou la "colonisation" américaine ; chacune s'oppose à la IVème République dont elle rejette les institutions ; chacune n'hésite pas également à utiliser des arguments xénophobes et à agiter le spectre de l'invasion étrangère pour gagner des voix.

Le parti communiste se présente dès 1945 comme "*tricolore*" et responsable, prêt à exercer les plus hautes responsabilités ministérielles. Les résistants étrangers, qui ont souvent été les premiers communistes à entrer en action, sont délibérément oubliés et deviennent des héros bien encombrants. *Les Vosges Nouvelles* raconte à ses lecteurs le martyr de la jeune Solange Vigneron, responsable des Jeunesses Communistes et du P.C. clandestin à Senones, arrêtée puis livrée à la Gestapo, torturée et décapitée à Cologne en 1944 à l'âge de 25 ans. Rapatrié dans les Vosges, son

²⁴ La Liberté de l'Est : 4 juin 1946.

corps est inhumé solennellement dans sa ville natale en 1949²⁵. Par contre, les résistants italiens “de la première heure”, n’apparaissent pratiquement pas dans les colonnes du journal, excepté lorsqu’il s’agit de prouver que le parti a résisté avant l’attaque allemande contre l’U.R.S.S. En août 1947, face aux critiques virulentes des Gaullistes, le nom de Carcano, ainsi que dix autres, est clairement utilisé à des fins de politique intérieure :

*“Réponse à M. le Général de Gaulle : les martyrs vosgiens arrêtés avant juin 1941 vous répondent M. le Général. C’est la mémoire de ces héros qui sont tombés pour la France que vous insultez : Jean-Baptiste Carcano, de Senones, arrêté le 13 février 1941, mort en déportation (...). Ce sont ces héros de notre parti, les premiers de la Résistance vosgienne, arrêtés, torturés, déportés ou fusillés avant l’entrée en guerre de l’Union Soviétique, qui se lèvent de leurs tombeaux pour vous crier : Général de Gaulle, vous insultez notre mémoire, mais vous ne parviendrez jamais à faire oublier tout ce que notre parti a fait pour la France”*²⁶.

Les communistes se présentent également comme les défenseurs des traditions locales face à l’uniformisation culturelle en marche. *Les Vosges Nouvelles* retrace par exemple l’histoire de certaines villes vosgiennes et annonce les fêtes de Saint-Nicolas. Le journal dénonce aussi le cas d’un homme, qui, à Raon-l’Étape, a manqué de respect pour “La Marseillaise” en oubliant d’enlever son chapeau lors des cérémonies du 11 novembre. À côté de lui, un militant communiste pleure d’émotion : il est qualifié de “*patriote*” et de “*bon Français*”²⁷.

Pour ce qui concerne l’immigration, le parti prône depuis la Libération un strict contrôle des entrées et la protection de la main-d’œuvre nationale : c’est notamment sous l’influence de ses dirigeants qu’est créée l’O.N.I. Ambroise Croizat, ministre communiste du Travail, est l’un des signataires des conventions de 1946 avec l’Italie. À Saint-Dié, dès août 1945, la C.G.T. s’oppose à l’arrivée de maçons étrangers. Constant Lejeune, secrétaire local de la Fédération du bâtiment, annonce aux 130 personnes venues l’écouter que “*deux millions d’ouvriers sont nécessaires pour la Reconstruction. Il n’est pas question d’aller chercher de la main-d’œuvre en Italie et en Europe centrale, car ces pays sont encore plus dévastés que le nôtre et en conséquence, nous ne devons compter que sur nous-mêmes*”²⁸.

L’année 1947 voit le P.C.F. multiplier ses attaques contre la IV^{ème} République - dont il est désormais exclu depuis le renvoi de ses ministres -, contre les Américains qui “occupent” le pays, contre les “*fascistes*” gaullistes, mais aussi contre les immigrés. Malgré un internationalisme de façade, il considère indirectement les travailleurs étrangers comme des agents de l’impérialisme américain venus disloquer le mouvement ouvrier français : comme le plan Marshall, ils contribuent à accélérer la “colonisation” du pays par les capitalistes d’outre-atlantique. La xénophobie devient un

²⁵ D.B.M.O.F. : article Vigneron Solange.

²⁶ Les Vosges Nouvelles : 10 août 1941.

²⁷ Les Vosges Nouvelles : 30 novembre 1947.

²⁸ A.D.V. : 9 W 132.

thème populaire susceptible de rapporter des voix et d'accroître l'influence du Parti. Avec le début de la guerre froide, l'immigré est non seulement considéré comme un concurrent, mais aussi comme un "jaune" à la solde du patronat²⁹. Les "frères de classe" de 1936 sont bien loin : dans les Vosges, plus que dans le reste de la France, la méfiance se mue parfois en véritable hostilité.

En mai 1949, *Les Vosges Nouvelles* publie un long article intitulé "*Le problème de la main-d'œuvre immigrée*" : "*L'union douanière franco-italienne, acte de l'impérialisme américain et corollaire du Plan Marshall, prévoit l'échange de travailleurs italiens ... contre de la fonte française*". Le journal explique que l'économie transalpine, sous totale domination américaine, est obligée "d'exporter" ses hommes "en surplus" vers la France ou l'Allemagne. Les Vosges sont donc menacées par le chômage, alors que le travail ne manque pas, et surtout par la baisse des salaires provoquée par l'irruption d'ouvriers peu qualifiés, peu exigeants et non-syndiqués. La collusion existant entre les entrepreneurs d'origine italienne et les nouveaux venus est également dénoncée : "*Certaines entreprises, en particulier l'entreprise Così, manifestent une préférence marquée pour l'embauchage d'ouvriers italiens. Nous ne connaissons pas les raisons de cette préférence (...). Un an après la Libération, il était normal d'envisager l'accueil d'ouvriers immigrés chez nous où il y avait tout à faire. Par contre, aujourd'hui, il ne peut plus être de même. Non qu'il n'y ait plus rien à faire, mais tout simplement parce que la politique réactionnaire du gouvernement conduit au chômage*"³⁰. Pendant l'été 1949, les revendications se font plus précises : le groupe communiste à l'Assemblée Nationale propose sans succès "*de cesser l'introduction de main-d'œuvre étrangère et de s'opposer à l'immigration clandestine*"³¹.

Si le Parti dénonce parfois les immigrés comme des "*soldats du plan Marshall*", il les considère pourtant comme des victimes et ne sombre jamais dans un discours raciste, décrivant au passage les violences dont sont victimes les Noirs aux États-Unis. Les manœuvres italiens employés sur les chantiers de Reconstruction symbolisent avant tout les méfaits du système capitaliste sur la classe ouvrière française : ils n'ont à souffrir d'aucune attaque personnelle et nominative dénonçant l'éventuel danger social qu'ils représentent. Se différenciant nettement de *La Gazette Vosgienne* ou de *La Liberté de l'Est*, *Les Vosges Nouvelles* condamne également avec virulence la xénophobie de certains autochtones, tout en soulignant les conséquences négatives du travail des étrangers : "*On entend couramment certaines personnes dire que les étrangers viennent manger notre pain : grossière stupidité, car chacun sait que les étrangers sont exploités plus durement et sont les victimes d'une politique de trahison. D'autres, qui ont souvent fait preuve d'un patriotisme plus que modéré sous l'occupation, allèguent que les Italiens nous ont tiré dans le dos en 40. C'était là l'œuvre de Mussolini. Parmi les ouvriers italiens, se trouve un grand nombre d'anciens partisans et beaucoup d'autres se sont battus dans la résistance française. Le peuple italien se trouve*

²⁹ AMAR (Marianne), MILZA (Pierre), *L'immigration en France au XXème siècle*, article : Parti communiste.

³⁰ Les Vosges Nouvelles : 7 mai 1949.

³¹ Les Vosges Nouvelles : 2 juillet 1949.

actuellement, comme le peuple français, à l'avant-garde de la défense de la démocratie et de la paix.” Et le journal conclut : *“Il faut dénoncer ces attitudes racistes, fascistes et anti-ouvrières et ne pas en être complice : il faut amener la fraternisation. Les travailleurs du bâtiment sans distinctions de nationalité se serreront les coudes”*³².

Entre la nécessité de l'union des “prolétaires”, quelles que soient leurs origines, et la défense des ouvriers nationaux, le P.C.F. se place souvent dans une situation inconfortable difficilement compréhensible à la base. Certes, on cite en exemple l'action des militants italiens et on admire le cinéma néo-réaliste : face aux *“navets américains”*, les films transalpins montrent *“la résistance, la vraie, celle du peuple”*³³. Mais contrairement aux années 1930, le parti n'apporte aucune aide aux immigrés de la “troisième vague” : sans réelle culture politique, ceux-ci sont livrés à eux-mêmes ; privés de toute protection et assistance, ils sont directement confrontés aux exigences de leurs employeurs et aux contrôles de l'administration.

II - Une bonne image en constante amélioration (1951 - 1970).

A - Les retrouvailles des “deux sœurs latines”.

1 - L'Italie, pays ami et moderne.

A partir de 1951, le climat de méfiance et de suspicion qui existait entre la France et l'Italie depuis la Libération tend à s'apaiser. Cette amélioration des relations diplomatiques profite nettement aux immigrés italiens qui bénéficient de plus en plus d'une excellente image. La parenté idéologique entre les gouvernements des deux pays joue là un très grand rôle : à Rome comme à Paris, les démocrates-chrétiens de la “D.C.” ou du M.R.P. se sont engagés dans une politique libérale visant à intégrer leurs économies dans un grand marché européen. En avril 1951, Schuman et de Gasperi sont les artisans de la fondation de la Communauté Économique du Charbon et de l'Acier réunissant six états. La création de la C.E.E. en 1957 est l'aboutissement logique de cette vision commune. France et Italie sont présentées comme des piliers de l'unité européenne.

Loin de l'image extrêmement négative de Crispi à la fin du XIXème siècle ou de Mussolini dans les années 1930, dont la francophobie s'étalait chaque semaine dans les journaux, les dirigeants italiens de l'après-guerre sont considérés avec le plus grand respect. On insiste à présent sur le sérieux et la compétence d'hommes comme Luigi Einaudi et surtout Alcide de Gasperi : croqué avec

³² Les Vosges Nouvelles : 7 mai 1949.

³³ Les Vosges Nouvelles : 11 mai, 8 juin 1947.

bienveillance par les caricaturistes, le visage du président du Conseil est bien connu des Français³⁴. Dès 1948, la victoire électorale de la Démocratie-Chrétienne est saluée par *La Gazette Vosgienne*, habituellement beaucoup plus sévère envers les Transalpins, sous le titre “*L’Italie telle qu’elle est*” : “*Le peuple italien, bien dirigé par une équipe d’hommes politiques expérimentés échappée à la persécution mussolinienne, a pris la bonne route (...). La France et l’Italie sont très proches l’une de l’autre. Les deux pays sont destinés à une entente plus étroite, guidée par l’esprit de concorde et de coopération, afin de préparer un avenir plus sûr pour les générations montantes*”³⁵. Lors de sa disparition, en août 1954, de Gasperi est unanimement regretté par la presse vosgienne. *La Liberté de l’Est* retrace la vie de celui qu’elle considère comme “*l’un des promoteurs des institutions européennes*”, insistant sur sa simplicité, ses goûts modestes et son refus de toute compromission avec le fascisme³⁶.

Le voyage triomphal du général de Gaulle en juin 1959, lors du centenaire de l’indépendance italienne, ne fait que renforcer des liens déjà très forts. Le “coup de poignard” de 1940 semble bien loin : on ne cesse maintenant de rappeler l’alliance entre les deux “*sœurs latines*” pendant le *Risorgimento* et la Grande Guerre. Dans sa première page, *La Liberté de l’Est* décrit l’accueil chaleureux fait au Président de la République : “*L’interminable cortège automobile - une centaine de voitures au moins - s’est élancé à travers la plaine lombarde ensoleillée, parmi les bravos et les ovations. Toutes les communes traversées sur la trentaine de kilomètres du parcours, entre l’aérodrome et Magenta, étaient pavoisées, fleuries, couvertes de guirlandes, souvent agrémentées à l’entrée d’un arc de triomphe où se mêlaient les couleurs françaises et italiennes et les grandes inscriptions, Viva Groncchi, Viva de Gaulle*”. Le général prononce ensuite un discours dans lequel “*il insiste sur la nécessité profonde de la fraternité italienne en soulignant que les vicissitudes de naguère sont aujourd’hui franchies*”. “*C’est dans une ville comme Milan, ajoute-t-il, qu’on éprouve plus profondément la satisfaction d’être un latin, un européen, un occidental*”³⁷. Quelques jours plus tard, dans la capitale, il ajoute : “*Je ne saurais nulle part mieux qu’à Rome déclarer que la France, fidèle au même idéal, est aux côtés de l’Italie comme une amie et comme une alliée. Vive Rome, vive l’Italie*”³⁸.

Symbole de l’amitié retrouvée entre les deux pays, le tunnel du Mont Blanc, dont les travaux s’étalent de 1959 à 1962, est l’objet de toutes les attentions de la presse : celle-ci décrit avec précision le déroulement de l’immense chantier, s’enthousiasmant devant la prouesse technique qu’il représente. Comme dans une compétition sportive, les deux “camps” attaquent cette fois-ci la montagne à coup de dynamite mais se battent aussi contre le temps : “*En deux mois et demi, 50*

³⁴ Au début des années 1950, le portrait de de Gasperi apparaît plusieurs fois à la “Une” de *La Liberté de l’Est*, sous forme de caricatures ou de photographies.

³⁵ *La Gazette Vosgienne* : 30 avril 1948.

³⁶ *La Liberté de l’Est* : 20 août 1954.

³⁷ *La Liberté de l’Est* : 24 juin 1959.

³⁸ *La Liberté de l’Est* : 26 juin 1959.

*mètres ont été dégagés, lit-on dans la Liberté de l'Est. Et maintenant, on progresse de 10 mètres par jour. La longueur totale sera de 11 kms 600. Les entreprises française et italienne ont chacune 5 kms 300 à percer, et le premier qui aura atteint cette distance, se verra adjuger le dernier kilomètre central. Pour l'instant, les Italiens ont acquis une certaine avance, mais ils n'ont pas gagné pour autant*³⁹.

De plus en plus, l'Italie perd l'image de pays de "second rang" qui lui était attachée depuis la fin du XIXème siècle : dans les années 1960, elle est avec l'Allemagne la plus sûre alliée de la France, partageant le même idéal européen. Désormais, l'"ennemi", s'il existe, est ailleurs, aux États-Unis pour certains, en U.R.S.S. et en Algérie pour d'autres.

2 - Vespa et "*dolce vita*".

L'Italie étonne également par ses performances industrielles et ses réussites commerciales : la prospérité et le "miracle" italiens font des envieux, et l'image misérabiliste donnée par la péninsule depuis plus d'un siècle tend à disparaître.

Le formidable succès de la *Vespa* auprès des jeunes Français - et dans une moindre mesure de la *Lambretta* - est symbolique. "*Deux roues qui en valent quatre !*" : la publicité, omniprésente dans les journaux, qualifie la motocyclette de "*véhicule le mieux adapté à la vie moderne*" et n'hésite pas à utiliser un vocabulaire original. "*Faire partie d'un VESPA-CLUB, c'est entrer dans la joyeuse famille vespiste qui groupe dans tous les pays des adhérents enthousiastes et de tous âges. L'écusson d'un VESPA-CLUB sur votre scooter vous assure à l'étranger, de rencontrer partout des amis chaleureux, et d'avoir votre voyage facilité au maximum. Roulez VESPA et préparez-vous de belles vacances VESPA*"⁴⁰. Le "*Vespa-Club*" de Saint-Dié qui réunit au milieu des années 1950 plusieurs dizaines d'adhérents, organise ainsi réunions et sorties de groupes.

L'Italie "exporte" aussi ses champions et ses vedettes de cinéma : les coureurs cyclistes, Bartali, Magni et surtout Coppi, acquièrent progressivement une grande popularité en France. Jamais plus on ne revoit dans les années 1950-1960 les passions chauvines qui avaient émaillé le Tour 1949. En 1952, Fausto Coppi remporte une nouvelle fois l'épreuve. Sa victoire est unanimement saluée par toute la presse : l'humilité, le courage et la force du "*campionissimo*", qui répond aux interviews dans un excellent français, lui valent toutes les sympathies ; c'est avec une immense tristesse que le public apprend sa disparition en janvier 1960.

Les sports mécaniques sont également suivis avec la plus grande attention : à la différence du cyclisme, ils sont les révélateurs de l'avance et des progrès technologiques d'un pays. Dans le domaine de la course automobile, l'Italie domine toute l'Europe grâce à ses trois "écuries", Alfa-Roméo, Lancia et Ferrari. Les médias décrivent avec passion et excitation les Grands Prix :

³⁹ La Liberté de l'Est : 21 août 1959.

⁴⁰ La Liberté de l'Est : 30 avril 1955, 25 février 1956.

l'équipe des "3 F" - Farina, Fangio, Fagioli roulant sur les *Alfette* - est alors la meilleure. La vie de ces "casse-cous" exalte l'imagination de la jeunesse : Alberto Ascari par exemple, trois fois champion du monde sur Ferrari de 1952 à 1954, échappe de peu à la mort dans le port de Monaco. Il se tue quelques mois plus tard à Monza, en mai 1955 : sa vie est relatée avec émotion dans *La Liberté de l'Est*⁴¹.

Grâce au cinéma, les Vosgiens apprennent à connaître une Italie qu'ils ignoraient jusque-là : les films italiens - les seuls à pouvoir véritablement concurrencer Hollywood - sont projetés dans la France entière. Dans la région de Saint-Dié, une dizaine de salles annonce par voie d'affiche ou dans les journaux, l'arrivée de la dernière comédie et du *péplum* dont tout le monde parle. Au cours de la seule année 1955, le public déodatien peut voir des productions aussi diverses que *La Strada*, *Pain*, *Amour et Fantaisie*, *Le Grand Jeu*, *L'Orphelin de Capri* ou *Le Petit Monde de Don Camillo*. Les stars transalpines bénéficient d'une très grande popularité, Giulietta Masina, Marcello Mastroianni, Vittorio Gassman et surtout Gina Lollobrigida⁴². Afin de résister à l'"invasion" américaine, des dizaines de coproductions franco-italiennes associent les acteurs des deux pays - Gino Cervi et Fernandel par exemple - et sont tournées dans les deux langues : il ne saurait alors être question, dans un but de simple rentabilité commerciale, de dégrader l'image d'un peuple, ou de conforter tel stéréotype négatif. L'Italien n'est plus le voleur ou le baladin si souvent décrié par le passé : le grand écran a fait de lui un homme poli, élégant, sentimental, somme toute peu différent du Français tel que celui-ci aime à se décrire. Il est de moins en moins considéré en étranger : sa langue, sa religion, son mode de vie font de lui un voisin avec lequel les affinités sont nombreuses.

Grâce à l'ouverture des frontières et à la création d'un vaste Marché Commun européen, les produits culinaires transalpins, s'ils ont d'abord suscité la curiosité, connaissent rapidement un très grand succès. En fait de "cuisine italienne", il s'agit de spécialités presque toutes originaires du *Mezzogiorno*, de Campanie en particulier. L'ouverture des premières pizzerias a largement contribué à diffuser auprès de la clientèle citadine des aliments nouveaux, bon marché et appréciés, pâtes, pizzas, glaces : la ménagère est devenue une ambassadrice des produits italiens. Buitoni, Barilla, Motta, grâce à leurs publicités omniprésentes, ont entrepris avec succès la conquête du marché français : "*C'est imprévu, c'est différent, ça change de l'ordinaire*", proclame un encart paru dans *La Liberté de l'Est* en mars 1960. *Ce petit air d'Italie ! Quel parfum qui donne faim ! Enfin, voilà un menu "surprise" : dès la première bouchée, on se croirait transporté à Naples ou à Florence ...* ; suit alors le slogan de la marque, illustré au second plan par une fourchette et un joueur de mandoline : "*Ravioli Buitoni ... molto buoni !*"⁴³.

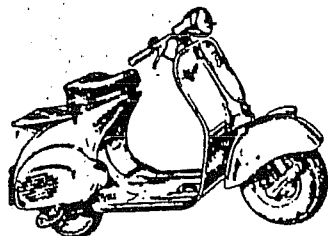
Le tourisme de masse prend une très grande ampleur à la fin des années 1950 : il crée également une "passerelle" au travers des Alpes. L'Italie devient vite la destination privilégiée des

⁴¹ La Liberté de l'Est : 27 mai 1955.

⁴² La Liberté de l'Est : 1955.

⁴³ La Liberté de l'Est : 18 mars 1960.

L'Italie dans les vitrines et sur les écrans déodatiens.



Voici les beaux jours

ACHETEZ VITE

votre **VESPA**
Ets TREIBER

13, Rue de la Prairie — SAINT-DIE

- L'EMPIRE -



Un film pathétique où la tendresse et l'amour s'opposent à l'immoralité et à la perfidie.

L'EMPIRE

Umberto SPADARO - Renato BALDINI, dans

“L'ORPHELIN DE CAPRI”

UNE HISTOIRE MERVEILLEUSE

L'EMPIRE, 21 h.

Vous qui avez aimé « LA STRADA », ne manquez pas le nouveau chef-d'œuvre de FELLINI

« IL BIDONE »

avec Giulietta MASINA

Une date dans l'histoire du Cinéma

L'EMPIRE

CE SOIR A DIMANCHE

Un film à la fois pathétique et fantasque.. digne du CHARLOT de « LA RUEE VERS L'OR » et du « CIRQUE »

LA STRADA

Avec Anthony QUIRIN et Giulietta MASINA

Le film que la critique, unanime, a qualifié

d'exceptionnel chef-d'œuvre

— PRIX INTERNATIONAL VENISE —

EDEN

Tél. 50
Soirée : 20 h. 30

« LE GRAND JEU »

Gina Lollobrigida

En raison de la valeur du film, une majoration de 20 % sera appliquée sur le prix des places.

CINE SOUDIERE, tél. 4. Sam. 20 h. 45
Dimanche 2 matinées 14 h. 30 - 17 h.

Soirée 20 h. 30

FERNANDEL dans

**LE PETIT MONDE DE
DON CAMILLO**

estivants français. Côte adriatique, Riviera ligure, Venise, Milan et Bergame, les sites touristiques et lieux de villégiature sont presque tous situés au Nord, là où la croissance économique est la plus remarquable. Les vacanciers peuvent constater *de visu* que le pays qu'ils visitent est moderne et que la vie y est des plus agréables : scooters pétaradants, magasins bien achalandés, jeunesse insouciante et heureuse, villes propres et paysages magnifiques, tels sont les souvenirs que gardent les visiteurs de leur passage dans la péninsule.

Vers 1960, l'Italie a acquis une image des plus flatteuses auprès des Français, surtout chez les plus jeunes : nés 20 ans plus tôt, ceux-ci n'ont pas ou peu connu les souffrances de l'Occupation, les difficultés de ravitaillement, l'excitation patriotique de la Libération ainsi que la "soif" de vengeance qui s'en est suivi. Contrairement à leurs parents ou grands-parents, ils n'ont pas été bercés dans l'atmosphère xénophobe des années 1930-1940. Alors que la France est "empêtrée" dans les guerres coloniales, alors que ses élites, son système éducatif restent souvent tournés vers le passé, l'Italie attire les sympathies par ses succès sportifs et commerciaux, par son mode de vie particulier surtout. La *dolce vita* et le *farniente*, vision idyllique apportée par le cinéma, contrastent en effet fortement avec le quotidien de jeunes Vosgiens menacés par le chômage et craignant de partir combattre en Algérie.

B - Des étrangers privilégiés.

1 - Dans la littérature et le cinéma, Beau-Masque et Laurent.

L'Italien installé en France est, comme l'indique le plus souvent sa carte de séjour, un "*résident privilégié*" : parmi tous les immigrés, il est considéré comme le plus facilement "assimilable" dans la Nation française.

La presse, le cinéma, la littérature présentent également les Transalpins sous un aspect nettement favorable : dotés de grandes qualités humaines, d'une sensibilité inégalée, ils sont des spécialistes irremplaçables. Dans son roman, *Beau Masque*, publié en 1954, Roger Vaillant décrit les luttes sociales menées par des ouvriers d'une filature de soie refusant des licenciements et s'opposant à une multinationale franco-américaine. L'action se passe dans une vallée du massif du Jura, non loin de Lyon, et permet à Belmaschio, dit *Beau Masque*, de s'illustrer avec un courage inégalé dans ce combat opposant les "prolétaires" de la ville du Cluzot aux grands patrons qui les exploitent sans vergogne. Pour l'auteur, Belmaschio symbolise l'homme libre, généreux et désintéressé, qui n'accepte pas d'être "enchaîné", qui refuse les inégalités et l'injustice et qui ne cessera de se battre pour faire naître un monde nouveau. *Beau Masque* n'est pourtant pas un communiste "modèle" : c'est d'abord un solitaire, qui a quitté son Piémont natal pour échapper aux

poursuites de la police, et qui est hostile à toute forme d'autorité. Il a également exercé tous les métiers, sauf un, celui de maçon : son père, son grand-père étaient des saisonniers qui partaient chaque printemps pour la France. *Beau-Masque*, refusant ce qu'il considère comme une fatalité, veut vivre de son travail en Italie : c'est pourquoi il a appris le métier de mécanicien puis est rentré aux chantiers navals de l'*Ansaldo* à Gênes où il est devenu riveteur, pour sa plus grande fierté. C'est là qu'il participe activement aux conflits sociaux qui secouent rudement l'Italie après-guerre. Obligé de partir en France, il est employé comme manœuvre sur un chantier d'électrification du chemin de fer : son équipe est composée d'Italiens et de Nord-Africains qui se détestent, les seconds étant bien plus mal logés et payés que les premiers. Savamment entretenue par l'employeur, cette rivalité prend fin lorsque *Beau-Masque* parvient à organiser un mouvement de grève avec des revendications communes. L'entreprise cède, mais le meneur est licencié. Il devient alors laitier à la Fruitière du Cluzot, ce qui lui permet de rencontrer les ouvriers de la filature de soie. Organisant la grève avec son amie française, militante C.G.T., il est finalement abattu par les C.R.S. sous les yeux des grévistes et des journalistes, alors qu'il arrosait avec une lance à incendie l'exposition organisée par la direction. Roger Vaillant a fait de son héros un martyr de la cause ouvrière : "*A ce moment, écrit-il, un coup de feu claqua. Beau Masque lâcha la lance. Il écarta les bras, nous entendîmes un cri rauque, puis il tomba en avant, les bras en croix*"⁴⁴. Non dénué d'arrière-pensées politiques, le roman représente un vibrant hommage à la lutte des "humbles" contre les "puissants". Il dénonce sans nuances la xénophobie de certains autochtones et l'utilisation qui en est faite par le patronat. Son héros est un Italien aimé de tous, poli, galant, généreux et fort, aussi à l'aise pour réparer des moteurs que pour pêcher la truite. Son sacrifice n'a pas été vain : pour l'auteur, il doit servir de modèle à une classe ouvrière trop souvent endormie. C'est ce que craint par dessus tout le banquier lyonnais qui possède l'entreprise en faisant rapatrier et enterrer le corps de *Beau Masque* en Italie : le cimetière du Cluzot ne doit pas devenir un lieu de pèlerinage ...

En 1953, un autre immigré transalpin, joué par Raf Vallone, est la vedette d'une coproduction franco-italienne de Marcel Carné : *Thérèse Raquin*, film librement inspiré du roman d'Émile Zola. Thérèse, incarnée par Simone Signoret, est vendeuse dans une petite boutique de tissus à Lyon, et vit sous la coupe de sa patronne qui est aussi sa tante et belle-mère : orpheline, elle a épousé très jeune Camille, son cousin, petit employé malingre et stupide. Tous les jeudis soirs depuis 17 ans, la famille se retrouve avec deux amis pour jouer aux petits chevaux. La jeune et jolie Thérèse n'aime pas son mari : dans cet univers cloisonné, elle a la nette impression de gâcher sa vie, tantôt considérée comme une servante, tantôt comme une infirmière. C'est alors qu'elle tombe follement amoureuse d'un camionneur italien, Laurent, qui a ramené Camille chez lui alors qu'il s'était enivré. Laurent est beau, grand, fort et parle avec un léger accent. "*Vous ne savez pas ce que c'est de penser à un homme, un vrai !*" lui dit Thérèse. Celui-ci lui apparaît comme un être libre,

⁴⁴ VAILLANT (Roger), *Beau Masque*, Paris, Gallimard, 1954, 331 p.

passionné, et ses sentiments pour elle sont purs. *“Un camionneur ! s’exclame Camille devant Thérèse. Non mais de quoi j’aurai l’air ! Et un étranger en plus ! On sait même pas d’où ça vient et ça tutoie tout le monde !”* Devant l’intransigeance bornée du mari, les amants envisagent de quitter la France et de s’installer en Italie. Laurent tente d’expliquer à Camille qu’il doit laisser partir sa femme, en pure perte. Dans le train de Paris, celui-ci s’énervé, menace, insulte le routier et révèle là sa véritable nature : *“Tous les mêmes ! On vous accepte chez nous, on vous nourrit et vous en profitez pour faire vos saletés !”* Furieux, Laurent précipite celui qui l’a injurié hors du train, le tuant sur le coup. Pour le spectateur, il est malgré ce geste le seul vrai héros du film : chacun souhaite que les deux amants parviennent à échapper aux griffes de la police tant leur amour est vrai. Raf Vallone n’est pas réellement un meurtrier : s’il a tué, c’est sans aucune préméditation, sous le coup de la passion. Face à la petite bourgeoisie commerçante, dans un monde encore sclérosé anciennement pétainiste et devenu sans doute poujadiste, l’Italien détonne ici par son énergie, sa fraîcheur et sa générosité⁴⁵.

Beau Masque et Laurent constituent deux figures de la littérature et du cinéma des années 1950, deux images de l’immigré transalpin qui se rejoignent sur de nombreux points : désormais, celui-ci n’est plus le parasite ou le bandit tant décrié depuis le début du siècle. Il a un nom, un surnom parfois, et surtout, une véritable personnalité, attachante et même séduisante.

2 - Pour les sociologues, des étrangers facilement assimilables.

Les travaux des sociologues et démographes viennent également détruire stéréotypes et préjugés de l’immédiat après-guerre. Plusieurs études de l’I.N.E.D. confortent l’opinion des partisans de la “fusion” des Transalpins dans la population française.

La plus importante débute en 1950. Il s’agit *“d’éclairer sur le processus d’assimilation des étrangers”*. On crée alors cinq groupes d’une centaine de foyers chacun : l’un d’entre eux est constitué uniquement de familles italiennes dont l’époux est salarié du bâtiment en région parisienne. La moitié d’entre eux sont arrivés dans les années 1920, du nord de la péninsule, et étaient alors âgés de moins de 35 ans. En 1951, un sondage est également effectué auprès de 2463 Français afin de mieux connaître leurs *“attitudes et comportements à l’égard des immigrants”*. Le tout est rassemblé dans un rapport unique présenté par les sociologues Alain Girard et Jean Stoetzel, et publié aux P.U.F. en 1953. Malgré ses imperfections, le rapport Girard-Stoetzel est riche d’enseignements : il définit clairement les notions d’intégration et d’assimilation, insiste sur les “histoires de vie”, les parcours, les processus, les outils qui ont permis à la “fusion” de réussir ou d’échouer selon les cas. Il est réalisé également avec une très grande impartialité, dénuée de tout esprit polémique. Lorsque des Français sont consultés, ils affirment que *“la présence d’étrangers rend des services au pays”*. Il ressort également que les Italiens sont perçus comme *“intégrables facilement”* - ce qui prouve

⁴⁵ CARNÉ (Marcel), Thérèse Raquin, coproduction Lumière (Paris) - Luxfilm (Rome), 1953.

d'ailleurs qu'ils sont déjà intégrés -, et qu'ils accèdent au premier rang des "préférences" des autochtones. A l'opposé, Algériens et Allemands restent derniers : *"Cela semble montrer, écrivent Girard et Stoetzel, que l'accueil réservé aux immigrés des diverses nationalités ressort plutôt d'une impulsion affective que d'un jugement objectif sur leur possibilité d'adaptation"*. On a également établi un classement variant de 1 à 3 afin de mieux cerner le "niveau d'assimilation" des familles italiennes interrogées : pour à peine 10 % des cas, *"l'échec du processus d'insertion"* est évident, alors que pour 60 %, *"l'accommodation est parfaite"*. Ces ouvriers du bâtiment ne parlent que la langue du pays d'accueil, ont souvent épousé une Française et sont naturalisés. Depuis 30 ans, leur ascension sociale est remarquable et tous jouissent d'une très bonne réputation en tant que maçon ou entrepreneur. Le "verdict" du rapport est sans appel : *"Les métiers, les mœurs, les goûts sont français. Pénétrant dans la demeure de ces immigrés, les enquêteurs n'éprouvent aucun dépaysement. Ces Italiens sont satisfaits, ils sont à l'aise dans leur vie et leur personnage. Ils sont aussi assimilés qu'un Auvergnat à Paris"*⁴⁶.

3 - Les vertus du cosmopolitisme.

Dans les Vosges également, la xénophobie a apparemment laissé place à une atmosphère beaucoup plus tolérante : les derniers arrivés semblent avoir profité de la bonne image de leurs prédécesseurs.

A Saint-Dié, la presse annonce au début du mois de janvier le résultat du recensement des étrangers : jusqu'en 1951, ces chiffres sont parfois suivis d'un commentaire peu flatteur, insistant notamment sur le nombre des contrôles que les forces de l'ordre ont été amené à effectuer. La ville est alors comparée à une nouvelle Tour de Babel et la présence des immigrés considérée comme un mal nécessaire. A partir de 1952, le ton change nettement : après la froideur des chiffres, les phrases s'humanisent de plus en plus au fil des ans. En 1953, *La Liberté de l'Est* constate qu'il y a 24 nationalités présentes dans la sous-préfecture : *"Que le monde est petit, dirons-nous, en évoquant tous ces Italiens maçons avant tout, ces Allemands, maçons également, mais aussi électriciens, ébénistes, mécaniciens, les Espagnols, marchands de légumes ou gars du bâtiment, selon qu'ils sont ou ne sont pas des réfugiés, tous les autres aussi, Belges ou Suisses, parfaitement assimilés à notre pays et impossibles à déceler si on ne les connaît pas ; et puis les Tonkinois, les Polonais, les Tchèques qui forment à Saint-Dié un microcosme où la rudesse des langues germaniques se heurte à la douceur des chantantes et claires intonations latines"*⁴⁷.

Un an plus tard, le discours prend une portée beaucoup plus philosophique et moralisatrice : *"Chaque jour, nous côtoyons ces 635 étrangers, nous travaillons avec eux, nous faisons du commerce avec eux : il nous faut remarquer que nous nous entendons fort bien avec eux,*

⁴⁶ MILZA (Pierre), L'intégration des Italiens dans la région parisienne. Une grande enquête revisitée, in, L'intégration italienne en France, pages 85-106.

⁴⁷ La Liberté de l'Est : 10 janvier 1953.

qu'eux-mêmes se sont très bien acclimatés à notre vie déodatienne ; on n'entend jamais parler d'eux. Tirons-en une conclusion optimiste : si des hommes aussi différents arrivent à vivre sans contrainte en bonne harmonie ; si des hommes, qui, hier, s'affrontaient farouchement sur des champs de bataille, ont appris à se faire, les uns aux autres, ces concessions mutuelles qui permettent de s'entendre et, mieux, de se comprendre, on peut en inférer que les peuples entre eux doivent être capables de vivre en paix. Car ce qui vaut pour le "petit monde" déodatien vaut aussi pour le monde entier"⁴⁸.

Le journal qui n'avait cessé de dénoncer les immigrés *"voleurs, profiteurs et dangereux pour l'ordre social"* après 1945, considère pour la première fois qu'ils représentent une richesse pour la région. *"Non, les étrangers ne nous ôtent pas le pain de la bouche, titre-t-il en février 1950. Il manque même 700 000 ouvriers dans le bâtiment"⁴⁹.* En janvier 1957, le lecteur apprend également avec satisfaction que *"les étrangers de Saint-Dié ont adopté chez nous une attitude parfaitement correcte et qu'ils ne sont que dans des cas très exceptionnels un souci pour nos services de police"*. Dans les années 1960, le ton est le même : *"La colonie étrangère de la ville se montre à la hauteur de l'hospitalité qui lui est faite en s'intégrant parfaitement à la vie déodatienne et à nos mœurs. Elle vit parmi nous d'une vie paisible qui permet qu'on l'apprécie sans réserve"⁵⁰.* A partir de 1965, la publication des chiffres du recensement disparaît des colonnes des journaux : si les immigrés ne posent aucun problème, s'ils travaillent et ne représentent aucune charge pour le pays, peu importe d'en connaître le nombre.

Le "tournant" de *La Liberté de l'Est* est symbolique et illustre bien le revirement de l'opinion. Le cosmopolitisme a trouvé de nombreux partisans : l'union étroite au sein de la C.E.E. de la France, de l'Allemagne et de l'Italie, le modèle que représente le "melting-pot" américain ont fait reculer les idées xénophobes. 20 ans après la fin de la guerre, on a également pleinement compris - dans les Vosges plus qu'ailleurs - jusqu'où peut mener le racisme. Italiens et Allemands ne sont plus présentés en ennemis d'hier, mais en voisins Européens avec lesquels les relations sont amicales. L'immigré transalpin, "latin", catholique, présenté comme parfaitement intégré et assimilé, n'est plus vraiment un étranger.

C - Une xénophobie qui n'est pas totalement éteinte.

1 - Repli sur soi et idéalisation du passé.

Les vieux réflexes identitaires du début du siècle n'ont pas totalement disparu ; ils contribuent parfois à entretenir les sentiments xénophobes. Avec l'effondrement des "empires

⁴⁸ *La Liberté de l'Est* : 11 janvier 1954.

⁴⁹ *La Liberté de l'Est* : 3 janvier 1957.

⁵⁰ *La Liberté de l'Est* : 4 janvier 1963.

cotonniers” et les menaces de licenciements, une partie de la population de l’arrondissement est sans repères et livrée à elle-même dans un monde où l’on ne parle plus que de progrès et de réussite personnelle. L’époque du paternalisme d’entreprise est bien morte, avec ses crèches, ses cours professionnels, ses éconòmats et un emploi à vie dans la même entreprise. Il s’agit maintenant d’étudier afin de disposer d’un savoir intellectuel et technique que l’on pourra monnayer ensuite, ici ou ailleurs. Or, une partie de la population des vallées et des villages de montagne, habituée à vivre “avec peu” et à être assistée par plus puissant que soi, n’est ni prête, ni préparée à affronter ces conditions nouvelles : elle se trouve dans une situation de grande vulnérabilité ; la peur de l’avenir a désormais remplacé la “routine” quotidienne.

Paysans, ouvriers, petits commerçants manifestent d’abord cette inquiétude dans leurs choix politiques : bastion communiste de 1945 à 1958, l’arrondissement de Saint-Dié devient à partir de cette date une terre acquise au général de Gaulle et à la Vème République. Aux élections législatives de 1956, profitant de la disparition du R.P.F., le parti communiste recueille plus d’un tiers des suffrages, et l’U.D.C.A. de Pierre Poujade plus de 10 %. Deux ans plus tard, le gaulliste Maurice Lemaire l’emporte facilement. La circonscription de Saint-Dié apporte ainsi dès son arrivée au pouvoir, un soutien sans failles au “Général” : en septembre 1958, elle vote “oui” à la nouvelle constitution à près de 85 %, soit quatre points de plus que la moyenne nationale⁵¹. Lors de l’élection présidentielle de décembre 1965, elle accorde au candidat de Gaulle 59 % de ses suffrages dès le premier tour, confirmant largement sa préférence au second.

La forte personnalité de Maurice Lemaire a rallié l’arrondissement au gaullisme ; elle a aussi considérablement affaibli le parti communiste : en 1968, celui-ci ne recueille plus que 11 % des voix, contre près du double dix ans plus tôt, alors que le député sortant a rassemblé sur son nom plus d’un électeur sur deux. Natif de Gerbéal, Maurice Lemaire est un “enfant” du pays : issu d’une famille d’instituteurs, il a effectué de brillantes études et est devenu ingénieur aux chemins de fer où il a pu expérimenter plusieurs procédés de son invention. Ancien combattant de la Grande Guerre, il s’engage en 1944 dans la Résistance sous le code X27 et incite les cheminots à freiner l’activité des trains. Pendant l’Occupation, il perd son frère, déporté à Dachau, ainsi que ses parents morts de chagrin. A la Libération, il est promu directeur général de la S.N.C.F., puis ministre de la Reconstruction et du Logement dans les cabinets Laniel et Mendès-France. A son poste, il a hâté le relèvement de sa région natale qui lui en fut par la suite très reconnaissante. Maire de Colroy, conseiller général du canton de Raon-l’Étape puis de celui de Provenchères, ce gaulliste rallié est constamment élu député des Vosges de 1951 à 1968⁵². Sa bonhomie, son passé glorieux, valent à cet alerte sexagénaire chauve au visage rond, la sympathie de la population. Maurice Lemaire défend des valeurs d’ordre exaltant le passé de la région et le patriotisme des Vosgiens, et se réfère sans cesse à

⁵¹ La Liberté de l’Est : 29 septembre 1958.

⁵² RONSIN (Albert), sous la direction de, Les Vosgiens célèbres. Dictionnaire biographique illustré, article : Lemaire.

la Résistance et aux souffrances de l'Occupation : s'il a écrasé communistes et poujadistes, c'est en reprenant une partie de leurs arguments et de leur thématique. Son électorat se recrute à la fois dans le monde ouvrier, mais aussi chez les paysans, les commerçants et les classes moyennes. Il bénéficie également du soutien de la presse locale, *L'Est Républicain* et surtout *La Liberté de l'Est*. Aux élections législatives de 1962 par exemple, ce journal salue la nouvelle victoire du maire de Colroy, acquise dès le premier tour avec 62 % des voix, en dressant un tableau idyllique et totalement erroné de la situation économique locale : *“En donnant leurs suffrages à l'ancien ministre, les électeurs ont voulu dire merci à leur député, qui a su, qui a voulu assurer l'avenir de l'arrondissement en lui donnant une expansion industrielle presque unique en France”*⁵³.

La popularité de Maurice Lemaire, l'adhésion apparemment très forte au gaullisme, traduisent aussi les inquiétudes de la population : face à un monde qui change et dans lequel on se sent désarmé, on tente de trouver dans le repli sur soi, sur son “identité”, sur son passé, un dérivatif qui permet de mieux oublier les contraintes du présent et la peur de l'avenir. Cette attitude frileuse et conservatrice trouve un écho important dans les milieux politiques et dans la presse : comme au début du siècle, comme dans les années 1930, on tente de définir et de décrire un “chez soi” idéalisé - la montagne vosgienne -, dont les habitants sont parés de toutes les vertus.

En 1965 par exemple, *La Liberté de l'Est* effectue une grande “Enquête sur les jeunes” : elle sélectionne soigneusement quelques adolescents résidant dans l'arrondissement et cherche à connaître leur état d'esprit et leurs motivations. Toutes les personnes interrogées sont des Français “de souche” issus de vieilles familles locales : âgé de 18 ans, Gilles est étudiant au lycée de Gérardmer. C'est *“un beau spécimen de Vosgien. Blond jonquille, regard clair que nulle ombre ne fréquente jamais, témoignant par sa musculature élégante de tous les avantages de la natation qu'il pratique avec ferveur, ce garçon est aussi équilibré au moral que le poids qu'il agence sur sa barre d'altérophile (...). Il prête une affection toute particulière à l'Histoire napoléonienne. Réussir le professorat, tout est là pour Gilles. Et il s'y emploie avec tout son courage, toute sa ténacité de montagnard (...). Bientôt, il sera appelé à accomplir son service militaire. Il s'en réjouit : ça endure. Et pour l'étudiant, cela le contraint fort heureusement à se frotter au pratique, au manuel. On en sort moins gauche, plus débrouillard (...). Son regard clair n'offre aucun asile au drame. Encore moins aux productions psychologiques (...). C'est presque au terme de notre entretien qu'il formule de graves griefs contre certains manques en pays géromois : rester à Gérardmer ? Non ! On ne peut y réussir, il y manque trop de choses. On voit trop de touristes et pas assez de sédentaires (...). Je déteste la politique, déclare le jeune homme. Elle permet de réussir à des gens très malins certes mais trop calculateurs. Sur cette affirmation dont la fermeté nous invite à penser qu'elle restera une règle de conduite pour l'adulte, Gilles prend congé. A le voir fouler la neige vosgienne, on sent qu'il est garant de beaux futurs sains, solides, pour cette race de montagnards*

⁵³ La Liberté de l'Est : 20 novembre 1962.

dont il offre un réjouissant témoignage”⁵⁴. C’est une vision très traditionnelle de la jeunesse qu’offre la lecture des reportages de *La Liberté de l’Est*, respectueuse de ses parents et gardienne des traditions, prête à s’engager sans sourciller dans l’armée, méfiante envers tout engagement politique ou syndical qui pourrait diviser la Nation.

Voir partir cette “*race de montagnards*” signifierait une perte immense pour les Vosges qui seraient privées à la fois de leur dynamisme et de leur substance originelle. La voir remplacer par des “immigrés” serait pire encore : la région serait totalement dénaturée et y perdrait son âme. Près d’un demi-siècle après sa mort, Maurice Barrès - dont l’œuvre est alors étudiée par la plupart des professeurs de Lettres des lycées de Gérardmer ou Saint-Dié - représente toujours une référence, au mépris parfois de toute exactitude historique.

En décembre 1970 par exemple, le chef de division de l’U.R.S.S.A.F. d’Épinal, Vosgien “de souche”, écrit un rapport de 34 pages sur les mouvements migratoires dans les Vosges. Le vocabulaire employé semble totalement obsolète et teinté de xénophobie, mais est révélateur des sentiments de peur de l’auteur partagés sans doute par une partie de la population : “*Alors que chaque année, plusieurs centaines de nos compatriotes nous quittent sans esprit de retour, parce qu’ils n’ont pu trouver chez nous ce qu’ils espéraient, un nombre sans cesse croissant “d’étrangers” s’établit à leur place, sans que vraisemblablement les conditions de travail aient véritablement changé. Paradoxe des migrations ! Notre population vosgienne, si homogène au lendemain de la guerre - à tel point qu’elle possédait ses caractéristiques et son tempérament propres - va, perdant peu à peu ce qui faisait son originalité. A ce rythme, et en un peu plus d’une décennie, le nombre “d’étrangers” au département aura presque égalé le nombre des originaires. On ose espérer que cette “invasion” sera bénéfique pour l’économie vosgienne. Encore faut-il veiller à ce que ne s’instaure une forme de colonisation. Si l’on ne voulait en considérer que l’aspect humaniste, il va de soi que cette sorte de “pollution” démographique d’un groupement humain contribuera à accélérer le processus de dégradation de ses valeurs traditionnelles*”⁵⁵. “Colonisation”, “invasion”, “pollution” : les mots n’ont, là encore, guère changé depuis 1900.

La contemplation du passé, son idéalisation, son étude et son écriture, sont considérées comme des actes de résistance : pour éviter que traditions et coutumes ne disparaissent à jamais, il convient d’entretenir une mémoire collective afin de souder le “groupe” autour de valeurs communes. En juin 1968, on célèbre le 24ème anniversaire de l’insurrection du maquis de Corcieux en présence de Pierre Messmer, ministre des Armées, en rappelant combien le sacrifice des hommes du capitaine Vichard a été utile dans la libération du pays. Mais il doit également servir d’exemple à une jeunesse qui, pense-t-on, manque cruellement de repères : “*Se reportant à des événements plus récents, il faut appeler tous les gens pour qui le mot Patrie a encore un sens, à se regrouper derrière*

⁵⁴ La Liberté de l’Est : 8 avril 1965.

⁵⁵ A.D.V. : Br 1203, Analyse des mouvements migratoires dans les Vosges (U.R.S.S.A.F., décembre 1970).

les trois couleurs, pour que règnent la liberté, l'ordre et la discipline, sans lesquels rien de valable ne peut se construire”⁵⁶.

En octobre 1970, alors que l'on vient à peine d'annoncer le licenciement de 872 ouvriers à Fraize et Plainfaing, alors qu'un mouvement de grève et qu'une manifestation ont mobilisé plusieurs milliers de personnes, *La Liberté de l'Est* préfère consacrer pendant plus d'une semaine de longs articles d'une demi-page au centième anniversaire de la bataille de Nompatelize. Une fois encore, le passé glorifié vient masquer pour un temps les angoisses du moment. Les grévistes ? Des excités qui ont “failli lyncher” le député Lemaire venu leur parler et leur promettre l'installation de nouvelles entreprises dans l'arrondissement⁵⁷. Les sujets qui dérangent sont pourtant vite oubliés : il s'agit d'inaugurer “l'exposition du centenaire”, de décrire dans leurs moindres détails l'action et le courage des partisans qui, un siècle plus tôt, “grâce à une résistance héroïque, ont arrêté l'ennemi pendant toute une matinée”⁵⁸.

La “redéfinition” d'une prétendue identité vosgienne et d'un “chez soi” protecteur s'accompagne, inconsciemment ou non, d'une nouvelle perception de l'“autre” : si les Vosgiens forment une “race”, une “communauté”, s'ils ont partagé depuis des siècles une histoire commune, si les Vosges sont leur “patrie”, l'étranger est perçu comme un intrus, voire un danger. L'exaltation des valeurs traditionnelles et du passé, phénomène récurrent depuis 1870 surtout en période de crise, s'accompagne aussi de sentiments de méfiance, de rejet, ou de manifestations xénophobes. L'“étranger”, mot qu'il faut comprendre au sens large, est parfois perçu comme une menace pour l'identité même de la région et celui qui y est entré après 1945 est tout particulièrement visé, Italien originaire du *Mezzogiorno*, Portugais, Espagnol et surtout, Algérien.

2 - L'Algérien, *Sidi* ou *fellagha* ?

La xénophobie n'a pas totalement disparu de l'arrondissement de Saint-Dié, loin de là : si elle ne s'exerce plus véritablement contre des Italiens, elle a trouvé d'autres cibles.

Dans les années 1950, les vieux préjugés anti-arabes resurgissent avec force et les immigrés algériens en sont les premiers touchés. Depuis la fin du XIX^{ème} siècle en effet, le Maghrébin est presque constamment présenté dans la presse, la littérature, le cinéma, les cartes postales et les manuels scolaires sous un aspect très négatif : derrière un visage disgracieux et fourbe, croit-on, il ne peut masquer son âme sournoise, son intelligence perverse. Dans les années 1930, Georges Mauco considère que la distance culturelle et même biologique séparant “l'Arabe” du Français “de souche” est infranchissable. Par la couleur de sa peau, sa langue, sa religion, ses mœurs, il ne peut “se fondre” dans la population française. Non souhaitée, l'immigration maghrébine ne peut prendre qu'un caractère temporaire : “l'indigène” n'est tout au plus qu'un travailleur ou un soldat, qui rentrera dans

⁵⁶ *La Liberté de l'Est* : 7 juin 1968.

⁵⁷ *L'Est Républicain* : 19 septembre 1970.

⁵⁸ *L'Est Républicain* : 28 septembre 1970.

son *bled* lorsque l'on n'aura plus besoin de lui. Après 1945 pourtant, la presse et les magazines ne cessent de mettre en avant, à l'aide de photographies savamment retouchées, le mythe d'une assimilation réussie des populations africaines. La découverte des camps de la mort nazis, conséquence directe d'un racisme institutionnalisé d'État, a refoulé pour un temps dans l'inconscient collectif les images inégalitaires d'avant-guerre. Avec le début des "événements d'Algérie" en 1954, les stéréotypes coloniaux resurgissent avec une nouvelle vigueur : alors que les journaux ne cessent de décrire la barbarie du F.L.N., tout immigré algérien est considéré comme un sympathisant potentiel des "terroristes". Il n'est plus seulement un *Sidi* vendant les tapis qu'il porte dans le dos, mais est également suspecté d'être un "porteur de valises" du Front de Libération National. Par crainte des attentats, de peur aussi que le conflit ne traverse la Méditerranée, la majorité des Français, bercée depuis l'enfance dans l'imagerie coloniale, veut d'abord éviter l'invasion et la submersion. Inassimilable par nature, l'Algérien doit être également surveillé et contrôlé bien plus que les autres étrangers⁵⁹.

Si l'Italien a pratiquement disparu des colonnes de faits-divers, il est désormais remplacé par "l'Arabe". Dans la région de Saint-Dié, les chantiers de reconstruction occupent dès 1947 plusieurs dizaines de manœuvres maghrébins qui logent presque tous au camp O.N.C.O.R. dans des conditions déplorables. Début 1951, la municipalité de Saint-Dié, alertée par "*M. Ben Khouty, vieux déodatien qui connaît parfaitement le problème musulman*", tente pour la première fois d'améliorer les conditions d'hébergement de ces immigrés. Assez hypocritement, *La Liberté de l'Est* annonce que "*de substantielles améliorations ont été apportées aux conditions d'existence des Nord-Africains du camp de Saint-Roch*" : "*Alors que les travailleurs européens, Français, Italiens, Espagnols etc... disposaient d'une chambre personnelle, les Nord-Africains devaient y cohabiter à quatre, dans des conditions d'hygiène peu enviables. Le tuberculeux voisinait dangereusement pour ses compatriotes sans contrôle médical. Le soir, l'unique couloir était plongé dans l'obscurité la plus complète par suite de l'absence complète d'éclairage*". La description des occupants est un mélange de condescendance et d'esprit colonial : "*Livrés ainsi à eux-mêmes, vivant quasiment à l'index de la collectivité laborieuse de l'O.N.C.O.R., le naturel fataliste et primitif de ces grands enfants supprime bien vite le vernis acquis à notre contact. Pourtant, qu'on ne s'y trompe pas, ces hommes ont nettement l'impression d'être traités en parias*". Grâce à l'aide de la ville, d'importantes transformations sont réalisées, et, en juillet 1951, tout semble aller pour le mieux : "*Aujourd'hui, les conditions de vie des Nords-Africains ont complètement changé, faisant disparaître un dangereux climat de rancune et de révolte. Les Algériens du camp de Saint-Roch ont maintenant leur salle commune où ils peuvent vivre selon les préceptes du Coran*" ; le journal conclut : "*Nous les considérons à bon droit comme nos frères et les meilleurs de ceux qui ont combattu sous les plis de*

⁵⁹ BANCEL (Nicolas), BLANCHARD (Pascal), *De l'indigène à l'immigré*, Paris, Découvertes Gallimard, 1998, 128p.

notre drapeau”⁶⁰. Néanmoins, cette générosité apparente n’est pas sans arrière-pensées politiques : en regroupant ces hommes hors du temps de travail, en encourageant l’esprit communautaire, la police peut facilement les contrôler et les surveiller. De plus, afin de les éloigner des thèses du F.L.N., un “Comité d’aide des Nord-Africains” multiplie les dons et les projections de films vantant “les réalisations françaises en Algérie” : en 1956, *Les Vosges Nouvelles* dénoncent de telles pratiques, ainsi que les conditions de vie lamentables régnant au camp O.N.C.O.R.⁶¹.

La réalité est bien différente du discours officiel : isolés du reste de la population, les “Arabes”, souvent jeunes et célibataires, se sentent méprisés. Ils s’opposent souvent aux autochtones, mais aussi aux autres immigrés. Vols, bagarres et rixes sont fréquents au “camp”, mais aussi dans d’autres lieux de rencontres, pour le plus grand bonheur de certains journalistes locaux qui, espérant sans doute faire carrière en utilisant les arguments les plus fallacieux, s’empressent de “couvrir” l’événement. *La Liberté de l’Est* ou *L’Est Républicain* reprennent pratiquement les mêmes arguments que les feuilles nationalistes du début du siècle pour dénoncer le danger social et politique que représentent les Maghrébins. Ceux-ci sont devenus les nouveaux “hommes au couteau”, menaçant les passants et les jeunes filles dans la rue ou dans les bals, se battant avec une sauvagerie inégalée avec de jeunes gens, ou tout simplement entre eux, sans aucune raison apparente, sans doute pour passer le temps... On ne connaît rien de leurs activités professionnelles, on ne les définit ni par leurs noms et prénoms, mais uniquement par leur origine géographique, l’Afrique du Nord. Le mot “Algérien” est très rarement utilisé.

Considérés comme Français, ces travailleurs n’apparaissent même pas dans les recensements annuels des étrangers. Dès 1952 par exemple, *L’Est Républicain* compte à ses lecteurs “une histoire ténébreuse et nord-africaine” sous le titre “Dis-moi bonjour et je t’égorge !” : il ne s’agit pas d’un roman feuilleton, mais d’un article relatant une rixe entre immigrés⁶². La même année, on apprend, entre autres, qu’ “une jeune femme est assaillie par plusieurs Nord-Africains”, que Kabyles et Arabes se livrent des batailles farouches, et que deux Maghrébins “ivres attaquent au couteau un débitant qui refusait de leur servir à boire”⁶³. Chaque mois, le journal livre à ses abonnés le compte-rendu très orienté des dernières frasques. Une fois encore, comme en 1900, la chronique judiciaire, la description des vols et violences dans leurs moindres détails, fait vendre du papier : “Une large part, peu édifiante, pour les Arabes, hier au tribunal correctionnel” renchérit *L’Est Républicain* en janvier 1953.

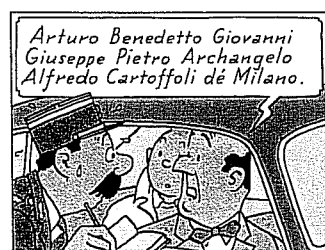
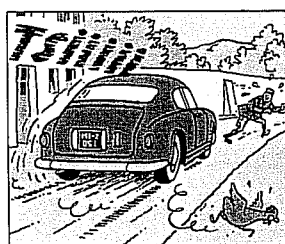
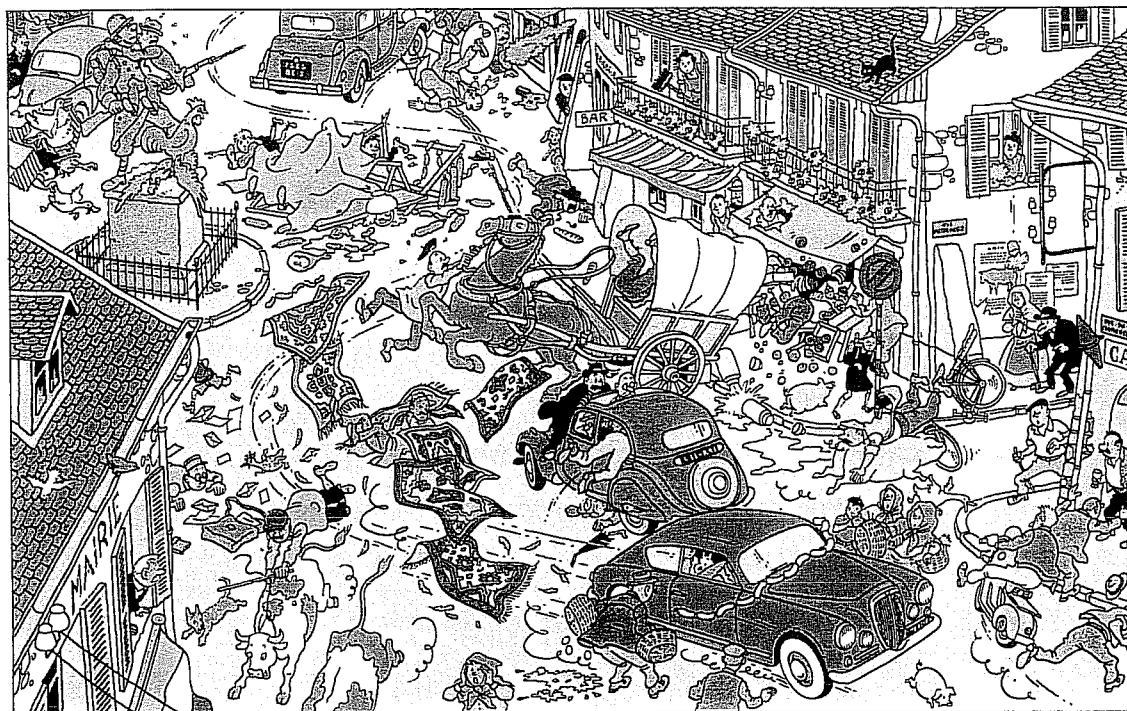
A la fin de la décennie pourtant, avec l’enlissement de l’armée française en Algérie, les accusations se font plus graves : en novembre 1957, plusieurs “ratissages éclairs” sont effectués par la police dans “les milieux nord-africains” de Saint-Dié. Un an plus tard, on apprend avec

⁶⁰ *La Liberté de l’Est* : 30 juillet 1951.

⁶¹ *Les Vosges Nouvelles* : 3 mars 1956.

⁶² *L’Est Républicain* : 4 mars 1952.

⁶³ *L’Est Républicain* : 27 mars, 15 juillet, 8 septembre, 4 décembre 1952



L'image de Italien et de l'Algérien dans "L'Affaire Tournesol", bande dessinée d'Hergé qui connaît, dès sa parution en 1956, un très grand succès en France. L'Italien est un fougueux automobiliste milanais qui n'hésite pas à embarquer Tintin et le capitaine Haddock dans son Alfa-Roméo afin de rattraper les bandits qui ont enlevé le professeur Tournesol : la référence aux grands pilotes transalpins du moment - Ascari, Farina ou Fagioli - est évidente. L'Italie est désormais un pays moderne capable de produire les automobiles les plus rapides ; bien habillés, polis et serviables, les Italiens du nord sont à présent bien loin de l'image de "loqueteux" qui leur était attachée un début du siècle. A l'opposé, l'Algérien n'est qu'un pauvre "Sidi" portant chéchia et manteau long, qui tente de vendre ses tapis le jour de marché dans une petite ville française.

stupeur que l'entraîneur algérien de l'équipe de football de Senones a été arrêté parce qu'il "*collectait pour le F.L.N.*". Enfin, les jours suivants, la presse locale décrit les circonstances atroces dans lesquelles une jeune femme, fille d'un entrepreneur italien de Saint-Michel, a été violée et égorgée par un Maghrébin⁶⁴. L'arrêt des hostilités ne modifie guère l'image de ces immigrés : après 1962, on continue à dénoncer la violence sauvage et les trafics dont ils sont les auteurs, bien plus que ceux concernant Espagnols et Portugais pourtant aussi nombreux. Cela ne contribue pas à apaiser les tensions, bien au contraire, ni le climat de méfiances réciproques existant entre ces nouveaux venus et les autochtones : en septembre 1970, dans un café de Moyenmoutier, un Algérien, ouvrier à la filature depuis quatre ans, tue de plusieurs coups de revolver un Français avec lequel il s'était déjà battu auparavant. Ses compagnons quittent précipitamment l'établissement pour se réfugier le jour même dans leur Consulat à Strasbourg, de peur des représailles. Le meurtrier, après avoir jeté son arme, attend les gendarmes qui viennent l'arrêter. A l'extérieur, la foule s'est regroupée et tente de défoncer les portes du restaurant afin de lyncher l'assassin, saccageant sa voiture, lançant des cris hostiles aux forces de l'ordre arrivées en nombre pour protéger le jeune homme⁶⁵.

25 ans après la fin de la guerre, xénophobie et racisme font toujours des ravages : à partir de quelques rares exemples, médias, rumeur et opinion publique ont tôt fait de porter l'opprobre sur l'ensemble d'un groupe, alimentant stéréotypes et préjugés. Si les Italiens ont été les victimes de ce processus discriminatoire et haineux par le passé, les Algériens les ont désormais remplacés. Les premiers ont indirectement bénéficié, dans leur processus d'intégration, de la mauvaise image des seconds : l'opinion publique, les médias et la classe politique distinguent en effet de manière très manichéenne les "bons" étrangers des "mauvais". Les Transalpins, que tout différencie apparemment des Maghrébins - langue, religion, coutumes, couleur de peau - sont perçus comme les étrangers les plus proches des Français, les plus aptes à se fondre dans "la communauté nationale". La réalité est pourtant bien plus complexe que ne peut le laisser supposer ces généralisations.

⁶⁴ La Liberté de l'Est : 11-12 octobre 1958.

⁶⁵ L'Est Républicain : 11-12 septembre 1970.

Chapitre 5 :

**Assimilation facilitée,
intégration entravée.**

Au début des années 1960, avec la stabilisation des immigrés venus du *Mezzogiorno*, deux groupes semblent se distinguer nettement jusqu'à s'opposer. L'opinion publique et la presse ont tôt fait de différencier les "bons" Italiens du Nord, anciennement installés et naturalisés, des derniers arrivés jugés très sévèrement. Cet antagonisme favorise nettement l'assimilation des premiers et de leurs enfants, et retarde l'intégration des seconds. Ceux-ci élaborent différentes stratégies de résistance jamais observées par le passé. L'émergence d'un patriotisme transalpin, la recherche de "l'entre soi", constituent des moyens de se protéger face aux agressions extérieures et d'oublier les souffrances du déracinement. En 1970, les différences semblent grandes entre les représentants des différentes "vagues" d'immigration. Sont-elles objectivement fondées ? N'a-t-on pas voulu faire ressortir l'image idéalisée de la "fusion" exemplaire des "Alpins" au détriment des "Méditerranéens" ?

I - "Plus Français que les Vosgiens".

A - Une assimilation presque parfaite.

1 - Dans les pages de l'histoire locale.

Les Italiens arrivés au début du siècle ou dans les années 1920 sont à présent âgés de plus de 60 ans. Bénéficiant de l'ancienneté de leur installation, ils ne sont plus vraiment considérés en étrangers : en lisant la presse locale par exemple, la mention de leur nationalité d'origine n'apparaît presque jamais dans les reportages consacrés aux travaux de la reconstruction, dans les "faits-divers", la chronique judiciaire ou la rubrique nécrologique. Comme les autochtones, on les appelle désormais par leurs nom et prénom, précédés de la mention "Monsieur" ou "Madame". Pour tous, ils sont tout à fait respectables et les marques de leur différence se sont presque totalement effacées.

Ils ont en effet partagé une partie du passé de la région dont on ne cesse d'exalter le souvenir dans les années 1960. Les rancunes et appels à la vengeance de la Libération sont oubliés : chacun reconnaît le rôle important des Transalpins dans la constitution des premiers réseaux de résistance, tel le maquis de Corcieux ou le 1er Régiment de Chasseurs des Vosges. Ils ont également payé un très lourd tribut aux déportations de l'automne 1944 : dans la vallée du Rabodeau par exemple - appelée également "vallée des larmes" ou "vallée des veuves" - les noms de plusieurs Italiens figurent sur les monuments aux morts. A Vieux-Moulin et Senones, la commémoration des rafles est devenue un événement plus important que les cérémonies du 11 novembre, du 8 mai ou du 14 juillet : tous les 5 octobre, le maire et ses adjoints, l'instituteur et ses élèves ainsi qu'une partie

des habitants, se rassemblent en souvenir de leurs proches morts à Dachau ou Buckenwald. Avec la place du village, le cimetière est devenu un autre lieu de mémoire : depuis des décennies, les immigrés italiens y enterrent leurs morts dont ils fleurissent les tombes à la Toussaint, tout comme les Vosgiens “de souche”. Par ce passé commun, souvent fait de souffrances et de douleurs, les Italiens sont pleinement considérés comme membres d’une “communauté nationale”, thème d’une très grande importance dans la France du général de Gaulle. Eux aussi ont écrit par leur courage de belles pages de l’histoire locale, dans la lignée des “partisans” de 1814 et des francs-tireurs de 1870.

L’image du “collaborateur” et du “profiteur de guerre” s’efface peu à peu devant celle du combattant et du maquisard. En juin 1952 par exemple, Bruno Barrera est solennellement décoré de la croix de la Légion d’Honneur devant le monument aux morts de Vieux-Moulin, en présence du maire, des pompiers qui forment une haie d’honneur, et de la fanfare municipale. Les états de service de cet ancien combattant sont éloquentes : *“Mobilisé en août 1939 au 21ème R.T.A., il fut si grièvement blessé le 15 mai 1940 par un éclat de bombe qu’il dut subir l’amputation d’un bras. Il fut cité en ces termes à l’ordre de la division : grièvement blessé au feu à son poste de combat dans l’accomplissement de sa mission. La médaille militaire lui fut conférée le 20 juin 1941 alors qu’il était encore en traitement à l’Hôpital de Montpellier”*. La Gazette Vosgienne n’oublie pas d’adresser *“au nouveau chevalier de l’ordre national”* ses plus vives félicitations¹.

Début 1960 est créée *“L’Amicale des Anciens Résistants du Val-de-Senones”* qui regroupe *“en dehors de toute obédience politique ou confessionnelle les anciens résistants, déportés ou non déportés, dont l’action au-dedans comme au dehors des frontières, a contribué à sauver la Nation française au cours de la dernière guerre mondiale”*. L’Amicale est dirigée par Ernest Perrin, *“doyen des Déportés Résistants du Val de Senones”*, ancien instituteur et conseiller général. Elle regroupe la plupart des maires du canton. Les Italiens naturalisés y sont également présents, surtout dans le milieu des “graniteurs”, avec Damien Caron, Salvator Longo ou Pierre Galimberti. Les buts poursuivis par l’association sont nombreux. Elle doit s’efforcer : *“d’exalter le rôle de la Résistance en rappelant ses sacrifices, de maintenir l’union permanente entre ses membres par une entraide morale et matérielle, d’assurer la représentation de ceux-ci auprès des pouvoirs publics en vue d’appuyer leurs revendications légitimes”*².

Ce dernier point est sans conteste le plus important : il s’agit de reconnaître le titre de “Combattant Volontaire de la Résistance” et d’attribuer la carte de “Déporté Résistant” à ceux qui en sont dépourvus bien qu’ayant été les victimes des déportations de l’automne 1944. Le sujet est brûlant et suscite un profond malaise au sein de la population de l’arrondissement, plus particulièrement dans la vallée du Rabodeau. Pour cela, l’association multiplie les démarches, envoyant notamment une lettre au général de Gaulle afin de réparer ce qu’elle considère comme une

¹ La Gazette Vosgienne : 22 décembre 1951 ; La Liberté de l’Est : 22 juin 1952.

² La Liberté de l’Est : 23 février 1960.

douloureuse injustice. *“L’Amicale, menant une véritable course contre la montre, a défendu avec courage ceux qui sont morts pour avoir trop aimé leur patrie et ceux qui sont rentrés meurtris dans leur chair. La lutte pour l’obtention des titres continue. Seule l’union totale de tous permettra d’espérer en la victoire à l’issue du dur combat mené actuellement auprès des pouvoirs officiels”*³.

Les associations d’anciens combattants, résistants et déportés - qui représentent en fait de véritables groupes de pression dont tiennent compte tous les hommes politiques locaux - ont joué un grand rôle dans l’assimilation des “vieux” Italiens : ceux-ci y déploient une intense activité, contribuant à créer un esprit de camaraderie. Les souvenirs communs des souffrances passées, le “culte des martyrs” ont permis de souder des hommes autrefois très différents, qui se retrouvent désormais lors de nombreuses sorties, réunions et repas.

2 - Réussites sociale et professionnelle.

L’habileté professionnelle des Transalpins, leur activité inlassable et irremplaçable pendant la Reconstruction, sont également reconnues et enviées. On ne parle plus de “maçons”, terme trop général, mais de “spécialistes”, ou de “techniciens” : pour la première fois peut-être, la presse s’intéresse à eux et admire leur savoir-faire. A Corcieux par exemple, les travaux de l’église sont effectués par l’entreprise Perniceni : *“Bonjour, le tailleur de pierre ...”* titre *La Liberté de l’Est* en mai 1956. Photographie à l’appui, l’article décrit le travail quotidien d’un vieil Italien. *“Le tailleur de pierre, c’est M. Basile Cariola, un brave homme de Saulxures-sur-Moselotte. Avec son neveu, sous leur petit gourbi, ils taillent des pierres de voûte. A coup de massettes et de burins, les deux hommes, aidés des ouvriers de l’entreprise, remettent sur pied, bloc après bloc, une église moderne et accueillante. Voilà déjà sept mois qu’ils sont à Corcieux, et ils espèrent qu’en juin ou juillet, tout sera terminé. Alors Basile Cariola abandonnera son grès rouge de Frémifontaine et, dans le sillage des autres et de son chef de chantier, M. Rota, mettra le cap sur un autre chantier. Lorsque nous lui avons demandé s’il était vraiment difficile de tailler la pierre, il a répondu tout simplement :*

- Pensez-vous, c’est mou !

*Cela, c’est lui qui le dit ...”*⁴.

A Saint-Dié, les “spécialistes” italiens bénéficient des mêmes marques de sympathie : si les journaux suivent pas à pas les travaux de “résurrection” de la cathédrale, ils s’intéressent également à la reconstruction d’immeubles neufs. En juin 1956, *La Liberté de l’Est* publie une photographie montrant deux maçons en train d’aligner soigneusement des moellons sur une couche de ciment. Ces hommes sont assez âgés et portent le béret. L’article qui suit, écrit sur un ton humoristique, décrit la construction d’un mur, tout en louant la jovialité et la sympathie des bâtisseurs :

“Suivons la marche d’un aggro : montgolfié par Maurice Jouffoy, l’aggro arrive au second

³ *La Liberté de l’Est* : 9, 10 juillet 1960. L’obtention des “titres” doit permettre également aux bénéficiaires de percevoir une prime mensuelle de plusieurs centaines de francs.

⁴ *La Liberté de l’Est* : 19 mai 1956.

étage. Là, l'aide maçon, le jeune Philippe, s'en empare et l'apporte à Alphonse Girardini. Sur le moignon du mur, il étend la colle - le mortier - y couche son moellon, le tapote de petits coups de marteaux pour s'assurer de la bonne assise. Ça y est, la maison pousse. Puis on plombe, c'est à dire que l'on respecte l'alignement avec le fil à plomb si commun dans les livres de sciences du C.E.P. A l'autre coin, c'est M. Annicierico d'Étival qui maçonne également. Multipliés par quatre, les maçons ovomaltinent le bâtiment"⁵.

L'expérience des anciens associée au dynamisme des plus jeunes produit d'heureux résultats : l'Italien est bien plus qu'un simple ouvrier du bâtiment, il est aussi considéré comme un professeur, voire un artiste. Tous travaillent harmonieusement à la renaissance d'une région et à la modernisation d'un pays qui est désormais le leur.

La réussite sociale représente également un puissant facteur d'intégration et d'assimilation. Dans les années 1930, les petits patrons étaient peu nombreux : ils ne disposaient souvent que d'une charrette à bras et préparaient la "colle" à la main. 20 ans plus tard, ils bénéficient pleinement de conditions économiques très favorables grâce aux travaux de reconstruction et à l'édification de logements neufs. Au milieu des années 1950, les chefs d'entreprise d'origine italienne sont près d'une vingtaine dans l'arrondissement : ils emploient plusieurs ouvriers, possèdent bétonneuses, camions et automobiles. Leurs noms sont écrits en grosses lettres sur les chantiers et hangars où ils entreposent leurs matériaux.

L'entrepreneur a généralement construit sa maison lui-même et l'a dotée de tout le confort, toilettes, salle de bains, eau courante, cuisine et salle à manger séparées avec tables en formica. Dans les villages, il a parfois racheté une ferme délabrée, puis l'a agrandie et rénovée. Son domicile est souvent le plus moderne de la commune, alors qu'au même moment, la plupart des habitations vosgiennes n'ont guère évolué depuis plusieurs siècles : il n'est pas rare d'y voir une fontaine servant à l'approvisionnement en eau des hommes et du bétail, un tas de fumier non loin de l'entrée ou des volailles picorer les miettes de pain laissées sur la table. Temporairement ajournés pendant la crise des années 1930 et la guerre, les rêves de promotion sociale et d'amélioration du niveau de vie sont à présent totalement réalisés. Présent depuis plus de 40 ans, l'Italien n'est plus considéré en étranger, mais en "vieille connaissance" : il fait partie des notables, est membre du conseil municipal. Il a également acheté des terres, non pour s'adonner à l'agriculture, mais pour repiquer des sapins : dans les campagnes en effet, la respectabilité s'acquiert par l'aisance matérielle, par une moralité irréprochable, et surtout par la possession de biens fonciers. Comme les autochtones, l'immigré sexagénaire possède maintenant des "bois", qui lui servent souvent à fabriquer ses échafaudages, et qui lui permettent d'entrer dans le cercle fermé des propriétaires.

⁵ La Liberté de l'Est : 21 juin 1956.

3 - Devenir Français pour se démarquer des “Sudisti”.

L'intégration et l'assimilation de ces hommes sont donc quasi-parfaites : à la fin des années 1960, presque tous sont devenus Français. Dès la Libération, le mouvement des naturalisations a repris : ceux qui avaient été déboutés avant-guerre, ceux qui n'avaient alors aucune chance de voir leur demande aboutir - les couples sans enfants, les femmes célibataires -, ceux dont les dossiers avaient été “oubliés” en préfecture ou au ministère, tentent une nouvelle fois de se faire admettre dans la “communauté” nationale.

De 1945 à 1946, alors que la xénophobie anti-italienne est au plus haut, ils se heurtent pourtant à la sévérité des autorités administratives et politiques : jamais les ajournements n'ont été aussi élevés dans l'arrondissement, 50 en deux ans à peine ! Les plus âgés sont les premiers touchés ainsi que les immigrés sans ressources et les prétendus “collaborateurs”. Ni la pitié, ni l'indulgence, ni le pardon ne sont à l'ordre du jour. Plus que jamais, l'Italien doit prouver qu'il est digne de devenir Français et qu'il n'a rien à se reprocher : en novembre 1945 par exemple, un coiffeur de Moyennemoutier, arrivé dans la commune au début des années 1920, doit joindre à son dossier 16 documents, feuille d'impôt, extrait de casier judiciaire, acte de mariage, certificats médical, de résidence et de scolarité pour ses enfants... Le maire doit également remplir un formulaire rose d'une très grande importance : *“L'intéressé était-il affilié à un groupement fasciste ou nazi ? A-t-il été occupé par les autorités allemandes ?”* Sa réponse est sans équivoque : *“Ses sentiments francophiles ne sont pas à mettre en doute et il a montré pendant cette guerre, une grande sympathie pour les organisations de résistance qu'il a aidées financièrement”*⁶.

A partir de 1947 pourtant, les naturalisations reprennent un rythme important : jusqu'en 1950, elles concernent une centaine d'Italiens et les demandes ajournées sont de plus en plus rares. Les Transalpins entrés dans les Vosges avant 1928 représentent la plus grande partie des naturalisés de l'après-guerre : ils ne laissent à leurs compatriotes du *Mezzogiorno* qu'une bien faible place. Sur les 233 Italiens qui ont vu leur demande aboutir de 1945 à 1964, les deux tiers sont originaires des anciennes régions de départ, de Lombardie, du Piémont ou de Vénétie⁷.

Les motivations sont sensiblement différentes : si l'on veut devenir Français, ce n'est plus vraiment pour se protéger de l'expulsion ou du chômage, mais pour officialiser véritablement une situation de fait. Tous les postulants sont totalement intégrés et presque parfaitement assimilés : ils n'ont plus beaucoup de liens avec l'Italie et jugent leur pays natal avec la plus grande sévérité. Ils se considèrent comme Français et veulent être reconnus comme tels : ils désirent également voter, participer à la vie de la commune où ils résident depuis des décennies en tant que maire ou conseiller municipal. Ils ne veulent surtout plus être obligés de demander cartes de séjour et de travail, démarches qu'ils considèrent comme humiliantes et que ne doivent jamais connaître leurs enfants.

⁶ A.D.V. : 54 W 60 : dossiers de naturalisations (1945).

⁷ A.D.V. : Dossiers de naturalisations (1945-1964) : 54 W ; Série Continue : 333-353, 5084 - 5120.

Enfin, la naturalisation doit permettre de distinguer les Transalpins entrés avant-guerre des nouveaux venus, ces derniers ne pouvant encore prétendre à la nationalité française : maçons et entrepreneurs *varesini*, anciens “graniteurs” *povesi* ne veulent à aucun prix être assimilés aux manœuvres calabrais qui débarquent en gare de Saint-Dié. Ils sont Français et non “*Sudisti*”. Si dans les années 1930, les raisons matérielles expliquent en grande partie les nombreuses demandes de naturalisation, les facteurs psychologiques sont maintenant bien plus importants.

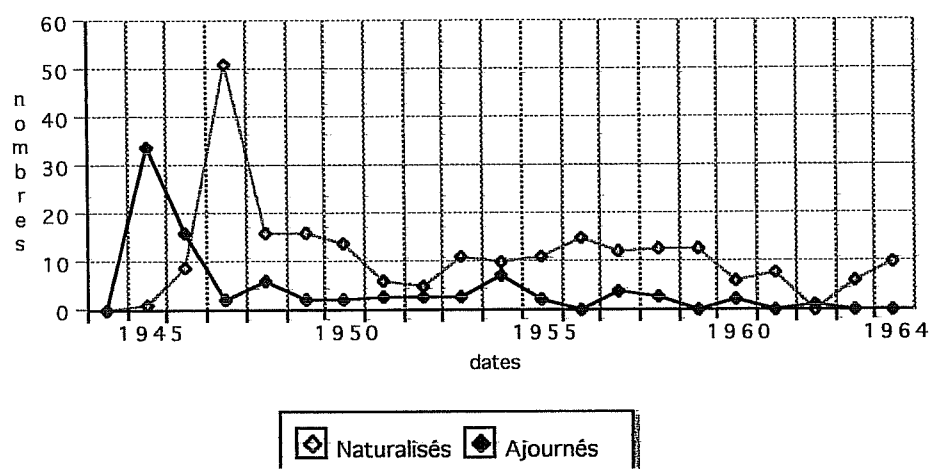
4 - Reconnaissance et admiration des autochtones.

L’assimilation des “vieux” Italiens de l’arrondissement est sans doute supérieure à celle des ouvriers du bâtiment de la région parisienne observée dans le rapport “Girard-Stoetzel” de 1953. En Déodatie, lorsqu’il s’agit de converser avec son conjoint et ses enfants, on n’utilise que la langue française. On ne lit également que la presse locale, *La Liberté de l’Est* ou *L’Est Républicain*, même si on reste abonné parfois à la *Domenica del Corriere*. Ces sexagénaires n’écoutent également que les programmes des stations de radio nationales et s’intéressent au plus haut point aux journaux d’information et à la vie politique. Tous se font un devoir d’aller voter à chaque consultation électorale, d’assister au dépouillement final, de participer également aux cérémonies “du souvenir” devant le monument aux morts.

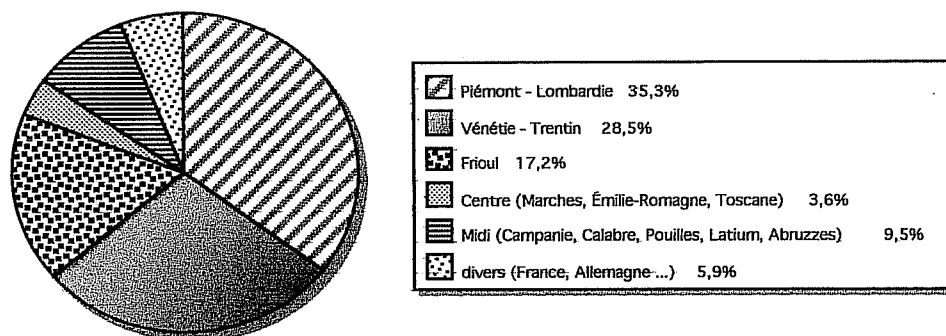
Ces “immigrés” refusent de se définir comme tels, par peur d’être assimilés au groupe des “derniers arrivés” - Calabrais, Algériens, Portugais - qu’ils ne fréquentent que rarement, jamais en tout cas dans une position d’égalité : ils veulent se démarquer de ceux qui, à leurs yeux, personnifient la misère, la pauvreté, l’ignorance, et se rattacher aux normes dominantes diffusées par la presse et les hommes politiques locaux, défense des valeurs de la Résistance, éloge d’un passé glorifié. Si la majorité continue à soutenir le parti communiste, c’est surtout par fidélité, mais aussi parce que le Parti se replie lui aussi localement sur le “culte du souvenir”. Néanmoins, les petits entrepreneurs sont avant tout des patrons dont certains sont devenus de fervents gaullistes.

Leurs obsèques rassemblent des centaines de personnes, dont une grande majorité de Vosgiens “de souche” : les journaux racontent la vie de ces hommes “*partis de rien*”, qui, à force de courage et de ténacité, ont su s’élever dans la hiérarchie sociale et faire profiter de leur savoir-faire l’ensemble de la région. Ils représentent un modèle, non seulement pour les étrangers mais aussi pour une jeunesse française dont on condamne souvent l’indolence et le manque de “repères”. Décédé en février 1965, Angelo de Matteï habitait dans la vallée de la Plaine depuis plus de 40 ans. *La Liberté de l’Est* raconte dans deux longs articles le parcours du maçon *varesino* : “Né à San Ambrogio (Italie) en 1903, il vint s’établir très jeune avec son père et ses frères à Allarmont. Naturalisé Français, il participa aux combats en 1940 et connut pendant toute la guerre les rigueurs de la captivité. De retour à Allarmont, il se remit courageusement à la tâche. Ses qualités de travailleur opiniâtre lui permirent de monter une entreprise de maçonnerie dont la prospérité fut

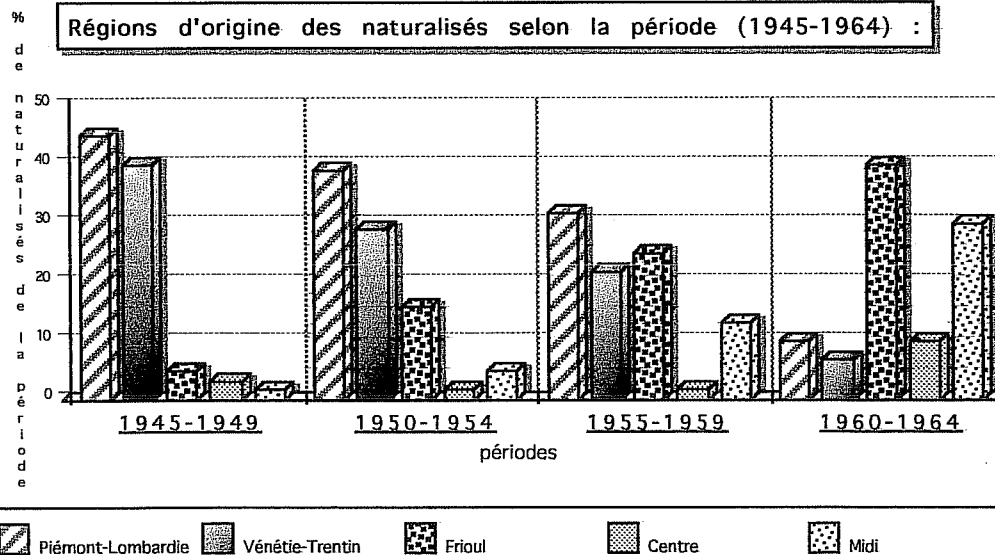
Naturalisations d'Italiens dans l'arrondissement (1945-1964) :



Régions d'origine des Italiens naturalisés dans l'arrondissement de 1945 à 1964 :



Régions d'origine des naturalisés selon la période (1945-1964) :



rapide. Il n'est guère d'immeubles dans la vallée qui n'aient été réparés ou bâtis par son équipe d'ouvriers ; il participa aussi et entièrement à la reconstruction du village de Vacqueville en Meurthe-et-Moselle, presque totalement sinistré. Homme de grand cœur, intègre, très dévoué et serviable, d'une activité débordante, il ne laissera que des regrets et un souvenir vivace"⁸.

Le jour de l'enterrement, l'abbé Crugnola, curé du village, assisté de trois autres prêtres, dirige la cérémonie religieuse : *"L'officiant devait prononcer le panégyrique de M. Angel de Matteï, rappelant comme il s'était toujours montré un homme de bien, suivant la ligne de son devoir, un patron social que regrettent ses 17 collaborateurs, un citoyen ami de la concorde, aimant à rendre service à son prochain. Il souhaitait que son exemple soit suivi et porte des fruits de concorde dans le pays"*. Le cercueil est porté par des maçons de la société et l'*"on reconnaît dans la foule le maire d'Allarmont, les membres du Conseil Municipal, le président des A.C.P.G. et une forte délégation de P.G., le maire de Bionville, les maires ou les représentants des municipalités des environs, tant des Vosges que de Meurthe-et-Moselle, et notamment une importante délégation de Vacqueville, localité à la reconstruction de laquelle M. de Matteï avait activement participé, l'ensemble des entrepreneurs de la région, des architectes et les sapeurs pompiers locaux, des membres de l'administration, etc ... etc..."*⁹.

Deux ans plus tard, la disparition de Salvator Longo, granitier à Senones et ancien résistant, suscite les mêmes marques de sympathie : *"Une très grande foule avait tenu à apporter un dernier témoignage d'amitié au défunt, particulièrement estimé dans la localité. On notait, outre les représentants de la municipalité, toute la corporation des graniteurs, certains venus de Saint-Amé, des anciens résistants et le drapeau de ceux-ci porté par M. Caron, ancien graniteur, ancien résistant, invalide de guerre et ami personnel du défunt, des représentants des usines et du commerce et de nombreux amis"*¹⁰.

Émotion de la foule rassemblée autour du cercueil, biographie décrivant un homme droit, courageux et un patriote dévoué, les témoignages de respect sont nombreux : l'Italien arrivé dans les années 1920 est considéré 40 ans plus tard comme un "enfant du pays" que rien ne semble distinguer des autochtones. Sa disparition est vécue comme une lourde perte par l'ensemble de sa profession et des habitants de la commune où il s'est petit à petit enraciné : son enterrement ne réunit plus seulement ses seuls proches.

⁸ La Liberté de l'Est : 13 février 1965.

⁹ La Liberté de l'Est : 15 février 1965.

¹⁰ La Liberté de l'Est : 24 janvier 1967 ; originaire lui aussi de Pove-del-Grappa comme Salvator Longo, Damiano Caron est une figure de la vie sportive et associative locale. Ancien capitaine du Stade Senonais dans les années 1930, ce "graniteur" naturalisé a été combattant puis résistant pendant la guerre.

B - Fils d'Italiens et "bons Français".

1 - Soldats en Algérie.

Si l'assimilation des "vieux" Italiens est presque totale, elle est parfaite pour leurs enfants : nés dans l'arrondissement, ils ne connaissent pratiquement rien du pays de leurs parents. Dans l'école de la République, ils ont appris le français, l'histoire et la géographie de "leur" pays. Les injures dont ils ont été les victimes dans les années 1930-1940 les ont profondément marqués : plus que jamais, ils se veulent "plus Français que les Français" et utilisent tous les ressorts à leur disposition pour le montrer, pendant leurs études, à l'armée puis dans leurs vies familiale et professionnelle. Né en 1923 à La Petite Raon, Joseph Dal Magro a vu partir deux de ses frères pour Dachau d'où ils ne sont jamais revenus : le jeune homme, dont les parents sont naturalisés depuis longtemps, se marie après-guerre avec une Française "de souche" puis devient militaire de carrière. Ce fils de "graniteur" "vénitien" ne parle pas l'italien : il se dit patriote et prêt à défendre la France contre tous ses "ennemis"¹¹.

La guerre d'Algérie fournit l'occasion aux fils d'immigrés de montrer qu'ils sont de "bons" soldats, de laver aussi les affronts subis par leurs pères 20 ans plus tôt. La presse locale montre en exemple les hauts faits d'armes de certains d'entre eux, photographies à l'appui. Michel Mulaïjéri par exemple, est décoré de la Croix de la Valeur militaire en septembre 1959, parce qu'il a mis "*plusieurs rebelles hors de combat dans la mechta Chouarfa*". *La Liberté de l'Est* s'empresse de féliciter ce "*valeureux militaire, âgé de 22 ans, lequel vient d'accomplir deux ans de service dans l'armée et s'y est distingué par sa bravoure et son mépris du danger. La Petite Raon peut être fière à juste titre de ses enfants*"¹². A Plainfaing, c'est Henri Cadario qui est récompensé en novembre : "*Peu avant son retour dans la métropole, au cours d'un accrochage, il fut grièvement blessé par une balle de mitraillette qui lui fractura la mâchoire. Sa section étant encerclée, ce ne fut que quelques heures plus tard qu'il put être transporté à l'hôpital de Constantine pour recevoir les soins que nécessitait son état*". Le délégué départemental des "Gueules Cassées" lui remet la Médaille militaire en présence de sa famille et de l'Association des Anciens d'A.F.N.¹³. Marcel Ruspini a eu moins de chance : tué en Mauritanie en 1957 à l'âge de 20 ans, le jeune homme est enterré dix mois plus tard au cimetière de Moyenmoutier. Ses obsèques réunissent des centaines de personnes, des représentants des amicales d'anciens combattants, ainsi que des officiers du 18ème R.I.T. d'Épinal auquel appartenait le défunt. Après la cérémonie, le maire "*rappela la jeunesse de Marcel, préservée par des parents attentifs des rigueurs du temps de l'occupation. Il dit sa résolution de servir en*

¹¹ Joseph Dal Magro est depuis 1995 maire de Senones. L'un de ses neveux, Franck Dal Magro, s'est présenté aux élections législatives de 1988 sous l'étiquette du Front National dans la circonscription de Saint-Dié et a obtenu 8% des voix. Au cours de la campagne, il n'a pas hésité à mettre en avant ses "*origines prolétariennes*" et le "*sacrifice*" de deux de ses oncles, morts en déportation (L'Est Républicain : 3 juin 1988).

¹² La Liberté de l'Est : 22 septembre 1959.

¹³ La Liberté de l'Est : 16 novembre 1959.

Algérie, son devancement d'appel et enfin sa courageuse conduite au feu. On sait que c'est face aux rebelles que son groupe attaquait que la mort frappa"¹⁴. En ayant appris la nouvelle du décès de son fils, Catherine Tedeschi meurt brusquement : *"Cette annonce a sans doute été un coup trop dur pour son pauvre cœur de mère, qui s'est uni dans la mort à son enfant"*, lit-on dans un quotidien local¹⁵.

La vie de Mario Bellorini fait également l'objet d'un long article de *La Liberté de l'Est* en février 1963. Le jeune homme, dont le régiment est stationné dans le Sahara, passe le plus clair de son temps de permission à construire des maquettes à l'aide d'allumettes et de sable du désert : *"Il est né en 1940 en Italie et est arrivé en France en 1948 avec sa famille. Nationalisé récemment (sic), il ne devait être incorporé qu'en 1962. Mario, lui, n'admit pas ce sursis et voulut partir servir la France en même temps que ses copains, pour partager les risques, les servitudes et aussi la grandeur militaire. Il multiplia les démarches, et, se heurtant aux règlements, prit le parti de s'engager pour trois ans. La classe 60 à Saint-Michel a fait le bon choix de l'avoir désigné pour président (...). Lorsqu'il aura repris la truelle, l'équerre et le fil à plomb, quel solide compagnon il sera, Mario Bellorini, qui montre tant de talent dans ses maquettes. Son père, maître maçon peut être satisfait : il a su inspirer à son fils l'amour du travail bien fait. Bravo Mario Bellorini !"*¹⁶.

Plus généralement, l'engagement dans l'armée française ou le service militaire ont représenté une des étapes les plus importantes dans l'assimilation totale des fils d'immigrés mais aussi de leurs parents. Dans une région meurtrie par trois guerres en moins d'un siècle, le soldat garde une excellente l'image : il est le défenseur du pays et des institutions républicaines face aux menaces extérieures ; il est aussi le dépositaire des valeurs morales et des qualités - le courage, le patriotisme, l'esprit de sacrifice - qui font de lui un homme hautement respecté. La presse locale a également tôt fait de considérer ces jeunes gens comme des "Français modèles" et de les opposer aux "rebelles" algériens : si les premiers se sont "fondus" au sein de la "communauté" nationale, les seconds apparaissent encore comme des individus totalement inassimilables.

2 - Partir pour "réussir".

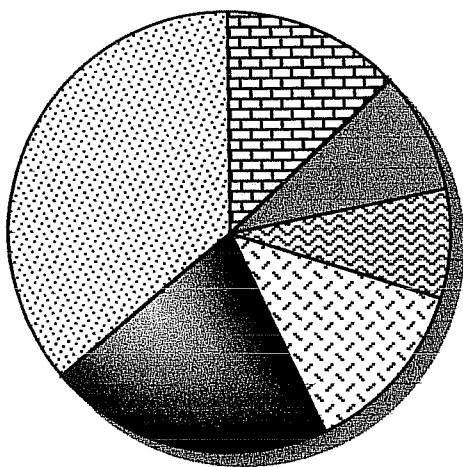
Dans le choix de leur conjoint, les enfants des maçons et "graniteurs" montrent également leur volonté d'effacer les marques de leurs différences : à plus de 90 %, ils épousent un Vosgien ou une Vosgienne "de souche", nés dans la région ou dans le reste du département et issus des milieux paysan et ouvrier. Ils se trouvent pourtant confrontés à la crise très grave qui touche l'arrondissement dans les années 1960 : ces jeunes couples "franco-italiens" sont souvent les premiers à partir s'installer dans la région parisienne, en Alsace ou à Nancy, en quête d'une vie meilleure, afin de réaliser leurs projets d'avenir. Peu de choses en effet les retient en Déodat, ni

¹⁴ La Liberté de l'Est : 10 novembre 1957.

¹⁵ La Liberté de l'Est : 27 janvier 1957 ; 10 novembre 1957.

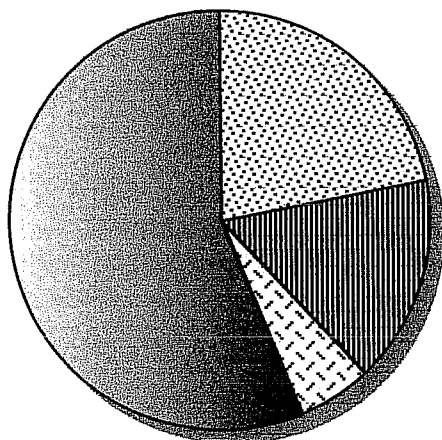
¹⁶ La Liberté de l'Est : 8 février 1963.

Professions des fils d'Italiens résidant dans l'arrondissement en 1968 :



	Entrepreneurs, maçons 13%
	Cadres 9%
	Artisans (plâtriers, électricien, plombier...) 8%
	Employés de bureau 13%
	Ouvriers qualifiés, contremaîtres 21%
	Ouvriers d'usine non-qualifiés 36%

Professions des filles d'Italiens résidant dans l'arrondissement en 1968 :



	Ouvrières d'usine 22%
	Secrétaires, employées 16%
	Institutrices, professeurs 6%
	Sans profession 56%

fond de commerce ni ferme dont il pourrait éventuellement hériter : plus que jamais, leur vallée natale leur apparaît comme un coin perdu où les forces d'inertie restent grandes, davantage tournées vers le passé que vers un avenir qui aura pour cadre la ville.

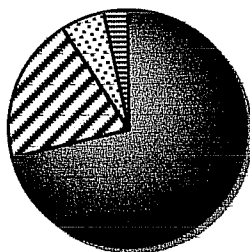
“Les vaches aussi sont vaches de mère en fille, et elles font toujours à peu près le même lait, dit Beau Masque dans le roman éponyme de Roger Vaillant. *Pas de progrès dans le métier de vache, pas de progrès dans le métier de maçon”*¹⁷ : c’est à peu près le même jugement que tient la “seconde génération”. Les professions du bâtiment et des carrières sont difficiles et éprouvantes et elles n’ont guère évolué depuis des siècles : à l’heure où les activités manuelles sont de plus en plus déconsidérées, où les magazines et la télévision font l’éloge du *self made man* américain, les jeunes rêvent avant tout d’un autre emploi que celui exercé par leurs aînés, plus qualifié, moins pénible et permettant d’accéder au mode de vie bourgeois érigé en modèle. Dans l’arrondissement de Saint-Dié pourtant, en 1968, plus d’un tiers des fils d’Italiens ne sont que de simples O.S., 20 % des ouvriers qualifiés, 13 % seulement maçons ou entrepreneurs : pour eux, on peut réellement parler de “déqualification”¹⁸. Ceux qui ont “réussi” sont partis : on les rencontre à Nancy, Metz, Paris ou Mulhouse, travaillant dans les banques, l’administration, l’enseignement et les grandes entreprises de travaux publics comme chefs de chantier ou conducteurs de travaux. Le savoir intellectuel l’emporte maintenant sur la seule force physique et sur la technique enseignée oralement par les plus âgés. Les années 1960 représentent une véritable rupture : dans de nombreuses familles, et pour la première fois depuis un siècle, le métier de maçon ou de “graniteur” ne se transmet plus de père en fils.

Les représentants de la “deuxième génération” veulent être plus *“Français que les Français”*, mais surtout, *“plus Français que les Vosgiens”* : ces derniers sont souvent jugés très sévèrement, surtout en milieu rural. Alors que les naturalisés disposent d’une maison individuelle, saine et bien équipée, alors que leurs enfants ont effectué de brillantes études et travaillent dans des “bureaux” à Paris ou Nancy, les “paysans” sont considérés avec le plus grand mépris comme des rustres ignorants, derniers “vestiges” d’une époque qui n’est plus. Acheter des sapinières, avoir pour gendre ou belle-fille le “rejeton” d’une famille de propriétaires locaux, devenir maire ou conseiller municipal, apparaissent non seulement comme la marque de l’assimilation, mais aussi comme une forme de revanche sur le passé : tout ce qui représentait autrefois la force de la paysannerie vosgienne - la terre, la cohésion familiale, le pouvoir politique - part désormais en lambeaux et doit s’effacer devant la réussite sociale. Les vieux maçons et “graniteurs” ne sont souvent pas les derniers à fustiger l’archaïsme et le conservatisme des Vosgiens pour leur opposer le dynamisme et le succès de leur descendance.

¹⁷ VAILLANT (Roger), *Beau Masque*, page 18.

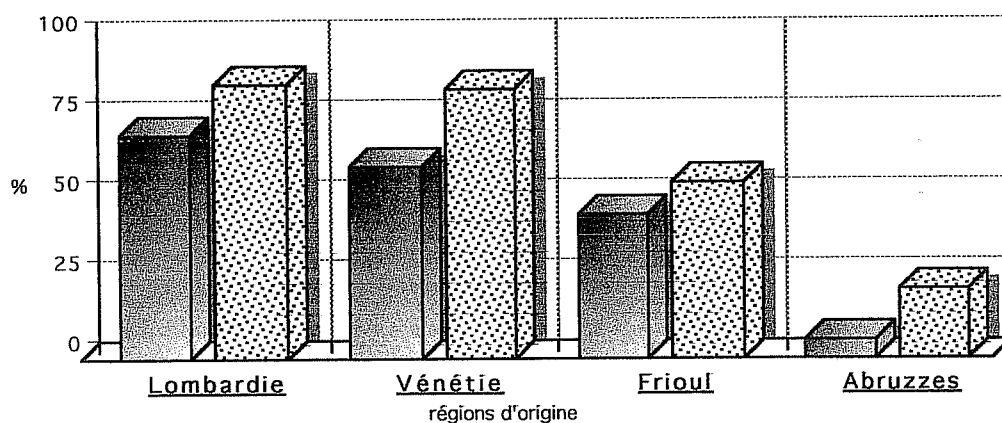
¹⁸ A.D.V. : 65 W (sondage effectué à partir des listes nominatives de 1968 de quelques communes).

Origines des conjoints des fils et filles d'Italiens de l'arrondissement en 1968 :



- Français ou Françaises "de souche" nés dans l'arrondissement 71%
- ▨ Français ou Françaises "de souche" nés ailleurs en France 20%
- ▤ Fils ou filles d'Italien nés en France 6%
- ▧ Hommes ou femmes nés en Italie 3%

Naturalisés selon la région d'origine résidant dans l'arrondissement en 1968.



- Naturalisés
- ▤ Natifs de la région âgés de plus de 40 ans

C - Une originalité culturelle en voie de disparition.

1 - Naissance d'un folklore familial.

Que reste-t-il alors de l'Italie dans ces familles d'immigrés ? Si l'on ne parle plus la langue du pays, si l'on ne lit plus beaucoup *La Domenica del Corriere*, on se contente à présent de préparer le risotto milanais ou la polenta du Trentin le dimanche lorsqu'arrivent enfants et petits-enfants. A Senones par exemple, seules les vieilles familles transalpines ont le "privilege" d'acheter quelques grammes de safran chez les pharmaciens afin de faire jaunir le riz, alors que cette épice n'est jamais vendue aux autochtones. La préparation de ces mets représente un véritable rituel qui peut conduire à des discussions animées : si la "deuxième génération" a rejeté en bloc les traditions du pays d'origine jugées trop "exotiques", la troisième manifeste la plus vive curiosité pour ces images et habitudes venues d'ailleurs.

Les années 1950-1960 voient également ces Italiens revenir dans leur village d'origine pour quelque temps : après plus de 20 ans d'absence, le fossé qui s'est creusé entre les immigrés et leur famille restée au pays est immense. Les premiers, considérés désormais comme des "riches" ou des parvenus, apportent avec eux la modernité des villes du Nord et quelques billets de 10 000 lire qui serviront à entretenir tombe et maison familiales. Les seconds n'ont guère changé leur manière de vivre. A Torcegno par exemple, on dort sur des matelas confectionnés avec de la paille, on boit le matin une décoction d'orge en guise de café, on continue à manger quotidiennement la polenta et à vouvoyer les parents ; dans les *masi*, ni eau courante, ni salle de bain : le choc des deux cultures est alors inévitable. Les montagnes du Trentin ne seront tout au plus que des lieux de villégiature : on ne songe même pas à s'y installer pour y finir ses jours¹⁹. Au contraire, à la mort des proches, on s'empresse de vendre des biens - lopins de terre, meubles, maisonnette - qui ne seront plus d'aucune utilité. Ce voyage a engendré sans doute davantage de déceptions que de satisfactions : pour beaucoup, il apparaît comme un retour en arrière dans un passé marqué par le chômage et le fascisme ; le "chez-soi" se trouve désormais en France, dans une maison qu'ils ont souvent construite de leurs propres mains, avec le produit de leur travail. Les enfants ont découvert un pays qu'ils ne connaissent pas et dont ils ignorent tout, les lieux et les gens, la langue et les traditions : cette immersion dans un autre monde où ils se sentent totalement étrangers, renforce encore l'attachement à la France et aux Vosges. Pour les "vieux" immigrés, il n'y a jamais vraiment eu de déchirement : dans les années 1960, ils veulent tous finir leurs jours dans la région où ils se sont installés 40 ans plus tôt. Revenir mourir au village pourrait être considéré comme un aveu d'échec...

En 1970, l'assimilation totale des Italiens originaires du Nord de la péninsule a fait reculer voire disparaître très rapidement ce qui faisait un demi-siècle plus tôt leur profonde originalité : sur les marchés, les commerçants italiens sont de plus en plus rares et moins bien achalandés. Pour se

¹⁹ Entretiens avec Carmela Sartorelli, native du Trentin, et Gino Guatelli son fils (1992-2000).

Fils d'Italiens, entrepreneurs ou accordéonistes.



Pascal Ruspini (pull-over sombre) est le fils d'Angelo Ruspini (debout à gauche), maçon *varesino* arrivé à Senones au début des années 1920. L'entreprise Ruspini construit ici la mairie-école de Vieux-Moulin en 1954.

UN CADEAU DE CHOIX
 Un TOURNE-DISQUE - Des DISQUES REPUTES
 Un APPAREIL de T.S.F. - Des INSTRUMENTS de MUSIQUE
 se trouvent **R. ZANINETTI**
 rue Jules-Ferry chez
 Pour un ORCHESTRE DU TONNERRE. Téléphonez au 219.

— **ANOULD** —

BAL
 DU
GUI

Ce soir Samedi 2 janv. 21 h., Salle des Fêtes
 animé par l'Orchestre de
ROLAND ZANINETTI
 et la chanteuse Graziella NICOLETTI

Roland Zaninetti, fils d'un tailleur de pierre piémontais, est né dans le Nord de la France.

LA CLASSE 1958
 VOUS INVITE CE SOIR A
SON GRAND BAL
 SALLE LUTIQUE
 avec
 — **TINO PRIMO** —

Tino Primo, ancien élève de Roland Zaninetti, est le fils d'un couple d'ouvriers *padovani* arrivé à Senones à la fin des années 1920.

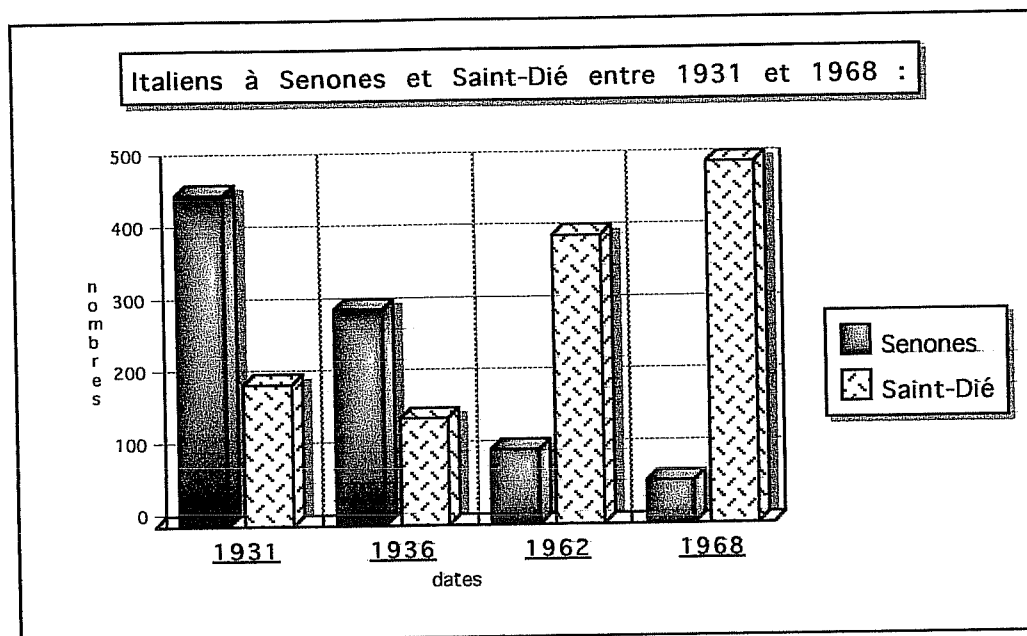
procurer Parmesan et Asiago, on est désormais obligé d'aller à Nancy ou à Milan. Avec la fin de la Reconstruction et la crise, les petites entreprises du bâtiment ont beaucoup souffert et ont dû s'arrêter ou licencier une partie de leurs ouvriers. Les petites carrières de granit ont pratiquement toutes fermé : à Gérardmer et Senones, quelques granitiers tentent de résister à la concurrence étrangère en produisant pavés et monuments funéraires.

2 - L'accordéon, dernière "citadelle" italienne ?

L'accordéon reste sans doute la seule "spécialité" dont les Transalpins gardent le monopole : la très grande majorité des orchestres qui animent les bals populaires sont en effet dirigés par des fils d'immigrés naturalisés, tous originaires des provinces situées au nord du Pô. Olivier Perfetti, Tino Primo, Roger Girolodi, Roland Zaninetti deviennent rapidement des personnalités appréciées du grand public. La carrière de Roland Zaninetti est remarquable et l'audience du musicien raonnais dépasse largement le simple cadre régional : en 1947, âgé de 19 ans, il remporte le premier prix du "Championnat d'Europe" se déroulant à Paris. Dix ans plus tard, sa progression a été fulgurante et la presse locale lui consacre des articles flatteurs : *"1 mètre 72, 30 ans, brun comme Bonaparte à Arcole, officier du Mérite artistique et Musical, lit-on dans La Liberté de l'Est en décembre 1958. Le jeune Roland, né dans le Nord, est venu à Raon en passant par bien des villes comme Luxeuil, Vesoul, Saulxures-sur-Moselotte, avec son père, tailleur de pierre. Il prit pour la première fois à huit ans un accordéon sur ses genoux. C'est son père, la journée finie, qui lui faisait essayer ses premiers mouvements. Puis, Roland travailla comme carrier, tout en restant fidèle à l'accordéon ; ses débuts artistiques furent pénibles : il n'aimait pas la musique. Peu à peu, il se piqua au jeu, s'inscrivit à des cours, affronta des concours, et, à force de persévérance, parvint à s'imposer. Aujourd'hui, c'est une vedette, ce qui lui permet d'affirmer : je ne crois pas au don, je ne crois qu'au travail et à la volonté"*. L'orchestre Zaninetti fait rapidement danser tout le pays : il est présent lors de soirées de gala, des nuits de la Saint-Sylvestre et à la Mi-Carême dans les Vosges avec la chanteuse Graziela Nicoletti ; il accompagne la caravane du Tour de France, enregistre plusieurs disques aux États-Unis ; il passe également sur Radio-Lorraine tous les samedis à partir de 18 heures et apparaît souvent sur la première chaîne de télévision. Roland Zaninetti est devenu une des célébrités locales et son activité est infatigable : à Raon-l'Étape, il a ouvert un magasin où il vend instruments, tourne-disques et appareils de T.S.F. Professeur réputé, il est entouré par de nombreux élèves. Mais s'il a hérité sa passion pour la *fisarmonica* de ses origines piémontaises, il ne s'inspire pratiquement jamais du répertoire italien : quand il part à l'étranger, on le considère comme *"l'ambassadeur du folklore français"* et les airs de musette qu'il compose et qu'il enregistre ont des titres évocateurs, *"Bal Lorrain"*, *"Sourire d'Alsace"*, *"Accordéon de Paris"*²⁰.

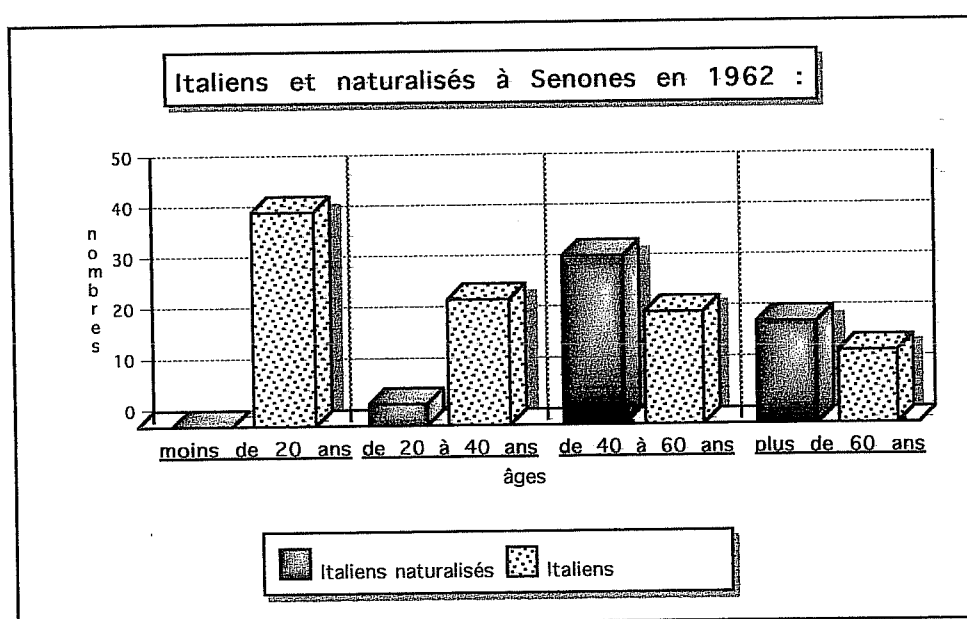
En 1970, l'assimilation des immigrés arrivés avant-guerre et de leurs enfants est presque

²⁰ La Liberté de l'Est : 12 mai 1948, 12 décembre 1958, 11 février 1960, 23 mars 1965.



Immigration ancienne, immigration nouvelle : dans les années 1960, les Italiens sont beaucoup plus nombreux à Saint-Dié qu'à Senones, très touchée par la crise de l'industrie textile. La sous-préfecture a en effet grand besoin de main-d'œuvre pour travailler dans la métallurgie ou la bonneterie.

A Senones, les "vieux Alpains" naturalisés et arrivés dans les années 1920, côtoient de "jeunes Méditerranéens" natifs des Pouilles ou de Sicile : beaucoup s'en iront à la fin des années 1960.



totale : ces hommes et ces femmes ont perdu une grande partie des différences et particularismes qui les distinguaient des autochtones à leur arrivée. Les stéréotypes du passé semblent totalement éteints et on considère leur ascension sociale avec le plus grand respect. Mais la réussite de ses “vieilles” familles lombardes ou “vénitiennes” fournit paradoxalement des arguments à une xénophobie sous-jacente. Les ouvriers et manœuvres italiens originaires du *Mezzogiorno* ne bénéficient que très rarement de telles marques de sympathie, bien au contraire.

II - Pour les derniers arrivés, une intégration plus incertaine.

A - Victimes de préjugés anciens et nouveaux.

1 - Une “race” différente.

Dans le tome IV du *Larousse du XXème siècle* réédité en 1951, on lit à l'article “Italien” :
“On peut diviser les habitants de langue italienne en trois groupes :

- celui du nord, composé de Celtes, de Ligures, de Vénètes (Piémontais, Lombards, Vénitiens, etc...), comprend de nombreux individus de taille assez élevée, avec tendance à l'embompoint, brachycéphales, à cheveux blonds ou châains, avec des yeux gris ou bleus. Toutefois, dans le nord-ouest, on rencontre fréquemment, à côté du type qui précède, le type ligure, brachycéphale aussi, mais petit et brun.

- dans le sud de la péninsule, ce sont les dolichocéphales de petite taille, maigres avec des yeux noirs qui prédominent de beaucoup.

- dans le centre, le beau type du vieux Romain se rencontre avec fréquence”²¹.

Les habitants du Sud de la péninsule seraient d'une “race” différente de ceux du Nord : un Lombard apparaît donc ethniquement et culturellement plus proche d'un Français que de l'un de ses compatriotes Siciliens. L'idée n'est pas nouvelle : au début du XXème siècle, les cartes postales françaises présentaient déjà, sous le titre “*Types italiens*”, de jeunes Napolitains pieds-nus, assis sur le trottoir et mangeant avec les mains des macaronis. Dans les années 1930, Georges Mauco vante les qualités d'endurance et de sérieux des Piémontais considérés comme facilement assimilables, et dénonce l'indolence et la fainéantise des Calabrais. Après-guerre, la presse, les hommes politiques, les sociologues adoptent la même vision manichéenne : dans l'opinion publique, si la xénophobie anti-italienne s'estompe peu à peu, la méfiance envers ces nouveaux immigrés est bien réelle. Paul Lechat reproduit en 1955 les paroles de quelques estivants français ayant traversé l'Italie : “*L'éloge*

²¹ *Larousse du XXème siècle* (Tome IV), 1951, article “Italien”, page 127.

de l'Italie du Nord est un thème à la mode dans les conversations des touristes qui reviennent d'un classique voyage de trois semaines dans la péninsule. "Les gens sont si aimables, propres, si courageux et travailleurs. Milan, c'est Lyon en plus beau. Et leurs voitures, quelles merveilles ! Quel génie de la mécanique ! Les hôtels sont propres, les routes sont en bon état. Ce sont des gens comme nous, me dit Madame M.". L'éloge dans cette bouche charmante a son prix. "Mais, continue-t-elle, quand nous sommes arrivés à Naples, quelle horreur ! Quel chahut, quelle bousculade ! C'est sale. Les gens ont l'air misérable. J'avais à peine mis les pieds hors de la gare que j'étais assiégée par sept faquins qui se disputaient mes valises". J'abrège. Madame n'a retrouvé sa quiétude et la paix de ses nerfs que lorsqu'elle s'est vue installée dans un hôtel à Capri, protégée par un rempart de boys galonnés de ce Midi redoutable et menaçant"²².

Le cinéma n'est pas en reste : l'un des plus grands succès commerciaux des années 1960, *Le Corniaud*, raconte les tribulations d'un "Français moyen", Antoine Maréchal joué par Bourvil, chargé à son insu de conduire à travers l'Italie une Cadillac bourrée de marchandises volées. A Naples, il se perd dans une foule grouillante et exubérante : le linge pend aux fenêtres, le poisson est vendu sur les étals alors que la chaleur est étouffante, une multitude d'enfants crie et de grosses mamas vont faire leurs courses. C'est là que le brave Maréchal fait réparer sa belle américaine ; le garagiste en profite pour lui dérober son pare-choc en or. Crédule et ne s'étant aperçu de rien, le touriste parisien déclare : "Quand je pense à ce qu'on peut raconter sur les Napolitains ! Et bien moi, je dirai partout combien vous êtes honnêtes !". Continuant sa route, Antoine Maréchal s'arrête à Rome où il fait la connaissance de la charmante Gina, manucure dans l'hôtel où il est descendu : or, celle-ci a un fiancé Sicilien. Très jaloux, l'homme poursuit en klaxonnant avec sa petite Fiat 500, la Cadillac dans laquelle se trouve alors sa promise : après avoir "joué" avec les cœurs de deux hommes, la jeune romaine se réconcilie enfin avec celui qu'elle aime. Bourvil se console en recueillant une auto-stoppeuse allemande, Ursula, étudiante à Heidelberg, blonde platine dont l'apparente naïveté égale la franchise. Tourné en 1965, *Le Corniaud* accumule les stéréotypes : l'Italie est présentée au spectateur français comme un pays de cartes postales avec ses beaux paysages et ses ruines antiques. Les Italiens y seraient presque "de trop", "gâchant" souvent le séjour des visiteurs par leur présence envahissante. Ces clichés, qui existaient déjà au début du siècle, épargnent désormais le Nord qui n'est pratiquement jamais filmé. Le "Sud" au contraire offre toute les garanties d'exotisme et de dépaysement propices aux intrigues les plus cocasses. Derrière le comique et la virtuosité des acteurs, cette coproduction franco-italienne ne fait que confirmer l'image négative des "Sudisti".

²² LECHAT (Paul), *Italie*, page 142.

2 - Des incapables, fainéants et “flambeurs”.

Maçons calabrais et ouvriers abruzzains souffrent dès leur arrivée dans les Vosges de préjugés défavorables. Les reproches qui leur sont adressés par les autochtones sont pratiquement les mêmes que ceux dont ils ont eu à souffrir dans leur propre pays. Lombards et Vosgiens s'accordent en effet à penser que ces hommes représentent d'abord une charge pour la société d'accueil :

- le premier de ces griefs concerne la qualification professionnelle des nouveaux immigrants. Les employeurs expriment les plus vives critiques envers ceux qui se disent “maçons” et qui ne sont en fait que de simples manœuvres : l'entreprise Piantanida par exemple, doit faire appel à de nombreux Italiens dans les années 1950, espérant trouver des ouvriers qualifiés capables de mener les différents travaux de restauration qui lui sont confiés. Ceux qui arrivent sous l'égide de l'O.N.I. sont appelés indistinctement les “*Siciliens*”, suivis d'autres qualificatifs comme “*têtes de pipe*” ou “*casseurs de pierre*” : ils ne savent même pas, dit-on, se servir d'une truelle ni d'un burin. On essaie de les former sur place, mais presque tous éprouvent les pires difficultés à comprendre ce que l'on attend d'eux et semblent réfractaires à toute autorité. La presse ne se fait pas prier pour dénoncer ces “parasites”. En mars 1947, *La Liberté de l'Est* consacre un long article à la pénurie de main-d'œuvre qui touche le bâtiment dans les Vosges : “*Jusqu'ici, les Italiens arrivés à pied d'œuvre se sont avérés de piètres spécialistes*”²³. Au manque de savoir-faire s'ajoutent d'autres reproches relatifs à la moralité et à la mentalité de ces nouveaux venus.

- les “*Siciliens*” sont accusés d'être la lie de leur pays, et l'on croit généralement qu'ils ont émigré parce qu'ils n'ont pu trouver du travail “chez-eux”. Les meilleurs, pense-t-on, sont restés en Italie, et la France a récupéré les indésirables et les incompetents. Chez “Piantanida”, on essaie bien de leur apprendre les rudiments du métier. Peine perdue ! Le chef de chantier doit aller réveiller ses ouvriers parce qu'ils ont oublié de se lever. Ils sont également jugés incapables de travailler sans surveillance, sans crainte des sanctions. Percevant leur salaire, ils dépensent sans compter et ne savent pas faire d'économies. Ces Italiens sont des “flambeurs” irrécupérables et c'est avec la plus grande satisfaction qu'on voit arriver, dans les années 1960, des Portugais “*sérieux et délicats*”, venus remplacer les “*têtes de pipe*”²⁴. De plus, toute une série de stéréotypes véhiculée depuis plus d'un siècle s'attache à ces hommes : Abruzzains et Calabrais auraient hérité de leurs ancêtres le goût pour le banditisme, les rapt et les vols. Regroupés en associations secrètes de type mafieux, ils n'hésitent pas à défendre leur honneur, et surtout celui de leurs femmes et de leurs filles, avec la plus extrême violence. *La Liberté de l'Est* décrit les quelques rixes opposant Transalpins et autochtones avec le même ton moqueur et condescendant que les feuilles nationalistes du début du siècle : on raille l'accent, la mentalité particulière, l'esprit de famille de ces hommes venus “égayer” une

²³ *La Liberté de l'Est* : 10 mars 1947.

²⁴ Entretien avec François Selvini, ancien directeur chez “Piantanida” (mars 2000).

chronique judiciaire souvent bien morne. En novembre 1956 par exemple, le journal parle de “Manque de ...Pô !” pour qualifier le délit d’un maçon logeant au camp O.N.C.O..R. qui a essayé de falsifier sa carte d’identité²⁵. Une semaine plus tôt, sous le titre “*La Furia Francese*”, il raconte un épisode de “la guerre éclair à la caserna Souheti di Santo-Deo” : “Humble bonnetier de 32 ans, Jean-François Didier s’est fixé dans la petite ville de Santo-Déo (Vosges Calabraises) où il habite, Caserna Souheti, batimento 24. Mais il n’entretient pas de bons rapports avec les indigènes, les signors Nardella Angelo, le fils, et Antonio, le père. Ceux-ci le lui rendent bien, le tout au cours officiel de la lire, c’est à dire 0,572 frs. D’insultes en provocations, cela devait se terminer par une bonne bagarre au terme de laquelle, Antonio Nardella, fidèle aux principes de la guerre d’Ethiopie, fractura d’un coup de pied le tibia de J.F. Didier alors que celui-ci était à terre, renversé par les coups de poings d’Angelo (...). Comme il est la victime de la rixe calabraise, il touchera 60 000 frs à titre de dédommagement et la caisse de Sécurité Sociale sera remboursée d’une somme de 53 000 frs. Au cours de la lire, disons 200 000 pour le tout !”²⁶. Marius Vigneron, boulanger à Saint-Dié, a également eu à souffrir du “sans-gêne” des Calabrais : s’étant fait construire une maison, il accepte que l’un des maçons loge au rez de chaussée en attendant la fin des travaux. Or, “celui-ci fit venir tous les siens qu’il tira du fond de la Calabre. La suite, c’est la lutte pour le toit, entre M. Vigneron, qui voulait être chez lui, et la famille Morano qui éprouvait quelque répugnance à coucher sous les ponts”. Si l’article semble donner tous les torts aux Italiens, la réalité est beaucoup plus complexe : le propriétaire devait aux ouvriers plus de 120 000 francs, et, dans l’attente du règlement, ces derniers se considéraient “chez-eux”²⁷. Indolence, paresse, esprit de corps pouvant conduire à de violents règlements de compte, les critiques s’abattaient sur les Italiens du Sud, propagées par la presse et la rumeur publique. Ils apparaissent ainsi aux yeux de l’opinion comme des êtres venus d’un monde sauvage et arriéré, ayant conservé des coutumes absurdes héritées du Moyen Age.

- ces nouveaux immigrés ont également un passé qui ne plaident pas en leur faveur : presque tous ont participé à “l’aventure fasciste” à des titres divers, presque tous sont les “ennemis d’hier”, au même titre que les Allemands. Ils sont accusés d’avoir soutenu activement le régime fasciste ennemi de la France et un dictateur qui les a comblés de largesses en leur attribuant des milliers d’emplois dans l’administration et l’armée. Paul Lechat converse avec l’un de ses amis lombards, ancien opposant au Duce et prisonnier politique : “Pour nous, lui dit-il, il y avait deux catégories de gardiens, les Siciliens et les Sardes. Avec les Sardes, on savait toujours à quoi s’en tenir. Ils étaient toujours rudes mais dans les limites du règlement. Avec les Siciliens, on était les amis des uns et la bête noire des autres. Tout dépendait de leurs caprices et de leur bon vouloir. Un jour c’était tout sourires, on avait le droit de tout faire, sauf de s’échapper bien entendu. Le lendemain, les punitions pleuvaient et on ne pouvait s’en sortir qu’en jouant des relations qu’on avait avec l’un pour résister

²⁵ La Liberté de l’Est : 30 novembre 1956.

²⁶ La Liberté de l’Est : 23 novembre 1956.

²⁷ La Liberté de l’Est : 6 février 1953.

à l'autre"²⁸. Après-guerre, la même sévérité s'impose : le *Mezzogiorno*, n'ayant jamais connu l'oppression nazie, est accusé d'être un nid de royalistes, de *mafiosi* et de néo-fascistes, opinion renforcée après le référendum de 1946 où le Sud a voté très majoritairement "Non" à la République. Les hommes qui arrivent dans les Vosges à cette date n'ont pourtant jamais été des partisans de Mussolini, même s'ils ont dû porter l'uniforme des *balillas* à l'école et participer aux campagnes désastreuses de l'armée italienne sur le front africain : tel maçon géromois a, par exemple, passé sept ans en Ethiopie avant d'être fait prisonnier par les Anglais en 1942. Il a ensuite été transféré en Afrique du Sud puis en Grande-Bretagne où il est resté jusqu'à la fin des hostilités²⁹. Un de ses compatriotes, menuisier à Raon-l'Étape en 1960, s'est battu à Tobrouk où il a été capturé par les Australiens³⁰. Un autre, habitant à Celles-sur-Plaine, a été pris par les Américains en 1943 en Sicile qui l'ont ensuite emmené pour l'enfermer dans un camp à Saverne³¹. Certains Italiens ont parfois travaillé dans les usines allemandes comme cet ouvrier de Moussey de 1938 à 1945³². Les immigrés n'ont pourtant pas été les collaborateurs et les soldats d'opérette que se plaisent à décrire les journaux français, et ils ont davantage subi les événements qu'ils n'en ont été les acteurs : s'ils ont porté la chemise noire à l'école, s'ils sont partis combattre les Alliés dans les sables du Sahara ou sur le plateau éthiopien, c'est qu'ils n'ont pas eu d'autre choix. Ni fascistes, ni valets des nazis, ils ont été "embarqués" à leurs dépens dans les rêves de grandeur d'un régime aux abois. Beaucoup ont baissé les armes devant leurs vainqueurs, non par lâcheté, mais par lassitude et après avoir pris conscience que le fascisme menait le pays à sa perte : ces fils de paysan n'ont jamais été des fanatiques comme l'étaient à la même époque la plupart des jeunes allemands. S'ils ont émigré après avoir été libérés des geôles anglaises et américaines, c'est pour rompre avec un passé fait de misère et de soumission, mais c'est aussi parce que leurs idées politiques étaient jugées plus "avancées" que celles de leurs parents et amis. En 1946, bien peu ont voté en faveur de la monarchie.

L'opinion publique française ne saisit pourtant pas toute la complexité du *Mezzogiorno* et a une fâcheuse tendance à se réfugier dans des clichés qui n'ont aucun fondement objectif ni historique : l'indolence et la prétendue paresse des Calabrais seraient dues à des facteurs génétiques, à un "atavisme" quelconque, au soleil de plomb qui engourdit tout esprit d'initiative. Ce manque total de courage face à l'adversité se retrouve dans l'armée : n'ayant jamais été maître de son destin, constamment dominé par des "étrangers", Espagnols, Piémontais ou *baroni* romain, l'Italien du Sud ne manifeste ni patriotisme, ni bravoure au combat. Son sens de l'honneur, il le garde pour défendre les intérêts de sa famille, de son "clan". En arrivant dans les Vosges, les maçons du *Regino* ont fait surgir dans l'esprit des autochtones une imagerie et des stéréotypes bien peu flatteurs.

²⁸ LECHAT (Paul), *L'Italie*, page 130.

²⁹ A.D.V. : Série Continue 342 (naturalisations de 1956).

³⁰ A.D.V. : Série Continue 5084 (naturalisations de 1960).

³¹ A.D.V. : Série Continue 5086 (naturalisations de 1961).

³² A.D.V. : Série Continue 345 (naturalisations de 1958).

3 - Méfiance et hostilité des “vieux” Italiens.

Les Italiens du Nord, arrivés dans les années 1920 ou dans l’immédiat après-guerre, sont souvent les premiers à critiquer leurs “compatriotes” méridionaux contribuant à encourager une xénophobie latente au sein de la population. Les entrepreneurs d’origine lombarde, les “graniteurs” et tailleurs de pierre “vénitiens” considèrent en effet Calabrais et Abruzzains comme des “profiteurs”, des ouvriers que l’on engage faute de mieux et à qui l’on confie les tâches les plus éprouvantes ne nécessitant qu’un faible savoir-faire : préparer “la colle”, porter “agglos” et sacs de ciment. Dans l’entreprise “Guatelli-Liboï” par exemple, on n’hésite pas à raconter un fait divers dramatique dont a été victime un Sicilien sur un chantier en Alsace : ne sachant lire, l’homme a avalé un flacon d’acide croyant que c’était du vin. Après un lavage d’estomac, il a cessé toute activité professionnelle. Cet épisode est néanmoins enjolivé afin de susciter l’hilarité d’un auditoire prêt à se gausser de l’ignorance proverbiale des “*Sudisti*”³³. Ce terme n’est d’ailleurs guère valorisant ; il désigne les Méridionaux au sens large - c’est à dire les gens nés au sud du Pô -, avec une connotation insistant sur leur mauvaise présentation, leur grossièreté et la saleté qu’ils portent sur eux.

Pour les “vieux” immigrés, le “Sud” est une terre mythique, sauvage et ingrate : certains en conservent un souvenir épouvantable. En 1916, des milliers de familles de Vénétie et du Trentin ont été évacuées par l’armée italienne afin de faciliter l’offensive destinée à enfoncer les avant-postes autrichiens : les hommes ayant été mobilisés, femmes, enfants et vieillards sont transportés en train vers Milan, puis dispersés dans des villages des Apennins. Originaire de Torcegno, Celestina Sartorelli a un fils combattant alors dans l’armée de l’empereur François-Joseph et un époux engagé dans celle du roi Victor-Emmanuel. Avec ses sept filles et son nouveau-né, elle est conduite en diligence dans la région montagneuse de Campobasso, à travers des chemins défoncés par la pluie et les chutes de pierres. Si le voyage a été un périple, le séjour au milieu des autochtones représente un véritable retour dans le passé : Celestina et sa nombreuse progéniture ne comprennent pas le dialecte local. Personne ne sait lire, ni écrire ; tous mangent des fèves et pratiquement jamais de viande. Ils habitent dans de misérables masures d’une ou deux pièces : leurs enfants sont chétifs, ne vont jamais à l’école et se promènent pieds-nus sur les sentiers, vêtus de haillons. Pour les *Valsuganotti*, il s’agit d’abord de sortir de cet “enfer” pour ne plus être contraint de vivre comme des animaux : avec soulagement, la famille apprend qu’elle va être conduite à Milan dans un centre de réfugiés dirigé par les religieux de l’*Opera Bonomelli* qui pourront enfin donner un minimum d’éducation aux enfants. Dix ans plus tard, lorsqu’elles arrivent à Senones pour travailler aux “Manufactures”, les filles Sartorelli n’ont rien oublié de leur séjour dans les Apennins qu’elles raconteront ensuite avec moult détails à leurs parents et amis. Après 1945, c’est la même image du “Sud” habité par de pauvres gens illettrés et misérables, subissant leur sort sans révolte apparente, qui est présente dans tous les esprits : lorsque des Siciliens sont engagés par les filatures de la Petite-Raon, on n’éprouve ni haine,

³³ Entretiens avec Gino Guatelli (1992-2001).

ni rancune à leur égard, mais pitié en essayant de leur traduire contrats de travail et documents officiels dont ils ne comprennent pas un mot. Pour tous les “vieux” immigrés, le “Sud” n’a pas changé : en 1916 comme en 1946, il représente ce que l’on ne veut plus voir, misère et désœuvrement³⁴.

L’opposition existant entre les “deux Italie” prend une acuité particulière lorsqu’elle se déroule en terre étrangère : deux groupes d’immigrés aux motivations apparemment très différentes se rencontrent dans l’arrondissement de Saint-Dié. Le premier, installé depuis des décennies, victime de la crise, de la guerre et de la déportation, considère qu’il a payé un “prix” suffisant pour être considéré comme Français à part entière. Ayant souffert de la xénophobie dans les années 1930, il se fait à son tour le propagateur de stéréotypes discriminatoires qui visent avant tout les nouveaux venus : les “*Sudisti*” sont perçus comme d’anciens fascistes, illettrés, rustres et totalement incompetents, qui menacent l’assimilation des “bons” Italiens du Nord et de leurs enfants. Alors que ces derniers ont maintes fois montré leur dévouement au pays d’accueil, les Calabrais ne font rien, dit-on, pour s’intégrer. Il s’agit de rejeter sans états d’âme ces arrivistes, de les confiner dans des tâches subalternes et de dénoncer leur légendaire paresse.

Entre les résistants de 1944 et les anciens soldats de Mussolini, la presse locale et l’opinion publique ont tôt fait de choisir les premiers et de leur accorder leurs sympathies. En juin 1954 par exemple, une violente altercation oppose deux Transalpins à Senones : Mario Penone, originaire du *Comasco*, se bat à coup de pavés et de massette avec Salvatore Cireddu né en Sardaigne. *“Il paraît qu’il y a de nettes divergences ethniques entre les deux groupes, constate La Liberté de l’Est qui relate l’incident dans sa chronique judiciaire. Sur le chantier où tous deux travaillent, il y eut d’abord des mots sans importance, puis des coups : les tailleurs de pierre ont la main lourde, et nos deux hommes n’y allèrent pas avec le dos de la cuiller. Mario Penone s’exprime facilement à la barre : il connaît bien le français. Mais pour ce qui est de Cireddu, c’est autre chose. Il s’exprime avec une incroyable volubilité, mêlant les quelques rudiments de la langue de Voltaire qu’il peut mettre ensemble, avec une cascade ininterrompue d’explications en langue italienne”*³⁵. Repris une fois encore, les vieux clichés du début du siècle épargnent à présent les Italiens du Nord dont on ne cesse d’ériger le niveau d’assimilation en modèle, pour ne toucher que leurs anciens compatriotes du Sud.

³⁴ Entretiens avec Carmela Guatelli, née Sartorelli (1992-2001).

³⁵ La Liberté de l’Est : 18 juin 1954.

B - Des immigrés très vulnérables.

1 - Traumatisme du déracinement.

Face à leurs employeurs et à la méfiance des autochtones, les “nouveaux” immigrés et leurs enfants se trouvent dans une situation de grande vulnérabilité. Contrairement à leurs prédécesseurs arrivés avant-guerre, ils ne disposent pas des “armes” et des atouts leur permettant de s’intégrer rapidement puis de s’assimiler dans la population locale. N’exerçant que des emplois peu qualifiés, venus pour “combler des vides”, ils ne sont pas des “spécialistes” et ne bénéficient d’aucune considération particulière pour leur savoir-faire. Bien au contraire, leurs patrons les perçoivent parfois comme des “faussaires” ou des “mauvais ouvriers” bien incapables de travailler efficacement. De plus, ces hommes et femmes sont arrivés dans une région qu’ils ne connaissent absolument pas. Le déracinement a représenté pour eux, et surtout pour leurs enfants, un véritable traumatisme : entre les Vosges et le *Mezzogiorno*, tout leur semble différent, les paysages, la langue, le climat, l’architecture des maisons. Après avoir subi des contrôles très sévères, ils se retrouvent “parachutés” dans une ville où personne n’est là pour les accueillir, excepté leurs employeurs qui ont besoin au plus vite de leur force de travail.

César Marchesani par exemple, quitte sa ville natale de Vasto en 1956, après avoir reçu une lettre recommandée lui demandant de se présenter au bureau d’émigration de Chieti : on lui remet là sa “feuille de route”, on lui annonce également qu’il n’aura rien à payer pour le voyage qui le conduira en France, ni les repas, ni l’hébergement. Le jeune Abruzzain part pour Pescara où l’attend un train de sept wagons, tous remplis de futurs émigrés. Le convoi arrive ensuite à Milan : les jeunes gens sont conduits en cars à la caserne Sant-Ambrogio, surveillés de près par les carabinieri. Pendant deux jours, ils subissent des examens médicaux : des médecins italiens leur font des prises de sang, des radios, contrôlent leur tension et leur cœur, vérifient s’ils n’ont pas d’hémorroïdes. Après la tristesse de la séparation avec la famille, ces différentes opérations sont très difficilement vécues par les candidats au départ : beaucoup pleurent et se sentent traités comme du bétail ; ils n’ont plus de noms, ni de prénoms, mais un numéro ; ils sont ballottés entre les différents bureaux. Le lendemain, les mêmes examens sont effectués par les services de l’O.N.I. qui veulent connaître également les capacités professionnelles des postulants. On remet enfin son contrat de travail à César Marchesani : celui-ci sera maçon, dormira dans une chambre-double avec toilettes et aura un bon salaire de plus de 40 000 francs par mois. Il apprend également qu’il sera employé par l’entreprise Derrey, dans les Vosges, région dont il n’a jamais entendu parler. Le passage à la caserne Sant-Ambrogio a été vécu dans la douleur : on a essayé de couper l’individu de son passé, de le “dépersonnaliser”, de lui donner une nouvelle identité. En encadrant ses déplacements, en le contrôlant sévèrement, on lui a également enlevé tout esprit d’initiative : avec la

“dépersonnalisation”, la “dérresponsabilisation” a créé une catégorie d’hommes prêts à accomplir sans rechigner les travaux les plus pénibles, dans un endroit précis, pour une période bien définie. En effet, lorsqu’il arrive à Étival, César Marchesani perd les dernières illusions qui lui restent : il se sent terriblement seul, ne comprend pas un mot de français et loge dans une baraque en bois infestée de punaises, sans toilettes. Il doit également décharger des sacs de plâtre et de ciment des camions à l’aide d’un diable, pour ne gagner que 32 000 francs mensuellement. Sa carte de travailleur temporaire lui interdit tout autre activité que celle-ci pendant une année. Il ne peut pas non plus songer à trouver du travail ailleurs que dans les Vosges. Il choisit pourtant de rester : rentrer au pays serait vécu comme un terrible échec personnel. Il serait alors, pense-t-il, la risée des membres de sa famille et de ses camarades qui ont presque tous émigré avant lui en Belgique ou en Australie. Pendant exactement un an, César Marchesani continue sa tâche harassante en ayant le sentiment d’être traité en esclave ou en “bête de somme”. En 1957, il trouve enfin un emploi d’ouvrier dans une menuiserie de Saint-Dié et tente de trouver un logement décent : il vient d’épouser une fille de Vasto après être rentré un court moment au pays, et veut lui offrir autre chose qu’une mesure en bois. Le jeune Italien se heurte alors directement à la xénophobie dont souffrent tous les “*Sudisti*” : en 1960, beaucoup d’appartements sont vides à Saint-Dié et les H.L.M. sont encore trop peu nombreux. Lorsqu’il se présente devant les propriétaires, lorsqu’il décline son identité et sa nationalité, il s’entend répondre sèchement qu’il n’y a rien à louer. Il parvient enfin à trouver un petit “deux pièces” sur le plateau Saint-Roch où le couple reste dix ans. Néanmoins, il n’a rien oublié des épreuves et souffrances qu’il a dû affronter : chaque année, il attend avec impatience les vacances d’été afin de rejoindre les Abruzzes et d’y rester un mois³⁶.

Dans la carrière “Ramu”, à Raon-l’Étape, Agostino Coïs doit remplir les wagonnets de pierres de *trapp* : lui aussi a pleinement conscience d’effectuer un travail de bagnard. Sa femme Albina et ses quatre enfants ont quitté le Frioul en 1953 pour venir le rejoindre : toute la famille réside à Chavré dans une vieille bâtisse - un ancien café appartenant à l’entreprise -, et elle ne paie aucun loyer. Il n’y a que deux chambres à l’étage et un poêle à charbon au rez de chaussée. Pour la lessive, Albina doit se rendre au lavoir où elle s’abîme les mains à frotter dans l’eau glacée. Les cinq fils Coïs et leur sœur sont obligés de descendre tous les matins à l’école communale : parlant déjà le furlan, ils apprennent rapidement le français. A 14 ans, trois d’entre eux partent travailler à la carrière. Tous les midis a lieu le “tir de mine” : on dynamite un pan de la paroi afin d’extraire et de débiter de nouveaux blocs qui seront eux-mêmes transformés en gravillons. L’explosion produit un vacarme assourdissant : des pierres “s’envolent” parfois et tombent sur les toits des maisons de Chavré ou dans les jardins. Par chance, elles ne tuent personne mais blessent souvent : Agostino Coïs est gravement touché par ces “*cailloux pointus comme des couteaux*” et doit se faire soigner d’urgence ; on lui “pose” 14 agrafes sur le torse. Mais les habitants du hameau - presque tous

³⁶ Entretien avec César Marchesani, chez lui à Saint-Dié, en février 1999.

étrangers, Italiens et de plus en plus Marocains et Portugais - ont un autre ennemi : la poussière. Elle s'insinue partout, sous les portes, par les fenêtres et se dépose sur le plancher et sur les meubles. L'été, alors que la chaleur est étouffante et qu'il n'y a pas de vent, l'atmosphère devient vite irrespirable. Entassée dans sa maisonnette, la famille Coïs - deux adultes et six enfants - a pleinement conscience d'être traitée en paria, rejetée sur les hauteurs. Alors qu'à Raon-l'Étape la "bourgeoise", dans la "ville basse", une jeunesse insouciante se déplace en voitures ou sur des *Vespas*, habite des coquets pavillons avec pelouse et s'amuse dans les bals du samedi soir, les Italiens de Chavré travaillent dur pour s'en sortir. Les fils Coïs ont en effet rapidement compris qu'ils devaient s'extirper de ce monde hérité d'un autre temps : il ne s'agit pas pour eux de se replier sur une culture dont ils ignorent tout, ni même de rentrer au Frioul, région où ils n'ont plus aucune attache et qu'ils ne connaissent pas. Ils veulent s'élever dans la hiérarchie sociale, accéder aux produits et aux bienfaits d'une société de consommation qui s'étalent avec insolence devant leurs yeux et dont ils se sentent exclus. Par leur ténacité, leur courage, leur réussite scolaire, ils parviennent rapidement à s'assimiler parfaitement dans la population : dans les années 1960, ils ont presque tous "échappé" à la carrière pour rentrer dans l'administration ou exercer des emplois beaucoup plus qualifiés. Un seul travaille encore "chez Ramu", non comme simple manœuvre, mais comme conducteur d'engins³⁷.

Bien plus que pour leurs parents, le traumatisme du déracinement a profondément marqué les enfants d'immigrés : la famille Fontana par exemple, arrive à Saint-Dié en 1954. Le père est né en Sicile : ancien combattant en Yougoslavie, il a déserté l'armée de Mussolini pour se réfugier dans les Abruzzes, à Vasto. Il y a épousé une fille du pays dont il a eu deux filles, Pia et Giuseppina. Il a ensuite émigré en France, pour être employé par l'entreprise Derrey : après une formation "sur le tas", il y est devenu maçon. Dans le hameau de La Hollande, non loin d'Étival, les Fontana logent dans une baraque en bois : l'hiver, pour se laver, il faut casser la glace ; les toilettes sont à l'extérieur et il n'y a aucun lavoir pour la lessive ; les rats sont énormes, rentrent par le moindre orifice et effraient les deux fillettes. Celles-ci sont inscrites à l'école communale et l'institutrice, austère et sévère, a tôt fait de les "cataloguer" en insistant constamment sur leurs différences : les deux petites Italiennes deviennent vite ses boucs émissaires. Giuseppina, au prénom jugé imprononçable, est rebaptisée "Josée" ; Pia, son aînée de 4 ans, ne peut supporter d'être constamment mise à l'index et pleure tous les jours pendant près d'une décennie. L'école n'a pas été ici - à la différence de la famille Coïs - le lieu d'apprentissage permettant l'assimilation totale des enfants d'immigrés : bien au contraire, elle a d'abord été un lieu d'affrontement et de tensions. Adolescentes dans les années 1960, Pia et Giuseppina gardent un souvenir horrible de leurs premières années passées en France : elles en viennent même à détester tout ce qui fait "l'identité" vosgienne, les montagnes, le climat froid et humide, les forêts de sapins³⁸.

³⁷ Entretien avec Albina Coïs et l'un de ses fils, Daniel, chez elle à Chavré (octobre 2000).

³⁸ Entretien avec Giuseppina Houvion, née Fontana, au musée de Saint-Dié, en octobre 1999.

Les stigmates laissés par le déracinement, les contrôles médicaux et administratifs, la xénophobie ambiante, les conditions de vie souvent très difficiles, ne contribuent donc pas toujours à favoriser l'intégration des nouveaux venus.

2 - Se naturaliser ? Pour quoi faire ?

L'obtention de la naturalisation française ne constitue plus une nécessité absolue pour les "nouveaux immigrés" : moins de 10 % des Transalpins de l'arrondissement naturalisés entre 1945 et 1964 sont originaires du *Mezzogiorno*, soit à peine 21 personnes. Les deux tiers de ces "néo-Français" viennent des provinces septentrionales et ont émigré avant-guerre. Dans la même période, les dossiers déposés ne sont plus qu'une dizaine par an. En 1968, moins de la moitié des immigrés transalpins ont acquis la nationalité du pays d'accueil.

Parmi les derniers arrivés, les Friouliens représentent une catégorie "à part" qui se distingue nettement des "*Sudisti*" : à l'image de la famille Coïs, ils sont entrés en France à la fin des années 1940, fuyant une région dévastée et surpeuplée, sans aucun espoir d'y revenir un jour. Ils partagent également la bonne image de marque des Italiens du Nord : on les juge courageux, travailleurs et robustes. Leurs noms à consonance particulière - slave ou germanique parfois -, leur dialecte, les isolent de leurs compatriotes du Sud qu'ils côtoient sur les chantiers, et ils sont relativement épargnés par les manifestations de rejet xénophobe. Presque tous veulent "se fondre" dans la population et abandonner une nationalité italienne qui les rattache à un passé qu'ils veulent oublier : c'est donc sans grosses difficultés qu'ils obtiennent leur naturalisation à la fin des années 1950, après l'avoir demandée aussi rapidement que possible. En 1954 par exemple, un maçon frioulien de Senones présente un dossier en tout point exemplaire : dix ans plus tôt, "*il a fait partie du Corps des Volontaires de la Liberté dans la première division d'assaut "Osoppo" luttant contre les Allemands*". Il gagne 3 300 francs par mois et possède une maison. Le maire de la commune a également rempli un "*procès verbal d'assimilation*" en sa présence, dans lequel il loue la compétence et la moralité du "*demandant*"³⁹.

Les Calabrais, qui souffrent d'une image assez mauvaise, doivent faire valoir d'autres qualités : l'un d'entre eux, originaire de Reggio, est maçon à Saint-Michel-sur-Meurthe. "*Son épouse parle assez bien le français*, a écrit le secrétaire de mairie en 1959. *Elle fait chaque jour des progrès au contact de ses cinq enfants qui ne parlent que notre langue. Ils sont nés en France, fréquentent l'école primaire de la commune et sont assimilés. Leur père, qui a construit sa maison, est un excellent ouvrier dans une profession non encombrée*"⁴⁰. Un an plus tard, un Sicilien, mécanicien à Saint-Dié, bénéficie des mêmes observations. Son passé plaide également en faveur d'une naturalisation rapide : "*Il fut prisonnier de guerre en Allemagne de septembre 1943 à mai 1945.*

³⁹ A.D.V. : Série Continue 338 (naturalisations de 1954).

⁴⁰ A.D.V. : Série Continue 348 (naturalisations de 1959).

Aujourd'hui, il préfère vivre en France où le travail ne manque pas et assurer un avenir à ses enfants dont le dernier a déjà acquis notre nationalité. Il n'a aucun espoir de retour, excepté pour de courtes visites à sa famille. Il a une bonne valeur professionnelle : son patron, qui l'emploie depuis 1949, est satisfait de ses services. Il est toujours volontaire à chaque fois qu'il lui est demandé d'effectuer des heures supplémentaires. En plus de son métier de mécanicien, il est apte à effectuer divers remplacements dans son entreprise. Il ne s'occupe pas de politique et n'est affilié à aucun syndicat"⁴¹.

Ces quelques cas considérés comme exemplaires restent pourtant bien rares : dans leur grande majorité, les Italiens originaires du *Mezzogiorno* ne cherchent même pas à être naturalisés français. Après les contrôles subis à Milan ou Modane, beaucoup considèrent même les démarches à accomplir et les formulaires à compléter comme une nouvelle humiliation. Le traumatisme du départ, les souffrances nées du déracinement, la certitude d'avoir été considérés et traités comme du "bétail", d'avoir effectué un travail de "bagnard" ou "d'esclave" ne plaident pas vraiment en faveur d'un changement de nationalité : terre d'accueil et de liberté pour de nombreux Transalpins avant-guerre, la France est considérée, dans les années 1950, comme un pays "d'exploiteurs" qui a abandonné les tâches les plus pénibles et les moins bien considérées aux étrangers. Pour Antonio Tetto par exemple, il ne saurait être question de demander sa naturalisation : c'est au gouvernement de "faire le premier pas" et d'accorder ce qu'il considère comme un "droit" à tous les immigrés méritants. Giuseppe Fontana espère bien finir ses jours à Vasto et ne voit aucun intérêt à devenir Français. César Marchesani se satisfait entièrement de son statut de "*résident privilégié*" qui le met à l'abri de l'expulsion et le dispense d'aller quémander tel ou tel document à la mairie ou à la préfecture : il reste Italien, continue à voter par procuration et se ménage ainsi une "porte de sortie" ; lui aussi, la retraite venue, espère bien rentrer sur les bords de la mer Adriatique pour toujours⁴². En 1970, la part des "*Sudisti*" naturalisés reste bien faible, sans doute inférieure à 10 %.

C - Stratégies de résistance.

1 - Naissance d'un patriotisme italien.

Face à la xénophobie, à la précarité des conditions de vie et de travail, au sentiment d'être marginalisé et rejeté, la plupart des familles italiennes arrivées du *Mezzogiorno* dans les années 1950 adopte différentes stratégies de résistance : alors qu'avant-guerre Lombards et "Vénitiens" essayaient par tous les moyens de se fondre dans la population autochtone grâce au syndicalisme ou au sport, et tentaient d'adopter les normes dominantes de la société d'accueil, Calabrais et

⁴¹ A.D.V. : Série Continue 5084 (naturalisations de 1960).

⁴² Entretiens avec César Marchesani, Giuseppina Houvion née Fontana, Antonio Tetto.

Abruzzains ont un état d'esprit assez différent. Il s'agit d'abord de se protéger, soi-même et surtout ses enfants, des agressions de l'extérieur afin que le séjour en France soit le moins difficile et le moins éprouvant. Il faut par exemple conserver et entretenir une "italianité" menacée par l'école française et le déracinement. Pour cela, le regroupement est indispensable et est grandement facilité par la proximité : autrefois très dispersée, l'immigration italienne est désormais beaucoup plus concentrée dans quelques agglomérations, Raon-l'Étape, Gérardmer et surtout Saint-Dié. De plus, l'État italien et l'Église manifestent le plus grand intérêt pour ces expatriés.

La pratique religieuse est devenue un élément important de "l'entre-soi" : écouter une messe dans la langue du pays, rencontrer des prêtres italiens, se confesser, permettent aux fidèles de rompre leur isolement. Le clergé français a bien compris qu'il devait rapidement faire appel aux missionnaires transalpins pour maintenir la foi au sein des colonies italiennes. En Déodat, Calabrais et Abruzzains sont généralement de fervents catholiques : l'anticléricalisme n'a jamais eu une grande influence dans un Midi largement acquis à la Démocratie-Chrétienne dans les années 1950. Sans encadrement, la pratique risque pourtant de s'étioler puis de disparaître. En mars 1959 par exemple, le recensement a dénombré à Saint-Dié 460 *"sujets italiens"*. *"M. l'abbé de Blic, vicaire de la cathédrale, en accord avec M. l'archiprêtre, s'est mis en rapport avec le Révérend Père Covassi, responsable des émigrés italiens pour l'Est de la France, lit-on dans La Liberté de l'Est. Le Révérend Père se propose de venir quelques jours à Saint-Dié, du jeudi soir 5 mars au dimanche 8, visiter les Italiens des trois paroisses de la ville. Il ne lui sera pas possible, dans un laps de temps aussi court, de visiter les Italiens des villages environnants. Mais ceux-ci pourraient très bien venir le voir dans la journée de dimanche, journée qui sera en partie réservée aux confessions, et clôturée par une messe du soir"*⁴³. Confessions et cérémonies ont lieu dans la chapelle de l'orphelinat, rue d'Amérique, et la venue du prêtre est annoncée dans la presse locale dans un article écrit en français puis traduit. A partir de 1960, un office est célébré chaque mois en langue italienne par le missionnaire qui ne ménage pas ses efforts, plus particulièrement pendant les fêtes de Pâques.

Le Révérend Père est rapidement aidé et assisté par le Consulat de Nancy : en janvier 1963, le vice-consul, Sergio Valacchi, termine à Saint-Dié *"le cycle des visites qu'il a entreprises aux collectivités italiennes de sa circonscription"*. Le 13 se déroule en sa présence, la "Befana" qui réunit plus de 200 personnes. *La Liberté de l'Est* présente l'événement aux lecteurs vosgiens pour qui la gentille sorcière reste une inconnue : *"Cette fête de l'Épiphanie est, traditionnellement en Italie, l'époque des cadeaux aux grands et surtout aux enfants. M. le vice-consul s'adresse tout d'abord à ses compatriotes, pour leur dire tout le plaisir de les voir ainsi rassemblés nombreux en ce jour de fête, et pour leur adresser le salut de la mère-patrie. Après quoi, la distribution des cadeaux commença et elle fut accueillie par des cris de joie de tout ce petit monde souriant et bien sympathique. La "Befana" devait se terminer par une messe célébrée en la chapelle de l'orphelinat*

⁴³ La Liberté de l'Est : 2, 5 et 7 mars 1959.

par M. l'abbé Covassi. Il est à noter que la colonie italienne, désirant encore resserrer les liens si solides qui l'unissent à nos populations, envisage une prochaine rencontre qui pourrait donner lieu à une journée franco-italienne, placée sous le signe de la fraternité et de l'amitié"⁴⁴.

Au début des années 1960, des Transalpins de Saint-Dié pensent sérieusement à fonder une association aux objectifs et activités multiples, organisations de fêtes et repas, aides et conseils aux adhérents pour voter ou transférer de l'argent en Italie, relais des directives consulaires concernant la législation italienne⁴⁵. Pour la première fois, dix ans seulement après leur arrivée en France, plusieurs dizaines d'immigrés se retrouvent périodiquement, en dehors du temps de travail. Ces réunions ne rassemblent pratiquement que des Italiens originaires du *Mezzogiorno* : les Vosgiens "de souche" en sont absents, les "vieux" Lombards et "Vénitiens" ne veulent pas se mélanger aux "*Sudisti*" de même que les Friouliens qui pensent avant tout à "se fondre" dans la population française et à effacer leurs différences. Missionnaires et agents du Consulat ont ainsi réuni des gens autour de valeurs communes, les fêtes religieuses, la Befana ou l'amour de la "mère-patrie". La République italienne a réussi là où le régime du *Duce* et l'*Opera Bonomelli* avaient échoué avant-guerre : dans l'arrondissement, et surtout au chef-lieu, existe désormais une conscience nationale, un sentiment d'appartenir à une même "communauté", chez des gens qui ne se comprennent pas toujours et qui ne se connaissaient pas à leur arrivée. Dans les Vosges, comme dans la péninsule, le *Risorgimento* s'achève également dans les années 1960 et produit une même uniformisation culturelle.

2 - Conserver la culture du pays natal.

La volonté de maintenir vivaces traditions et coutumes du pays natal se vit également au quotidien, loin des manifestations épisodiques organisées par l'Église ou le Consulat. La nostalgie du pays natal est par exemple constamment entretenue : face aux agressions de l'extérieur, les immigrés "nouveaux venus" se sont créé une image très flatteuse de la région qui les a vu grandir et où ils espèrent bien finir leurs jours. Les liens avec l'Italie sont restés très forts : chez les Fontana par exemple, les Vosges n'ont jamais été qu'une terre froide et austère, lieu de souffrances et de dur labeur. Les Abruzzes, bien au contraire, sont devenues l'image d'un bonheur futur pour les deux filles de la famille, Pia et Giuseppina : il y fait toujours "bon", les gens sont tous gentils et sympathiques et ils sont beaucoup plus chaleureux que les Vosgiens ; le golfe de Vasto représente l'un des plus beaux paysages italiens. On essaie de s'y rendre le plus souvent possible : Giuseppina Fontana a fait sa communion à Vasto où résident toujours sa grand-mère et ses cousins. On essaie également de continuer à manger "italien" : les Abruzzains tentent vainement de préparer le *brodetto di pesce*, sorte de bouillabaisse du littoral adriatique ; peine perdue, les six variétés de poissons

⁴⁴ La Liberté de l'Est : 11 et 14 janvier 1963.

⁴⁵ Cette association ne verra pourtant le jour que bien plus tard : en 1990 est créée à Saint-Dié la "Communauté Franco-Italienne", ou C.F.I., qui regroupera rapidement plusieurs centaines d'adhérents. Elle concurrence notamment l'A.F.I.V. d'Épinal - "Association Franco-Italienne des Vosges" - fondée précédemment.

nécessaires à sa préparation sont introuvables dans le département. Les Calabrais ne parviennent plus à se procurer fèves et petits piments qui représentent la base de leur alimentation. Jamais les magasins de produits italiens n'ont eu autant de demandes et de clients à Saint-Dié : sur le marché, la "Vanoni" est devenue rapidement la marchande la plus populaire. On lui achète fromages, mortadelle, poissons séchés, olives qui nagent dans les tonneaux remplis de saumure et différentes sortes de pâtes répertoriées par numéros, disposées dans de petits cartons.

Ce patriotisme nouveau s'exprime également à travers les pratiques culturelles : le poste de radio permet de capter quelques stations transalpines. Grâce au marchand de journaux de la rue Thiers, on parvient à lire la presse et les magazines italiens, *Grand-Hôtel*, *La Domenica del Corriere* ou *Oggi*. Les *tiffosi* de l'équipe de football nationale, *la squadra azzura*, consultent quant à eux, les pages roses de *La Gazzetta dello Sport*. Chaque été, on essaie autant que possible de rentrer au pays et d'y passer quelques semaines. Très souvent, lorsqu'un immigré vient à mourir subitement, la famille fait rapatrier le corps en Italie afin de le faire inhumer au cimetière du village. Cet attachement très fort des parents renforce encore le sentiment "d'écartèlement" des enfants, d'autant plus que les couples mixtes sont peu nombreux. Arrivés dans les Vosges au début des années 1950, la plupart des hommes ont ensuite épousé une de leurs compatriotes dans la péninsule qui les a ensuite rejoints à Saint-Dié. L'influence de la culture française est donc très limitée : l'absence de grands-parents sur place et installés depuis longtemps, par exemple, constitue un lourd handicap pour l'assimilation future de ces immigrés. De plus, ceux-ci ne possèdent ni terres, ni bois, ni biens immobiliers, ni "lieux de mémoire" que sont les tombes ou les monuments aux morts, ce qui aurait pu faciliter leur "enracinement" en Déodatie. Leurs quelques économies, ils préfèrent les envoyer en Italie, ou acheter une maison là-bas. Giuseppe Fontana et son épouse ont fait l'acquisition, au début des années 1960, d'un appartement à Vasto qu'il espère habiter sitôt la retraite venue. Leur fille Pia, pour qui le déracinement et les premières années passées en France ont été un véritable calvaire, pense suivre le même chemin. César Marchesani a également pensé quitter Saint-Dié : la naissance de son fils Nicolas a pourtant bouleversé ses projets. César refuse une naturalisation qui pour lui, "ne change rien" : il vote en Italie, mais a décidé de construire sa maison sur les pentes du plateau Saint-Roch. Il ne veut surtout pas imposer à Nicolas et à Francesca son épouse, un nouveau déménagement vers l'inconnu. Les beaux paysages des Abruzzes "ne se mangent pas" : avoir le courage de rester, c'est montrer que l'on a eu raison de partir, c'est aussi s'assurer un avenir à l'abri du besoin. Entre "l'aventure" du retour et la "sécurité" de finir ses jours entourés de ses petits-enfants, les immigrés du *Mezzogiorno* ont généralement choisi la seconde solution. En 1970, 20 ans après leur arrivée, ils sont bien intégrés dans la population locale et sont devenus de "vieilles connaissances"⁴⁶.

⁴⁶ Entretiens avec Giuseppina Houvion, née Fontana, et César Marchesani à Saint-Dié en 1999.

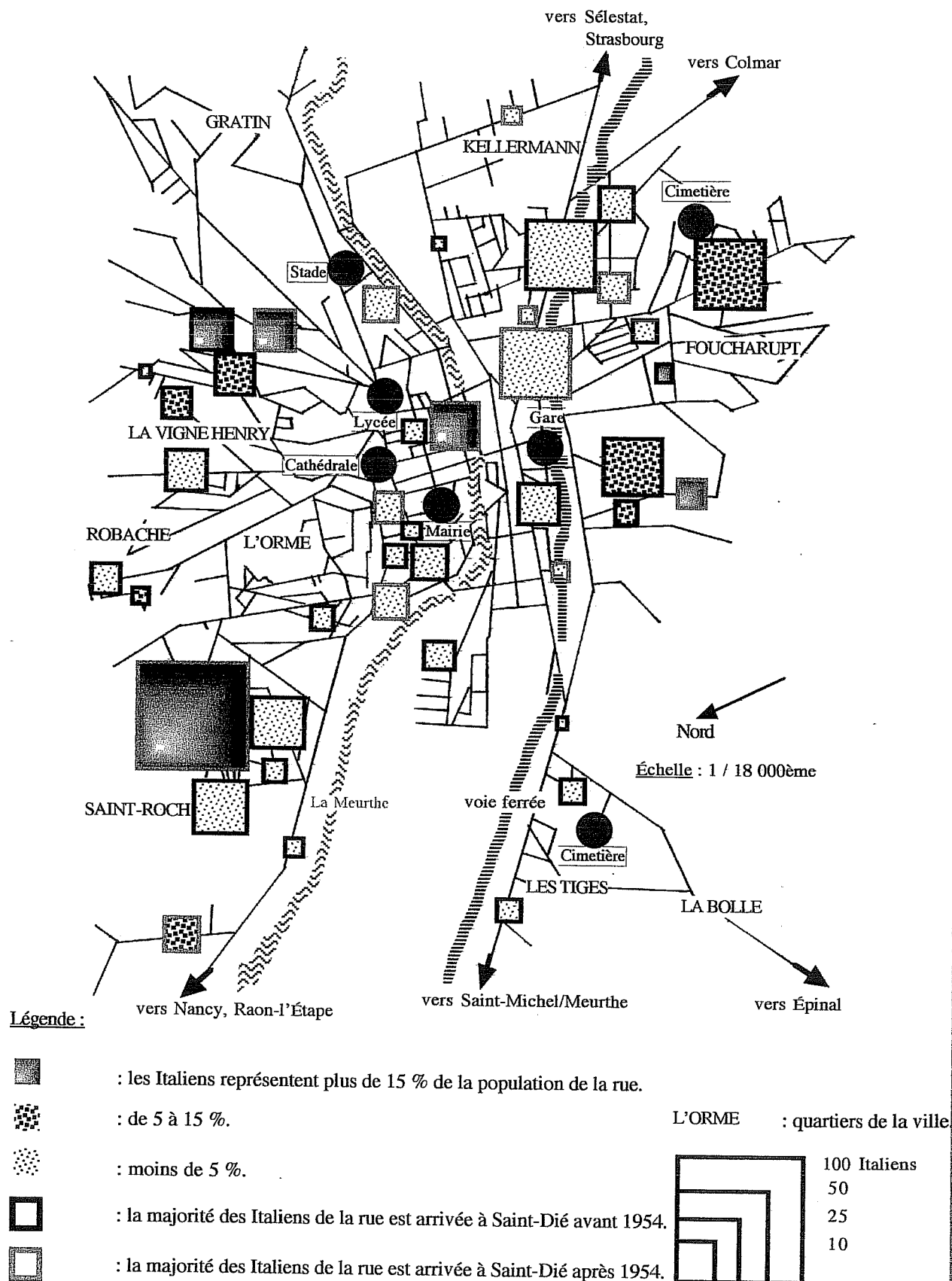
3 - La "petite Italie" de Saint-Roch.

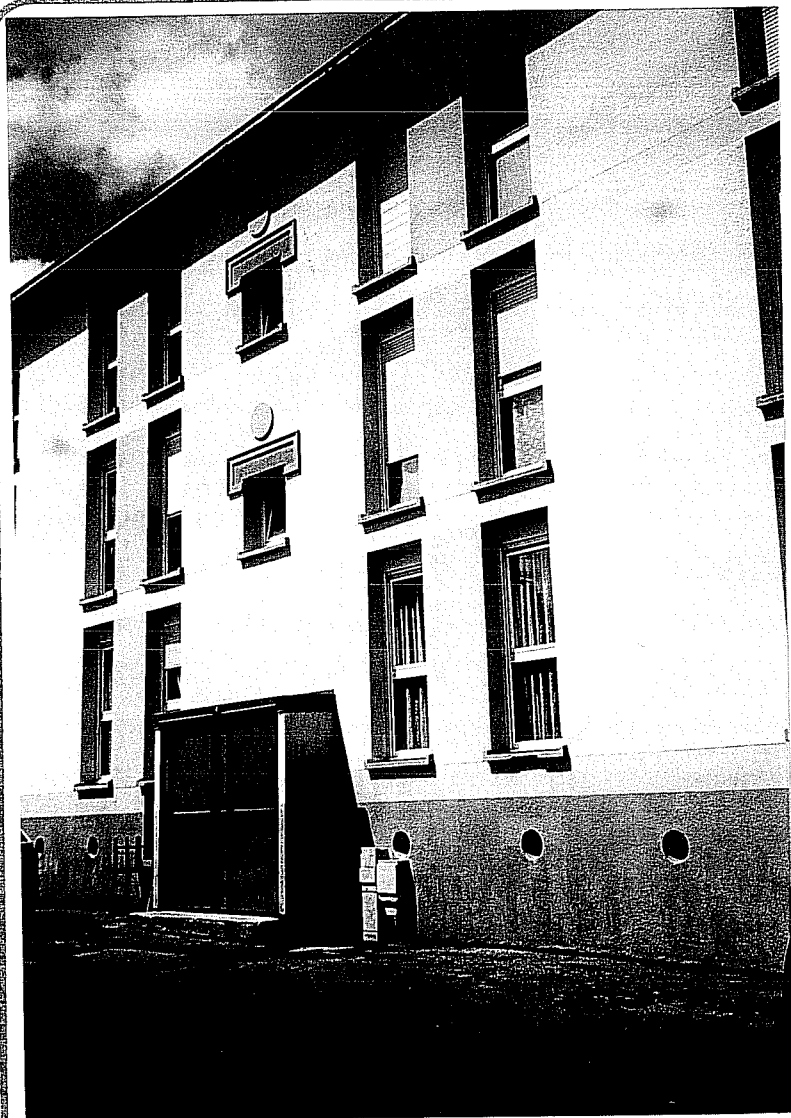
Le "22 rue Jean Gazin" représente dans les années 1960 une véritable "petite Italie" déodatienne : l'immeuble H.L.M. à double entrée a été construit sur le plateau Saint-Roch et ses premiers occupants sont venus s'y installer en 1958. Les 10 foyers qui habitent au "22" sont tous italiens : ils représentent un total de 52 personnes en 1962 ; 32 d'entre elles sont âgées de moins de 20 ans et aucune n'a plus de 60 ans. Il s'agit donc de familles jeunes, composées du père, de la mère et d'enfants dont le nombre varie de 2 à 6. Tous les adultes, nés dans le *Mezzogiorno*, sont arrivés dans la ville après 1954 : les Calabrais sont les plus nombreux, mais on recense également des immigrés originaires des Pouilles, des Marches et des Abruzzes. Les femmes, généralement "sans-profession", ont pour époux des maçons, des "mouleurs" dans la métallurgie, des ouvriers-miroitiers, des bûcherons ou des menuisiers. Les occupants du "22 rue Jean Gazin", sont, à l'image de tous leurs voisins du plateau, des Vosgiens "de fraîche date" : ils côtoient des Portugais, des Polonais et des Français venus des campagnes de l'arrondissement ; tous exercent des emplois dans l'industrie ou les travaux publics, et ont des revenus assez modestes.

On peut cependant s'étonner que les Italiens aient été presque tous regroupés dans une moitié d'immeuble. L'office H.L.M. a sans doute voulu éviter les confrontations avec d'autres nationalités, pensant que chacun devait vivre avec sa langue et ses coutumes propres, sans gêner l'autre. Il s'agit également de rejeter à la périphérie des étrangers qui pourraient être tentés d'occuper des logements de centre-ville, secteur réservé à la bourgeoisie commerçante et aux professions libérales déodatiennes, ou d'autres immeubles où n'habitent que les classes moyennes. On vide les dernières baraques insalubres en bois, ce qui permet de tourner définitivement la page de la Reconstruction pour la plus grande fierté de la municipalité et des urbanistes. Lorsque les familles transalpines emménagent, le gérant du "22" les réunit toutes devant la porte d'accès et se dit fier d'avoir un "*quartier italien*" à Saint-Roch. On est pourtant bien loin de se donner les moyens d'intégrer les populations étrangères : le plateau est coupé du centre et semble vivre en quasi-autarcie ; aucune ligne de bus ne le relie à la "ville basse", aucune école n'a été construite pour accueillir les enfants pourtant très nombreux. Il n'y a ni terrain de sport, ni magasins, ni salle de cinéma, ni bibliothèque. Pour faire ses courses, il faut descendre au marché par les ruelles et les escaliers, puis remonter les bras chargés.

Néanmoins, les immigrés semblent faire abstraction de tous ces problèmes et ne retiennent que l'essentiel : après de trop longues années passées au milieu des rats et des punaises, ils vont enfin pouvoir vivre décemment. Chaque appartement a une superficie d'environ 50 mètres carrés et comprend une petite cuisine, une pièce principale qui sert à la fois de salle à manger et de salon, une salle de bain, des toilettes ainsi que deux chambres. Il s'agit là d'un progrès immense pour ceux qui viennent des baraques. L'entrée du "22" est selon les nouveaux occupants "*la plus propre de tout le quartier*" : tous les matins, une mère de famille calabraise balaie et cire les marches de l'escalier. Les

Les Italiens à Saint-Dié en 1962.





L'immeuble du "22 rue Jean Gazin" aujourd'hui : situé sur le plateau Saint-Roch, le bâtiment n'a pratiquement pas changé depuis les années 1960. On aperçoit au second plan la forêt et la ferme Saint-Roch



enfants considèrent Saint-Roch comme un petit paradis : les petits Italiens sont plusieurs dizaines à jouer ensemble dans une rue où les voitures sont bien rares. Le plateau est un endroit ensoleillé, à proximité des montagnes et d'une grande forêt de sapins : on y fait des promenades, on va chercher du lait à la ferme voisine. Leurs parents ont tôt fait de recréer le "cocon protecteur" brisé temporairement par le déracinement et les premières années passées dans les Vosges : les locataires du "22" se parlent en italien, ou plutôt dans un mélange de dialectes différents, chacun n'employant et ne prononçant que des mots compréhensibles par tous. Le linge est étendu dehors et les portes des appartements sont constamment ouvertes, sans craindre les vols. Ce "*monde à part*" semble vivre en parfaite harmonie : des gens, qui ne se connaissaient pas dix ans plus tôt, ont appris à cohabiter dans les meilleurs termes et à se protéger des agressions de l'extérieur⁴⁷.

Le "22 rue Jean Gazin" ne représente pas un ghetto : les Italiens qui y habitent sont parfaitement intégrés à Saint-Dié ; les adultes travaillent et parlent plus ou moins bien le français, tous les enfants fréquentent l'école. Saint-Roch a bien changé depuis que ses premiers occupants ont emménagé : en 1970, des commerces se sont installés, une église, une école et une bibliothèque ont été bâties. Mais les Italiens n'en profiteront guère : à cette date, beaucoup ont déjà déménagé ou envisagent sérieusement de le faire, pour habiter dans une maison individuelle. Les années 1960 ont donc été une période de transition pour de nombreux immigrés déodatens originaires du *Mezzogiorno* : grâce à ces "micro-communautés" qu'ont été la famille et le voisinage, beaucoup ont pu s'intégrer dans un milieu qui leur était au départ hostile. Le foyer et le quartier n'ont pas représenté un frein à l'intégration, bien au contraire : ces espaces protecteurs ont permis de faire oublier les souffrances des premières années, de vivre sereinement avec des gens ayant connu les mêmes difficultés et de faire des projets d'avenir. Les rêves d'ascension sociale sont désormais tout à fait réalisables. Les Transalpins laissent maintenant leurs logements de Saint-Roch à d'autres immigrés venus après eux, Espagnols, Portugais, Algériens et Turcs.

Si les "vieux" immigrés et leurs enfants semblent être totalement assimilés en 1970, les derniers arrivés viennent seulement de terminer un processus d'intégration souvent douloureux et qui a laissé des traces. Pour ces enfants du Midi, on ne peut encore parler d'assimilation. Les parcours suivis par les deux groupes ont ainsi été apparemment différents : les premiers ont adopté sans résistance les normes dominantes du pays d'accueil afin de "se fondre" dans la population locale ; les seconds ont, à l'opposé, conservé et parfois entretenu leur "italianité" jusqu'à créer une forme de patriotisme original afin de se protéger d'un environnement hostile. La "fusion" n'est pas compromise pour autant : derrière une opposition "de façade", les contrastes entre les représentants des deux "vagues" sont moins grands qu'il n'y paraît au premier abord.

⁴⁷ Entretien avec Giuseppina Houvion, née Fontana, ayant habité le "22 rue Jean Gazin" avec sa famille de 1958 à 1972.
A.D.V. : 65 W 26 (listes nominatives des habitants de Saint-Dié en 1962).

En 1969 et 1970, près de 150 élèves du lycée Jules Ferry de Saint-Dié obtiennent leur baccalauréat après les épreuves du premier tour : dans les listes affichées fin juin sur la porte de l'établissement et reproduites dans les colonnes de la presse locale, on distingue seulement deux patronymes à consonance italienne. Le premier est portée par Annie, arrière-petite-fille d'un maçon *varesino* arrivé en Déodat à la fin du XIX^{ème} siècle et installé à Raon-l'Étape. Le second est celui d'Italo, fils d'un ouvrier du *Mezzogiorno* entré en France depuis moins de 20 ans⁴⁸. L'observation de ces résultats permet ainsi, très symboliquement, de retracer le parcours de deux familles, chacune étant représentative d'une "vague" d'immigration différente. Les "Alpins", - Lombards, Piémontais et "Vénitiens" - sont en 1970 des personnes âgées presque totalement assimilées, et leurs enfants et petits-enfants ne se distinguent pas des Français "de souche" : en plusieurs décennies, l'école, le service militaire et les mariages mixtes ont permis à la "fusion" de réussir. La descendance de ces "pionniers" a tôt fait pourtant de quitter une région qui ne lui offre plus beaucoup de perspective de réussite sociale. A cette date, les "Méditerranéens" ne sont stabilisés que depuis une dizaine d'années. Seule leur intégration et leur insertion professionnelle sont terminées : ayant bénéficié des efforts et des sacrifices de leurs parents, les représentants de cette "deuxième génération" peuvent également espérer sans grande crainte une assimilation rapide. Les deux groupes, que l'on a cessé d'opposer depuis 1945 en distinguant de manière très simpliste les "bons" Italiens du Nord des Méridionaux "rustres" et illettrés, ne sont donc pas si différents l'un de l'autre : tous les Transalpins ont les mêmes objectifs d'amélioration de leur vie quotidienne, tous sont venus chercher en France une forme de liberté individuelle et d'entreprise, tous ont voulu échapper à un clan, à une famille et aux "puissants" qui les étouffaient en Italie, tous se sont saisis par opportunisme des moyens qui étaient à leur disposition pour réaliser leurs projets en France. La seule grande différence, et elle est fondamentale, reste l'ancienneté d'installation : il a fallu plus d'un demi-siècle pour que les *Varesini* et leurs fils deviennent de "bons Français".

⁴⁸ La Liberté de l'Est : 25 juin 1969, 30 juin 1970.



Le site d'une des carrières de granit aujourd'hui :
 située au Puid, cette petite carrière est à l'abandon depuis les années 1950.
 La forêt a envahi le chemin d'accès, les pierres sont recouvertes par la
 mousse et les bâtiments - de simples baraques de planches - ont disparu.



Conclusion.

En un siècle, l'arrondissement de Saint-Dié a vu arriver plusieurs milliers d'Italiens : parmi eux, seules quelques centaines s'y sont installées et se sont véritablement intégrées ; les autres, saisonniers pour la plupart, ont été quasiment oubliés des archives mais aussi des mémoires. En 1970, "Alpins" et "Méditerranéens" sédentarisés gardent secrètement le souvenir de leur arrivée en France, des difficultés rencontrées pendant les premières années.

Les caractéristiques particulières du milieu d'accueil n'ont pas représenté un "bouclier" face aux agressions extérieures : en un siècle, les Italiens n'ont pas été épargnés par l'hostilité des autochtones. Peu importe alors leur faible nombre, leur grande dispersion sur toute l'étendue de l'arrondissement ; la rudesse du climat, le cloisonnement du relief qui entravent les communications, l'absence de grandes villes sensibles aux débats politiques et aux mobilisations de masse, n'ont pas non plus atténué les manifestations de rejet. Comme leurs compatriotes du Pays-Haut ou de la région parisienne, les Transalpins ont ici connu les mêmes difficultés pour s'intégrer. Il est même certain que la xénophobie a été bien souvent plus forte qu'ailleurs : la proximité de la frontière avec l'Allemagne, la peur d'une nouvelle guerre engendrant destructions, morts et humiliations entraînent les autochtones à sombrer dans de violentes "fièvres nationalistes" dont les Italiens sont bien souvent les cibles premières ; ainsi, lors de chaque période de crise, ils tiennent le rôle de bouc-émissaire, espion, voleur ou anarchiste vers 1900, parasite privant les Français de travail et agent mussolinien à la fin des années 1930 et pendant la deuxième guerre mondiale, "soldat" du plan Marshall et mauvais garçon au début des années 1950. Tous ces reproches témoignent en fait de l'inquiétude profonde de populations locales souvent manipulées par une partie de la presse et par certains hommes politiques : quoi de mieux, pour détourner l'opinion de ses problèmes quotidiens - vie chère, faibles salaires, menace du chômage -, que de lui offrir l'image fabriquée de toutes pièces de l'étranger malfaisant ? Quoi de plus rassurant également que de lui présenter une autre image tout aussi simpliste, celle du Vosgien, docile et travailleur, issue d'une vieille "race" de paysan et de bûcheron, qui n'a cessé à travers les siècles de montrer son patriotisme ? La perception de l'Italien dépend donc bien souvent de facteurs qu'il ne maîtrise pas : peu importe son mérite personnel et sa compétence professionnelle, il est d'abord un étranger venu d'un pays considéré avec mépris. La "parenté culturelle" entre *"les deux sœurs latines"*, si souvent mise en avant, ne lui est alors d'aucun secours.

La réussite du processus d'intégration a été le résultat d'un acharnement de tous les instants. *"Il fallait se défendre, résister et ne pas baisser les bras"*, m'ont ainsi répondu plusieurs Italiennes, aujourd'hui octogénaires, pour décrire leur vie quotidienne après leur arrivée en France. Lentement, à force de travail et d'abnégation, en oubliant les reproches et en poursuivant

secrètement le même but, elles sont arrivées avec leurs maris à se faire une place dans leur pays d'adoption. Mais comment mesurer une intégration réussie ? Pour les Transalpins de l'arrondissement de Saint-Dié, la pratique de la langue française et la naturalisation restent des critères importants mais secondaires ; l'élévation sociale par la création d'une petite entreprise, les succès scolaires et professionnels des enfants, l'amélioration du niveau de vie par la construction d'une maison avec tout "le confort moderne", représentent les marques fondamentales de la réussite. Si, dans les années 1930, il fallait absolument "se fondre" dans le milieu d'accueil et acquérir la nationalité française, ce n'est plus exactement le cas dans les années 1960 : on peut être intégré sans être Français, en se réunissant "entre Italiens" les dimanches et jours de fête et en passant ses vacances en Italie. Le regroupement communautaire, observé surtout chez les Calabrais et les Abruzzains, a créé des lieux de sociabilité protecteurs permettant aux nouveaux venus de mieux passer le cap difficile des premières années¹.

Face à un environnement qui leur est souvent peu favorable, les Transalpins ont pourtant des atouts et savent se défendre pour arriver à leurs fins. En témoigne leur grande compétence professionnelle : "graniteurs", maçons et tailleurs de pierre représentent une main-d'œuvre très qualifiée fortement déficitaire dans les Vosges. Tous ont également émigré vers une région qui ne leur est pas totalement inconnue. La connaissance précise des régions de départ est là d'une grande importance. En 1880 comme en 1920, *Ossolani* et *Varesini* empruntent une route connue depuis des siècles et trouvent toujours dans l'arrondissement de Saint-Dié un frère, un cousin ou un oncle pour les accueillir et les conseiller : ils ne sont pas livrés à eux-mêmes dans un pays hostile. Le rôle des micro-communautés familiales et des solidarités villageoises a donc été fondamentale dans l'intégration des Italiens des deux premières "vagues". Les immigrants des années 1950 n'ont pas bénéficié des mêmes conditions favorables et les "vieux" Lombards n'ont pas été d'un grand secours pour les Calabrais ou les Abruzzains, bien au contraire : exerçant des professions peu qualifiées et peu reconnues, considérés souvent par leurs employeurs comme des "bêtes de sommes", ceux-ci ont eu à souffrir de la solitude et du déracinement bien plus que leurs "compatriotes" arrivés précédemment. Cela explique notamment leur volonté de rencontrer d'autres *Sudisti* partageant la même vie quotidienne : l'émergence, dans le Saint-Dié des années 1960, de "petites Italies" dans certains immeubles, au marché ou à l'église, ne marque pourtant pas l'échec du processus d'intégration, même si celui-ci n'est jamais acquis d'avance.

Ce qui rassemble presque tous les Italiens ayant émigré vers l'arrondissement de Saint-Dié, est sans conteste leur volonté de s'affranchir de toute tutelle : s'ils ont quitté leurs villages, c'est moins par crainte du chômage que pour être plus libre et améliorer leur niveau de vie. Les déplacements se sont effectués très souvent de manière spontanée, sans avoir recours aux organismes

¹ Voir à ce sujet l'article de Jacques Barou, "Le rôle des communautés", dans *Sciences humaines* n°96, juillet 1999, pages 26-29.

officiels comme la S.G.I. ou l'O.N.I. : les Transalpins de Déodatie ont donc moins eu à souffrir des contrôles "dépersonnalisants", des visites médicales humiliantes, des entassements dans les wagons, des attentes interminables dans les "centres de sélection" que les Polonais dans les années 1920 ou les Maghrébins dans les années 1960. Ils ont gardé une grande partie de leur dignité et de leur liberté d'action et ont rarement considéré leur région d'accueil avec mépris, comme une terre ingrate qu'il fallait quitter au plus vite après avoir gagné quelque argent. Les souffrances du déracinement n'ont jamais réellement existé pour ceux qui, en Italie, étaient très souvent des ouvriers d'élite, dynamiques, travailleurs et courageux. Leur obstination et leur compétence ont ainsi été leurs meilleurs atouts face à la xénophobie ambiante. Leur logique également : la plupart ont su saisir les chances qui leur étaient offertes pour s'enraciner dans un pays qu'ils considéraient comme le leur, pour réaliser aussi des projets longtemps différés. Les maçons, par exemple, ont bien compris après les deux guerres mondiales que le moment était venu de fonder leur petite entreprise et d'accéder au statut tant espéré de patron. Il en est de même pour les naturalisations qui n'ont jamais été aussi nombreuses dans les années 1930, à un moment où la réforme du Code de la nationalité de 1927 les rend plus accessibles, à un moment aussi où il faut se protéger de la crise et des menaces d'expulsion afin d'assurer à ses enfants un avenir moins précaire. Opportunisme donc de la part des immigrés, mais les politiques d'immigration des gouvernements français ont été soutendues par le même principe.

L'arrondissement de Saint-Dié doit beaucoup à quelques centaines d'hommes et de femmes, qui n'ont jamais représenté plus de 2 % de la population totale : ils ont doté la région d'infrastructures modernes, ont rajeuni et dynamisé une population en voie de vieillissement ; dans les campagnes, ils ont contribué à ralentir la désertification des villages et des terres et mis en valeur des ressources jusque-là peu exploitées. Que reste-t-il, en ce début de XXI^{ème} siècle, de la mémoire de l'immigration italienne ? Les paysages ont depuis plusieurs décennies effacé les réalisations imposantes que les Transalpins avaient créées de leurs mains, après des travaux harassants. Presque partout, les broussailles et la rouille l'emportent : à Senones et à Plainfaing, les anciennes usines textiles sont abandonnées et les cités ouvrières tombent en ruines ; dans les vallées de la Plaine et du Rabodeau, à Gérardmer, les voies de chemin de fer ont été démantelées ; au Puid et à Grandrupt, les anciennes carrières de granit sont envahies par la forêt et il est presque impossible de les localiser avec précision : beaucoup de villageois ignorent même qu'il n'y a pas si longtemps, plusieurs dizaines d'hommes taillaient auges, pavés, bordures de trottoirs et monuments funéraires. La mémoire de l'immigration italienne en Déodatie, se trouve davantage dans les maisons de retraite et dans la rubrique nécrologique des journaux que dans les livres d'histoire locale. Fils et filles d'Italiens ont le plus souvent quitté les Vosges et ne veulent garder de la culture de leurs parents que l'aspect le plus folklorique : oubliée alors la xénophobie du début du XX^{ème} siècle et des années 1930 ;

oubliées encore les moqueries et la méfiance à l'encontre des Calabrais dans les années 1950 ; oublié enfin le mot "immigré", jugé trop infamant. Il s'agit désormais de se démarquer des "Arabes" et des Turcs qui sont, eux, les "vrais" immigrés, et "se fondre" dans le moule commun tout en affirmant parfois haut et fort ses origines transalpines. "Italien" ou "fils d'Italien" ne sont plus des marques identitaires exclusives, destinées à compléter les formulaires administratifs, mais représentent un héritage culturel dont on saisit mal les contours, une "distinction" mise en avant pour affirmer "sa" différence.

Les dépôts d'archives.

- Archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

1, rue de la Monnaie

54 000 NANCY.

- Archives départementales des Vosges.

Allée des Hêtres

88 0000 ÉPINAL.

- Biblioteca Civica di Varese.

Via Manzoni

VARESE.

- Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine. (B.D.I.C)

6, allée de l'Université

92 000 NANTERRE.

- Bibliothèque Municipale de Gérardmer.

16, rue Charles de Gaulle

88 400 GÉRARDMER.

- Bibliothèque Municipale de Nancy.

43, rue Stanislas

54 000 NANCY.

- Bibliothèque Municipale de Saint-Dié.

1, rue Saint-Charles

88 100 SAINT-DIÉ.

- Cure de l'église de Senones.

Rue Alice Muller

88 210 SENONES.

- École Primaire de garçons de Senones.

53, rue de la République

88 210 SENONES.

- I.N.S.E.E. Nancy.

15, rue du Général Hulot

54 000 NANCY.

- Mairie d'Étival-Clairefontaine.

4, rue Vivier

88 480 ÉTIVAL-CLAIREFONTAINE.

- Mairie de Senones.

Rue Constant Verlot

88 210 SENONES.

- Mairie de Torcegno.

TORCEGNO (province de Trente).

Sources et bibliographie.

I - Sources d'archives.

1 - Archives communales.

a - Archives communales de Senones.

- Registres d'immatriculation des étrangers (1900-1940).
- Concessions du cimetière (1900 - 1940).

b - Archives communales de Moussey.

- Registres d'immatriculation des étrangers (1896)

c - Archives communales de Torcegno (province de Trente).

- Dénombrements des familles, état civil (1870-1915).

2 - Bibliothèques.

a - Bibliothèque municipale de Saint-Dié.

- ms 51, tome 2 : cartulaire de François de Riguet (1659-1701).
- ms 80 : Dom Calmet (XVIIIème siècle).

b - Bibliothèque municipale de Gérardmer.

- Accidents du travail (1900-1914).
- Registres d'immatriculation des étrangers (1893-1914).
- Passeports délivrés aux colporteurs (XIXème siècle).

c - Bibliothèque Nationale.

- Collection Lorraine : 95, n°14 (1339).

3 - Cimetière militaire italien de Bligny (Marne).

- Inventaire des tombes, histoires de la bataille de Bligny et du cimetière.

4 - Paroisse de Senones.

- Archives paroissiales, mariages, baptêmes, enterrements (1880-1939).

5 - École primaire de garçons de Senones.

- Registres matricules des élèves (1919-1939).

6 - Archives Nationales.

- F7 13518, 13519 (étrangers propriétaires par département en 1922).

7 - Archives départementales.

a - Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle.

- série B :

B 8657,8759, 8776, 11740 : dénombrements de conduits (années 1585, 1656, 1668, 1706).

- série M :

4 M 112, 138, 232 : rapports de police sur le consulat italien de Nancy (1919-1939).

b - Archives Départementales des Vosges.

- BB1 : archives communales de Raon-l'Étape (1731).

- 4 E État Civil des communes de l'arrondissement de Saint-Dié (XIX^{ème} siècle).

- 38 J Tables de mariages des communes de l'arrondissement (XVIII^{ème} siècle).

- 6 M Dénombrements et recensements:

1-548 : listes nominatives des communes de l'arrondissement (1886-1936).

Les dénombrements quinquennaux ne donnent que des résultats très réducteurs du phénomène de l'immigration : d'abord parce qu'ils ont lieu à la fin de l'hiver ou au début du printemps, à une période de l'année où les travailleurs saisonniers ne sont pas encore arrivés ; ensuite parce que "*les ouvriers étrangers à la commune travaillant sur des chantiers temporaires*" ne doivent pas figurer sur les listes nominatives. Néanmoins, celles-ci donnent des renseignements précieux sur l'âge, le lieu de naissance (à partir de 1906), les employeurs, les lieux précis de résidence, la famille des immigrants. Les dénombrements effectués par les services de police de 1908 à 1914, en janvier et juillet de chaque année, sont quantitativement beaucoup plus précis.

- 8 M Travail et mouvement ouvrier (Archives de la police, 1900-1936):

183-189 : surveillance des étrangers, surveillance des personnes et mouvements politiques.

229-231 : grèves dans les travaux publics, les carrières.

246-485 : syndicats et manifestations.

- 8bis M Sûreté Générale (1894-1919) :

33-36 : anarchistes.

37-40 : étrangers suspects.

49-52 : déplacement des étrangers.

- 15 M Réfugiés (1832-1940) :

1-328 : dossiers de naturalisations, expulsions, dénombrements, statistiques, enquêtes...

- 16 M 161 : recensements des Italiens (1940), listes nominatives (1943).

- 16bis M : saltimbanques : demandes et autorisations (XIXème siècle).

- 17 M 10 : colportage : demandes d'autorisation (XXème siècle).

- 3 R 2 : fils d'étrangers dans l'armée (1914-1918).

- 8T41 : statistiques sur la presse dans les Vosges (1910).

- 24 U 68 : dossiers correctionnels du tribunal de Saint-Dié (Affaire Persico 1865).

- 9 W 66-81, 86, 96-129, 139-156 : archives du commissariat de police de Saint-Dié (dont le service des étrangers) 1944-1954.

- 54 W 1 : travail en Allemagne, perquisitions domiciliaires (1941).

- 54 W 59 : révisions des naturalisations (1940-1944), recensement (1941).

- 54 W 60-77 : dossiers de naturalisations (1946-1949).

- 64 W 28 : S.T.O.: réfractaires italiens (1943).

- 65 W Listes nominatives des communes de l'arrondissement (1962-1968).

- 3 Y 52-68 : registres d'écrous de la Maison d'Arrêt de Saint-Dié (1851-1868).

- Série continue 333-349, 5084-5086 : dossiers de naturalisations (1950-1965).

- Série continue 5097-5108 : dossiers de naturalisations ajournés (1946-1964).

Les Archives Départementales des Vosges représentent le principal dépôt d'archives concernant l'étude de l'immigration italienne. Les séries 8 M et 15 M recèlent les documents les plus intéressants : il en a été fait le dépouillement systématique, sans tenir compte d'intitulés incorrects ou trop réducteurs. Afin de consulter les archives de la police (série M) ainsi que les documents relatifs à la seconde guerre mondiale et à l'après-guerre (série W), trois dérogations m'ont été accordées par le ministère de la Culture (le 23 septembre 1996, le 16 octobre 1998 et le 7 juillet 2000).

II - Sources imprimées.

1 - Brochures et statistiques.

a - Aux A.D.V. :

- JPN 105 : résultats des recensements pour le département des Vosges (1921-1936).
- e 463 : statistiques des grèves (1895-1914).
- e 1575-1581 : statuts de la "Chambre Syndicale des Ouvriers Tailleurs de pierre de Saint-Dié".
- e 2107 : statistiques sur le coût de la vie et les salaires en France en 1911.

b - Au presbytère de la paroisse de Senones.

- Bulletin paroissial de Senones (1934).

c - A l'I.N.S.E.E. Nancy.

- Recensements par arrondissement, canton, commune (1946,1954,1962,1968).

2 - Journaux (tendance politique, lieu et dates d'édition).

a - Aux A.D.V. :

- L'Action Socialiste Ouvrière et Paysanne (socialiste, Epinal, 1924-1925).
- Le Courrier des Vosges (socialiste, Epinal, 1919-1924).
- La Croix de Lorraine (catholique, Nancy, 1894-1917).
- L'Est Ouvrier et Paysan (communiste, Nancy, 1932-1935).
- L'Est Républicain (républicain, Nancy, dépouillement depuis 1945).
- L'Express de l'Est (radical modéré, Epinal, 1921-1944).
- Le Flambeau des Vosges (Parti Social Français, Epinal, 1939).
- Le Foyer Vosgien (catholique, Epinal, 1916-1944).
- La Lorraine Ouvrière et Paysanne (communiste, Nancy, 1926-1927).
- Le Mémorial des Vosges (républicain radical, Epinal, 1881-1914).
- L'Ouvrier Vosgien (socialiste, Epinal, 1902-1913).
- Le Peuple Lorrain (socialiste, Nancy, 1914).
- Le Raonnais (républicain, Raon-l'Etape, 1935-1937).
- Raon Républicain (Front Populaire, Raon-l'Etape, 1937-1939).
- La Résistance des Vosges (résistance, Epinal, 1944-1946).
- Le Réveil Ouvrier (C.G.T.U., Epinal, 1920-1922).
- Le Réveil de la Montagne (républicain, Gérardmer, 1938).

- Le Stadiste (sports, conservateur, Senones, 1931-1938).
- Le Télégramme des Vosges (conservateur, Epinal, 1918-1940).
- Le Travailleur Vosgien (socialiste, Epinal, 1925-1940).
- La Voix des Vosges (anticommuniste, Raon-l'Etape, 1938-1939).
- Les Vosges Nouvelles (communiste, Epinal, 1944-1957).
- Les Vosges Ouvrières (C.G.T., Epinal, 1937-1939).
- Les Vosges Sociales (C.F.T.C., Epinal, 1936-1939).
- Les Vosges Socialistes (socialiste, Epinal, 1922-1923).

b - Aux A.D.M.M.

- Le Cri Populaire (socialiste, 1906-1914).
- Le Réveil Ouvrier (socialiste, 1913-1914).
- Le Syndicaliste (socialiste, 1908-1912).

c - A la Bibliothèque municipale de Saint-Dié.

- La Chronique des Vosges (catholique, Saint-Dié, 1899-1913).
- L'Écho de la Frontière (nationaliste, Saint-Dié, 1895-1908).
- L'Estafette (gauche démocratique, Saint-Dié, 1909-1914).
- La Gazette Vosgienne (républicain, Saint-Dié, 1869-1956).
- L'Impartial des Vosges (conservateur, Saint-Dié, 1872-1882).
- La Liberté de l'Est (Epinal, depuis 1944).
- Le Petit Déodatien (monarchiste, Saint-Dié, 1905-1914).
- La Semaine Religieuse (catholique, Saint-Dié, 1893).

d - A la Bibliothèque municipale de Gérardmer.

- L'Écho de Gérardmer (conservateur, Gérardmer, 1914-1944).
- Gérardmer Saison (informations touristiques, Gérardmer, 1892-1931).

e - A la Biblioteca Civica di Varese.

- Cronaca Varesina (conservateur, Varese, 1884).
- Il Nuovo Ideale (socialiste, Varese, 1905-1914).

f - A la Bibliothèque municipale de Nancy.

- La Voix de l'Est (communiste, Nancy, 1936-1938).

g - A la Bibliothèque de Documentation Internationale

Contemporaine (B.D.I.C.Nanterre).

- La Voce degli Italiani (1937-1939).

III - Musées, filmographie, témoignages, biographies.

1 - Musées.

- Musée du Textile de Ventron (Vosges).
- Museo Civico dello Scalpellino "Antonio Bosa" (Pove del Grappa, prov. di Vicenza).
- Maison du granit de La Bresse (Vosges).

2 - Filmographie.

- BOLOGNINI (Mauro), Il bell'Antonio (Le bel Antonio), Italie, 1961.
- BOLOGNINI (Mauro), Metello, Italie, 1970.
- BRUSATI (Franco), Pane e cioccolata (Pain et chocolat), Italie 1973.
- CARNÉ (Marcel), Thérèse Raquin, coproduction Lumière (Paris) - Luxfilm (Rome), 1953.
- JAMEUX (Dominique), ROSÉ (Jean-Christophe), Fausto Copi, une Histoire d'Italie, La Sept, T.S.I., Istituto Luce, 1996.
- OLMÍ (Ermanno), L'Albero degli Zoccoli (L'arbre aux sabots), Italie, 1978, 175 minutes.
- RENOIR (Jean), Toni, France, 1934, 84 minutes.
- TAVIANI (Paolo et Vittorio), Good morning Babylon, Italie, 1987.

3 - Témoignages.

- CAVANNA, Les Ritals, Belfond, 1978, 284 p.
- LEVI (Carlo), Le Christ s'est arrêté à Eboli, Gallimard, 1948, 303 p.
- LEVI (Primo), Si c'est un homme, Paris, Julliard, 1987, 214 p.
- SECCO (Rita), La Polenta, 1989, 178 p. dactylographiées.
- VAILLANT (Roger), Beau Masque, Paris, Gallimard, 1954, 331 p.
- VAILLANT (Roger), La loi, Éditions Gallimard, 1957, 311 pages.

4 - Biographies.

- IMPERADORI (Luciano), Don Lorenzo Guetti, Trento, La Grafica, 1990, 280 p.
- POCHNA (Marie France), Bonjour, Monsieur Boussac, Paris, Robert Laffont, 1980, 395 p.

IV - Sources orales.

Personnes interrogées

Nom et prénom	Lieu	Année	Nationalité	Situation	Profession	Arrivé en France en	Province d'origine
Bianchi Émile	Luvigny	1995	F.	Fils d'imm.	Chimiste	-	-
Braganti Annette	Mergozzo	1995	I.	Nièce d'ém.	Ouvrière	-	-
Braganti René	Vieux-Moulin	1992	F.	Fils d'imm.	Cadre	-	-
Braganti Romolo	Saint-Dié	1992	F.	Fils d'imm.	Granitier	-	-
Caselino Raymond	Raon	1996	I. nat.	Immigré	Journaliste	1957	Tarente
Casotto Lina	Senones	1995	I. nat.	Immigrée	Ouvrière	1926	Trente
Dal Magro Joseph	Senones	1997	F.	Fils d'imm.	Militaire	-	-
Daprini Raymond	Rupt/Moselle	1995	I. nat.	Immigré	Maçon	1925	Parme
De Angeli Éliane	Senones	1995	I. nat.	Fille d'imm.	-	-	-
De Angeli Jean-Pierre	Raon	1995	F.	Petit-fils d'imm.	Journaliste	-	-
Fontana Giuseppina	Saint-Dié	1998	I. nat.	Fille d'imm.	Bibliothécaire	1956	Chieti
Gonand Marcel	Raon	1995	F.	Ancien instituteur	Instituteur	-	-
Guatelli Gino	Vieux-Moulin	1992-2000	F.	Fils d'imm.	Cadre T.P.	-	-
Leboube Roger	Senones	1998	F.	Anc. résistant	Employé comm.	-	-
Lenzi Émilio	Torcegno	1995	I.	Neveu d'ém.	Employé	-	-
Lenuzza Angelo	Raon	1996	I. nat.	Immigré	Maçon	1924	Udine
Marchesani Cesar	Saint-Dié	1999	I.	Immigré	Ouvrier	1956	Chieti
Migliarina Jean	Senones	1992	I. nat.	Fils d'imm.	Granitier	-	-
Pontalti Anna	Senones	1995	I. nat.	Immigrée	Ouvrière	1925	Trente
Pontalti Ida	Senones	1995	I. nat.	Immigrée	Ouvrière	1925	Trente
Primo Aldo	Senones	1995	I. nat.	Immigré	Ouvrier	1926	Padoue
Rapenne Marcel	Senones	1995	F.	Ancien footballeur	Ouvrier	-	-
Sartorelli Carmela	Vieux-Moulin	1992-2000	I. nat.	Immigrée	Ouvrière	1925	Trente
Sartorelli Tulia	Lunéville	1995	I. nat.	Immigrée	Ouvrière	1925	Trente
Selvini François	Saint-Dié	1999	F.	Fils d'imm.	Directeur	-	-
Tetto Antonio	Saint-Dié	1997	I.	Immigré	Maçon	1955	Reggio Calabria
Travaglini Aldo	Saint-Dié	1997	I. nat.	Immigré	Architecte	1926	Novare
Tresoldi Francesca	Milan	1995	I.	Nièce d'ém.	-	-	-
Valentin André	Senones	1995	F.	Anc. résistant	Instituteur	-	-

V - Bibliographie.

1 - Instruments de travail.

a - Dictionnaires.

- COUTY (Daniel), SIRINELLI (Jean-François), sous la direction de, Dictionnaire de l'Histoire de France, Paris, A. Colin, 1999, 2 volumes.
- ANDREUCCI (Franco), DETTI (Tomaso), Il movimento operaio italiano : Dizionario biografico, 1853-1943, 5 volumes, Roma, Editori riuniti, 1977.
- ISTITUTO DELLA ENCICLOPEDIA ITALIANA, Dizionario enciclopedico italiano, Rome, 1970, 12 volumes.
- LOUIS (Léon), Annuaire Général des Vosges (1871-1939), Épinal, Imprimerie E. Busy.
- MAITRON (Jean), sous la direction de, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Paris, Éditions Ouvrières, 1964-1997, 44 volumes.
- RONSIN (Albert), sous la direction de, Les Vosgiens célèbres. Dictionnaire biographique illustré, Vagney, Editions Gérard Louis, 1990, 394 p.
- SIRINELLI (Jean-François), Dictionnaire de la vie politique française au XXème siècle, Paris, P.U.F., 1995, 1065 p.

b - Atlas.

- ISTITUTO GEOGRAFICO DE AGOSTINI, Atlas des routes d'Italie, Maxiroute, Hachette, 1989.

2 - L'immigration en France et en Lorraine.

a - Ouvrages généraux.

- AMAR (Marianne), MILZA (Pierre), L'immigration en France au XXème siècle, Paris, A. Colin, 1990, 331 p.
- ASSOULINE (David), LALLAOUI (Mehdi), Un siècle d'immigration en France. Première période : 1851-1918, Paris, Syros, 1996, 139 p.
- BANCEL (Nicolas), BLANCHARD (Pascal), De l'indigène à l'immigré, Paris, Découvertes Gallimard, 1998, 128 p.

- Collectif, La France et ses immigrés (1789-1995), L'Histoire n° 193, novembre 1995, pages 20-42.

- BAROU (Jacques), Le rôle des communautés, Sciences Humaines n° 96, juillet 1999, pages 26-29.

- BONNET (Serge), SANTINI (Charles), BARTHÉLÉMY (Hubert), Appartenance politique et attitude religieuse dans l'émigration italienne en Lorraine sidérurgique, Archives de sociologie des religions, 1962, 71 p.

- GUILLAUME (Pierre), POUSSOU (Jean-Pierre), Démographie historique, collection U, A. Colin, 1970, 415 p.

- LEQUIN (Yves), sous la direction de, La mosaïque France, Paris, Larousse, 1988, 479 p.

- MAUCO (Georges), Les étrangers en France. Étude sur leur rôle dans l'activité économique, Paris, Armand Colin, 1932, 600 p.

- NOIRIEL (Gérard), Le creuset français : histoire de l'immigration aux XIXème-XXème siècles, Paris, Seuil, 1988, 437 p.

- SCHOR (Ralph), Histoire de l'immigration en France (de la fin du XIXème siècle à nos jours), Paris, A. Colin, 1996, 347 p.

- TEMIME (Émile), France, terre d'immigration, Paris, Découvertes Gallimard, 1999, 160 p.

b - Ouvrages portant sur l'immigration italienne.

- BECHELLONI (Antonio), DREYFUS (Michel), MILZA (Pierre), sous la direction de, L'intégration italienne en France, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, 424 p.

- BLANC-CHALEARD (Marie Claude), MILZA (Pierre), Le Nogent des Italiens, Paris, collection Autrement, 1995, 149 p.

- FAIDUTTI-RUDOLPH (Anne-Marie), L'immigration italienne dans le Sud-Est de la France, thèse de géographie, Gap, 1964, 2 volumes, 364 p.

- FRANCFORT (Didier), Être mussolinien en Lorraine. Les fascistes italiens face aux associations (1921-1939), Revue d'histoire moderne et contemporaine, avril-juin 1991, pages 313-336.

- GALASSO (Edmond), Italiens d'hier et d'aujourd'hui, Lyon, Université Jean Moulin Lyon 3, 1986, 223 p.

- MILZA (Pierre), Français et Italiens à la fin du XIXème siècle, Rome, Collection de l'École

Française de Rome, 1981, 1114 p. (2 tomes).

- MILZA (Pierre), sous la direction de, Les Italiens en France de 1914 à 1940, Rome, Collection de l'Ecole Française de Rome, 1986, 787 p.

- MILZA (Pierre), Voyage en Ritalie, Paris, Plon, 1993, 532 p.

- NOIRIEL (Gérard), Longwy, immigrés et prolétaires, Paris, P.U.F., 1984, 396 p.

- SIROT (Stéphane), Ouvriers et syndicalistes du bâtiment face à la main-d'œuvre italienne dans l'entre-deux-guerres : l'exemple parisien, La Trace, Cahiers du C.E.D.E.I., juin 1996, pages 25-35.

3 - L'émigration italienne.

a - Ouvrages généraux consacrés à l'histoire de l'Italie et de l'émigration.

- AUDENINO (Patrizia), CORTI (Paola), L'emigrazione italiana, coll. Piccola biblioteca di base, Milano, Fenice 2000, 1994, 95 p.

- BERSTEIN (Serge), MILZA (Pierre), L'Italie, la Papauté : 1870-1970, Paris, Masson, 1970, 173 p.

- BERSTEIN (Serge), MILZA (Pierre), L'Italie contemporaine du Risorgimento à la chute du fascisme, Paris, A. Colin, 1995, 367 p.

- Collectif, Emigrazione : cento anni, Il Ponte, Firenze, la Nuova Italia, 1974, 500 p.

- DALMASSO (Étienne), GABERT (Pierre), L'Italie, Paris, P.U.F. Magellan, 1984, 268 p.

- DELUMEAU (Jean), L'Italie de Botticelli à Bonaparte, Collection U, A. Colin, 1974, 367 p.

- ENCICLOPEDIA ITALIANA, Rapporto sulla popolazione in Italia, Roma, 1980, 150 p.

- GARNIER, L'Italie, Encyclopédie par l'image, Paris, Hachette, 1929, 61 p.

- GEORGEL (Jacques), L'Italie au XXème siècle (1919-1999), Paris, La Documentation Française, 1999, 189 p.

- GROC (Léon), La victoire de la Piave, Paris, F. Rouff Éditeur, 1918, 24 p.

- I.N.E.D., Le problème de l'émigration, Notes et Études Documentaires, n°1839, 20 février 1957, pages 3-17.

- LECHAT (Paul), Italie, Paris, Seuil, 1955, 161 p.
- MANTELLI (Bruno), Il regime fascista : 1925-1940, coll. Piccola biblioteca di base, Milano, Fenice 2000, 1995, 95 p.
- MADELIN (Louis), Les armées françaises en Italie, imp. Adrien Maréchal, Paris, 1918, 92 p.
- MERGER (Michèle), Un siècle d'histoire industrielle en Italie, Editions SEDES, 1998, 191 p.
- MISSIROLI (Mario), Ce que l'Italie doit à Mussolini, Rome, Éditions Novissima, 1937, 317 p.
- MUSSO (Stefano), Il sindacalismo italiano, coll. Piccola biblioteca di base, Milano, Fenice 2000, 1995, 95 p.
- PECOUT (Gilles), Naissance de l'Italie contemporaine (1770-1922), Paris, Nathan Université, 1997, 399 p.
- PIOVENE (Guido), Voyage en Italie, Paris, Flammarion, 1958, 648 p.
- ROMANO (Sergio), Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours, Paris, Seuil, 1977, 366 p.
- SORI (Ercole), L'emigrazione italiana dall'Unità alla Seconda Guerra Mondiale, Bologna, Il Mulino, 1979, 512 p.
- TASCA (Angelo), Naissance du fascisme, Paris, Gallimard, 1938, 497 p.
- VILLA (Deliso), Storia dimenticata, Bassano del Grappa, Adve editrice, 1991, 250 p.

b - Travaux d'histoire régionale italienne.

- AMBROSOLI (Luigi), Radiografia del socialismo varesino, Tracce n°3, Varese, 1981.
- AMMINISTRAZIONE COMUNALE DI POVE DEL GRAPPA, Museo dello scalpellino "Antonio Bosa", Pove del Grappa, 1996, dépliant.
- BECCALUVA (Alberto), GORFER (Aldo), GUBERT (Renzo), Emigrazione trentina, Calliano, Manfrini, 1978, 180 p.
- BENVENUTI (Sergio), Storia del Trentino, vol.1, Trento, Edizioni Panorama, 1995, 237 p.
- BERTOQUY (Pierre), Un type d'émigration alpine italienne : l'émigration bergamasque,

- BRUSA (Carlo), GHIRINGHELLI (Robertino), a cura di, Emigrazione e territorio tra bisogno e ideale, 2 volumes, Varese, Edizioni Lativa, 1995, 336 et 311 p.

- CARLINI (Daniela), L'emigrazione dalle regioni alpine e prealpine tra Ottocento e Novecento. Il caso del Varesotto. Tesi di Laurea. Relatore : Elisa Bianchi. Correlatore : Carlo Brusa, Milano, 1991, 295 p. dactylographiées.

- CANDOTTI (Giulio), Torcegno, ieri e oggi, Lentiai, Commune di Torcegno, 1996, 790 p.

- Collectif, Monselice, commune de Monselice, 1994, 691 p.

- COSSARD (Italo), Histoire et géographie de la vallée d'Aoste, Quart, Musumeci Éditeur, 1988, 122 p.

- DE GIULI (Alberto), MAFFIOLI (Marcello), Mergozzo, Intra, Tipografia Cerutti, 1982, 79 p.

- DEWERPE (Alain), L'industrie aux champs. Essai sur la proto-industrialisation en Italie du Nord (1800-1880), Rome, École française de Rome, 1985, 543 p.

- FONDI (Mario), Le regioni d'Italia (tome 12) : Abruzzo e Molise, Torino, Unione Tipografica Torinese, 1970, 632 p.

- GANDOLA (Bruno), SPALLA (Floriana), I mée Gent. Storia di Intelvesi, Cerano-Intelvi, La Piazzetta, 1984, 234 p.

- GRANDI (Carlo), a cura di, Emigrazione : memorie e realtà, Trento, Provincia autonomia di Trento, 1990, 493 p.

- GRUPPO ARCHEOLOGICO MERGOZZO, a cura di, Ossola di pietra nei secoli, Intra, Tipografia Cerutti, 1978, 183 p.

- IMPERADORI (Luciano), Don Lorenzo Guetti : l'etica della solidarietà, Trente, La Grafica, 1990, 280 p.

- LEONARDI (Andrea), Il Trentino nel prima dopoguerra : problemi economici e sociali, Trento, Società di Studi Trentini di scienze storiche, 1981, 494 p.

- MARGARINI (Giorgio), PISONI (Carlo Alessandro), Il granito di Baveno. Un pioniere : Nicola Della Casa, Verbania-Intra, Alberti Libraio Editore, 1995, 183 p.

- MENTASTI (Alberto), La vita politica varesina negli anni del primo dopoguerra, Tracce n°1, Varese, 1980.

- MEYRIAT (Jean), sous la direction de, La Calabre, Paris, A. Colin, 1960, 324 p.
- MISTO (Carlo), Notizie della parrocchia di Binago, 10 p. dactylographiées.
- PRACCHI (Roberto), Le regioni d'Italia (tome 2) : Lombardia, Torino, Unione Tipografica Torinese, 1961, 562 p.
- PRANDO (Riccardo), VELATI (Loris), Varese in bicicletta, Varese, Pierangelo Mariano Editore, 1985, 96 p.
- PRATI (Angelico), I Valsuganotti : la gente di una regione naturale, Borgo Valsugana, Editore Livio Rossi, 1974, 167 p.
- SEGA (Ierma), a cura di, Les hommes des images : l'épopée des tesini dal trentino per les vie del mondo, Ginevra, Palais des Nations-Unies, Regione autonomia Trentino - Alto Adige, 1998, 179 p.
- SIGNORI (Franco), Storia di Pove e dei Povesi, Bassano del Grappa, Comitato per la storia di Pove, 1985, 361 p.
- VALUSSI (Giorgio), a cura di, Le regioni d'Italia (tome 5) : Friuli-Venezia Giulia, Torino, 1961, 519 p.
- ZANINELLI (Sergio), a cura di, Da un sistema agricolo a un sistema industriale : il Comasco dal Settecento al Novecento. Tome II : La lunga trasformazione tra due crisi (1814-1880), Como, Camera di commercio, industria e agricoltura di Como, 1988, 715 p.
- ZANINELLI (Sergio), a cura di, Da un sistema agricolo a un sistema industriale : il Comasco dal Settecento al Novecento. Tome III : L'affermazione industriale (1880-1914), Como, Camera di commercio, industria e agricoltura di Como, 1989, 552 p.

4 - Ouvrages sur la région Lorraine.

a - Ouvrages généraux sur la Lorraine et les Vosges.

- ARDOUIN-DUMAZET, Voyage en France : Nord-Est, Paris, Berger-Levrault, 1900, 423 p.
- BONNEFONT (Jean-Claude), sous la direction de, Histoire de la Lorraine de 1900 à nos jours, Toulouse, Privat, 1979, 455 p.
- CABOURDIN (Guy), Histoire de la Lorraine : les Temps Modernes (2), Nancy, Éditions Serpenoises-P.U.N., 1991, 231 p.
- CALMET (Dom Augustin), Histoire de la Lorraine, première édition, tome II, Nancy, A.

Leseure, 1745-1757.

- LOUIS (Léon), Le département des Vosges, 7 tomes, Epinal, Imprimerie Busy, 1887.
- MADELIN (Louis), Croquis lorrains, Paris, Berger-Levrault, 1907, 400 p.
- PARISSE (Michel), Histoire de la Lorraine : l'époque médiévale, Nancy, Éditions Serpenoise-P.U.N., 1990, 253 p.
- POULL (Georges), "L'industrie textile vosgienne : 1765-1981", Rupt-sur-Moselle, chez l'auteur, 1982, 475 p.
- ROTH (François), Histoire de la Lorraine : l'époque contemporaine (1), Nancy, Éditions Serpenoise-P.U.N., 1992, 271 p.
- ROTH (François), Histoire de la Lorraine : l'époque contemporaine (2), Nancy, Éditions Serpenoise-P.U.N., 1994, 271 p.
- SOCIÉTÉ LORRAINE DES ÉTUDES LOCALES DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC, Histoire de Lorraine, Nancy, Éditions Berger-Levrault, 1939, 740 p.

b - Ouvrages spécialisés.

- A.D.V., Les Vosges après les ruines : reconstruction et modernisation (catalogue de l'exposition), Épinal, Conseil général des Vosges, 1991, 36 p.
- BARETH (Christian), L'époque des baraques, Raon-l'Étape, Kruch Éditeur, 1995, 134 p.
- BASS (Dany), La droite dans les Vosges et les élections de 1914 à 1924, mémoire de Maîtrise, Nancy 2, 1975, 208 p.
- BAUMONT (Michel), La région de Saint-Dié : étude de géographie humaine, Bulletin de la Société Philomatique Vosgienne 1937, pages 45-195..
- BAUMONT (Georges), Saint-Dié des Vosges, origines et développement, Saint-Dié, imp. Loos, 1960, 439 p.
- CALMET (Dom Augustin), Histoire de l'abbaye de Senones, Épinal, V. Collot Imprimeur, 1878, 354 p.
- CABLÉ (Vincent), KRUCH (Jean-Pierre), PRIEUR (Dominique), Charles Cablé, photographe à Senones, Raon-l'Étape, Kruch Éditeur, 1998, 141 p.
- CABOURDIN (Guy), Routes et grand commerce en Lorraine du milieu du XVIème siècle à la guerre de Trente Ans, Association Interuniversitaire de l'Est, Dijon, 1975, pages 81 à 96.

- CLAUDEL (Hélène), COMBEAU (André), DUCHAINE (P. et J.), Une figure de Ban de Laveline au XVIIIème siècle : le curé Sébastien Florent, A.S.C.B. Ban de Laveline, 1992, 87 p. dactylographiées.

- CLAUDEL (Hélène), COMBEAU (André), La reconstruction de l'église de Laveline en 1717, A.S.C.B. Ban de Laveline, 27 p. dactylographiées.

- CRIQUI (Étienne), LAPRÉVOTE (Louis-Philippe), ROTH (François), sous la direction de, Le quotidien dévoilé, Nancy, Éditions de l'Est, 1990, 314 p.

- DODIN (Robert), La résistance dans les Vosges, Epinal, Éditions du Sapin d'Or, 1980, 288 p.

- DRILLAT-BAUDET (Geneviève), Les manufactures Saint-Maurice de Senones dans la première moitié du XIXème siècle (1805 - 1853), Bulletin de la Société Philomatique Vosgienne, 1988, pages 121-153.

- DURUPT (Pierre), Hommes et femmes du textile dans les Hautes-Vosges, Remiremont, Société d'Histoire locale de Remiremont, 1990, 192 p.

- FOMBARON (Jean-Claude), Nos Vosges à la Belle-Époque, Strasbourg, Jean-Pierre Gyss éditeur, 1998, 254 p.

- GRANDIDIER (Daniel), L'ensemble cathédrale de Saint-Dié, Bulletin de la Société Philomatique Vosgienne, 1992, pages 101 à 130.

- GRIVEL (Gilles), Le parti républicain dans les Vosges, de 1870 à 1914, Thèse de doctorat, deux fascicules, Nancy II, 1997, 780 p.

- HOTTENGER (Georges), Le Pays de Briey, Nancy, Berger-Levrault, 1912, 235 p.

- JACQUET (René), Sommes-nous Latins ?, Bulletin de la Société Philomatique Vosgienne 1934, pages 3-24.

- KAMMERER-SCHWEYER (Odile), La Lorraine des marchands à Saint-Nicolas-de-Port, Saint-Nicolas, 1985, 208 p.

- LAPERCHE-FOURNEL (Marie Josée), La population du Duché de Lorraine de 1580 à 1720, Nancy, P.U.N., 1985, 236 p.

- MAROT (Pierre), L'architecte Jean Betto, Le Pays Lorrain, 1931, pages 141-146.

- MARTIN (Jean-Jacques), Les Vosges martyres (1940-1944), Paris, Imp. Claudon, 1945, 63 p.

- MOTINOT (René), Granits et granitiers des Vosges, Le Mausolée, janvier-février 1959.

- MOULIN (Henri), Le maquis de Corcieux, Livre d'Or de la Résistance et de la Libération, Paris, Maison d'accueil de la Résistance, 1950, pages 223-229.
- PARMENTIER (Damien), Église et société en Lorraine médiévale, Paris, Éditions Messene, 1997, 238 p.
- PERRIN (Ernest), Autour de son abbaye, Senones en Salm, Senones en Vosges; Saint-Dié, Imp. I.T.C., 1990, 169 p.
- PROUILLET (Yann), La catastrophe de la Basse des Loges du 26 septembre 1916, L'Essorn°172, septembre 1996, pages 3 à 7.
- PUPIER (Jean Luc) sous la direction de, Senones à travers les âges, Bulletin des amis de la bibliothèque de Senones, La Voivre, imprimerie Claudel, 1983, 65 p.
- RACINE (Pierre), D'Italie aux Pays-Bas: les routes lorraines (1280-1350), 113ème Congrès National des Sociétés Savantes, Strasbourg, 1988, pages 209 à 224.
- RAPP (Francis), Routes et voies de communication à travers les Vosges du XIIème siècle au début du XVIème siècle, Les pays de l'entre-deux au Moyen-Age, Strasbourg, C.T.H.S., 1988, pages 195 à 207.
- RENOLLEAU-ANTOINE (Marie-Christine), Les effets malheureux de la mono-industrie pour Plainfaing, Bulletin de la Société Philomatique Vosgienne 1978, pages 91-105.
- RONSIN (Albert), Saint-Dié des Vosges : 669-1969, Nancy, Publicité Moderne, 1969, 172 p.
- SADOUL (Louis), Une petite ville vosgienne : Raon-l'Etape, Raon-l'Etape, Édition du Syndicat d'Initiative de Raon-l'Etape, 1934, 369 p.
- SCHNEIDER (Jean), Les Lombards en Lorraine, Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine, Tome LXXIX, 1979, pages 65-98.
- SCHNEIDER (Michel), Raon-l'Etape, des origines au XVIIIème siècle, Raon-l'Etape, Kruch éditeur, 1990, 134 p.
- SEILLERE (Frédéric), Documents pour servir à l'Histoire de la principauté de Salm en Vosges, Jean-Pierre Gyss, 1982 (première édition en 1898), 259 p.
- SESTER (André), Résistance et collaboration : aspects vosgiens, Epinal, Éditions du Sapin d'Or, 1976, 283 p.
- SITTE (Thierry), L'évolution économique de l'arrondissement de Saint-Dié de 1871 à 1914, Nancy, Université de Nancy 2, mémoire de maîtrise, 1992, 257 p. dactylographiées.

- SOLDI-RONDININI (Gigliola), Les relations commerciales entre Milan et la Lorraine, Les Cahiers Lorrains, 1982, pages 353 à 361.

- TRONQUART (Georges), Le Camp celtique de La Bure, Saint-Dié, Le Chardon, 1989, 125 p.

- VERLOT (Henry), Fais ce que dois, advienne que pourra : 50 ans de souvenirs, B.M. Senones, 24 p. dactylographiées.

- VIRY (Augustin), Traditions historiques sur l'origine, les événements et la situation de Gérardmer, Strasbourg, Thiriat Éditeur, 1963, 72 p. (édition d'un manuscrit de 1822), pages 22 - 27.

- WAHL (Alfred), L'option et l'émigration des Alsaciens-Lorrains (1871-1872), Paris, Éditions Orphys, 1974, 276 p.

Table des matières.

	pages
Avant-propos.	3
Introduction.	5
Lexique.	16
Abréviations.	17
Prologue : <u>La montagne vosgienne, zone de passage pour les Italiens.</u>	19
(XIème-XIXème siècles)	
I - Une immigration de “spécialistes”.	
A - Prélats, banquiers et marchands “ <i>lombards</i> ” (XIème-XVIème siècles).	21
1 - Sous l'Empire romain, un réseau routier dense et très fréquenté.	
2 - Antoine de Pavie, abbé de Senones.	
3 - Jacques et Bartremius, usuriers astésans.	
4 - Une présence très passagère, en marge de la société.	
5 - Une zone de passage sur la route des Pays-Bas.	
B - Architectes et maçons du Milanais (XVIIIème siècle).	30
1 - Le Val de Saint-Dié ravagé par la guerre.	
2 - Encourager l'installation d'étrangers.	
3 - Giovanni Betto, “ <i>architecte ordinaire</i> ” du duc Léopold.	
4 - La reconstruction de l'église de Laveline (1716 - 1717).	
5 - A Gérardmer, un nouveau lieu de culte (1730 - 1732).	
6 - Le duché de Milan, principale région de départs.	
7 - Hostilité pour certains, assimilation pour d'autres.	
II - Colporteurs et montreurs d'animaux (XIXème siècle).	
A - Des nomades sillonnant routes et chemins.	44
1 - Diversité du monde du colportage.	
2 - Montagnards des Alpes ou des Apennins.	
3 - Marchands d'images du <i>Tesino</i> .	

B - Victimes de la rumeur publique et de la répression policière.	50
1 - Une législation de plus en plus sévère.	
2 - L' <i>"Affaire Persico"</i> .	
3 - Mort du colportage.	
Première partie.	57
<u>Chapitre 1 : L'Italien, un saisonnier.</u>	59
I - Un espace en profondes mutations.	
A - Industrialisation.	61
1 - Une industrie déjà ancienne.	
2 - Textile et papier, piliers de la croissance.	
3 - Une industrialisation accélérée à l'initiative d'un patronat dynamique.	
4 - Les campagnes oubliées de la croissance.	
B - Urbanisation.	68
1 - Une région "à deux vitesses",	
2 - Avant les Italiens, les Alsaciens.	
C - Militarisation.	71
1 - Une nouvelle zone frontalière.	
2 - Manœuvres, bals, concours sportifs.	
II - Des déplacements facilités et encouragés.	
A - De la Lombardie aux Vosges, un trajet désormais plus rapide.	73
1 - La route du Saint-Gothard.	
2 - De Côme à Saint-Dié.	
B - Une législation très libérale.	76
1 - En France, attirer une main-d'œuvre qualifiée.	
2 - En Italie, favoriser la "soupape de sécurité".	
III - Les Italiens, entre nomadisme et sédentarisation.	79
A - Des professionnels très qualifiés.	

- 1 - Maçons *varesini*.
- 2 - Manoeuvres et terrassiers *padani*.
- 3 - “Graniteurs” *ossolani*.

B - De petites colonies dispersées. 84

- 1 - Des flux en nette augmentation avec le temps.
- 2 - De jeunes gens célibataires.
- 3 - Les villes, premier point de chute des Italiens.
- 4 - Les “graniteurs” du Puid.

C - Une majorité de saisonniers. 93

- 1 - En mars, l’arrivée des maçons.
- 2 - Pensionnaires et logeurs.
- 3 - Des salaires souvent élevés.
- 4 - Chantiers et carrières, théâtres de nombreux accidents.

D - Les sédentaires, “tête de pont” de l’immigration. 101

- 1 - Le mariage, première étape vers l’assimilation.
- 2 - Entre les nouveaux venus et les autochtones, les naturalisés.

E - Les Italiens à Gérardmer : la plus importante colonie de l’arrondissement. 105

- 1 - Un chantier permanent.
- 2 - Une population très instable.
- 3 - Un groupe mal intégré.
- 4 - D’autres saisonniers : les employés d’hôtels.

Chapitre 2 : Entre le Pô et les Alpes. 113

I - La province de Côme vers 1880 : un espace en crise.

A - “Région des lacs” et plaine du Pô. 115

- 1 - Le Nord privilégié.
- 2 - La Haute-Lombardie, vieille région d’émigration.

B - Une économie traditionnelle subissant une profonde dépression. 118

- 1 - Un terroir intensément mis en valeur depuis des siècles.

2 - Surpopulation et crise de la soie.	
C - Partir pour améliorer son quotidien.	123
1 - Contrebande et émigration.	
2 - Vers la Suisse ou l'Amérique.	
D - Les grandes zones de départs.	126
1 - La <i>Valle Intelvi</i> .	
2 - La <i>Val Ceresio</i> .	
3 - Le <i>Varesotto</i> .	
II - Le <i>Comasco</i> au début du XXème siècle : une prospérité retrouvée.	
A - Sous l' <i>età giolittiana</i> , une forte croissance industrielle.	130
1 - Une industrie dynamique et diversifiée.	
2 - Une émigration du "mieux-être".	
B - " <i>Émigré égal socialiste</i> ".	135
1 - La province, bastion du socialisme italien.	
2 - La Bourse du Travail de Varèse : le " <i>parapluie rouge</i> ".	
3 - <i>Il Nuovo Ideale</i> , boîte à lettres et tribune pour l'émigré.	
III - D'autres régions de départs.	
A - La <i>Valle d'Ossola</i> .	140
1 - Une spécialisation ancienne et reconnue dans le travail de la pierre.	
2 - Gaspillage des ressources et baisse des commandes.	
B - La plaine du Pô.	144
1 - A Veruno, des <i>braccianti</i> peu qualifiés.	
2 - A Chiari, les méfaits du capitalisme agricole.	
<u>Chapitre 3 : Méfiances et violences xénophobes.</u>	147
I - L'image très négative de l'immigré italien.	
A - La fabrication d'un stéréotype.	149
1 - L'Italie : un pays de "cartes postales".	

- 2 - Pour l'École et la science, marquer les différences.
- 3 - L'immigré : un danger pour les défenseurs de "l'identité lorraine".

B - Une xénophobie largement diffusée par la presse locale. 155

- 1- Des articles dont la teneur et l'objectivité sont très variables.
 - a - La "couleur politique" du journal.
 - b - L'état des relations franco-italiennes.
 - c - Les crises de la IIIème République.
- 2 - L'Italien : un danger social.
- 3 - Information ou désinformation ?

II - Insultes, rixes, batailles rangées.

A - 1881-1903, période noire pour les immigrants. 166

- 1 - "Fièvre nationaliste" et crise identitaire.
- 2 - Des tribunaux sans indulgence.
- 3 - Le souvenir de l'attentat de Lyon.
- 4 - La peur du "cheval de Troyes".
- 5 - La crainte des menées anarchistes.

B - L'Italien, "client" privilégié des tribunaux ? 174

- 1 - Italiens voleurs et violents.
- 2 - Un groupe exposé à la violence.

III - Les Italiens et le mouvement ouvrier : des rapports ambigus.

A - L'immigré : un concurrent déloyal. 178

- 1 - Hostilité des premiers syndicats.
- 2 - Méfiance des "réformistes".

B - Un syndicalisme révolutionnaire largement ouvert aux Italiens. 182

- 1 - L'internationalisme, pilier de l'anarcho-syndicalisme.
- 2 - La grève de 1907, modèle de conflit social ?
- 3 - En 1914, une intégration fragilisée.

Deuxième partie	191
<u>Chapitre 1 : Départs précipités et souffrances partagées. (1914-1918)</u>	193
I - Des chantiers vosgiens aux tranchées “vénitiennes”.	
A - Une neutralité lourde de conséquences (1914-1915).	195
1 - Retours au pays.	
2 - Des autorités bien complaisantes.	
B - L’armée italienne : mythe et réalité.	197
1 - L’Italie : “un réservoir d’hommes”.	
2 - Sur le front de la Piave ou du Trentin.	
II - Les Italiens de Déodatie dans la guerre.	
A - L’arrondissement en première ligne.	198
1 - Face à la mobilisation, obéissance ou désertion ?	
2 - Fils d’Italiens “morts pour la France”.	
B - A l’arrière, souffrances et privations.	200
1 - Pour l’armée française, accroître la surveillance des étrangers.	
2 - En zone allemande, réquisitions et travail forcé.	
C - Une nouvelle image.	205
1 - Français et Italiens : des “ <i>frères d’armes</i> ”.	
2 - L’Italie : une alliée de second ordre.	
<u>Chapitre 2 : Flux saisonniers puis enracinement.</u>	209
I - Deuxième vague et stabilisation.	
A - Reprise des flux migratoires.	211
1 - Les immigrants : des “clandestins”.	
2 - La France, première destination de l’émigration italienne.	
B - Le retour des Italiens dans les Vosges.	216
1 - Une immigration saisonnière qui se stabilise ensuite.	
2 - Une dispersion accrue.	

C - Pendant la crise : départs et stabilisation.	218
1 - En France, une politique toujours plus répressive.	
2 - En Italie, une émigration entravée.	
3 - Dans la région de Saint-Dié, différentes stratégies de résistance.	
4 - A Senones, une implantation récente.	

II - Des travailleurs manuels.

A - Toujours les ouvriers du bâtiment.	226
1 - Des maçons pour la reconstruction.	
2 - Construire des "H.B.M."	
3 - Des professions éprouvantes et dangereuses.	
4 - Angelo Lenuzza, petit entrepreneur.	
B - "Épinceurs" et tailleurs de pierre.	232
1 - Une demande plus forte en pavés et pierres de granit.	
2 - César de Angeli : une réussite enviable.	
C - Mineurs creusant la montagne.	235
1 - La première "percée des Vosges".	
2 - Le tunnel de Sainte-Marie : des travaux titanesques.	
D - D'autres professions plus marginales.	237
1 - Employés d'hôtels à Gérardmer.	
2 - Petits artisans et colporteurs.	
3 - Les "Turbines Negri" : une expérience originale de courte durée.	

III - Une immigration plus féminine.

A - Une industrie textile puissante et remise à neuf.	240
1 - Ménagères lombardes, tisserandes "véniennes".	
2 - Une nouvelle stratégie patronale.	
B - L'arrivée des ouvrières "véniennes".	243
1 - Une main-d'œuvre privilégiée par les patrons du textile.	
2 - Une famille parmi d'autres : les Capra.	

3 - Des ouvrières modèles ?

- C - Un sort lié à celui de l'industrie cotonnière. 246
- 1 - En 1926, la prospérité.
 - 2 - En 1932, la crise.

Chapitre 3 : De nouvelles régions de départs. 251

I - Les émigrés : des paysans de l'arc subalpin.

- A - Lombards, Piémontais, mais aussi "Vénitiens". 253
- 1 - Une plus grande diversité des villages de départs.
 - 2 - Une forte spécialisation professionnelle.
- B - Aux origines de l'émigration. 256
- 1 - Crise de l'après-guerre et violences fascistes.
 - 2 - Le fascisme : un régime unanimement rejeté.

- C - Le *Varesotto*, vieille région d'émigration vers la Lorraine. 260
- 1 - Un mouvement ouvrier décapité.
 - 2 - Partir pour échapper au chômage et à la répression.

II - De nouveaux venus dans les Vosges : les "Vénitiens".

- A - Le Trentin, province au particularisme affirmé. 262
- 1 - L'émigration, une tradition déjà ancienne.
 - 2 - Le mythe de "*La Merica*".
 - 3 - Torcegno, village de la *Val'Sugana*.
 - 4 - Après 1918, nouveaux départs de *Torcesnesi*.
- B - Dans la "Plaine", d'autres émigrés. 272
- 1 - Tailleurs de pierre *povesi*.
 - 2 - Ouvriers *padovani*.
- C - Régions de départs plus marginales. 276
- 1 - Les collines du Frioul.
 - 2 - Au nord de Bergame, la *Val Seriana*.

Chapitre 4 : Des immigrés “modèles”. 281

I - Une excellente image de marque.

A - Un climat politique nouveau. 283

- 1 - Pour le gouvernement, favoriser la “fusion” des Italiens.
- 2 - Une opinion publique plus tolérante.
- 3 - Une histoire locale accordant désormais une petite place aux étrangers.

B - Des journaux plus complaisants. 289

- 1 - Les Italiens : des “frères d’armes”.
- 2 - Le fascisme : un régime “d’ordre” souvent admiré.
- 3 - Des immigrés mieux connus.

II - Une intégration facilitée par de nombreux facteurs.

A - Les Italiens prêts à s’intégrer dans le milieu d’accueil. 295

- 1 - Une immigration ancienne, libérée de toute entrave.
- 2 - Des professionnels reconnus.
- 3 - Après les mouvements saisonniers, la stabilité.
- 4 - Des groupes éparpillés.
- 5 - Une grande variété d’“Italiens”.

B - Une “élite” issue de l’immigration. 308

- 1 - Les petits entrepreneurs.
- 2 - Une quarantaine de petits propriétaires.

C - Un choix fondamental : la naturalisation. 314

- 1 - Primauté de l’intérêt sur les états d’âme.
- 2 - Demandes ajournées.
- 3 - A Senones, enracinement et concessions “à perpétuité”.

Chapitre 5 : L’espoir d’une assimilation rapide. 323

I - S’intégrer grâce à l’engagement politique et syndical.

A - Le fascisme italien, une faible influence dans l’arrondissement. 325

- 1 - Pour le gouvernement français, un devoir de réserve qui s'impose.
- 2 - Pour les autorités fascistes, "*une Nation hors de la Nation*".
- 3 - La Déodat, région marginale pour les autorités consulaires.

B - L'influence du radicalisme : un atout pour les immigrés. 333

- 1 - L'action de la Ligue des Droits de l'homme.
- 2 - Émile Pozzi, maire de La Neuveville.

C - Parti communiste et C.G.T.U. ouverts aux immigrés. 338

- 1 - Méfiance des militants de base.
- 2 - Pour la C.G.T.U., intégrer les travailleurs étrangers.
- 3 - Une presse présentant une image positive de l'immigré.
- 4 - Pendant la crise, un soutien verbal souvent inefficace.

II - Lieux de rencontres et de sociabilité.

A - Sur les routes vosgiennes, les coureurs cyclistes. 346

- 1 - Le vélo, "sport-roi".
- 2 - Raymond Daprin, champion promis à une grande carrière.
- 3 - Main-mise italienne sur le cyclisme vosgien.

B - Terrains de football et boulodromes. 350

- 1 - Les Italiens, meilleurs footballeurs du monde.
- 2 - Le football, école de l'armée ?
- 3 - Marche et "sport-boule".

C - Salles de bal et de cinéma. 355

- 1 - Le "Blue and Red Jazz" et son "champion".
- 2 - Le dimanche, bal au "P'tit Quinquin".
- 3 - "Toni", ou l'immigré italien idéalisé par le cinéma.

D - L'église. 359

- 1 - Le clergé : méfiance et hostilité envers les étrangers.
- 2 - La Mission de 1934.
- 3 - Des fidèles marginalisés.
- 4 - Pour les petits Italiens, le catéchisme.

E - L'école.	367
1 - La famille, "cocon" protecteur et micro-communauté.	
2 - Lieu d'apprentissage.	
3 - Lieu d'affrontements.	

Chapitre 6 : Une intégration fragilisée par la xénophobie ambiante. 375

I - L'aggravation des discours xénophobes.	
A - L'étranger, bouc-émissaire.	377
1 - Affaires et faits-divers.	
2 - Des immigrés fragilisés.	
B - En Déodat, une hostilité grandissante à l'égard des étrangers.	379
1 - Une image qui se dégrade.	
2 - Le "tournant" de <i>L'Express de l'Est</i> .	
C - L'immigration, enjeu électoral.	382
1 - Le "vote national".	
2 - Les Italiens, dangereux révolutionnaires ?	
3 - " <i>Qu'ils s'engagent ou qu'ils s'en aillent !</i> ".	
4 - Le succès grandissant du P.S.F.	
5 - A Senones, Verlot le "fasciste", de Angeli le "bourgeois".	
D - Victimes de manifestations de rejet.	389
1 - Pour la C.F.T.C., privilégier une main-d'œuvre nationale.	
2 - Un ajournement aux conséquences graves.	
II - Se protéger contre la xénophobie ambiante.	
A - Le parti communiste et les immigrés : des chemins qui se croisent.	391
1 - Le nouveau visage du Parti .	
2 - Intégrer les normes dominantes.	
3 - Faire barrage au "fascisme" et à la xénophobie.	
4 - Le Front Populaire, un répit de courte durée.	
5 - Le Parti : une deuxième famille.	
6 - Naissance d'une contre-culture.	

7 - A Senones, des Italiens très impliqués dans la vie politique.	
B - L'U.P.I., un bouclier efficace contre la xénophobie.	401
1 - Une organisation nouvelle.	
2 - Dans les Vosges, " <i>un développement florissant</i> ".	
C - En 1938-1939, des Italiens toujours plus menacés.	404
1 - A gauche, la chasse aux "indésirables".	
2 - A Senones, une grève xénophobe.	
3 - Rappel des grands principes républicains.	
4 - Déclarations d'allégeance.	
Troisième partie.	417
<u>Chapitre 1 : Le traumatisme de la guerre (1939 - 1945).</u>	419
I - Prisonniers des décisions du <i>Duce</i> (septembre 1939 - juin 1940).	
A - "Planqués" ou "bons Français" ?	421
1 - Fidélité au pays d'accueil.	
2 - Engagement dans la "Légion".	
B - Une image qui se dégrade subitement.	423
1 - Familles "modèles" et saboteurs.	
2 - Le " <i>coup de poignard</i> " du 10 juin.	
II - Survivre, travailler, résister (1940 - 1944).	
A - Les Italiens "fichés".	425
1 - Quatre recensements en quatre ans.	
2 - L'administration aux ordres de l'occupant.	
B - " <i>Volontaires</i> " en Allemagne.	427
1 - Des bras pour le <i>Reich</i> .	
2 - " <i>Requis</i> " pour l'Organisation Todt.	
C - L'étranger, responsable de tous les malheurs du pays.	430
1 - " <i>Faire le tri</i> ".	

2 - Les naturalisés épargnés par les “révisions”.

D - Premiers actes de résistance. 434

1 - Communistes et Italiens en première ligne.

2 - Distributions de tracts.

3 - Organisation des premiers réseaux.

4 - Pour Vichy, “lutter contre la pègre étrangère”.

III - Répression nazie et furie vengeresse (1944 - 1945).

A - La résistance se structure. 439

1 - Troisième et quatrième groupements.

2 - Le maquis de Corcieux.

3 - Le premier “R.C.V.”.

B - L’arrondissement pillé et vidé de ses hommes. 442

1 - Le calvaire de l’automne 1944.

2 - Déportés dans les “camps de la mort”.

C - A la Libération, une xénophobie ravivée. 444

1 - Les Italiens : des “profiteurs de guerre”.

2 - Une mémoire très sélective.

Chapitre 2 : Des bras pour la Reconstruction (1945 - 1970). 451

I - Des conditions nouvelles, favorables à l’immigration.

A - Une terre dévastée. 453

1 - 2000 morts, 4000 immeubles détruits.

2 - Les “villes de planches”.

B - En France, une politique nouvelle. 455

1 - Reconstruire et rajeunir le pays.

2 - Naissance de l’O.N.I.

3 - Cartes de travail et de séjour.

4 - Plusieurs accords bilatéraux.

5 - Sélection officielle ou naturelle ?

- C - En Italie, favoriser le redressement et l'industrialisation du pays. 461
- 1 - De l'abîme au "miracle".
 - 2 - Retour du libéralisme.
 - 3 - Destinations anciennes et nouvelles.

II - Une région qui change, et qui accueille une "troisième vague" d'immigrés italiens.

- A - Un arrondissement à "3 vitesses". 468
- 1 - Des campagnes délaissées.
 - 2 - Des vallées emportées par la crise du coton.
 - 3 - Dynamisme de l'agglomération déodatienne.
- B - Mutations économiques et démographiques. 476
- 1 - Une région qui perd des habitants.
 - 2 - Secteurs en crise, secteurs en croissance.
- C - Une immigration diversifiée et concentrée au chef-lieu. 480
- 1 - L'arrivée de la "troisième vague".
 - 2 - A Saint-Dié, des Italiens plus jeunes et plus nombreux.
 - 3 - En 1968, trois groupes d'importance inégale.

III - Des "hommes à tout faire".

- A - Reconstruire ce qui a été détruit. 487
- 1 - Les objectifs du M.R.U.
 - 2 - Aldo Travaglini, architecte de la Reconstruction.
 - 3 - Le "*problème*" de la main-d'œuvre.
 - 4 - Un recrutement largement improvisé.
 - 5 - Maçons, carreleurs, ferrailleurs.
 - 6 - Hébergement au camp O.N.C.O.R.
 - 7 - Prospérité des petites entreprises "italiennes".
 - 8 - La "*résurrection*" de la cathédrale.
 - 9 - Un chantier de "*renaissance nationale*".

B - Construire des logements neufs.	500
1 - Résoudre la crise du logement.	
2 - A Saint-Dié, "Saint-Roch puis "Kellermann".	
3 - L'Alsace, terre d'élection pour l'entreprise "Guatelli - Liboi".	
C - Creuser, scier, pelleter.	507
1 - Terrassiers et bûcherons.	
2 - "Concasseeur" chez "Ramu".	
3 - César Marchesani, manœuvre puis ouvrier de scierie.	
<u>Chapitre 3 : Frioul et Mezzogiorno.</u>	511
I - Le poids croissant des <i>Sudisti</i> .	
A - En 1968, d'où viennent les Italiens de l'arrondissement ?	513
1 - "Alpins" et "Méditerranéens".	
2 - Des " <i>Nordisti</i> " plus nombreux malgré tout.	
B - Un Nord riche et industriel.	516
1 - La Lombardie, vitrine du "miracle" italien.	
2 - Le Trentin désormais autonome.	
3 - Le Frioul, ruiné et surpeuplé.	
II - Partir vers le "Nord".	
A - Le Sud sous-développé.	522
1 - Vers 1950, surpopulation et faible niveau de vie.	
2 - Des facteurs naturels et historiques très défavorables.	
B - Un "Nord" idéalisé.	525
1 - <i>La Loi</i> , ou la description d'une société pétrifiée.	
2 - Modugno et Coppi, "modèles" de réussite.	
III - Deux nouvelles régions d'émigration : le <i>Regino</i> et le <i>Chietino</i> .	
A - A l'ombre de l'Aspromonte, le <i>Regino</i> .	531
1 - La Calabre déshéritée.	
2 - Conservatisme et éléments d'ouverture.	

- 3 - Petits propriétaires et *braccianti*.
- 4 - Impuissance de l'État, inertie des villes.
- 5 - Émigrer : une "*idée fixe*".
- 6 - Antonio Tetto, un Calabrais à Saint-Dié.

B - Les Abruzzains : des "*montagnards frustrés, endurcis, primitifs*". 539

- 1 - Entre la Maïella et la côte adriatique, le *Chietino*.
- 2 - Le *Fucino* et Pescara, seules régions attractives.
- 3 - Un nombre croissant de "saisonniers".
- 4 - L'itinéraire de César Marchesani.

Chapitre 4 : Du profiteuse de guerre à l'immigré modèle. 553

I - Les séquelles du passé (1945 - 1951).

A - Le souvenir du 10 juin 1940. 555

- 1 - L'Italie repoussoir.
- 2 - Le Tour de France, terrain d'affrontement.

B - "*Casseurs de pierre*" et "*bons à rien*". 560

- 1 - De pauvres hères.
- 2 - Voleurs et pillers de ruines.
- 3 - D'anciens amis des "Boches".
- 4 - Des "soldats" du Plan Marshall.

II - Une bonne image en constante amélioration (1951 - 1970).

A - Les retrouvailles des "*deux sœurs latines*". 567

- 1 - L'Italie, pays ami et moderne.
- 2 - Vespa et "*dolce vita*".

B - Des étrangers privilégiés. 572

- 1 - Dans la littérature et le cinéma, Beau-Masque et Laurent.
- 2 - Pour les sociologues, des étrangers facilement assimilables.
- 3 - Les vertus du cosmopolitisme.

- C - Une xénophobie qui n'est pas totalement éteinte. 576
- 1 - Repli sur soi et idéalisation du passé.
 - 2 - L'Algérien, *Sidi* ou *fellagha* ?

Chapitre 5 : Assimilation facilitée, intégration entravée. 585

I - "*Plus Français que les Vosgiens*".

- A - Une assimilation presque parfaite. 587
- 1 - Dans les pages de l'histoire locale.
 - 2 - Réussites sociale et professionnelle.
 - 3 - Devenir Français pour se démarquer des "*Sudisti*".
 - 4 - Reconnaissance et admiration des autochtones.

- B - Fils d'Italiens et "bons français". 595
- 1 - Soldats en Algérie.
 - 2 - Partir pour "réussir".

- C - Une originalité culturelle en voie de disparition. 600
- 1 - Naissance d'un folklore familial.
 - 2 - L'accordéon, dernière "citadelle" italienne ?

II - Pour les derniers arrivés, une intégration plus incertaine.

- A - Victimes de préjugés anciens et nouveaux. 604
- 1 - Une "race" différente.
 - 2 - Des incapables, fainéants et "flambeurs".
 - 3 - Méfiance et hostilité des "vieux" Italiens.

- B - Des immigrés très vulnérables. 611
- 1 - Traumatisme du déracinement.
 - 2 - Se naturaliser ? Pour quoi faire ?

- C - Stratégies de résistance. 615
- 1 - Naissance d'un patriotisme italien.
 - 2 - Conserver la culture du pays natal.
 - 3 - La "petite Italie" de Saint-Roch.

Conclusion.	625
Dépôts d'archives.	629
Sources et bibliographie.	631
Sommaire.	649
Origines des illustrations.	667

Origines des illustrations.

Cartes et graphiques ont été réalisés grâce aux informations trouvées dans les sources écrites ou manuscrites. Les photographies, images et coupures de presse font partie de ma collection personnelle ou m'ont été communiquées par plusieurs personnes que je remercie encore une fois.

Prologue :

- page 23 : carte établie grâce aux indications fournies dans le livre de Damien Parmentier, Église et société en Lorraine médiévale, Paris, Éditions Messene, 1997, 238 p.
- page 27 : Bibliothèque Nationale : quittance donnée à Liebaud de Nomeny, plège pour Olry de Ribeaupierre envers les Lombards de Saint-Dié en 1339 (B.N.C.L., 95, n°14) ; document aimablement déchiffré et expliqué par Damien Parmentier.
- page 33 : carte établie grâce aux registres de mariages des généalogistes (A.D.V. : 38 J).
- page 35 : A.D.V. 38 J : mariages d'Italiens relevés dans les paroisses de Déodatie.
- page 41 : A.D.V. : 38 J ; carte postale actuelle.
- page 45 : carte établie grâce au passeport de Jacques Salina trouvé dans les archives communales de Gérardmer.
- page 47 : A.D.V. : 24 U 64 (juin 1855).
- page 53 : illustrations de Bayard dans l'édition originale de Sans famille.
- page 56 : L'Impartial des Vosges : 6 septembre 1873 (B.M. Saint-Dié).

1ère partie, chapitre 1 :

- page 63 : graphiques établis grâce à l' Annuaire des Vosges (1871-1914) et le mémoire de Maîtrise de Thierry Sitter, L'évolution économique de l'arrondissement de Saint-Dié de 1871 à 1914.
- page 65 : carte établie d'après les indications fournies par l' Annuaire des Vosges de 1886 et le mémoire de maîtrise de Thierry Sitter, L'évolution économique de l'arrondissement de Saint-Dié de 1871 à 1914, Nancy, Université de Nancy 2, 1992, 257 p. dactylographiées.
- page 67 : Annuaire des Vosges de Léon Louis, à Épinal, 1897.
- page 69 : Annuaire des Vosges (1840-1914) ; listes nominatives des communes de l'arrondissement (A.D.V. : 6 M).
- page 74 : carte établie d'après mes connaissances personnelles.
- page 75 : carte établie d'après l' Annuaire des Vosges de 1890.
- page 77 : documents trouvés dans les archives communales de Moussey et d'Étival.

page 81 : photographies aimablement communiquées par Jean-Pierre Kruch, figurant dans un livre dont il est l'un des auteurs avec Vincent Cablé et Dominique Prieur, Charles Cablé, photographe à Senones, Raon-l'Étape, Kruch Éditeur, 1998, 141 p.

page 83 : photographies aimablement fournies par Jean-Pierre Kruch, figurant dans le même ouvrage.

page 85 : A.D.V. 17M.

page 86 : graphiques : listes nominatives de 1881 à 1911 des communes de l'arrondissement (A.D.V. : 6 M) ; dénombrements de la police (A.D.V. : 15 M 161).

page 87 : carte établie d'après un dénombrement : A.D.V. : 15 M 161.

page 89 : A.D.V. : 15 M 161.

page 91 : "*Registres d'immatriculation*" de 1894 à 1910 (A.C. Étival).

page 95 : A.D.V. 6 M (communes de l'arrondissement), 1901-1906.

page 99 : A.D.V. : 6 M Saint-Dié (1906) ; dépouillement de la presse locale (1871-1914) ; A.D.V. : e 2107 (brochure).

page 94 : "*Registres d'immatriculation*" de 1894 à 1910 (A.C. Étival).

page 103 : documents aimablement communiqués par Jean-Pierre Kruch ou trouvés dans les pages de *La Gazette Vosgienne*.

page 107 : "*Registres d'immatriculation*" de 1893 à 1914 (A.C. Gérardmer).

page 109 : document trouvé dans Gérardmer Saison (B.M. Gérardmer) ; carte postale de ma collection personnelle ; "*Registres d'immatriculation*" de 1893 à 1914 (A.C. Gérardmer).

1ère partie, chapitre 2 :

page 117 : carte réalisée d'après les statistiques trouvées dans les listes nominatives des communes de l'arrondissement en 1911. (A.D.V. : 6 M, année 1911)

page 119 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans : ZANINELLI (Sergio), a cura di, Da un sistema agricolo a un sistema industriale: il Comasco dal Settecento al Novecento. Tome III : L'affermazione industriale (1880-1914), Como, Camera di commercio, industria e agricoltura di Como, 1989, 552 p.

page 121 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans le même ouvrage.

page 125 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans la "*tesa di laurea*" de Daniela Carlini L'emigrazione dalle regioni alpine e prealpine tra Ottocento e Novecento. Il caso del Varesotto. Tesi di Laurea. Relatore : Elisa Bianchi. Correlatore : Carlo Brusa, Milano, 1991, 295 p. dactylographiées.

page 127 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans le même ouvrage.

page 130 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans le même ouvrage.

page 133 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans le même ouvrage.

page 143 : reproduction trouvée à la Civica Galleria d'Arte Moderna de Milan ; document trouvé dans : MARGARINI (Giorgio), PISONI (Carlo Alessandro), Il granito di Baveno. Un pioniere : Nicola Della Casa, Verbania-Intra, Alberti Libraio Editore, 1995, 183 p.

1ère partie, chapitre 3 :

page 151 : cartes postales (collection personnelle).

page 161 : dépouillement de la presse locale (1871-1914).

page 163 : dépouillement de la presse locale (1871-1914).

page 169 : dépouillement de la presse locale (1871-1914).

page 171 : document issu de *L'Illustration* du 7 juillet 1894 (B.M. Saint-Dié) ; lettre anonyme aimablement communiquée par Raymond Lamaze.

page 177 : dépouillement de la presse locale (1871-1914).

page 175 : carte réalisée d'après les listes nominatives de Raon-l'Étape et La Neuveville en 1901 (A.D.V. : 6 M)

page 183 : reproduction du *Cri Populaire* (A.D.M.M.), d'*Il Nuovo Ideale* (Biblioteca civica di Varese) ; photographie aimablement communiquée par Jean-Pierre Kruch et éditée dans Charles Cablé, photographe à Senones", Raon-l'Étape, Kruch Éditeur, 1998, 141 p.

page 185 : dépouillement de la presse locale (1871-1914) ; A.D.V. e 463, statistiques des grèves.

page 190 : photographie aimablement communiquée par Jean-Pierre Kruch et éditée dans Charles Cablé, photographe à Senones", Raon-l'Étape, Kruch Éditeur, 1998, 141 p.

2ème partie, chapitre 1 :

page 201 : photographies aimablement communiquées par Mrs Uboldi et Casartelli de Raon-l'Étape.

page 203 : carte réalisée grâce au dépouillement de *La Gazette Vosgienne* (1914-1920).

page 207 : illustration issue de GROG (Léon), La victoire de la Piave, Paris, F. Rouff Éditeur, 1918, 24 p. ; *La Gazette Vosgienne*, 14 octobre 1915 ; A.D.V. 15M161-164.

2ème partie, chapitre 2 :

page 213 : A.D.V. : 6 M (communes de l'arrondissement) ; 15 M 216-218 (statistiques des étrangers).

page 215 : carte réalisée d'après le dénombrement des services de police (A.D.V. : 15 M 218).

page 217 : A.D.V. : 6 M (communes de l'arrondissement) pour 1926.

page 219 : A.C. Senones (registres d'immatriculation) ; A.D.V. : 15 M 219-223, 239-256.

page 221 : A.D.V. : 6 M (communes de l'arrondissement) de 1921 à 1936.

page 223 : A.D.V. : 6 M (Senones) de 1921 à 1936.

page 225 : A.D.V. : 6 M (communes de l'arrondissement) de 1921 à 1936.

page 231 : carte réalisée après avoir interrogé Lino Lenuzza.

page 239 : documents trouvés dans *La Gazette Vosgienne* et *L'Écho de Gérardmer*. (1919-1939)

page 245 : collection personnelle.

page 247 : carte réalisée après avoir interrogé Carmela Guatelli, née Sartorelli.

2ème partie, chapitre 3

page 255 : A.D.V. : 6 M (communes de l'arrondissement) en 1936.

page 257 : A.D.V. : 6 M (communes de l'arrondissement) de 1911 à 1936.

page 265 : A.D.V. : 6 M (communes de l'arrondissement) de 1921 à 1936.

page 267 : carte réalisée à partir de la carte *Kompass* n°621 (1/25 000ème) et des informations trouvées dans CANDOTTI (Giulio), Torcegno, ieri e oggi, Lentiai, Commune di Torcegno, 1996, 790 p.

page 271 : A.C. Torcegno (province de Trente).

page 273 : A.D.V. : 6 M (communes de l'arrondissement) de 1921 à 1936.

2ème partie, chapitre 4.

page 304 : A.D.V. : 6 M Senones 1906-1936.

page 305 : A.D.V. : 6 M Senones 1921-1936 ; 6 M Senones 1931 ; Archives de la Paroisse de Senones : mariages de 1919 à 1939.

page 306 : A.D.V. : 6 M Senones 1921-1936.

page 307 : A.D.V. : 6 M Senones pour l'année 1931.

page 309 : LOUIS (Léon) Annuaire des Vosges, Épinal 1911, 1925, 1936 ; documents trouvés également dans *La Gazette Vosgienne*. (1919-1939)

page 310 : collection personnelle ; documents trouvés également dans *La Gazette Vosgienne*. (1919-1939)

page 311 : documents aimablement prêtés par Lino Lenuzza.

page 313 : collection personnelle.

page 316 : A.D.V. : 15 M 212-286 ; 6 M (communes de l'arrondissement) pour 1911 et 1936.

page 317 : A.D.V. : JPN 105 (recensement de 1936 pour le département des Vosges).

2ème partie, chapitre 5.

page 327 : carte réalisée d'après les informations trouvées aux A.D.M.M. : 4 M 112, 138, 232.

page 331 : collection personnelle.

page 337 : *La Gazette Vosgienne*, 2 mai 1931.

page 353 : collection personnelle.

page 365 : missel ayant appartenu à Celestina Sartorelli dans les années 1920-1930. (collection personnelle)

page 369 : A.D.V. : 6 M (communes de l'arrondissement pour l'année 1931).

page 371 : *Registres matricules* de l'école de filles de Senones conservés aujourd'hui dans l'école des garçons. Merci à Mme Chipon, institutrice à la retraite, de me les avoir communiqués.

2ème partie, chapitre 6.

page 405 : carte ayant appartenu à Pio Sartorelli en 1939. (collection personnelle)

page 406 : collection personnelle.

3ème partie, chapitre 1.

page 441 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans DODIN (Robert), La résistance dans les Vosges, Epinal, Éditions du Sapin d'Or, 1980, 288 p.

page 445 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans DODIN (Robert), La résistance dans les Vosges et les renseignements fournis par Roger Leboube, ancien déporté.

page 449 : document et photographie de ma collection personnelle.

3ème partie, chapitre 2.

page 465 : graphiques réalisés d'après les statistiques trouvées dans AUDENINO (Patrizia), CORTI (Paola), L'emigrazione italiana, coll. Piccola biblioteca di base, Milano, Fenice 2000, 1994, 95 p.

page 477 : graphiques réalisés d'après les statistiques des recensements de 1936 et 1968 (A.D.V. J.P.N. 105 années 1936, 1968).

page 479 : graphiques réalisés d'après les statistiques des recensements de 1936 et 1968 (A.D.V. J.P.N. 105 années 1936, 1968) ; dépouillement des *Hautes-Vosges Économiques* (1946-1970).

page 481 : A.D.V. : JPN 105 (1926-1968) ; dépouillement de *La Liberté de l'Est* (1945-1970).

page 483 : A.D.V. : 65 W 26 (listes nominatives de Saint-Dié de 1962).

page 485 : A.D.V. : JPN 105 (recensement de 1968 pour les Vosges).

page 493 : A.D.V. : 9 W 144-145.

page 496 : documents trouvés dans *Les Hautes-Vosges Économiques*. (1946-1970)

page 497 : photographies aimablement communiquées par Jean-Pierre Kruch.

page 501 : chiffres trouvés dans *Les Hautes-Vosges Économiques* (1946-1970).

page 504 : carte réalisée grâce aux renseignements donnés par Gino Guatelli et aux archives de l'entreprise (collection personnelle).

page 505 : archives de l'entreprise (collection personnelle).

3ème partie, chapitre 3 :

page 515 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans les listes nominatives de quelques communes de l'arrondissement (A.D.V. : 65 W année 1968)

page 519 : graphiques réalisés d'après les informations trouvées dans PRACCHI (Roberto), Le regioni d'Italia (tome 2) : Lombardia, Torino, Unione Tipografica Torinese, 1961, 562 p.

page 521 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans VALUSSI (Giorgio), a cura di, Le regioni d'Italia (tome 5) : Friuli-Venezia Giulia, Torino, 1961, 519 p. ; les listes nominatives (A.D.V. : 6 M et 65 W).

page 523 : graphiques réalisés d'après les informations trouvées dans ENCICLOPEDIA ITALIANA, Rapporto sulla popolazione in Italia, Roma, 1980, 150 p.

page 529 : photographies trouvées dans AUDENINO (Patrizia), CORTI (Paola), L'emigrazione italiana.

page 537 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans MEYRIAT (Jean), sous la direction de, La Calabre, Paris, A. Colin, 1960, 324 p. ; PIOVENE (Guido), Voyage en Italie, Paris, Flammarion, 1958, 648 p. ; entretien avec Antonio Tetto.

page 541 : graphiques réalisés d'après les informations trouvées dans FONDI (Mario), Le regioni d'Italia (tome 12) : Abruzzo e Molise.

page 543 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans FONDI (Mario), Le regioni d'Italia (tome 12) : Abruzzo e Molise.

page 546 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans FONDI (Mario), Le regioni d'Italia (tome 12) : Abruzzo e Molise.

page 547 : graphiques réalisés d'après les informations trouvées dans FONDI (Mario), Le regioni d'Italia (tome 12) : Abruzzo e Molise, Torino, Unione Tipografica Torinese, 1970, 632 p.

page 551 : carte réalisée d'après les informations fournies par César Marchesani.

3ème partie, chapitre 4.

page 571 : documents trouvés dans *Les Hautes-Vosges Économiques* et *La Liberté de l'Est* (1946-1970).

page 583 : dessins de la page 38 de *L'Affaire Tournesol* de Hergé (Casterman, 1956).

3ème partie, chapitre 5 .

page 593 : graphiques réalisés d'après des statistiques calculées après dépouillement des dossiers de naturalisation (A.D.V. : 54 W 59-77 ; S.C. 333-349, 5084-5086).

page 597 : graphiques réalisés d'après des statistiques trouvées dans les listes nominatives de 1968 de quelques communes de l'arrondissement (A.D.V. : 65 W).

page 599 : graphiques réalisés d'après des statistiques trouvées dans les listes nominatives de 1968 de quelques communes de l'arrondissement (A.D.V. : 65 W).

page 601 : photographies aimablement communiquées par Jean-Pierre Kruch ; *La Liberté de l'Est* : 27 janvier 1957 , 21 décembre 1957 ; 2 janvier 1965.

page 603 : graphiques réalisés d'après les statistiques trouvées dans les listes nominatives de Senones et Saint-Dié en 1931, 1936, 1962 et 1968 (A.D.V. : 6 M et 65 W).

page 620 : carte réalisée d'après les informations trouvées dans les listes nominatives de Saint-Dié de 1962 (A.D.V. : 65 W 26).

page 621 : photographies actuelles (collection personnelle).

page 624 : photographies actuelles (collection personnelle).